

CENTRE D'ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
DE LA DEFENSE

L'EUROCORPS :

*Processus de socialisation et
construction d'une identité transnationale*

Jean-Yves HAINE

Centre d'études sur les conflits – Paris

Janvier 2001

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
1. L'EUROCORPS DANS LE PAYSAGE EUROPÉEN DE LA SÉCURITÉ.....	12
<u>1 – 1 – LA CHUTE DU MUR ET L'ALLIANCE ATLANTIQUE</u>	13
<u>1 – 2 – L'ALLEMAGNE UNIE, LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE.....</u>	23
2. THÉORIES DE LA COOPÉRATION MILITAIRE.....	34
<u>2 – 1 – ENTRE LA CONTRAINTE ET LA PRATIQUE : LES LIMITES DE L'ANARCHIE.</u>	42
<u>2 – 2 – TRANSCENDER L'ANARCHIE: IDENTITÉ ET COMMUNAUTÉ DE SÉCURITÉ</u>	52
3. LA RENAISSANCE DU CORPS EUROPÉEN.....	70
<u>3 – 1 – LA BOSNIE, L'IMPUISSANCE EUROPÉENNE ET LES INCERTITUDES AMÉRICAINES</u>	71
<u>3 – 2 – LE KOSOVO, LA NOUVELLE AMBITION DE L'ÉUROPE ET LE RÉVEIL DE L'EUROCORPS..</u>	81
CONCLUSION.....	95
BIBLIOGRAPHIE	98

Introduction

Il y a plus de vingt ans, l'ambassadeur de Belgique à l'Union de l'Europe Occidentale confiait que si les Européens acceptaient un jour l'idée d'une défense commune, l'UEO devrait être prête à se fondre dans les institutions communautaires et cesser son existence.¹ Ce scénario est aujourd'hui en passe de devenir réalité. Mais la question, implicite depuis 1945, explicite depuis la réunification allemande, des relations entre cette identité de défense européenne et l'Alliance atlantique n'est toujours pas résolue. Sous cet angle, le problème de l'architecture européenne de sécurité, dont l'Eurocorps constitue un fondement important, a au fond peu évolué. Les Européens semblent toujours aussi divisés sur la forme et le fond de cette défense européenne, ils apparaissent particulièrement peu enclins à transposer la politique extérieure et de sécurité commune en réalité diplomatique et militaire. Les grands acteurs européens poursuivent des agendas spécifiques dans leurs rapports avec Washington. Le rééquilibrage entre Européens et Américains, véritable récurrence des rapports transatlantiques, fait toujours l'objet de vives querelles entre Paris et Washington, même si d'importants progrès ont été réalisés.²

Pour autant, cette identité de défense et de sécurité apparaît posée dans des termes radicalement nouveaux. Pour la première fois en effet depuis son existence, l'Alliance atlantique a montré ses limites non pas militaires mais politiques. En particulier, l'engagement des Américains pour l'Europe, qui a toujours constitué une constance de la politique étrangère de Washington depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, semble davantage hypothétique et conditionnel que par le passé. Les Etats-Unis ont certes toujours attaché plus d'importance au symbole atlantique qu'à sa réelle signification militaire dans la mesure où, étant une grande puissance, ils pouvaient assumer seuls la défense de leurs intérêts stratégiques. La position européenne était strictement inverse, la légitimité atlantique provenait de sa capacité à assurer ses intérêts fondamentaux. Les crises de Bosnie et du Kosovo ont quelque peu modifié cette perspective. Les divergences qu'elles ont suscitées entre Européens et Américains ont provoqué chez les premiers une remise en question de la seule légitimité atlantique, et chez les seconds un questionnement sur la nature et l'utilité de l'engagement en Europe. A dire vrai, ces crises ont été plus des éléments révélateurs de ces problèmes que des facteurs initiateurs. Mais le résultat principal de ces désaccords est qu'aujourd'hui, l'Union européenne est en charge d'une matière, la défense, qui avait été un tabou communautaire depuis 1954. Dans cette mesure,

¹ "If the 12 one day all accept the idea of a common European defence, the WEU must be ready to question its own future and to merge into the mainstream of the construction of Europe". Alfred Cahen, cité par Kirchner Emil J., "Germany, European Defence Institutions and NATO", in Kirchner Emil J. et James Sperling, *The Federal Republic of Germany and NATO*, Macmillan, 1992, p. 113.

² L'ancien secrétaire d'Etat américain à la défense William Cohen estimait que la force européenne de réaction rapide décidée à Helsinki ne pouvait se constituer en dehors de la structure intégrée de l'OTAN. "If there is openness, transparency and a noncompetitive relationship, then the United States would remain committed. But if, in fact, we had lip service being paid to developing the capabilities, if we had a competing institution that was established that would be inconsistent with military effectiveness, if in fact there was any element of using the [EU] force structure in a way to simply set up a competing headquarters... then NATO could become a relic". Douglas Hamilton et Charles Aldinger, "EU Force Could Spell NATO's End, Cohen Says", *Washington Post*, December 06, 2000.

L'Eurocorps peut apparaître comme l'un des éléments précurseurs d'une potentielle défense européenne.

Car il s'agit bien de potentialité. La simplification institutionnelle qui suit la disparition de l'UEO, si elle clarifie le débat, le rend aussi plus complexe. Tout d'abord, viennent se greffer des problèmes strictement liés à l'Union européenne, en termes de mécanismes de décision, respect des souverainetés et surtout d'élargissement. Ce qui n'a jamais été réalisé à Six, risque d'être particulièrement complexe à achever à 20 ou 25. La Turquie qui auparavant bénéficiait d'une voix associée au sein de l'UEO se retrouve ainsi marginalisée. Ensuite, la défense n'est que la traduction d'une politique extérieure commune qui sous bien des aspects demeure en Europe une pierre de Sisyphe. Enfin, et ce dernier point est sans doute le plus problématique, l'Union européenne n'a ni les moyens militaires requis ni la capacité opérationnelle nécessaire pour les mettre en œuvre. L'expérience de l'Eurocorps, mais aussi dans une certaine mesure les décisions d'Helsinki, illustrent la modestie des ambitions actuelles. Sans augmentation des budgets respectifs, la potentialité de la défense européenne risque de rester une virtualité.

Ce dernier aspect est la traduction d'une réalité politique ancienne mais bien vivante au sein de l'Union européenne. La diversité des approches dans le domaine de la sécurité reste en effet flagrante. Les uns considèrent que la construction communautaire n'est pas l'espace légitime de l'intégration militaire, d'autres estiment que la priorité reste nationale, certains cultivent une neutralité contraire à l'idée d'intégration, et la majorité juge l'identité atlantique bien plus légitime que celle de l'Union européenne. Nous sommes en présence d'une compétition, non d'une contradiction, entre deux institutions, atlantique et européenne. La première fonde sa légitimité sur plus d'un demi-siècle d'existence et a démontré sa capacité fonctionnelle à remplir les missions qui lui ont été assignées. La seconde quant à elle doit transposer dans un domaine tout à fait inédit pour elle, la défense, ce qu'elle a réussi à accomplir en matière économique et financière. Cette compétition, autant que l'on puisse en juger, ne se résoudra pas par la victoire de l'une sur l'autre. Il s'agira plutôt d'accommodements, qui préserveront vraisemblablement la domination du cercle atlantique sur le cadre européen. Mais le point important me semble être le suivant: les Européens ont entrepris de renforcer leur coopération militaire non plus avec des intentions essentiellement héritées d'un passé particulièrement traumatique, mais avec des objectifs tournés davantage vers l'avenir. L'Eurocorps, qui relevait principalement de la première tendance, se voit offrir aujourd'hui une opportunité de se transformer vers cette seconde ambition. Gage hérité du passé, il est désormais tourné vers les défis futurs.

Pour l'observateur extérieur et l'homme de la rue, les détails institutionnels apparaissent confus, abscons et sans grande importance. Dans une large mesure, ce constat s'impose encore davantage aujourd'hui, après les crises majeures qu'ont constitué la guerre en Bosnie et le récent conflit du Kosovo tant il est vrai que les institutions, de l'ONU à l'OSCE, se sont montrées impuissantes à peser de manière significative sur le déroulement du conflit bosniaque dont a pu dire, à juste titre, qu'il avait représenté le cimetière des institutions de sécurité.³ Pour les diplomates nationaux en charge de ces questions, il en est cependant tout autrement. Ce hiatus entre les perceptions des sociétés concernées et les intérêts nationaux immédiats, dont les diplomates sont les architectes principaux, révèle une dimension de la sécurité

³ L'expression est de Pierre Hassner. Sur l'inefficacité des institutions de sécurité en Europe, Voir Frédéric Bozo, "Organisations de sécurité et insécurité en Europe", *Politique Etrangère*, été 1993, n°2, pp. 447-458..

européenne rarement mise en exergue mais qui est pourtant fondamentale pour comprendre l'évolution des institutions et des outils dans le domaine de la coopération militaire. Entre Etats démocratiques, les questions du statut liée au respect de la souveraineté entraînent un échange constant entre les préférences nationales et les contraintes du multilatéralisme. En particulier, dans un domaine où les décisions entraînent potentiellement des questions de vie ou de mort pour une partie de leurs concitoyens, les Etats sont extrêmement soucieux de leur prérogative décisionnelle. L'exécutif et le parlement national restent le lieu ultime de la décision. Parallèlement, ce statut diplomatique, notion qui reste et demeure peu étudiée en relations internationales mais qui est sans conteste l'un des moteurs de l'action étatique⁴, pousse les Etats, qu'elles que soient leurs puissances respectives, à revendiquer une place égale dans les forums internationaux. Sur le strict plan juridique, mais surtout dans la pratique politique, les petits Etats dans des institutions comme l'Union européenne ou l'Alliance atlantique contribuent sur un même pied à l'élaboration du consensus nécessaire à la décision. Ce respect des souverainetés dans ces institutions démocratiques constitue l'une des raisons essentielles de leurs succès et l'un des motifs principaux des demandes d'adhésion des pays non membres. Autrement dit, le caractère fondamentalement démocratique de ces institutions est la *condition* de la coopération en matière de défense. Dans un domaine aussi crucial et symbolique que celui de la défense, la légitimité des institutions est un élément essentiel. Cela signifie que les processus déterminants de socialisations fructueuses ne peuvent venir que du sommet de l'Etat.

Outre les questions de légitimité, les facteurs identitaires constituent le second enjeu de ces processus, et, par bien des aspects, conditionnent les approches institutionnelles. Les identités nationales définissent en effet les conditions de ces processus de socialisation. Ils expliquent à la fois leur lenteur, leur inachèvement et leur décalage par rapport aux facteurs classiques liés à la puissance. Ces identités nationales, l'essence sociologique et donc historique des acteurs étatiques en présence, constituent la toile de fonds sur laquelle viennent se greffer les intérêts immédiats et contingents poursuivis par ces acteurs dans le contexte plus restreint de la défense en Europe. Dans ce domaine, les initiatives prises par les Etats reflètent tout autant, sinon plus, les cultures spécifiques et particulières de ces acteurs historiquement et sociologiquement situés, que les rapports de puissance qui les positionnent les uns vis-à-vis des autres. Cela signifie que les sources et origines des préférences avancées sur l'échiquier diplomatique sont *d'abord internes, ensuite stratégiques*. Parce que les affaires militaires touchent à l'essence du politique, ces facteurs identitaires déterminent au fond les marges de manœuvres, étroites et rigides, du jeu diplomatique. L'indépendance de la politique étrangère française, l'insularité britannique, la semi-souveraineté allemande ne sont pas seulement des étiquettes ou des clichés commodes; ces éléments sont les caractéristiques fondamentales de leurs identités et définissent les approches respectives à la fois vis-à-vis de la construction européenne, -alibi pour Paris, méfiance pour Londres, salut pour Berlin-, mais aussi par rapport à l'Alliance atlantique, -cercle illégitime pour la France, communauté naturelle pour le Royaume-Uni, solidarité nécessaire pour l'Allemagne. Les politiques de défense,

⁴ Il faut cependant rendre justice aux premiers ouvrages de relations internationales d'inspiration plus juridique et plus historiques, qui reconnaissent le rôle joué par les questions de statut dans la vie internationale. On consultera par exemple Morgenthau Hans J., *Politics Among Nations, The Struggle for Power and Peace*, McGraw-Hill, 5^{ème} Ed., 1978, pp. 84-94; et Bull Hedley, *The Anarchical Society, A Study of Order in World Politics*, Columbia University Press, nouvelle Edition, 1995.

mais aussi les cultures militaires⁵, sont pour une large part conditionnées par ces références divergentes.

Ceci posé, il ne faut cependant pas tomber dans l'excès inverse qui consisterait à ignorer purement et simplement les facteurs de puissance. Ceux-ci demeurent des éléments importants pour comprendre les interactions qui se nouent entre les Etats, mais ils ne prennent toute leur signification qu'une fois replacés dans leur contexte identitaire et culturel, qui encore une fois est davantage le résultat de caractéristiques internes plutôt qu'internationales. Ce rééquilibrage au profit des identités nationales ne doit pas non plus nous mener à réintroduire du déterminisme dans l'analyse. Certes, parce que les éléments identitaires jouent sur le long terme, ils constituent de puissants facteurs d'inertie, pour autant ils n'excluent pas les changements, en particulier en présence de chocs extérieurs. Sur la toile de fond des convictions identitaire, telles qu'elles sont articulées par les responsables politiques, surgissent des événements imprévus, sinon imprévisibles. Ces chocs à leur tour, s'ils génèrent des crise sur le court terme, transforment les identités des acteurs qui les subissent sur le long terme.

Les expériences de la Bosnie ont ainsi servi à la fois de révélateur des insuffisances opérationnelles des Européens et d'apprentissage pour les militaires sur le terrain, certes dans des conditions de commandement particulières puisqu'il s'agissait d'un mandat onusien. La collaboration entre les unités britanniques et françaises, fruit d'un engagement politique commun mais minimal, ont incontestablement renforcé les solidarités de fait et les synergies opérationnelles entre les deux pays. Ceci ne doit pas nous étonner. Les socialisations dans le domaine de la coopération militaire sont amorcées par des décisions nationales, au plus haut niveau, mais doivent aussi se prolonger par un apprentissage concret sur le terrain. Or, les solidarités et les fraternités se développent essentiellement en temps de crise où le sentiment d'appartenance commune se développe d'autant plus rapidement qu'il s'inscrit dans un contexte de défense des valeurs collectives. Face aux nettoyages ethniques, à la violation quotidienne du respect le plus élémentaire des droits de l'homme, aux massacres de populations civiles, c'est-à-dire la négation la plus évidente de ces valeurs, les différences entre tradition, hiérarchie et mode de fonctionnement entre unités nationales apparaissent bien minces. Dans ce contexte dramatique, l'émergence d'une identité commune se renforce face à l'ennemi, d'autant plus aisément que cet ennemi n'était pas ou peu individualisé, même si en Bosnie, les responsabilités étaient davantage serbes que croates ou bosniaques. Les divergences qui étaient patentes au niveau politique et diplomatique, l'étaient beaucoup moins sur le terrain. L'impact de ces chocs fut considérable. Ils sont à l'origine de la reconfiguration des débats sur la défense européenne, de la nouvelle position britannique dans ce domaine, de la plus grande flexibilité française et de la modernisation militaire allemande. Surtout, ils ont démontré que l'engagement américain n'était pas aussi spontané et naturel que par le passé. Le Kosovo en particulier fut la démonstration que les Européens n'avaient pas les moyens de contester ou d'influer réellement les choix stratégiques opérés à Washington. Outre qu'ils ont mis en lumière le déséquilibre des influences et des moyens d'action entre les partenaires atlantiques, ces deux conflits ont surtout constitué des échecs dramatiques pour les valeurs de l'Europe, autant de blessures qui

⁵ Ce travail parce qu'il se focalise sur la coopération militaire au niveau institutionnel n'abordera que de manière indirecte ces différentes cultures militaires. Mais le raisonnement les concernant est strictement similaires. Sur ce point, voir Kier Elizabeth, *Imagining War, French and British Military Doctrine Between the Wars*, Princeton University Press, 1997, en particulier pp. 10-38.

ont laissé des traces sur le dessein communautaire et relativisé la tyrannie des petites différences qui jalonnent son quotidien.

L'interaction entre ces conflits et les identités nationales doit aussi nous rappeler deux évidences que les travaux de sciences politiques tendent généralement à négliger: l'essence même de la politique internationale est l'incertitude, et la caractéristique fondamentale des décideurs est leur rationalité limitée. De l'opposition entre ces deux forces, -incertitudes inhérentes aux processus de décision, certitudes intrinsèques aux perceptions identitaires, découle une politique internationale qui favorise les moyens au détriment des fins, qui privilégie la forme sur le fond, qui encourage le statut quo contre le changement, et qui s'attache aux symboles plutôt qu'à la substance.

L'Eurocorps n'échappe pas à ces caractéristiques. Fruit d'une initiative prise au sommet de l'Etat, cette coopération s'inscrivait dans la déjà longue série d'initiatives franco-allemandes dans le domaine de la sécurité, même si les exercices franco-allemands organisés dans les années 1980, symboliques sur le plan politique, n'approchaient ni l'étendue ni la complexité des exercices pratiqués par l'Alliance atlantique depuis plusieurs décennies. L'Eurocorps fut donc un symbole avant de devenir une réalité.⁶ Sur le plan militaire, cette réalité est en effet modeste. L'Eurocorps dans sa mouture actuelle est composé d'un état-major, installé à Strasbourg, qui comprend plus de 300 militaires, auxquels s'ajoutent les 600 militaires du bataillon de Quartier Général. Outre la brigade franco-allemande dont l'état-major est à Müllheim, la contribution française comprend le 53^{ème} Régiment de Transmissions de Lunéville, l'état-major de force n°1 de Besançon avec sa brigade blindée et sa brigade d'infanterie, auxquelles se joignent des unités d'appui selon les configurations requises par les missions. L'Allemagne, quant à elle, a assigné la 10^{ème} Division blindée dont l'état-major est à Sigmaringen, avec sa 12^{ème} Brigade blindée d'Amberg et sa 30^{ème} Brigade mécanisée à Ellwangen. La contribution belge est constituée par la 1^{ère} Division mécanisée dont l'état-major est à Saive, avec sa 1^{ère} Brigade mécanisée de Léopoldsborg, sa 7^{ème} Brigade mécanisée de Marche-en-Famenne et sa 17^{ème} Brigade mécanisée de Spich, auxquelles il faut ajouter la compagnie de reconnaissance luxembourgeoise de Diekirch. Quant à l'Espagne, elle a affecté la 1^{ère} Division mécanisée dont l'état-major est à Burgos, avec sa 10^{ème} Brigade mécanisée de Cordoue, sa 11^{ème} Brigade mécanisée de Badajoz et sa 12^{ème} Brigade blindée de Madrid. Toute les unités affectées restent sous commandement national. Cette mouture classique devrait cependant évoluer rapidement: décidée à Toulouse en mai 1999, et confirmée par les sommets européens de Cologne et d'Helsinki, la réorganisation de cet outil militaire est inévitable si les responsables européens veulent disposer d'un véritable corps européen de réaction rapide en 2003.

C'est dire que l'élément essentiel de ce corps européen réside dans son état-major commun où officiers de plusieurs nationalités travaillent ensemble. Cette coopération militaire ne revêt cependant pas la même signification pour tous les acteurs: elle est normale pour Berlin, mais inédite pour Paris.⁷ Jusqu'à une période très récente, l'outil militaire français traduisait en effet les objectifs de la diplomatie

⁶ Tout comme ce fut le cas avec la brigade franco-allemande qui précéda la création du corps. Sur cette coopération, voir Robert Gilles, "Rencontres de Deux Systèmes nationaux d'organisation; la montée en puissance de la brigade franco-allemande", C2SD, Mai 1992 et MacLeod, "Franco-German Brigade Has Two Military Styles Marching in Formation", *Christian Science Monitor*, 17 July 1996.

⁷ Cette dimension symbolique n'avait pas échappé aux militaires français qui d'une manière générale ne se montrèrent pas très enthousiastes pour rejoindre le commandement de Strasbourg. Interview, Général Lefèvre, attaché militaire, ambassade de France à Berlin, février 2000. Cette méfiance a quelque peu disparu depuis l'engagement de cette année.

française basées sur la souveraineté et l'indépendance. Il se voulait donc autonome et les collaborations avec les autres pays européens ou atlantiques étaient minimales. Exceptionnelle pour Paris, cette coopération militaire s'inscrivait par contre dans une pratique normalisée du côté des Allemands, habitués depuis plusieurs décennies à travailler en synergie dans le cadre du commandement intégré de l'Alliance. Car, parallèlement à l'Eurocorps, et ceci n'est jamais mentionné en France, l'Allemagne, dans sa volonté politique traditionnelle d'intégration multinationale, a multiplié depuis la réunification les coopérations militaires avec ses principaux partenaires. Outre l'Eurocorps, un corps germano-américain et germano-néerlandais ont été ainsi constitués dans le cadre de la réforme de l'OTAN. Créé en 1994, ce corps germano-néerlandais, dont l'état-major binational est à Münster, est le plus intégré des trois grandes coopérations militaires puisque les responsabilités de temps de paix y sont les plus importantes.⁸ Toutes ces coopérations rencontrent des problèmes similaires: statut différent des militaires, juridiction séparée, soldes et règles administratives divergentes et parfois contradictoires, mise en commun des systèmes d'armes, standardisation des équipements, juxtaposition d'unités professionnelles et d'appelés du contingent, langue de travail,....

La véritable signification de l'Eurocorps pour l'Allemagne ne se situait donc pas sur le plan militaire, mais bien sur le plan politique. Symbole d'une Allemagne européenne, il devait inciter la France à se rapprocher de l'Alliance atlantique. Pour Berlin, le corps était donc un outil franco-allemand dédié à l'OTAN.⁹ Pour Paris, ce gage du maintien de l'amitié franco-allemande après la réunification devait au contraire permettre de bâtir une défense européenne en dehors de la tutelle otanienne, et servait donc d'instrument politique destiné à contester le monopole de l'Alliance atlantique. Cette ambiguïté originelle devait hypothéquer la légitimité même de l'entreprise durant ses premières années. Les clarifications successives mais surtout les chocs de Bosnie et du Kosovo modifièrent les perceptions des acteurs européens et permirent de dépasser ces premières ambivalences. Réclamée par la France, soutenue par les Européens et encouragée par les Américains, l'utilisation du corps pour commander la KFOR constitua un incontestable tournant. L'état-major de Strasbourg devrait à moyen terme constituer la structure centrale du futur corps européen de réaction rapide, même si de nombreux aménagements restent nécessaires, aussi bien militaires que politiques. Mais l'avenir du corps semble désormais assuré, ce qui n'était pas le cas il y a deux ans à peine, puisque son existence est devenue politiquement

⁸ Le quartier général du corps a en effet autorité en temps de paix sur les unités qui lui sont assignées. Pour l'Eurocorps, les unités demeurent sous commandement national. Sur ce corps germano-néerlandais, voir Hein Kapper Jan, *Patentschaft-relaties: het geheime wapen van het eerste Duitse-Nederlandse LegerKorps?*, Royal Netherlands Military Academie, Breda, 1995 et Rosendahl Huber Axel et Paul Klein, "The Formation of the First German-Netherlands Corps and the Development of a Hybrid German-Dutch Organizational Culture", Inter University Seminar on Armed Forces and Society, Maryland, October 1995.

⁹ "L'Allemagne considère le corps européen comme une unité à la fois européenne et dédiée à l'OTAN, pas comme une unité autonome pour les Européens. La France le conçoit comme un premier pas vers l'autonomie de l'Europe en matière de défense". Interview Lieutenant-Colonel Pfrengle, conseiller diplomatique auprès du Ministère allemand de la défense, février 2000. Ou comme le résumait un observateur en 1993: "The question of command and control of the Eurocorps has been whether this is all a French plot to winkle Germany out of NATO or a German plot to seduce France into NATO". Stein George, "The Eurocorps and Future European Security Architecture", *European Security*, Summer 1993, Vol. 2, n°2, pp. 214-215.

légitime, ce qui constitue un progrès décisif.¹⁰ Si ses origines étaient franco-allemandes, son avenir sera atlantique et européen. Dans cette mesure, il risque de perdre ce qui faisait sa symbolique particulière, à savoir sa spécificité franco-allemande. Les adhésions belge, luxembourgeoise et espagnole n'avaient en effet pas dénaturé cette composante symbolique, qui fut patente lorsque les troupes du corps défilèrent sur les Champs-Élysées en juillet 1994.

Les dimensions politiques et symboliques sont donc cruciales pour comprendre l'évolution de cet outil militaire. Ces éléments ne sont ni surprenants ni inédits, il en a toujours été ainsi en matière de sécurité européenne principalement parce que les véritables menaces qui pesaient sur la sécurité de l'Europe ont été assumées par la protection des Etats-Unis.¹¹ Mais, aux yeux de Washington, la nécessité de l'assistance induite par la guerre froide semble désormais un luxe de plus en plus superflu. Le véritable défi de la défense européenne est de donner de la substance au symbole, elle doit s'éloigner des diplomates pour se rapprocher des militaires. Politiquement légitime, le corps européen doit désormais devenir militairement significatif.

L'analyse doit donc combiner deux types de facteurs différents: d'une part les identités nationales et leurs interactions parce qu'elles définissent les acteurs et leurs trajectoire sur la scène internationale, d'autre part les chocs extérieurs et leurs perceptions parce qu'ils président à la formation et à la formulation des intérêts tangibles et immédiats de ces acteurs situés sociologiquement et historiquement. Cette double dynamique fournit le cœur de la compréhension. Sans les identités nationales des principaux acteurs, on ne peut interpréter les enjeux de cette coopération militaire. Sans le choc de la réunification allemande, on ne peut saisir ses ambivalences originelles, sans le choc de la Bosnie et du Kosovo, on ne peut appréhender sa renaissance actuelle.

La première partie de cette étude sera donc consacrée au contexte de la décision d'octobre 1991, entérinée à La Rochelle quelques mois plus tard. Le lancement de l'Eurocorps s'inscrit en effet dans une problématique bien plus large, relative à la place de l'Allemagne après la chute du Mur, et à la position de la France après la réunification. Parce que les arrière-pensées ont été omniprésentes en Europe tant en France qu'en Grande-Bretagne, parce que les Etats-Unis ont été les plus fervents partisans d'une réunification allemande qui ne leur posait aucun problème tant qu'elle préservait l'Alliance atlantique, l'initiative de La Rochelle apparaît autant comme un gage de bonne foi donné par l'Allemagne à la France qu'une contestation française

¹⁰ L'adjoint au commandant du Corps européen estimait avant de rejoindre la KFOR: "A Helsinki, il a été décidé de mettre sur pied des capacités militaires crédibles qui sont à la portée de l'Europe. Quant au corps européen, on lui a reconnu un rôle primordial et singulier alors que son avenir était sur la sellette il y a deux ans. Ses perspectives d'action sont claires: constituer le noyau de commandement d'une force de réaction rapide ou agir en tant que force de réaction rapide". Interview Général Wirth, 28 février 2000.

¹¹ Quelles que furent les initiatives durant la guerre froide, y compris le retrait de la France du commandement intégré, la sécurité de l'Europe dépendait in fine des armes nucléaires américaines. Même avant le présence de ce bouclier, les aspects identitaires l'emportèrent sur les questions de défense comme en témoigne le rejet de la CED ou la construction de la bombe française. Il n'est pas une initiative dans ce domaine qui ne soit d'essence politique. Voir par exemple Haine Jean-Yves, *Les Décisions Nucléaires en France et en Grande-Bretagne, une Etude Comparative*, Sorbonne, 1994.

du monopole atlantique en matière de sécurité européenne.¹² Cette ambiguïté, partiellement levée avec l'accord SACEUR de janvier 1993, est à la fois la séquelle profonde des identités nationales divergentes et la conséquence immédiate des circonstances entourant la réunification allemande. Cet état-major franco-allemand suscita une réaction américaine qui fut, comme nous le verrons, particulièrement virulente. Dès sa création, l'Eurocorps est militairement marginal et politiquement illégitime.

Ce contexte posé, la deuxième partie tentera d'évaluer les principales théories de la coopération militaire au regard de ces éléments identitaires. Traditionnellement écartés de l'analyse, ils n'ont été redécouverts que très récemment mais de manière confuse et limitée, tant la prépondérance des analyses systémiques et la domination des approches du choix rationnel restent majoritaires. Pour certains, la politique internationale demeure ce jeu à somme nulle où les facteurs de puissance déterminent les trajectoires adoptées par les acteurs étatiques. Pour d'autres, au contraire, ce sont leurs caractéristiques internes et sociétales qui façonnent leurs politiques étrangères et nous éclairent sur la diversité des intérêts poursuivis. Sur la prépondérance de l'interne ou de l'externe, les oppositions sont d'autant plus radicales qu'elles mettent en lumière des ontologies antinomiques et des épistémologies contradictoires. Pour beaucoup, il s'agit en effet de marier l'eau et le feu. La virulence de ces débats doit nous inciter à la modestie et au pragmatisme. Ces perpétuelles oppositions entre intérêts matériels et préférences sociétales d'une part, entre structure réelle et idéale de l'autre, apparaissent factices dès lors que sont analysés les processus de décisions et les responsables qui les assument. Le raisonnement et le vocabulaire du décideur est en effet sensiblement différent. Les dynamiques de puissance se réduisent le plus souvent à des questions de statut et de prestige. Les identités nationales motivent les décisions contingentes mais limitent sévèrement les trajectoires diplomatiques. Dans une démocratie, cette combinaison de certitudes identitaires, d'incertitudes décisionnelles et d'aléas inhérents à la vie internationale favorise les incréments marginaux, les aménagements formels, et le statu quo permanent. Le décideur, limité dans sa rationalité, figé dans son identité, n'affiche que trop rarement sa volonté de dépasser ces contradictions. Dans le domaine de la sécurité collective, il n'en a généralement ni les intérêts ni les moyens.

La troisième partie étudie l'impact de ces ruptures qu'ont indéniablement été les crises de Bosnie et du Kosovo sur la défense européenne. Tabou pendant la guerre froide, rhétorique pendant son dénouement, le débat sur la défense européenne est sur le point de quitter le seul domaine du symbole pour rejoindre la réalité concrète de la politique de défense. Les déséquilibres entre les moyens militaires européens et américains, connus et dénoncés depuis la guerre du Golfe, mais trop flagrants pour être ignorés plus longtemps après le Kosovo, et les défaillances répétées de la communauté internationale à prévenir les massacres dans les Balkans, ont en effet mis les responsables européens devant leurs responsabilités. L'utilisation de l'état-major Eurocorps dans le commandement de la KFOR, résultat politique du malaise transatlantique, représentait un test grandeur nature pour le corps. D'enjeu diplomatique, il redevenait une réalité militaire et c'est désormais à l'aune de cette réalité que l'avenir de l'Eurocorps se décidera.

¹² Je reviendrai sur ces motivations mais succinctement, on peut dire que Paris cherchait à autonomiser la défense de l'Europe par rapport à l'OTAN, contrôler la nouvelle indépendance de l'Allemagne et préserver son leadership politique en Europe. Voir Haglund David, "Who's afraid of Franco-German Military Cooperation ?", *European Security*, Winter 1993, Vol. 2, n°4, pp. 612-630.

La discipline des relations internationales éprouvent encore bien des difficultés à combiner à la fois les certitudes identitaires et leurs perceptions, et les incertitudes décisionnelles et leurs effets. Cette étude tente de remédier dans une très modeste mesure à cette lacune.

1. L'Eurocorps dans le paysage européen de la sécurité

C'est dans une lettre commune adressée au Premier ministre néerlandais en charge de la présidence de l'Union européenne que le Président Mitterrand et le Chancelier Kohl lancèrent pour la première fois l'idée de l'Eurocorps le 14 octobre 1991. Désireux de donner une "nouvelle impulsion" à la construction européenne avant le sommet capital de Maastricht, les deux chefs d'Etat exprimaient leur volonté de renforcer la coopération militaire franco-allemande afin de jeter les bases d'une plus grande responsabilité de l'Europe dans les domaines de la sécurité et de la défense. Pour accroître le rôle politique de l'Union en politique étrangère et dans le domaine de la défense, le projet s'appuyait largement sur l'Union de l'Europe Occidentale appelée à devenir la pierre angulaire et le bras armé de l'UE. Empruntant ça et là un vocabulaire que n'aurait pas renié Jean Monnet¹³, le texte proposait de mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune au sein de l'Union et de revitaliser, une fois de plus¹⁴, l'UEO pour en faire l'institution centrale dans le domaine des questions de défense en Europe. Ce texte semblait traduire une évolution sensible des positions allemandes qui avaient toujours reconnu l'exclusivité et la légitimité de l'Alliance atlantique pour la défense et la sécurité en Europe.

Cette proposition du président Mitterrand et du chancelier Kohl, dans la pure tradition des initiatives franco-allemandes, notamment celle de la brigade franco-allemande d'octobre 1990, intervenait au moment où Britanniques et Italiens déposaient leurs propres suggestions sur l'évolution des compétences européennes en matière de sécurité. Pour Londres et Rome, il n'était pas question de modifier le paysage institutionnel européen au détriment de la seule organisation capable d'assumer des responsabilités militaires en Europe, à savoir l'Alliance atlantique. Parallèlement, certains pays membres de l'Union européenne estimaient qu'un accord entre les deux puissances prépondérantes, la France et de l'Allemagne, ne signifiaient pas nécessairement l'adhésion automatique du reste de l'Europe. L'Europe ne pouvait se réduire au seul couple franco-allemand, et dans le domaine de la défense, le fait accompli n'était pas la bonne méthode pour prétendre construire une sécurité véritablement européenne. La préparation du sommet de Maastricht voyait donc les Européens se diviser selon des clivages somme toute classiques. L'opposition entre atlantistes et européens constituait une fracture politique dont les premières

¹³ Dans un passage rappelant la déclaration Schuman du 09 mai 1950, il est en effet précisé que "il est important que les Européens montrent clairement, *par des décisions concrètes et des mesures institutionnelles*, qu'ils veulent prendre des responsabilités plus grandes dans le domaine de la sécurité et de la défense.". Lettre adressée par M. François Mitterrand et le Chancelier Kohl à Ruud Lubbers, in *Documents d'actualité internationales*, n°24, 15 décembre 1991. C'est moi qui souligne. Le renforcement des liens militaires entre la France et l'Allemagne est évoquée très brièvement en annexe sans aucune mention de l'Eurocorps en tant que tel.

¹⁴ Une fois de plus, puisque l'UEO avait été tiré de sa longue mise en veille en 1984, notamment sous l'impulsion de la France mais avec l'accord de l'Allemagne qui voyait ainsi les dernières restrictions sur son armement conventionnel levées. Les compétences de l'UEO dont la création remonte à 1948 avaient été vidées de leur substance en 1954 lorsque la France avait refusé de ratifier la Communauté européenne de défense, plaçant ainsi l'Alliance atlantique en situation de monopole pour les questions de défense en Europe. Sur ce point voir par exemple, Aron Raymond et Daniel Lerner, *La querelle de la CED, Essais d'analyses sociologiques*, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Armand Colin, 1956.

manifestations remontaient au moins à la fin des années 1940¹⁵, tandis que les déséquilibres entre petits pays et grandes puissances au sein de l'UE étaient intimement liés à la nature même du projet communautaire. Derrière la querelle institutionnelle entre la prééminence de l'UEO et celle de l'Alliance atlantique, se cachaient des enjeux politiques fondamentaux pour l'avenir de l'Europe.¹⁶ Ceux-ci traduisaient des préférences nationales façonnées par le poids des héritages historiques et renforcés par les incertitudes de l'avenir.

1 – 1 – la chute du Mur et l'Alliance atlantique

Il est important de rappeler quelles étaient les positions respectives des principaux acteurs face à cet événement, capital pour l'Europe et le monde, que fut la chute du Mur de Berlin mais dont personne, à commencer par les Allemands, n'avaient réellement envisagé la possibilité. À bien des égards, ce dénouement essentiellement pacifique et extraordinairement rapide façonna la forme et le fond du règlement diplomatique qui entérina la fin de la guerre froide et influença de manière décisive les initiatives européennes en matière de défense et de sécurité en Europe du début des années 1990.

Tout observateur étudiant ces bouleversements avec le recul du temps doit éviter soigneusement ce que R. Aron a appelé l'illusion rétrospective de la fatalité.¹⁷ En particulier, il convient de ne pas sous-estimer l'incertitude des perceptions et des évaluations entretenues entre les principaux acteurs pendant cette période critique. Si, au milieu des années 1980, on avait demandé aux experts, à l'Est comme à l'Ouest, de se prononcer sur une éventuelle fin de l'antagonisme américano-soviétique, un petit nombre d'entre eux se serait peut-être risqué à pronostiquer la fin de la guerre froide, mais personne n'aurait osé imaginer le scénario de son dénouement tel qu'il s'est effectivement déroulé durant l'hiver 1989. Il faut se souvenir que les estimations les plus optimistes après la chute du Mur envisageaient la réunification allemande selon un échéancier qui s'étalait sur une décennie. Se mettre à la place des décideurs au moment où ils vivaient ces événements exceptionnels est donc une nécessité méthodologique. Parallèlement, il ne manque pas de travaux aujourd'hui soulignant les

¹⁵ Sur l'émergence de cette opposition, on consultera par exemple Cogan Charles, *Forced to Choose, France, the Atlantic Alliance and NATO, Then and Now*, Praeger, 1995 et Soutou Georges-Henri, *L'Alliance incertaine, les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Fayard, 1996. À bien des égards, la CED fut l'épisode le plus emblématique de cette opposition. Voir Moïsi Dominique, *La France et la défense de l'Europe, de la CED à l'armement nucléaire: réalités politiques et analyses stratégiques*, Panthéon-Sorbonne, 1975.

¹⁶ Sur ce clivage, Hubert Védrine eut ce commentaire: "Dans une nouvelle lettre du 06 décembre, Mitterrand et Kohl font part à leurs partenaires de leur position commune: élargissement des compétences de l'Union, renforcement de la citoyenneté européenne, élaboration d'une PESC en liaison organique avec l'UEO. Nous disons toujours "sécurité" pour ne pas effaroucher les Otaniens intégristes, mais ils sont déjà sur leurs garde. *Toute la problématique des années quatre vingt-dix est là*". Védrine Hubert, *Les mondes de François Mitterrand, A l'Élysée, 1981-1995*, Fayard, 1996, p. 459. C'est moi qui souligne.

¹⁷ "On reconnaît d'abord des occasions, saisies ou perdues, des instants décisifs, mais toujours et partout, qu'il s'agisse d'une victoire militaire ou de l'écroulement d'un empire, on découvre des raisons lointaines et valables qui, après coup, confèrent une apparente nécessité à l'issue effective. On oublie que l'issue contraire aurait peut-être comporté une explication aussi satisfaisante. En d'autres termes, la rétrospection crée une *illusion de fatalité* qui contredit *l'impression contemporaine de contingence*". Aron Raymond, *Introduction à la philosophie de l'histoire, Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Gallimard, 1986, p. 224. Souligné dans l'original.

facteurs irréversibles du déclin soviétique et l'enchaînement inévitable des causes de la guerre froide.¹⁸ Un rapide exercice d'analyse par conditions contraires, ce que les anglo-saxons appellent *counterfactual analysis*¹⁹, nous révèlent qu'une large palette de règlements internationaux aurait pu voir le jour. Sans prétendre être exhaustif, les quelques scénarios qui suivent, en réalité prônés par certains acteurs, illustrent bien la conjonction de circonstances exceptionnelles qui ont entraîné la fin de la guerre froide telle qu'elle fut effectivement entérinée par les accords de Paris.

Le premier d'entre eux, favorisé à l'époque par H. Kissinger, eut été une consolidation des accords d'Helsinki, laissant les frontières européennes intactes mais permettant un apaisement des tensions idéologiques entre les deux blocs.²⁰ Dans une telle perspective, l'OSCE aurait été l'institution dont le rôle se serait probablement le plus accru, constituant le forum principal de ce règlement minimal. Les accords sur les mesures de confiance et de sécurité, dont les premiers réels progrès étaient perceptibles dès 1988, se seraient multipliés et une nouvelle détente, sur des bases plus solides et surtout plus transparentes, aurait ainsi marqué les rapports bipolaires.²¹ Le deuxième aurait consisté à une réactivation des liens franco-britanniques, pour renforcer le contrôle diplomatique exercé par Londres et Paris sur Bonn. Une telle entente cordiale, recherchée en vain par M. Thatcher, qui plaçait l'Allemagne unie sous une étroite surveillance bilatérale, signifiait en réalité un coup d'arrêt de la coopération franco-allemande et une redéfinition du statut de la France au sein de l'Alliance atlantique dont le rôle de gardien de la souveraineté allemande aurait ainsi acquis une

¹⁸ Un expert de l'Union soviétique reconnaît: "If you asked me five years ago whether such remarkable developments in the Soviet Union and Eastern Europe could take place, I would have replied: 'Impossible'. However, if you ask me today, I say: 'They were inevitable'". Cité par George Alexander L., "The Transition in U.S.-Soviet Relations, 1985-1990", in Wohlforth William C. (Ed.), *Witnesses to the End of the Cold War*, The John Hopkins University Press, 1996, p. 240.

¹⁹ Ce type d'exercice demande une méthode plus rigoureuse qu'il n'y paraît. Pour une bonne introduction en relations internationales, voir Tetlock Philip E. et Aaron Belkin, "Counterfactual Thought Experiments in World Politics: Logical, Methodological and Psychological Perspectives", in Tetlock Philip E. et Aaron Belkin, *Counterfactual Thought Experiments in World Politics*, Princeton University Press, 1996, pp. 1-39.

²⁰ Le Département d'Etat qualifia ce plan de Yalta II. Sur ce point, voir Baker James et Thomas M. DeFrank, *The Politics of Diplomacy, Revolution, War & Peace, 1989-1992*, G. P. Putnam's Sons, 1995, pp. 20-21.

²¹ Il faut se rappeler que le régime des Mesures de Confiance et de Sécurité constituaient l'essentiel des négociations Est-Ouest dans la deuxième partie des années 1980. "The special character of CSBM as an international regime does lie in their provision of a kind of 'quasi-law' in the form of mutually agreed 'rules of the game'. However, CSBM do not substantially restrain the sovereignty of states to choose their own national defense policy. Therefore, they can be classified as a pragmatic contribution to peacefully managing the classical "security dilemma" based on both the proscription of threat or use of force and the right to military self-defense". Cité dans Volker Rittberger, Manfred Efinger and Martin Mendler, "Toward an East-West Security Regime: The Case of Confidence and Security Building Measures", *Journal of Peace Research*, Vol. 27, n°1, 1990, p. 71. Voir aussi Flanagan Stephen J et Fen Osler Hampson, *Securing Europe's Future*, Croom & Helm, 1986.

dimension quasi officielle.²² La troisième possibilité aurait consisté en une redéfinition radicale du rôle des Etats-Unis en Europe. La rivalité idéologique entre l'Union soviétique et les Etats-Unis s'achevant par une victoire des valeurs démocratiques et libérales, Washington aurait considéré sa mission en Europe comme terminée et repris une place sur l'échiquier international plus conforme à sa tradition et ses principes, c'est-à-dire le maintien de relations commerciales privilégiées avec l'Europe et la Japon, mais une plus grande neutralité politique vis-à-vis du continent eurasiatique.²³ Dans cette hypothèse, l'Alliance atlantique se serait vraisemblablement dissoute, appelant ainsi l'UEO à devenir l'instance de défense et de sécurité la plus importante en Europe. Le dernier scénario aurait vu le refus de l'Union soviétique d'accorder à l'Allemagne unie le choix de son alliance, en particulier son maintien au sein de l'Alliance atlantique. Un statut politique particulier sur le modèle français et le maintien du Pacte de Varsovie pour la partie orientale de l'Allemagne auraient ainsi assuré un plus grand équilibre du règlement final de la question allemande et le maintien d'un statut diplomatique pour Moscou plus conforme à son arsenal militaire et nucléaire.²⁴ Un tel marchandage aurait signifié à moyen terme une césure géopolitique plus marquée au sein même de l'Allemagne et le maintien mais sans doute aussi l'affaiblissement des deux Alliances, l'OTAN et le Pacte de Varsovie, en Europe.

Ces scénarios peuvent sembler a posteriori peu vraisemblables, mais ils constituèrent bel et bien des hypothèses de travail sur lesquelles les diplomates ont effectivement travaillé durant les mois qui précédèrent la fin de la guerre froide. Chacun impliquait des conséquences extrêmement importantes pour le paysage européen de la sécurité. Sous cet angle, la solution finalement négociée apparaît bien exceptionnelle tant il est vrai qu'elle marque la victoire d'un camp sur l'autre, illustrée symboliquement par l'appartenance de l'Allemagne unie à l'Alliance atlantique.²⁵ Ce dénouement, dont bien entendu le caractère essentiellement pacifique n'est pas le moins surprenant de ses aspects, devait entraîner lui aussi de considérables conséquences pour la sécurité en Europe. Il convient de s'interroger sur les motifs et

²² Sur cette nouvelle entente cordiale, voir Thatcher Margaret, *The Downing Street Years*, HarperCollins, 1993, pp. 797-799 et Urban George R., *Diplomacy and Disillusion at the Court of Margaret Thatcher: An Insider's View*, Tauris Publishers, 1996, pp. 99-101. Sur l'état des relations franco-britanniques avant la chute du Mur, Boyer Yves, Pierre Lellouche et John Roper, *Pour une nouvelle entente cordiale: la relance de l'alliance franco-britannique en matière de sécurité*, IFRI-RIIA, Masson, 1988. On connaît la formule classique de Lord Ismay, premier secrétaire général de l'OTAN, résumant les fonctions de l'Alliance atlantique: "Keep the Americans in, the Soviet out and the Germans down". Sur ce qu'on a appelé le double containment, l'un vis-à-vis de l'Union soviétique, l'autre à l'égard de l'Allemagne, voir Ireland Timothy P., *Creating the Entangling Alliance: The Origins of the North Atlantic Organization*, Greenwood Press, 1987; Hampton Mary N., "NATO at the Creation: US Foreign Policy, West Germany and the Wilsonian Impulse", *Security Studies*, Spring 1995, Vol. 4, n°3, pp. 610-656 et Trachtenberg Marc, *A Constructed Peace: The Making of the European Settlement 1945-1963*, Princeton University Press, 1999.

²³ La branche la plus isolationniste du Parti Républicain prônaient un tel retrait. Les académiques ont été plus nombreux à recourir à ce scénario. Voir Layne Christopher, "Continental Divide: Time to Disengage in Europe", *The National Interest*, Fall 1988, n°13, pp. 13-27; Joffe Joseph, "Bismarck or Britain? Toward an American Grand Strategy after Bipolarity", *International Security*, Spring 1995, Vol. 19, n°4, pp. 94-117; et Layne Christopher, "From Preponderance to Offshore Balancing: America's Future Grand Strategy", *International Security*, Summer 1997, Vol. 22, n°4, pp. 86-124.

²⁴ Sur cette solution française, voir entre autres, Adomeit Hannes, "Gorbachev and German Unification: Revision of Thinking, Realignment of Power", *Problems of Communism*, July-August 1990, Vol. 39, pp. 1-23.

²⁵ Comme l'avait déclaré Chevarnadze, "We understand that a neutral Germany is a problem. We don't want to see a neutral Germany. We want to see your troops remain. But we have a problem with NATO. It's an imagery problem. It would look as if you had won and we had lost." Cité dans Stent Angela E., *Russia and Germany Reborn, Unification, the Soviet Collapse and the New Europe*, Princeton University Press, 1999, p. 109.

les raisons qui ont poussé les grandes puissances à s'entendre sur cette résolution finale, et d'en souligner les conséquences pour le paysage institutionnel européen. Sans entrer dans les détails de la réunification allemande et de ses conséquences géopolitiques, il faut cependant noter deux caractéristiques majeures du processus, l'ambivalence des perceptions vis-à-vis des réformes soviétiques, et le poids des héritages divergents de part et d'autre de l'Atlantique, avant d'en souligner la conséquence majeure pour la sécurité européenne, c'est-à-dire le maintien du monopole de l'Alliance atlantique. A bien des égards, l'institution la moins affectée par la réunification allemande fut l'Alliance atlantique et ce succès diplomatique entraîna des conséquences profondes pour l'Europe des années 1990.

La nouvelle pensée politique de M. Gorbatchev n'avait laissé personne indifférent. En Europe, et en particulier à Bonn, on était de désireux de prendre le Secrétaire Général aux mots, tandis qu'à Londres, on estimait que les réformes soviétiques permettaient une reprise effective du dialogue. Paris était davantage soucieux de faire entendre sa voix indépendante au moment où les premiers grands accords de désarmement se dessinaient entre les deux blocs.²⁶ Mais le soutien le plus important de Gorbatchev résidait bien dans l'opinion publique occidentale qui avait embrassé les réformes soviétiques avec un enthousiasme que ne partageaient pas les diplomates. De manière plus problématique, les régimes autoritaires des pays d'Europe centrale, à la notable exception de la Pologne, contestaient ce nouveau leadership soviétique, en particulier en Allemagne de l'Est où les réformes en provenance de Moscou étaient pour le moins froidement accueillies par le gouvernement d'Honecker.

A Washington, les premières réactions face à la glasnost et la perestroïka furent nettement plus ambivalentes qu'en Europe de l'Ouest. L'une des premières décisions du président Bush à l'aube de sa présidence fut de lancer une révision générale de la politique étrangère américaine vis-à-vis de l'Union soviétique. Les raisons de cette pause étaient de deux ordres. Tout d'abord, Gorbatchev semblait détenir le monopole des initiatives diplomatiques et l'opinion publique internationale paraissait avoir changé de camp. Ensuite, la Maison-Blanche s'interrogeait non pas sur l'authenticité des réformes entreprises par Moscou mais bien sur leur finalité. Comme l'estimaient certains responsables de la CIA mais aussi bon nombres d'officiels au sein du National Security Council, la restructuration soviétique pouvait aboutir à un renforcement de la puissance de Moscou au détriment de Washington. La présence de réformes ne signifiaient aucunement une transformation automatique des rapports entre les deux grands.²⁷ Une amélioration du climat de guerre froide ne pouvait se décréter unilatéralement par Moscou. Cette prudence américaine, qui contrastait avec l'enthousiasme européen, trouvait son origine dans une leçon que Washington n'avait

²⁶ Parce que les MBFR étaient des discussions de bloc à bloc, Paris avait rejeté ce forum de discussion. Pour autant, le processus d'Helsinki joua un rôle considérable dans le rapprochement des positions à l'Est comme à l'Ouest. Sur la circulation des idées et le rôle des intellectuels, on consultera entre autres, Reus-Smit Christian, "Realist and Resistance Utopias: Community, Security and Political Action in the New Europe", *Millennium*, Spring 1992, Vol. 21, n°1, pp. 1-28. Mais la rapidité du changement s'explique davantage par la structure centralisée du pouvoir communiste: "The combination of a centralized decision-making structure with a reform-oriented leadership explains why the strategic prescriptions promoted by the transnational coalition had such a strong impact on Gorbatchev's foreign policy revolution in a short period of time. Once a channel into the top decision-making circle was open, the transnational coalition profoundly influenced policies". Risse-Kappen Thomas, "Ideas do not float freely: transnational coalitions, domestic structures and the end of the Cold War", *International Organization*, Spring 1992, Vol. 48, n°2, p. 214.

²⁷ Robert Gates estimait: "What Gorbachev already set in motion represented a political earthquake, but he clearly wanted improved economic performance, greater political vitality at home and more dynamic diplomacy to make the USSR a more competitive and stronger *adversary* in the years ahead". Gates Robert M., *From the Shadows*, Touchstone Book, 1997, p. 566. C'est moi qui souligne.

pas oubliée et dans un échec qu'il entendait ne pas répéter. Pour l'équipe du président Bush, en particulier B. Scowcroft, il fallait en effet à tout prix éviter la répétition d'un épisode douloureux pour la diplomatie américaine, à savoir l'échec de la détente. Pour la génération au pouvoir à la Maison-Blanche, les rapports avec l'Union soviétique avaient en effet été largement consacrés au contrôle des armements avant de se trouver anéantis par l'invasion de l'Afghanistan. Ne partageant pas les mêmes convictions que son prédécesseurs sur le projet de guerre des étoiles et l'obsolescence des armes nucléaires, le président Bush souhaitait évaluer la nouvelle pensée politique soviétique en basant son appréciation d'abord sur l'évolution de la puissance soviétique et seulement ensuite sur les intentions de Gorbatchev.²⁸ En clair, Washington voulait des preuves de la bonne volonté de Moscou et refusait de changer sa position jusqu'à ce que celles-ci soient tangibles et irréversibles. Dans le même temps, c'est-à-dire dès l'été 1989, les services de renseignements américains estimaient que la position politique de Gorbatchev au sein de l'appareil soviétique était fragile et que ces concessions étaient en réalité mal perçues par les conservateurs du parti. Certains au Département d'Etat jugeaient l'autorité du secrétaire général très affaiblie et sa marge de manœuvre très étroite. L'héritage de la détente expliquait donc que le résultat de cette révision stratégique amorcée par Washington fut pour le moins peu spectaculaire, son appellation officielle, -statut quo plus-, en témoigne, et motivait la prudence affichée par Washington vis-à-vis de la perestroïka de Gorbatchev. Mais, lorsque les premiers signes de l'effondrement de l'Empire soviétique en Europe apparurent nettement, cet héritage devait façonner de manière décisive les intentions et les préférences des diplomates américains.

La chute du Mur prit tout le monde par surprise. Sa cause immédiate fut en effet une maladresse d'un responsable de la chancellerie est-allemande qui lors d'une conférence de presse, déclara le passage entre Berlin-Ouest et Berlin-Est ouvert alors qu'officiellement le gouvernement n'avait pas pris position. Cette erreur administrative devait déclencher le soulèvement populaire qui abattit le Mur et, au-delà, entraîner dans son sillage les révolutions de velours qui secouèrent les démocraties populaires d'Europe centrale.²⁹ La chute du plus grand symbole de la guerre froide en Europe devait modifier fondamentalement les agendas diplomatiques européens, et en premier lieu, transformer la question sémantique de la réunification des deux Allemagnes, en un problème politique d'actualité. Face à cet événement, les principales puissances concernées affichèrent des positions pour le moins éloignées les unes des autres. En particulier, le fossé entre l'Europe et les Etats-Unis fut particulièrement important à combler parce que les différents protagonistes concevaient la question même de la réunification allemande en des termes radicalement divergents. Washington, contrairement à Londres, Paris et bien sûr Moscou, ne partageait pas les mêmes arrière-pensées à l'endroit de l'Allemagne.

²⁸ Comme le reconnaissait Condoleeza Rice, chargée des rapports avec l'Union soviétique au sein du National Security Council: "We've got to re-ask the tough question: What are the tangible differences from the old days? Gorbachev's new thinking might prove to be simply another cover for power politics". Cité par Beshloss Michael R. and Strobe Talbott, *At The Highest Levels, The Inside Story Of The End Of The Cold War*, Little, Brown and Company, 1993, pp. 105-106.

²⁹ Nous sommes habitués aujourd'hui à utiliser ce vocable surprenant de "révolutions de velours". Le risque de violence était cependant bien présent. Sur la situation en Allemagne orientale, voir Maier Charles, *Dissolution: The crisis of Communism and the end of East Germany*, Princeton University Press, 1997, et plus généralement Garton Ash T., *The Magic Lantern, The Revolution of '89 witnessed in Warsaw, Budapest, Berlin and Prague*, Vintage Books, 2^{ème} Ed., 1993. Honecker tenta d'imposer une solution à la chinoise pour supprimer les manifestations de Leipzig. Sur cet ordre heureusement jamais exécuté, Whitney Craig, "How the Wall Was Cracked", reproduit dans Gwertzman Bernard et Michael T. Kaufman (Eds.), *The Collapse of Communism*, Times Books, 1991, pp. 216-222.

Les Etats-Unis furent les plus précoces et les plus fermes partisans de la réunification allemande, mais ce soutien s'accompagna d'une condition stricte et quasiment non négociable, à savoir le maintien de l'Allemagne unie au sein de l'Alliance atlantique.³⁰ Par contraste, la France, et plus encore la Grande-Bretagne, affichèrent une réticence bien plus prononcée à l'égard du processus. Paris ajusta sa diplomatie vers l'intégration européenne, tandis que Londres sauvegarda l'essentiel de sa relation spéciale avec Washington. Pour bien comprendre ces divergences et leurs implications, il faut analyser la manière dont la question allemande fut reçue de part et d'autre de l'Atlantique. En Europe, la question de l'unification allemande fut considérée comme une remise en cause du règlement et du statu quo entériné au lendemain de la seconde guerre mondiale. A Washington au contraire, cet événement fut perçu comme une étape supplémentaire de la confrontation Est-Ouest, le dernier épisode de la guerre froide que Washington entendait gagner. Les perspectives étaient donc radicalement différentes: les unes étaient tournées vers les pesanteurs du passé, l'autre était résolument orientée vers l'avenir. Entre ces deux logiques, les responsables allemands ont éprouvé quelques difficultés à surmonter ces ambivalences.

On a beaucoup commenté l'attitude du Président Mitterrand face à l'Allemagne, et certains ont considéré qu'il n'avait pas pris l'exacte ampleur de la volonté des Allemands de surmonter leur division. La première réaction du président français relève en effet de l'incrédulité. Dans un entretien avec le président Bush, il considère qu'il ne fera rien pour s'opposer à l'unité allemande mais estime que la question est prématurée.³¹ Par ailleurs, le président français cultivait une image quelque peu romantique de l'Allemagne de l'Est dont il estimait le régime, certes affaibli, mais suffisamment fort et légitime pour être sauvegardé.³² Très rapidement cependant, Mitterrand se rendra compte de l'inéluctabilité du processus et orientera la diplomatie française vers deux directions principales, les frontières orientales de l'Allemagne avec la Pologne et de manière plus importante, le renforcement du processus d'intégration européenne. Les premières hésitations du président Mitterrand sont davantage le fruit d'une culture historique particulièrement approfondie plutôt que le produit d'un aveuglement coupable ou d'une réticence excessive.³³ Parce qu'il percevait la réunification allemande comme un problème lié à Yalta, il estimait que les pesanteurs

³⁰ Le Président Bush en avril 1989 fut le premier chef d'Etat à soutenir publiquement la réunification allemande. En octobre, il déclara de manière significative: "I do not share the concern that some European countries have about a reunified Germany because I think Germany's commitment to and recognition of the importance of the NATO alliance is unshakable". Cité dans Pond Elizabeth, *Beyond the Wall, Germany's Road to Unification*, Brookings Institution, 1993, p. 163.

³¹ Dans une interview, il précisa: "Si le peuple allemand souhaite la réunification, je ne m'y opposerai pas, mais il n'y a pas assez de changement depuis la seconde guerre mondiale pour la permettre". Interview pour la presse française, le 20 mai 1989. Sa référence implicite à Yalta est cruciale. H. Védrine ne rapporte que la première moitié de la citation.

³² D'où sa visite très controversée à Hans Modrow. Dans ses Mémoires, Mitterrand peint le portrait d'une Allemagne orientale, digne héritière de la Prusse libérale. Voir Mitterrand François, *De l'Allemagne, de la France*, Odile Jacob, 1996.

³³ La presse française, et bon nombre d'observateurs, ont critiqué la diplomatie mitterrandienne lors de la réunification. L'important est de comprendre la source de ses préférences mais non de les évaluer. Je m'abstiendrai donc de porter tout jugement. Pour un bon exemple de critique, mais aussi de malentendus, voir Cohen Samy (Ed.), *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, Presses Universitaires de France, 1998. Face à ces critiques, l'agacement d'Hubert Védrine, devenu Ministre des Affaires étrangères, fut particulièrement patent.

géopolitiques en Europe mettraient du temps à s'aplanir.³⁴ L'essentiel pour lui était d'encadrer l'Allemagne unie au sein d'une Europe plus forte. Ceci signifiait à la fois une Europe économique mais aussi une Europe politique. La traduction de la première fut le projet de monnaie unique. La conséquence de la seconde fut la Politique Extérieure et de Sécurité Commune. Dans le domaine de la défense, l'entreprise était beaucoup plus difficile à mettre en œuvre, le terrain étant occupé par l'Alliance atlantique dont le président français se désintéressa totalement. Seul un signe diplomatique franco-allemand pouvait manifester cette volonté française, ce fut la lettre commune d'octobre 1991 à l'origine de l'Eurocorps. Ce fut un symbole, et cela resta un symbole, non seulement parce que les partenaires européens accueillirent froidement l'initiative franco-allemande, mais surtout parce que l'acteur le plus influent dans le domaine de la défense en Europe, les Etats-Unis, réussirent à convaincre le chancelier allemand de vider l'accord de sa substance. La diplomatie française tenta, comme après le traité de l'Élysée de 1963, de revitaliser la défense franco-allemande, mais les circonstances dans les Balkans imposèrent de nouvelles priorités.

La position britannique fut plus nettement opposée à la réunification allemande. Pour M. Thatcher en particulier, l'unité de l'Allemagne représentait la fin de la position et du statut privilégié de la Grande-Bretagne en Europe, non pas tant pour des raisons liées au classique *balance of power*, mais bien parce que la victoire britannique de 1945, et son cortège de privilèges, semblait remise en cause. Si Yalta représente le cadre de référence du président français, incontestablement la bataille d'Angleterre constitue la référence privilégiée du Premier ministre britannique. Thatcher n'a jamais caché sa profonde méfiance vis-à-vis de l'Allemagne.³⁵ N'hésitant pas à affronter les Etats-Unis sur cette question et risquant même de compromettre la relation spéciale avec Washington, elle multiplia les obstructions au processus de réunification. Minoritaire au sein de son cabinet, sa position en devint plus obstinée.³⁶ Parallèlement, son dégoût viscéral pour l'Europe fédérale l'isola davantage de ses partenaires européens et sa diplomatie devint essentiellement réactive et négative. Seuls quelques succès par rapport à l'Alliance atlantique lui permirent de sauver la face. Mais les rapports germano-britanniques devaient souffrir pour de longues années de l'attitude de M. Thatcher sur ce dossier. L'attitude de la Grande-Bretagne ne fut pas fondamentalement différente de celle de Moscou.³⁷ Pour autant, sa position en Europe, notamment vis-à-vis de la construction européenne, devait souffrir de l'intolérance du gouvernement britannique.

Si Gorbatchev était résigné à voir l'Europe centrale retrouver son autonomie, la question de l'unification allemande, a fortiori membre de l'OTAN, lui était particulièrement douloureuse à accepter. Le prestige de l'Union soviétique, déjà sérieusement mis à mal, était en jeu. Se référant constamment aux sacrifices soviétiques durant le second conflit mondial, Gorbatchev entendait maintenir coûte que

³⁴ Dans un dîner avec le chancelier Kohl le 15 février 1990, il confie: "Les traités de 1919 et 1945 sont très injustes mais on vit avec. Il est très important de ne pas rouvrir une frénésie collective en Europe". Cité par Védérine Hubert, *Les Mondes de François Mitterrand*, Fayard, 1996, p. 435.

³⁵ En mars 1990, lors d'un dîner pour la conférence annuelle entre les deux pays, elle confia à l'ambassadeur d'Allemagne: "You need another forty years before we can forget what you have done". Charles Powell, son assistant en politique étrangère, confiait que pour Thatcher l'Allemagne représentait "le diable". Cité par Marsh David, *Germany and Europe, the Crisis of Unity*, Mandarin Books, 1995, p. 45.

³⁶ On lira le compte-rendu des discussions ministérielles dans Urban George R., *Diplomacy and Disillusion at the Court of Margaret Thatcher; An Insider's View*, Tauris Publishers, 1996, pp. 118-150. Voir aussi Sharp Paul, *Thatcher's Diplomacy, The Revival of British Foreign Policy*, Macmillan, 1997, pp. 202-224.

³⁷ Thatcher demanda à Gorbatchev de maintenir ses troupes d'occupation en RDA, et se déclarait prête à aider financièrement l'Union soviétique à cette fin.

coûte la "réalité" des deux Allemagnes telle qu'elle avait été entérinée à Helsinki. Sur le plan intérieur, Gorbatchev pressentait qu'une Allemagne unie serait sans doute une défaite que l'opposition et l'opinion publique n'accepteraient pas.³⁸ Dans le même temps, il était prêt à jeter les bases d'un compromis global pour pouvoir réformer l'Union soviétique. La diplomatie soviétique sembla cependant courir après les événements et fut dans l'incapacité de présenter des options diplomatiques constructives sur les modalités du processus de la réunification. L'accord de principe sur le libre choix pour l'Allemagne de ses alliances, acquis lors de la réunion au sommet à Washington en mai 1990, fut perçu comme une divine surprise. Cette épisode, qui vit Chevarnadze se rebeller contre la décision de Gorbatchev en plein bureau ovale de la Maison-Blanche, doit beaucoup à la diplomatie américaine même si le règlement final fut bien scellé entre le chancelier allemand et Gorbatchev dans la datcha de son village natal.³⁹ Le refus constant affiché par Moscou sur cette question ne céda que sous la pression de Kohl dont les arguments financiers finirent par convaincre Gorbatchev d'adopter une position plus accommodante. Sur le plan diplomatique, cet acquiescement ultime fut bien considéré comme une défaite manifeste.

Les Etats-Unis pour leur part n'affichaient pas les mêmes "complexes" que les Européens vis-à-vis de la réunification allemande. On a pu dire que lorsqu'apparurent les premières brèches dans le Mur de Berlin, les Européens redécouvraient leur passé, tandis que les Américains y percevaient l'avenir.⁴⁰ Très vite à Washington se dessine une corrélation entre le retrait soviétique et la pertinence de l'Alliance atlantique. Si la rhétorique soviétique se fait plus conciliante, c'est parce que l'Alliance atlantique avait fait preuve de fermeté et de cohésion. Plus Moscou multipliait les concessions, plus légitime devenait l'OTAN. Washington souhaitait avant toute chose éviter les tensions au sein de l'Alliance atlantique comparables à celles qui avaient secoué les Alliés lors du pénible débat sur les Euromissiles et plus récemment lors de la modernisation des Lance. Préserver la cohésion atlantique était une chose, exiger le maintien de l'Allemagne unie était une option bien plus risquée. Dès janvier 1990, le consensus est établi sur cette question au sein de la Maison-Blanche.⁴¹ Désormais, toute la diplomatie américaine se concentrera sur cet objectif. Faire accepter le maintien de l'Allemagne au

³⁸ Le sacrifice de 20 millions d'hommes était à la base de la conviction profondément ancrée chez les élites soviétiques selon laquelle les pays d'Europe centrale devaient assumer une dette éternelle envers l'URSS. "It is a feature of Soviet political culture that future generations of Soviet citizens and leaders have the sacred duty to ensure that the gains of WWII are permanently guaranteed. This dual sense of debt and duty is captured in the single Russian word 'dolg'." Voir Dawisha Karen, *Eastern Europe, Gorbachev, and Reform; The great challenge*, Cambridge University Press, 1988, p. 22. Sur les rapports germano-soviétiques, on consultera pour la guerre froide, Mastny Vojtech, *The Cold War and Soviet Insecurity; The Stalin Years*, Oxford University Press, 1996; pour l'après-guerre froide, Wallander Celeste, *Mortal Friends, Best Enemies; German-Russian Cooperation after the Cold War*, Cornell University Press, 1999.

³⁹ Cet accord, signé à Stravopol, constitue l'un des accords les plus importants de la seconde moitié du siècle. Les commentateurs n'ont pas pu résister à la tentation de la comparer à Rapallo. Par exemple, *The Economist*, 21 juillet 90 dans un article intitulé "Stravopallo".

⁴⁰ "It must be said that when the Berlin Wall was opened the Americans looked through the breach and saw the future while the Europeans looked through the breach and saw the past". Sicherman Harvey, "NATO Germany and Pragmatism's Finest Hour", *Orbis*, Fall 1997, Vol. 41, n°4, p. 619. Cette remarque d'un ancien membre du Policy Planning Staff de James Baker me semble parfaitement résumer les différences de perspectives entre Washington et les capitales européennes.

⁴¹ Certains auteurs placent le consensus en décembre, d'autres en janvier. Il y eut certainement des tensions entre le NSC et le State Department. Sur ce point, voir Zelikow Philip and Condoleezza Rice, *Germany Unified and Europe Transformed*, Harvard University Press, 1995 et Hutchings Robert, *American Diplomacy and the End of the Cold War*, John Hopkins University Press, 1997.

sein de l'OTAN représentait une exigence exorbitante non seulement aux yeux des Soviétiques mais aussi pour certains Allemands, qui y voyaient une tentative pour freiner la réunification. On le sait, le ministre des affaires étrangères, H. D. Genscher était partisan d'une voie médiane qui aurait accordé à l'ancienne Allemagne de l'Est un statut spécial en dehors de la juridiction otanienne. Cette option lui semblait la seule solution possible pour surmonter l'opposition de Moscou. A Washington, le Département d'Etat et en particulier J. Baker, était bien conscient des risques encourus par cette exigence américaine. Pour ne pas s'aliéner davantage les Allemands, et en particulier le ministre des Affaires étrangères H. D. Genscher, qui ne cachait pas son opposition au schéma atlantique, c'est lui qui fut à l'origine du processus "2+4" qui permettait de préserver la souveraineté allemande mais aussi les droits des grandes puissances victorieuses de 1945. Cette solution fut mal acceptée par le National Security Council et la Défense, notamment D. Cheney, dont l'objectif pouvait se résumer en un seul slogan: gagner la guerre froide. Il fallait donc éviter un compromis que les Français et les Britanniques auraient fait traîner en longueur au seul détriment des Allemands eux-mêmes et au seul bénéfice des Soviétiques. Dans le même temps, Washington entendait consolider sa position dominante en Europe et préserver ses liens étroits avec l'Allemagne. Ceci passait par le maintien de l'Alliance atlantique, cette alliance qui avait permis, selon la diplomatie américaine, d'acculer les Soviétiques à la négociation.⁴² On a pu dire que la persistance de l'Alliance atlantique résultait surtout de l'inertie institutionnelle.⁴³ En réalité, elle doit beaucoup à la diplomatie américaine qui concentra l'essentiel de ses efforts au maintien du partenariat privilégié entre Washington et Bonn, et à la sauvegarde du symbole de la victoire des démocraties que représentait l'OTAN. Les conséquences de cette victoire diplomatique, *totale et unilatérale*⁴⁴, furent considérables pour l'Europe. Avec une Alliance atlantique intacte, qui n'opéra que des réformes superficielles à Londres en juin 1990, la défense européenne était dès cet instant compromise.

Le processus de la réunification allemande changea radicalement le paysage européen. Si toutes les pièces de ce dossier ne sont pas encore accessibles, on peut néanmoins tirer les conclusions principales de ce bouleversement géopolitique que

⁴² Le schéma dominant à Washington était bien que l'Union soviétique avait plié en raison de l'Initiative de Défense Stratégique et grâce à l'installation des Euromissiles. Quant à savoir si Gorbatchev a réellement changé la politique étrangère de l'URSS pour ces motifs, la réponse est nettement plus ambiguë. Sur cette question, voir Risse-Kappen, Thomas, "Did 'Peace Through Strength' End the Cold War? Lessons from INF", *International Security*, Summer 1991, Vol.16, n°1, pp. 162-188.

⁴³ Ainsi pour E. Pond, "In the end Bush rejected all radical innovation in NATO on the basis of the old adage, 'If ain't broke, don't fix it.' This longest alliance in history did give the United States a familiar channel for insuring Western Europe against any Soviet return to military intimidation, acquisition of nuclear weapons by militant Soviet minorities, ethnic shoot-ups between East Europeans no longer restrained by the pax sovietica, or even an overbearing Germany. Moreover, NATO existed and had become a habit in American foreign policy". See Pond Elizabeth, *Beyond the Wall, Germany's Road to Unification*, Brookings Institution, 1993, p. 189.

⁴⁴ "The United States decided to achieve the unification of Germany *absolutely and unequivocally* on Western terms". Cité par Zelikow Philip and Condoleezza Rice, *Germany Unified and Europe Transformed: a study in statecraft*, Harvard University Press, 1995, p. 175. C'est moi qui souligne.

personne n'avait anticipé.⁴⁵ La première concerne bien entendu la nouvelle place de l'Allemagne en Europe, non pas tant selon les critères classiques de la puissance, mais bien sur le plan du statut politique. Certes, l'accroissement de territoires et de population qui a résulté de la réunification changeait la donne géopolitique en Europe, mais dans le domaine de la sécurité et de la défense, l'Allemagne restait attachée à son cadre institutionnel traditionnel, à savoir l'Alliance atlantique. La seconde conséquence de ce processus diplomatique réside dans l'amorce d'une division du travail en Europe, entre d'une part l'Alliance atlantique et de l'autre l'Union européenne. Les négociations préparant le sommet de Maastricht révèlent ce hiatus européen. L'essentiel des discussions y furent en effet consacrées aux problèmes économiques et en particulier la monnaie unique, tandis que les questions de politique étrangère et de sécurité ne reçurent qu'une attention minimale. Pour reprendre l'expression du Premier ministre néerlandais à l'époque, la défense européenne restait une question purement "sémantique".

Cette division entre l'économique et le politique en Europe apparut aux yeux de la diplomatie française artificielle et dommageable à plus d'un titre. Traditionnellement opposée au monopole de l'Alliance atlantique, la France estimait que les nouvelles conditions politiques en Europe permettaient l'amorce d'un rééquilibrage des relations entre les Etats-Unis et l'Europe dans le domaine de la défense. En outre, les rapports au sein même du couple franco-allemand, fondé sur le leadership politique français et le moteur économique allemand, semblaient désormais défavoriser la France. Enfin, cette évolution révélait toute l'ambiguïté même de l'engagement du gouvernement français envers les institutions européennes dont on ne savait plus très bien qui en était le prisonnier ou le gardien. Parallèlement, l'Allemagne entendait redevenir une nation "normale", assumer ses responsabilités sur le continent européen, et orienter le processus d'intégration européenne vers une direction plus fédérale tout en préservant ses liens privilégiés avec Washington dans le domaine de la défense.

⁴⁵ Il faudra attendre l'ouverture des archives avant de tirer des conclusions définitives. Les documents américains sont déjà en partie disponibles à Stanford, les documents français, notamment à la suite des manipulations de J. Attali, seront accessibles très prochainement. La transparence sur cet épisode crucial est déjà remarquable. Les ouvrages suivants fournissent une image précise du cours des événements: Zelikow Philip et Condoleeza Rice, *Germany Unified and Europe Transformed : a study in statecraft*, Harvard University Press, 1995, Bush George et Brent Scowcroft, *A World Transformed*, Alfred A. Knopf, 1998, Timothy Garton Ash, *In Europe's Name : Germany and the Divided Continent*, Random House, 1993, Talbott Strobe, *At the Highest Levels: The Inside Story of the End of the Cold War*, Little Brown, 1993, Kiessler Richard et Elbe Frank, *Ein runder Tisch mit scharfen Ecken*, Nomos, 1993; Ninkovich Frank, *Germany and the United States: the transformation of the German question since 1945*, Twayne, 1995, Pond Elisabeth, *Beyond the Wall : Germany's road to Unification*, Brookings Institution, 1993, Jarausch Konrad H., *The Rush to German Unity*, Oxford University Press, 1994, James Harold et Marla Stone, *When the Wall Came Down: Reactions to German Unification*, Routledge, 1992, Adomeit Hannes, "Gorbachev and German Unification: Revision of Thinking, Realignment of Power", *Problems of Communism*, July-August 1990, Vol. 39, pp. 1-23; Thatcher Margaret, *The Downing Street Years*, HarperCollins, 1993, Urban George R., *Diplomacy and Disillusion at the Court of Margaret Thatcher; An Insider's View*, Tauris Publishers, 1996; Teltschik Horst, *329 Tage : Innenansichten der Einigung*, Siedler, 1991, Stent Angela E., *Russia and Germany Reborn, Unification, the Soviet Collapse and the New Europe*, Princeton University Press, 1999, Hutchings Robert, *American Diplomacy and the End of the Cold War*, John Hopkins University Press, 1997; Maier Charles, *Dissolution*, Princeton University Press, 1997 et Genscher Hans Dietrich, *Eirinnerung*, Siedler, 1995. Les sources françaises ne sont malheureusement pas aussi fiables: ni les "notes" d'Attali manipulées, ni les mémoires de Védrine, incomplètes. Le dernier livre du président Mitterrand nous révèle des facettes de son approche de la réunification. Le seul ouvrage scientifique est celui de Cohen Samy (Ed.), *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, Presses Universitaires de France, 1998.

1 – 2 – L'Allemagne unie, la France et l'Union européenne

La réunification allemande, parce qu'elle fut aussi soudaine et imprévue, constitua un défi politique majeur pour l'Allemagne et indirectement pour l'Europe. Une décennie après la chute du Mur, la réunification politique est désormais achevée, mais l'unité sociologique et économique reste encore incomplète.⁴⁶ Surtout, sur le plan international, la normalisation politique de l'Allemagne demeure problématique, comme en témoignent, de manière récurrente, les débats sur son rôle et ses responsabilités en matière d'emploi de la force pour des opérations humanitaires ou de maintien et de rétablissement de la paix. Plus fondamentalement encore, comme l'a appris à ses dépens le ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer, la voix de l'Allemagne, dans le domaine de la défense, reste toujours une voix sujette à caution.⁴⁷ Certes, les termes mêmes de la question allemande se sont radicalement modifiés mais force est de constater que sur la normalisation de l'Allemagne en Europe planent encore les ombres du second conflit mondial. Les chocs exogènes qu'ont constitué les conflits en Bosnie et au Kosovo ont néanmoins placé les Européens devant leurs responsabilités et contribué à relancer les questions de défense européenne vis-à-vis desquelles Londres adopta une position nouvelle, reconnaissant la légitimité de l'Union européenne en ce domaine pour la première fois depuis 1957. Ce nouveau climat contraste à bien des égards avec la morosité qui avait dominé la première moitié de la décennie 1990.

Il n'entre pas dans les objectifs de cette étude de retracer en détail les évolutions des positions respectives vis-à-vis de l'Union européenne, mais il ne faut pas perdre de vue que la nouvelle compétence de l'UE en matière de défense a profondément modifié le climat général mais aussi la nature même de l'enjeu, tant il est vrai que dans le cadre des institutions européennes, des questions aussi différentes que l'agriculture, la libre circulation ou l'élargissement se trouvent interconnectées, que la résolution de l'une passe par des compromis sur les autres et que le succès ou l'échec d'une négociation entraîne des effets dynamiques sur les discussions futures.⁴⁸ Dans le même temps, il faut reconnaître que dans le domaine de la politique étrangère, en particulier celui de la défense, le processus est d'essence intergouvernementale. Les équilibres et les géométries variables induites par les institutions européennes y sont moins byzantins parce que d'une part les légitimités demeurent largement nationales, et de l'autre, les acteurs pertinents sont moins nombreux, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, et les Etats-Unis. Certes, en fonction des questions abordées, le

⁴⁶ L'une des institutions qui réussit le mieux l'intégration des anciens Länder de l'Est fut celle de la Bundeswehr dont désormais un dixième de ses officiers sont des ressortissants de l'ancienne Allemagne de l'Est. Voir Fitchett Joseph, "German Army Smoothly Makes Room in the Ranks for Former Foes", *International Herald Tribune*, 11 February 2000. Nous reviendrons sur ce point.

⁴⁷ Je fais ici référence aux débats qui ont secoué les rapports entre Berlin et Washington suite aux propositions de M. Fischer sur l'emploi de l'arme nucléaire, il y a deux ans. La querelle n'était pas tant liée au contenu des propositions, le no first use, qu'à la nature du domaine abordé, l'arme nucléaire, qui reste un sujet tabou pour l'Allemagne. De la même manière, ses propositions sur l'Europe dans le domaine de la défense du printemps dernier furent difficilement accueillies aussi bien à Paris qu'à Washington. Selon l'ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis, Jürgen Chrobog: "The United States says it wants a clear phone number for a Europe with some real cohesion, but when we try to give it one, we have problems". Cité par Cohen Roger, "Berlin Says U.S. Urges It to Take Bigger Role, Then Calls It Too Aggressive", *New York Times*, 01 June 2000.

⁴⁸ Sur ce point, voir par exemple Pierson Paul, "The Path to European Union: An Institutionalist Account", *Comparative Political Studies*, April 1996, Vol. 29, n°2, pp. 123-164. Pour une bonne introduction théorique aux problématiques liées à l'intégration européenne, voir Moravcsik Andrew, *The Choice for Europe, Social Purpose & State Power from Messina to Maastricht*, Cornell University Press, 1998, pp. 18-85 et Keohane Robert O. et Stanley Hoffmann, *The New European Community, Decision-Making and Institutional Change*, Westview Press, 1991, pp. 1-39.

cercle s'élargit à des partenaires européens moins prépondérants. Ainsi les Pays-Bas ou l'Italie sont devenus des interlocuteurs indispensables à la résolution des crises en Bosnie pour les premiers, en Albanie pour la seconde. Mais par rapport à la complexité des arcanes communautaires, les processus de décision en cette matière restent plus précis et explicites, sans pour autant être plus transparents. Les gouvernements et parlements nationaux restent les instances de décision ultime, à la fois point de départ et lieu d'arrivée des affaires de défense. Dans la droite ligne des initiatives franco-allemandes, le projet de l'Eurocorps possédait dès l'origine une dimension européenne mais aussi une vocation plus politique visant à contester la place de l'Alliance atlantique. La création de l'Eurocorps illustre à plus d'un titre cette triple dynamique, franco-allemande, européenne, et atlantique.

Le couple franco-allemand représente l'un des piliers fondamentaux de l'équilibre européen avant comme après la guerre froide. Sans entrer dans les détails de la déjà longue histoire du rapprochement franco-allemand dans le domaine de la défense, il est cependant nécessaire d'en rappeler la philosophie générale.⁴⁹ La réconciliation entre ces ennemis héréditaires s'apparente à l'établissement d'une véritable communauté de sécurité où le classique dilemme de la sécurité entre partenaires est désormais dépassé et où l'idée même d'un conflit armé est irréaliste. Ce passage d'une rivalité séculaire, *-Erbfeindschaft-*, à une communauté de destin, *-Schicksalsgemeinschaft-*, fut progressivement mis en place et doit beaucoup aux initiatives du général de Gaulle et du chancelier Adenauer, même si certains facteurs structurels ont sans conteste contribué à ce rapprochement.⁵⁰ En dépit des récurrentes interrogations sur la fragilité ou l'essoufflement du couple franco-allemand, ce partenariat demeure le gage ultime de la paix en Europe. Fondamentalement, le couple franco-allemand reposait sur ce qu'on a appelé un "déséquilibre des déséquilibres"⁵¹, un partenariat basé sur le leadership politique de la France et la domination économique de l'Allemagne. Dans un tel partenariat, le poids des héritages et les arrière-pensées de part et d'autre n'ont jamais manqué. La réunification allemande réveilla dans une certaine mesure ces ambiguïtés mais fut aussi l'occasion de clarifier les positions respectives.

⁴⁹ Sur ces différentes étapes, on consultera par ordre chronologique Buffet Cyril, *Mourir pour Berlin: la France et l'Allemagne, 1945-1949*, Armand Colin, 1991; Willis Roy F., *France, Germany and the New Europe: 1945-1967*, Oxford University Press, 1968; Grosser Alfred, *Les Occidentaux*, Fayard, 1978; Soutou Georges-Henri, *L'Alliance incertaine, les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Fayard, 1996; Haglund David G., *Alliance Within the Alliance, Franco-German Military Cooperation and the European Pillar of Defense*, Westview Press, 1991; Kaiser Karl et Pierre Lellouche, *Le couple franco-allemand et la défense de l'Europe*, IFRI, 1986, Keukeleire Stephan, "Franco-German Security Cooperation", in Kirchner Emil J. et James Sperling, *The Federal Republic of Germany and NATO*, Macmillan, 1992; Schmidt Peter, *The Special Franco-German Security Relationship in the 1990s*, Cahiers de Chaillot, n°8, 1993 et Calleo David P. et Eric R. Staal, (Eds.), *Europe's Franco-German Engine*, Brookings Institution, 1998.

⁵⁰ Le terme 'Schicksalsgemeinschaft' fut inscrit en toute lettre dans le protocole du 22 janvier 1988 établissant un conseil de défense et de sécurité commun entre la France et l'Allemagne. Sans entrer dans les détails sur cette notion, il faut cependant noter que les explications en science politique sur ce rapprochement font la part belle aux éléments structurels et sous-estiment le rôle des décideurs. Pour expliquer l'émergence du couple franco-allemand, on a ainsi souligné l'influence hégémonique des Etats-Unis, le rôle des institutions européennes ou l'impact de la menace soviétique. Ces facteurs ne résistent pas à une analyse approfondie des dynamiques qui ont poussé Paris et Bonn à initier une coopération profonde et durable, ni pendant la guerre froide, ni a fortiori après. Pour une bonne introduction à ces problématiques, voir Hoffmann Stanley, "Balance, Concert, Anarchy or None of the Above", in Hoffmann Stanley, *The European Sisyphus, Essays on Europe, 1964-1994*, Westview Press, 1995, pp. 281-300.

⁵¹ L'expression est de Hoffmann Stanley, "La France dans le nouvel ordre européen", *Politique étrangère*, Hiver 1990, n°4, p. 504.

L'indépendance nationale est au cœur de la diplomatie française. Depuis 1945, l'autonomie et la souveraineté furent des objectifs partagés par l'ensemble de la classe politique sous la IV^{ème} et la V^{ème} République. Certes de Gaulle donna à cette diplomatie tout son éclat et son prestige, mais les bases de l'indépendance française avaient été jetées dans les années 1950, avec le programme atomique et le refus simultané de l'Europe intégrée en matière de défense, des choix fondamentaux opérés sous Pierre Mendès France et Guy Mollet. Le mémorandum de 1958, le Plan Fouchet et le Traité de l'Élysée devaient permettre d'asseoir l'hégémonie politique de la France en Europe et de revendiquer un statut comparable aux deux grandes puissances dans le concert international. On sait ce qu'il advint de ces trois initiatives dont les échecs successifs isolèrent Paris de l'Europe. La diplomatie française cultiva, jusqu'à l'excès, sa différence par rapport à ses partenaires européens et atlantiques. Elle se démarqua de toutes les négociations menées dans le cadre des deux blocs et rejeta la légitimité de l'Alliance atlantique comme le forum de la sécurité en Europe. Dotée de sa force de frappe, elle mena une diplomatie du faible au fort, pour reprendre la dénomination de la stratégie atomique française, cherchant un équilibre entre la nécessaire solidarité avec ses Alliés et l'indépendance de sa diplomatie vis-à-vis de Moscou.⁵² C'est dire que la fin de la guerre froide change radicalement la carte de la diplomatie française qui perdit ainsi le champ naturel de sa différence. Ce changement s'avéra particulièrement important vis-à-vis de sa politique européenne. Pendant plus de trente ans, Paris avait toujours utilisé la rhétorique européenne pour accroître sa propre voix sur la scène internationale.⁵³ L'intégration européenne ne fut jamais une fin en soi, comme ce fut le cas pour les pays du Benelux sans lesquels il n'y aurait jamais eu de marché commun.⁵⁴ Au mieux, la politique européenne de la France était un moyen supplémentaire de réclamer un statut privilégié en Europe. Le projet communautaire n'avait d'intérêt que parce que Paris y cultivait une place prépondérante, à la fois initiateur et censeur de toutes les initiatives. Revendiquant et assumant une place de *primus inter pares*, la France souhait une Europe forte mais des institutions européennes faibles. Se rapprochant davantage d'une démarche intergouvernementale à la britannique que d'une approche fédérale à l'allemande, la France utilisa l'Europe au mieux de ses intérêts, notamment agricoles, sans jamais remettre en cause ses

⁵² Sur ces questions, voir entre autres, Bozo Frédéric, *Deux stratégies pour l'Europe: De Gaulle, les Etats-Unis et l'Alliance atlantique: 1958-1969*, Plon, 1996. Sur la force de frappe française, voir Mongin Dominique, *La genèse de l'armement nucléaire français, 1945-1958*, Thèse Panthéon-Sorbonne, 1991 et Haine Jean-Yves, *Les Décisions Nucléaires en France et en Grande-Bretagne, une Etude Comparative*, Sorbonne, 1994.

⁵³ Une étude des années 60 montra que dans les discours des responsables français, les mots 'Europe' et 'France' étaient la plupart du temps interchangeable. Voir Deutsch Karl, *France, Germany and the Western Alliance: a study of elite attitudes in European Integration and World Politics*, Scribner, 1967. Ce constat reste largement pertinent aujourd'hui. L'Europe reste davantage un alibi ou un porte-voix qu'un dessein intrinsèquement profitable à la France. C'est toute la différence entre l'Europe comme fin et l'Europe comme moyen de la diplomatie française. Cette ambiguïté fondamentale est cependant aujourd'hui plus problématique dans le domaine de la défense depuis Helsinki. Sur ce point, voir la troisième partie.

⁵⁴ Le meilleur ouvrage sur la négociation de Rome reste Elgey Georgette, *Histoire de la IV^{ème} République: La République des Tourmentes 1954-1959*, Fayard, 1992. Sans Euratom, Paris n'aurait pas signé le traité de Rome.

prérogatives diplomatiques.⁵⁵ Tant que les dossiers restaient cantonnés dans le domaine économique, la souveraineté française avait en fait tout à gagner d'une communautarisation des compétences, même sur la plus difficile, parce que plus symbolique, question de la monnaie unique. Par contre, son discours européen dans le domaine de la sécurité et de la défense présentait une difficulté majeure. Dans le domaine qui avait toujours constitué le terrain privilégié de la diplomatie française, toute évocation au niveau européen ne pouvait que diluer, cantonner et normaliser la politique extérieure de la France, parce que son monopole en aurait été contesté et remis en cause. Il n'est donc guère étonnant que le président Mitterrand, dans la pure continuité gaullienne, choisit de se tourner en priorité vers le partenaire allemand.

La relance du partenariat franco-allemand en matière de sécurité fut amorcée en janvier 1988 lors de la réactivation du conseil de défense commun franco-allemand, prévu par le traité de l'Élysée mais jamais mis en œuvre. Fruit des travaux de la commission sur la sécurité et la défense mis en place en 1982, les conditions et les objectifs de ce rapprochement stratégique étaient intimement liés à la guerre froide puisqu'il s'agissait essentiellement pour Paris d'afficher sa solidarité avec l'Allemagne en dépit de son retrait du commandement intégré de l'Alliance atlantique et malgré la présence de son armement nucléaire à très courte portée qui ne pouvait que frapper l'Allemagne. Cette coopération bilatérale franchit un important pas symbolique avec la création de la brigade franco-allemande en octobre 1990. Cette réaffirmation des liens de sécurité était certes importante sur le plan politique, mais insignifiante sur le plan stratégique. Si les symboles ont toujours joué un rôle particulièrement important dans le couple franco-allemand, la fin de la bipolarité démontraient clairement leurs limites et leur anachronisme.⁵⁶ La chute du Mur remettait en cause, non pas la légitimité du couple franco-allemand, mais sa signification. En particulier, il s'agissait pour la France de transformer le symbole de la solidarité franco-allemande en réalité européenne. Ceci passait par plusieurs clarifications indispensables: l'engagement français en faveur de l'intégration était-il un moyen de la diplomatie française ou un objectif de sa politique extérieure, la participation française était-elle conditionnée à sa suprématie politique sur Bonn, Paris était-il prêt à partager son monopole dans les affaires étrangères et de sécurité au profit de l'Allemagne et des autres pays membres, l'Europe communautaire devait-elle rester cette institution faible au service de la diplomatie française, l'identité de défense européenne était-elle un projet d'avenir ou

⁵⁵ Selon Andrew Moravcsik, ces intérêts économiques furent les plus déterminants. Voir Moravcsik Andrew, "Le grain et la Grandeur: Les origines économiques de la politique européenne du Général de Gaulle", *Revue Française de Science Politique*, Août-Octobre 1999, Vol. 49, n°4-5, pp. 507-543 et Février 2000, Vol. 50, n°1, pp. 73-124. L'argument est cependant largement circulaire: si de Gaulle ne mentionna que des intérêts économiques à l'endroit de la CEE, ce n'était pas parce que ceux-ci étaient plus importants que ses desseins géopolitiques mais bien parce que la CEE ne pouvait pas s'occuper d'autres choses que de l'économie. Pour de Gaulle, le marché commun était, par définition, un traité de commerce et non une institution politique plus large. La politique étrangère de la France sortait donc du cadre communautaire. Ceci resta la matrice de la politique européenne de la France. Mitterrand fut en ce sens parfaitement gaullien dans son approche de l'Europe.

⁵⁶ Comme le remarquait Phil Gordon, "The discussions of an extended French nuclear deterrent (that the Germans never really asked for and the French were unable to give); the various Franco-German military maneuvers (that demonstrated France's commitment to the Alliance but paled in comparison with the scale of maneuvers within NATO as a whole); the creation of defense commissions and councils (that provided useful forums for discussion but had little impact on actual policy); and the increasing French declarations of commitment to Germany's defense (that should have gone without saying) were all mostly *rhetorical* or *symbolic*. From the perspective of the 1990s, the numerous examples of Franco-German military cooperation that seemed so important at the time suddenly seem anachronistic". Gordon Philip H. , *France, Germany and the Western Alliance*, Westview Press, 1995, p. 31. C'est moi qui souligne.

un héritage des rivalités anciennes, était-elle seulement un moyen pour remettre en cause l'Alliance atlantique ou s'inscrivait-elle dans un rééquilibrage européen au sein de l'Alliance ? En clair, la France devait trancher le dilemme douloureux entre la rhétorique de l'intégration et la pratique de l'indépendance nationale. Clairement, l'initiative de la Rochelle ne répondait pas à ces questions, c'était d'ailleurs une de ses vertus majeures que de faire croire que les bases du couple franco-allemand demeuraient inchangées. Les clarifications douloureuses furent reportées *sine die*.

Si la pierre angulaire de la diplomatie française fut toujours l'indépendance, le cœur de la politique étrangère allemande fut au contraire le multilatéralisme. Pour une nation qui resta pendant plus de quarante ans "semi-souveraine", l'exercice de la politique étrangère ne pouvait se dérouler que dans un cadre multilatéral strict.⁵⁷ Le consensus était la condition même de cette politique et les forums internationaux les lieux naturels de son expression. La notion même d'intérêt national, si largement articulée dans la littérature des Relations Internationales, semble un concept particulièrement mal adaptée à la diplomatie allemande. Bien loin de poursuivre un intérêt "égoïste" et d'avancer des objectifs de sécurité nationale, la République fédérale orienta l'essentiel de sa diplomatie vers la recherche de l'intégration à l'Ouest et du consensus à l'Est.⁵⁸ Dans cette perspective, l'Union européenne et la CSCE représentaient les deux forums principaux de sa politique étrangère. Là plus qu'ailleurs, l'essentiel était d'éviter l'isolement qui était la pire des configurations diplomatiques pour Bonn. Le commerce et la négociation, plus tôt que la confrontation et l'unilatéralisme, tels étaient les credo de la politique allemande.⁵⁹ Ce qu'on a appelé à juste titre la "Einbindungspolitik", la politique d'intégration et de consensus, fut bien consubstantielle à l'identité même de la République fédérale, et constitua surtout une réussite exemplaire pour l'Allemagne. Cette diplomatie n'était pas sans ambiguïté. Certains ont reproché l'instrumentalisation des institutions internationales par l'Allemagne qui, de par son poids économique et son rôle stratégique central, imposait la formulation et la direction d'objectifs bien plus nationaux que multilatéraux.⁶⁰ L'inscription nécessaire de la politique allemande dans un cadre multilatéral constituait par ailleurs une source de paralysie et d'inaction que certains observateurs ont beaucoup reproché à l'Allemagne qui se réfugiait derrière l'absence de consensus pour échapper à ses responsabilités. Plus une conséquence forcée qu'un objectif déclaré, cette relative impuissance, du moins selon les critères classiques de son évaluation, fut

⁵⁷ L'expression est de Katzenstein Peter J., *Policy and Politics in West Germany: The Growth of a semi-sovereign state*, Temple University Press, 1987.

⁵⁸ "The most striking feature about West Germany in the Cold War period was the weight attached by its leaders to international institutions, membership provided instruments for the conduct of West German state strategies and were valued accordingly. Yet, institutions also restructured and ultimately remolded German interests, ... institutional memberships were not merely instruments of policy but also normative frameworks for policymaking". Anderson Jeffrey J. et John B. Goodman, "Mars or Minerva ? A United Germany in a Post-Cold War Europe", in Keohane Robert O., Joseph S. Nye et Stanley Hoffmann, *After the Cold War, International Institutions and State Strategies in Europe, 1989-1991*, Harvard University Press, 1993, pp. 23-24.

⁵⁹ "Conciliation rather than confrontation, trade rather than war was the credo of the West German diplomacy during the bipolar era". Joseph Joffe, "After Bipolarity: Germany and European security", *Adelphi Papers*, IISS, February 1994, n°285, p. 42.

⁶⁰ Cette thèse de la "duplicité" allemande fut défendue avec le plus de force par Garton Ash: "Almost every aspect of Bonn's policy towards Europe had at least two sides. The multilateral one also facilitated the unilateral. The renunciation of sovereignty was also about the recovery of sovereignty. The transfer of power also served the reacquisition of power". Et de citer l'ancien Ministre des Affaires étrangères Genscher, à Vienne le 14 septembre 1989 : "The more European our foreign policy is, the more national it is". Garton Ash Timothy, *In Europe's name: Germany and the Divided Continent*, Oxford University Press, p. 358.

l'objet de vives critiques à l'occasion de la guerre du Golfe et subséquemment lors des crises en Bosnie.⁶¹

Cette semi-souveraineté était en effet la plus flagrante dans le domaine de la défense où l'Allemagne ne disposait pas de son propre état-major, puisque le commandement effectif de l'armée allemande, elle-même une prérogative relativement récente, était confié au commandement intégré de l'Alliance atlantique. Cette subordination exclusive de la défense allemande aux structures atlantiques fut le fruit à la fois de l'échec de la Communauté européenne de défense de 1954, de la volonté américaine de réarmer la République fédérale après le déclenchement du conflit coréen en 1950 et du retrait de la France du commandement intégré de l'Alliance en 1966.⁶² Le résultat de cette subordination fut à la fois la primauté mais aussi la solidité des liens entre l'Alliance atlantique et l'Allemagne.

La réunification risquait de remettre en cause cette tradition, du moins elle en changeait radicalement les objectifs puisque ceux-ci avaient été atteints de manière exemplaire. Les observateurs extérieurs, américains et européens, n'ont pas manqué de souligner les nouvelles directions potentielles qui s'offraient à l'Allemagne. Certaines analyses envisageaient une rupture avec cet institutionnalisme radical qui avait permis à Bonn de redevenir Berlin, annonçaient un retour de l'influence allemande en Europe centrale et un affaiblissement de ses liens traditionnels notamment avec la France. L'unité allemande allait marquer la renaissance des politiques de puissances en Europe telles qu'elles avaient été pratiquées au 18^{ème} et 19^{ème} siècle.⁶³ En Allemagne par contre, les différents courants politiques se déclinaient sur des enjeux bien plus nuancés. Plusieurs courants de pensée ont émergé au lendemain de la réunification. Sans entrer dans les détails de cette configuration politique, on peut néanmoins identifier plusieurs groupes distincts.⁶⁴ Il y eut d'abord les partisans d'un multilatéralisme pragmatique, qui estimaient que les changements induits par la réunification renforçaient encore la légitimité de l'approche traditionnelle allemande. Même si la marge de manœuvre s'était considérablement accrue, agir de manière

⁶¹ Karl Lamers, porte-parole des Affaires étrangères à la CDU avait qualifié à l'époque cet épisode de "cathartic". Lamers Karl, "Golfkrieg hat eine Katharsis im Denken bewirkt", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 02 Mai 1991. Dans le même ordre d'idée, Klaus Kinkel affirmait à ses partenaires européens et américains que l'Allemagne entendait assumer ses responsabilités dans les Balkans. Klaus Kinkel, "Nous ne sommes pas des tirs-au-flancs !", *Le Figaro*, 30 novembre 1993. Sur cette notion de puissance civile, -soft power-, qui fut et reste l'apanage de l'Allemagne, voir entre autres Hanns W. Maull, "Germany and Japan: the new Civilian Powers", *Foreign Affairs*, Winter 1990/91, Vol. 69, n°5, pp. 91-106.

⁶² Comme l'avait confié le chancelier H. Schmidt, "La décision du Général de Gaulle préparait le terrain à une influence américaine encore plus grande sur la pensée et le comportement des Européens à l'Ouest, et avant tout des Allemands, en matière de politique de sécurité". Cité dans *France-Allemagne: un nouveau chapitre de leur histoire*, Deutsh-Französischen Institut Ludwigsburg, 1993. Sur l'organisation de l'armée allemande, voir Kelleher Catherine, "Defense Organization in Germany: A Twice Told Tale", in Art Robert J., *Reorganizing America's Defense: Leadership in War and Peace*, Brassey's International Publishers, 1985.

⁶³ La liste de ces contributions serait trop longue à mentionner ici. Le texte le plus exemplaire reste Mearsheimer John J., "Back to the Future : Instability in Europe after the Cold War", *International Security*, Summer 1990, Vol. 15, n°1, pp. 5-56. Si la majorité des analyses soulignaient les risques de la puissance allemande pour l'Europe, peu ont mentionné le risque tout aussi important d'une Allemagne trop faible. Sur ce point, Marsh David, *Germany and Europe, the Crisis of Unity*, Mandarin Books, 1995.

⁶⁴ Pour plus de détails, voir entre autres Hellmann Gunther, "Goodbye Bismarck? The Foreign Policy of Contemporary Germany", *Mershon International Studies Review*, April 1996, Vol. 40, n°1, pp. 1-39.

unilatérale restait, selon cette analyse, autant dommageable que par le passé.⁶⁵ Dans le même temps, ce groupe reconnaissait l'obligation pour l'Allemagne d'assumer son nouveau rôle international, et préconisaient la normalisation internationale du pays, ce qui passait par une réforme de la loi fondamentale sur l'usage de la force armée. Cette évolution devait se faire en concordance avec les principaux alliés de l'Allemagne, en particulier les Etats-Unis et la France, mais parallèlement cette légitimité multilatérale ne pouvait servir de prétexte à l'inaction. Dans cette optique donc, la politique étrangère de la l'Allemagne unie devait comporter une adaptation interne et une confirmation des rapports privilégiés avec l'Ouest, tant par l'Union européenne que par l'Alliance atlantique.⁶⁶ D'autres voix, plus discordantes, avaient critiqué l'évolution de l'Union européenne, estimant que la monnaie unique était une concession trop exorbitante et jugeant la politique agricole commune financièrement trop lourde. Pour eux, la maturation de l'Allemagne passait par une redéfinition de son poids, de son influence et de son rôle au sein de l'Union européenne. Par opposition, une approche plus minoritaire insistait davantage sur les nouvelles solidarités "indispensables" avec l'Europe de l'Est et le nécessaire partenariat avec la Russie. Enfin, il faut souligner une tendance plus conservatrice qui invitait les Allemands à dépasser leur culpabilité collective, à assumer pleinement leur statut de grande puissance, et à retrouver une plus grande assurance en eux-mêmes.⁶⁷ Pour autant, tous ces courants partageaient trois points communs. Ils s'inscrivaient tout d'abord au sein d'un héritage politique et culturel particulier qui incitait les responsables allemands à la prudence et à la discrétion. Ils s'articulaient ensuite autour d'une interrogation centrale sur le rôle "normal" de l'Allemagne au lendemain de la réunification. Ils participaient enfin d'un débat plus fondamental sur l'identité de l'Allemagne en Europe et dans le monde.⁶⁸

Les responsables politiques allemands, et au premier chef le chancelier Kohl, ne tardèrent pas non seulement à réaffirmer l'importance des relations multilatérales mais aussi à demander leur consolidation et leur approfondissement. La priorité semblait plus que jamais d'éviter l'isolement. Le projet Eurocorps démontrait le maintien des liens privilégiés entre Paris et Bonn, la confirmation de l'ancrage occidental de l'Allemagne unie et la volonté d'approfondir les engagements européens en Europe. Cet accord conclu entre le président Mitterrand et le chancelier Kohl, s'inscrivait donc dans cette tradition qui voyait le couple franco-allemand servir de base à l'intégration européenne. Mais dans le domaine de la défense, qui fut un sujet tabou pour la

⁶⁵ Par exemple, Bertram Christopher, "The Power and the Past: Germany's New International Loneliness", in Baring Arnulf (Ed.) *Germany's New Position in Europe: Problems and Perspectives*, Berg Publishers, 1994, pp. 91-105 et Haftendorn Helga, "Gulliver in der Mitte Europas: Internationale Verflechtung und Nationale Handlungsmöglichkeiten", in Kaiser Karl et Hanns Maull (Eds.), *Deutschlands neue Außenpolitik. Band I: Grundlagen*, Oldenbourg, 1994, pp. 129-152.

⁶⁶ "Most importantly multilateralism has ceased to be a pretext for national inactions". Schlör Wolfgang F., "German Security Policy", *Adelphi Papers*, June 1993, n°277, p. 65.

⁶⁷ Ce dernier mouvement ne doit pas se confondre avec l'extrême droite. Emergeant dans les milieux conservateurs, il touche aujourd'hui le centre de la classe politique, y compris certaines tendances du centre gauche. Pour une collection d'essais dans ce sens, voir Schwilk Heimo et Schacht Ulrich, *Die Selbstbewußte Nation*, Ullstein, 1995 et Schwarz Hans-Peter, "United Germany and European Integration", *SAIS Review*, 1995 Vol. 15 Numéro Spécial, pp. 83-101

⁶⁸ Sur ces éléments fondamentaux pour comprendre la politique étrangère allemande, on consultera entre autres, Fischer Marc, *After the Wall: Germany, the Germans and the Burdens of History*, Simon & Schuster, 1995; Habermas Jürgen, *The Past as Future*, University of Nebraska Press, 1994; Banchoff Thomas, "German Policy Towards the European Union: The Effects of Historical Memory", *German Politics*, April 1997, Vol. 6, n°1, pp. 60-76; MacAdams James A., "Germany after Unification: Normal At Last ?", *World Politics*, January 1997, Vol. 49, n°2, pp. 282-308 et pour un étude théorique, Waever Ole, "Discourse Analysis as Foreign Policy Theory: The Case of Germany and Europe", Center for German and European Studies, Berkeley, November 1996, 49 pp.

construction communautaire depuis ses origines, cette recette éprouvée dans d'autres secteurs trouvait là ses limites. Si les Belges, les Espagnols et les Luxembourgeois affichèrent leur intérêt, les autres pays européens, en premier lieu, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, rejetèrent cette initiative qui selon eux fragilisait l'OTAN. Cet accord *intuitu personae* entre Mitterrand et Kohl fut en effet à l'origine conclu sans le concours des ministères de la défense et des affaires étrangères et sans l'avis des hauts responsables militaires allemands. Ceux-ci furent partiellement consultés lors des pourparlers qui aboutirent à l'accord de la Rochelle en mai 1992. Il fut conclu que le corps deviendrait opérationnel en 1995, que ses missions seraient relatives d'abord à la défense de l'Europe dans le contexte de l'article IV et V de l'OTAN et de l'UEO, et ensuite aux missions Petersberg, maintien et au rétablissement de la paix et opérations humanitaires. L'Eurocorps devait inclure 45 000 hommes, soit la division française blindée de Baden-Baden, deux brigades allemandes mécanisées de d'Ellwangen et Amberg et la brigade franco-allemande. La Belgique, qui rejoindra l'Eurocorps, mettait à sa disposition la division blindée de Saive.⁶⁹ Par rapport aux initiatives précédentes, la grande nouveauté résidait dans l'élaboration d'un état-major commun installé à Strasbourg où officiers allemands et français allaient travailler ensemble sous la supervision d'un Comité commun.

Pendant, parce que l'essence de l'Eurocorps était politique, comme toujours en matière de défense en Europe, les Américains se sentirent "trahis" par l'accord de Kohl.⁷⁰ Ayant été les plus fervents partisans de la réunification allemande, et les plus ardents défenseurs de l'Alliance atlantique, les responsables du State Department considéraient l'accord franco-allemand comme une acceptation par le chancelier Kohl des thèses françaises sur la défense européenne. La pierre angulaire de la diplomatie française au lendemain de la réunification était d'une part la marginalisation de l'organisation atlantique et la résurgence de l'Union de l'Europe occidentale comme organisation principalement compétente en matière de défense pour l'Europe. La tentative la plus claire fut la démarche française au sommet d'Oslo en juin 1992 visant à contester le rôle de l'OTAN dans des missions de maintien ou de rétablissement de la paix sous mandat de la CSCE ou de l'ONU. Par contraste, dans la droite ligne diplomatique adoptée depuis la réunification, Washington entendait maintenir la légitimité de l'Alliance atlantique comme seule organisation de sécurité en Europe. A peine un mois après la proposition franco-allemande, le président Bush, lors du sommet de l'Alliance atlantique à Rome en novembre 1991, lança un avertissement particulièrement cinglant aux Européens. En substance, menaçait le président américain, si l'Europe souhaite le départ des Américains, le temps était venu de le dire

⁶⁹ Pour un organigramme complet, voir par exemple Moyne-Bressand Alain, *Le corps européen et la sécurité de l'Europe*, Commission de la Défense nationale de l'Assemblée nationale, Rapport d'information n°845, Décembre 1993. Il faut noter que la démarche belge s'inscrivait dans une querelle entre le gouvernement belge, désireux de mettre un terme à la conscription, et l'état-major. Le général Charlier proposa que la Belgique se joigne à l'Eurocorps notamment parce que cela lui permettait de sauver, sur le papier du moins, la division blindée de Saive qui aurait été démantelée. Interview, état-major belge, Printemps 1995.

⁷⁰ Tel est le terme utilisé par certains officiels du Pentagone. Interview en février 2000 à Washington avec des responsables du Pentagone qui ont désiré conserver l'anonymat.

clairement.⁷¹ Les Etats-Unis dès cette même période initièrent une série de mise en garde à l'adresse des capitales européennes contre toute diminution du rôle de l'Alliance en Europe.⁷² Le projet Eurocorps représentait le cœur de cette bataille politique, les aspects strictement militaires de l'entreprise restèrent totalement marginaux. Les responsables militaires américains, en particulier le Joint Chief of Staff, considérèrent cette initiative comme un coup de poignard dans le dos de l'OTAN, "pas mortel mais sérieux", selon les termes de Colin Powell.⁷³ Il est important de rappeler qu'à l'époque l'Allemagne ne disposait toujours pas d'un état-major indépendant et que par conséquent les forces assignées à l'Eurocorps devaient être retirées du commandement intégré de l'Alliance ou recevoir un double chapeau opérationnel, ce qui ouvrait la voie à toute une série de problèmes liés à la priorité, la duplication, et la compétition entre les deux structures. La surprise et la déception dominèrent la réaction des diplomates américains. Pour R. Zoellick, directeur du Policy Planning Staff, le choix du chancelier Kohl était particulièrement décevant aux yeux de Washington qui avait soutenu leur allié allemand durant la réunification. Pour le National Security Council, l'Eurocorps était un projet qui représentait un danger politique et une ineptie militaire. Tel fut le contenu du message particulièrement peu diplomatique envoyé par Brent Scowcroft au chancelier Kohl.⁷⁴ Pour étouffer dans l'œuf toute tentative d'une défense européenne qui se placerait en dehors des structures otaniennes, les militaires américains dissuadèrent leurs homologues allemands de donner une suite concrète au projet de l'Eurocorps. L'Allemagne se retrouvait dans une position particulièrement délicate qu'elle avait toujours soigneusement tenté d'éviter, à savoir choisir entre Washington et Paris. Lors de réunions informelles à Bruxelles, parfois houleuses, les militaires des deux pays, sous la houlette du SACEUR, préparèrent le compromis qui devait être signé en janvier 1993.⁷⁵ Clairement, les positions françaises et allemandes étaient diamétralement opposées quant aux relations entre l'Eurocorps et le commandement intégré de l'Alliance atlantique. Vis-à-vis de leurs homologues

⁷¹ "If your ultimate goal is to provide independently for your own defense, the time to tell us is today". Cité par Mauthner Robert et Lionel Barber, "Bush Calls on Europe to Clarify Role in NATO", *Financial Times*, 08 November 1991. La délégation américaine était particulièrement remontée contre les responsables français. Dans un tel climat, Kohl afficha un silence embarrassé même si Kohl tenta de justifier sa position en arguant du fait que le Département d'Etat avait été tenu informé du projet et que celui-ci ne remettait aucunement en cause les liens entre l'Allemagne et l'OTAN. Sur ce point, voir Menon Anand, Anthony Forster et William Wallace, "A Common European Defense ?", *Survival*, Autumn 1992, Vol. 34, n°3, p. 110-111.

⁷² Cette mise en garde est plus connue sous le terme de ses initiateurs principaux, MM. Bartholomew et Dobbins. Ses termes furent à peine voilés. Sur ce point, voir Moens Alexander, "Behind Complementarity and Transparency: The Politics of the European Security and Defence Identity", *Journal of European Integration*, 1992, Vol. XVI, pp. 40-41.

⁷³ "General Powell described the Franco-German corps as 'a stiletto in NATO's back, it wouldn't be fatal, but it would weaken NATO in important ways". Cité par Schake Kori, "NATO after the Cold War, 1991-1995: Institutional Competition and the Collapse of the French Alternative", *Contemporary European History*, November 1998, Vol. 7, n°3, p. 388.

⁷⁴ Une opération concertée fut mise en place avec l'ambassadeur américain à l'OTAN, William Taft IV, qui le jour même de l'accord de La Rochelle estimait que l'Eurocorps était "contradictoire" avec l'Alliance atlantique en raison du statut particulier de la France avec l'OTAN. Sur ce point, Gordon Philip H., *France, Germany and the Western Alliance*, Westview Press, 1995, p. 42. La réaction du NSC doit se comprendre à la lumière de son rôle durant la réunification allemande. Conversations avec R. Blackwill, Cambridge, Décembre 1998.

⁷⁵ Certains membres de la délégation américaine de l'OTAN m'ont confirmé la fermeté de la position américaine, en particulier de la part de Colin Powell qui en quelque sorte usa de son autorité militaire pour imposer des objectifs politiques à ses collègues allemands. Interview à la délégation américaine de l'OTAN, Bruxelles, Décembre 1999 et conversation avec le général Klaus Naumann, Washington, février 2000. Pour le contenu de l'accord, voir Communiqué du Conseil ministériel de l'OTAN, 17 décembre 1992, *NATO Review*, December 1992, Vol. 40, pp. 29-30.

américains, les militaires allemands insistaient sur le fait que ce projet constituait le premier pas d'un retour de la France au sein du commandement intégré. Par contre, les responsables français, et en premier lieu le président Mitterrand, refusait toute réintégration française au sein de la structure intégrée. Après six mois de négociations difficiles entre le chef d'état-major français le général Lanxade, l'Inspecteur Général Naumann et le général Shalikashvili, le compromis marquait la victoire des conceptions américaines puisque le SACEUR retenait son autorité sur le corps européen et que celui-ci ne pouvait être engagé que sous commandement OTAN non seulement pour des missions du type article V, mais aussi et surtout des missions de maintien ou de rétablissement de la paix. Ceci signifiait que pour la première fois depuis 1958, la France acceptait de placer, *en temps de paix*, une partie de ses forces sous commandement intégré atlantique. Les réactions officielles démontrèrent cependant le fossé qui existait entre les positions respectives de la France et de l'Allemagne. A Paris, on soulignait que les conceptions françaises d'une identité européenne indépendante de l'OTAN étaient désormais partagées par Bonn, tandis qu'à Bonn, on se félicitait du rapprochement entre l'Alliance et la France. Sans même mentionner l'inadaptation des moyens militaires affectés, la légitimité politique de l'Eurocorps était compromise.

A cette ambiguïté originelle de l'Eurocorps, devait s'ajouter la réforme de l'Alliance atlantique qui durant cette même période entreprit une réorganisation de ses structures afin de mieux répondre aux nouvelles exigences de la sécurité en Europe et pour adapter son outil militaire au retrait important des forces américaines d'Europe, réduites à 100 000 hommes. Au printemps 1992, l'OTAN redispone ses forces en quatre corps multinationaux: deux corps germano-américains, un corps germano-néerlandais et le corps de réaction rapide regroupant les forces d'une douzaine de pays sous commandement britannique. Cette réorganisation atlantique visait à prévenir la renationalisation des politiques de défense en Europe, un euphémisme qui dissimulait la volonté des Européens d'encadrer l'influence allemande et leur souhait de maintenir des troupes en Allemagne. Ces corps multinationaux permettaient d'adapter l'Alliance atlantique aux crises potentielles mais représentaient aussi un moyen de geler les niveaux des forces armées pour éviter une trop forte diminution de la contribution européenne à l'Alliance. Dès la fin de l'année 1992, le danger que pouvait susciter la création de l'Eurocorps aux yeux des Américains est écarté. L'OTAN a incontestablement gagné cette première bataille institutionnelle et diplomatique.⁷⁶ Cette victoire doit beaucoup à la position des Etats-Unis durant la réunification, et à l'isolement de la France dans le domaine de la défense. Si l'adaptation de l'outil militaire atlantique semble achevée dès 1993, encore fallait-il que l'Alliance atlantique se trouve un rôle plus positif que la seule réaffirmation de sa légitimité et de son autorité vis-à-vis d'une identité européenne de défense et de sécurité qui pouvait sembler prématurée mais incontestablement grandissante. Le succès de l'un au détriment de l'autre allait dépendre essentiellement des capacités respectives à régler les véritables conflits, en premier lieu dans les Balkans.

Sans légitimité politique, l'Eurocorps devait rester un symbole du couple franco-allemand mais ne pouvait constituer le futur embryon d'une armée européenne. Ses aspects militaires restèrent intrinsèquement marginaux, y compris entre les partenaires

⁷⁶ Je souscris à la conclusion suivante: "While NATO political leaders continued to argue over whether NATO had a role besides Article V, NATO military authorities redirected the Alliance's posture so that it was prepared for the new missions. By the end of 1992, NATO had all of the essential defense agreements in place to maintain and even strengthen further its predominance among European security institutions. par Schake Kori, "NATO after the Cold War, 1991-1995: Institutional Competition and the Collapse of the French Alternative", *Contemporary European History*, November 1998, Vol. 7, n°3, p. 392-393.

principaux. La faible professionnalisation de la division blindée française, les contraintes structurelles pesant sur l'emploi de la force armée allemande en dehors de la structure otanienne, et le maintien des responsabilités nationales pour l'affectation de ces troupes rendaient problématique l'ambition opérationnelle de l'Eurocorps. Pour autant, il représentait le signe d'une volonté plus affirmée de rééquilibrer les relations de sécurité entre Européens et Américains. Si la méthode française, l'affrontement direct avec Washington, fut un échec, la question de l'identité de l'Europe en matière de défense allait se poser de manière bien plus brutale avec le déclenchement du conflit en Bosnie. La participation américaine à la sécurité de l'Europe, naturelle pendant la guerre froide, allait devenir plus problématique au moment même où la suprématie de l'OTAN sur l'UEO semblait définitive.

Les origines mouvementées du projet Eurocorps démontrent une vérité fondamentale que les observateurs de la scène internationale, notamment les plus théoriciens d'entre eux, tendent à négliger systématiquement: les pays démocratiques conçoivent le domaine de la coopération militaire comme des enjeux essentiellement politiques où les questions de souveraineté, légitimité et statut apparaissent bien plus importantes que les problèmes liés à la taille respective des outils militaires, la planification des stratégies ou l'assignation des forces. Autrement dit, en temps de paix, les éléments classiques de la puissance représentent bien souvent des enjeux secondaires par rapport aux enjeux diplomatiques qui les traduisent. Avant comme après la guerre froide, cette vérité fondamentale demeure tout aussi pertinente dès lors que les enjeux de la sécurité ne sont pas stratégiques mais appellent des réponses collectives.

2. Théories de la coopération militaire.

Avec un minimum de recul, l'existence d'un état-major commun entre la France et l'Allemagne devrait être considéré comme une révolution à la fois politique et stratégique. Pour évaluer l'impact d'une telle innovation, rappelons seulement qu'au plus fort de la première guerre mondiale, les forces alliées n'ont jamais consenti à l'époque à établir un état-major commun. De même, face à la montée du péril nazi, les alliances scellées entre la France, la Petite Entente et la Pologne ne comportaient aucune clause prévoyant des discussions entre états-majors.⁷⁷ Durant l'offensive de mai 1940, les pourparlers entre militaires français, belges et britanniques restèrent sporadiques. Seuls les Britanniques et les Américains ont adopté une telle structure lors de la deuxième guerre mondiale. Cette coopération, sous l'égide du Combined Chiefs of Staff, devait d'ailleurs s'étendre après la fin du conflit et servir de base à la structure de la coopération militaire intégrée au sein de l'Alliance atlantique.⁷⁸

Dans l'histoire des relations franco-allemandes, une telle intégration des outils militaires est évidemment inédite. Certes les initiatives entre les deux pays n'ont pas manqué depuis les années 50. Mais jamais des officiers français et allemands n'avaient travaillé ensemble dans une institution commune. Liée à la réunification, l'Eurocorps est, en dépit des incertitudes et des ambiguïtés liées aux circonstances de sa création, une étape majeure de la réconciliation franco-allemande et un élément clé de l'intégration européenne en matière de défense. Depuis le refus de la CED, jusqu'à la réunification allemande, en passant par le Traité de l'Élysée ou les accords Strauss-Chaban, les arrière-pensées respectives n'ont en effet jamais manqué entre la France et l'Allemagne. Lorsque des formations militaires sous l'autorité de l'Eurocorps défilèrent sur les Champs-Élysées, y compris des unités allemandes, tout le monde prit conscience du chemin parcouru depuis mai 45.

Les développements théoriques et géopolitiques depuis les années 1950 ont été eux aussi nombreux. Il y a quelques années à peine, la problématique de la coopération militaire franco-allemande se serait inscrite dans un champs relativement clos, celui des études de sécurité, entre le stratégique, le militaire et le géopolitique. Aujourd'hui encore, certains s'efforcent d'analyser la coopération militaire en ces termes stricts. Pour autant, depuis la fin de la guerre froide, les champs disciplinaire ont éclaté, et la notion de sécurité s'est elle-même considérablement modifiée. Sans entrer dans le détail d'un débat qui est loin d'être terminé, la notion de sécurité qui traditionnellement ne touchait que les militaires, les stratégestes et les politiques, sans oublier les professionnels de la sécurité au sein des universités, des think tanks et des organes de presse⁷⁹, s'est largement redéfinie. Dès les années 1980, alors que la nouvelle guerre froide et son agenda nucléaire occupait l'essentiel du terrain stratégique et diplomatique, les premières remises en cause de la notion de sécurité

⁷⁷ Au contraire, la France n'acceptait de signer une alliance que si aucun volet militaire n'était prévu. Sur ces épisodes, voir Jordan Nicole, *The Popular Front and Central Europe: The Dilemmas of French Impotence, 1918-1940*, Cambridge University Press, 1992.

⁷⁸ Sur ces développements, voir Baylis John, *The Diplomacy of Pragmatism, Britain and the Formation of NATO, 1942-1949*, Macmillan, 1993.

⁷⁹ Sur la guerre froide et les universités, voir Simpson Christopher, *Universities and Empire: Money and Politics in the social sciences during the Cold War*, New Press, 1998 et Stuart Leslie W., *The Cold War and American Science: the military-industrial-academic complex at MIT and Stanford*, Columbia University Press, 1993.

apparurent d'abord parmi les cercles dissidents, ensuite au niveau des intellectuels européens, enfin au sein même des appareils étatiques. La contestation visait l'aspect national implicitement contenu dans les discours et les pratiques de la sécurité classique en y introduisant la notion de sécurité individuelle d'une part et les conséquences écologique de l'autre.⁸⁰ Il s'agissait donc d'un dépassement à la fois vers le bas, le citoyen se substitue à l'Etat, et vers le haut, la communauté internationale dépasse le cadre national. Le réveil des peuples en Europe centrale et l'intervention sans cesse croissante des opinions publiques dans les affaires étrangères⁸¹ ont démontré que le monopole étatique était de plus en plus contesté. L'objet central de la contestation était donc le monopole de l'Etat à pratiquer et dire la sécurité. La fin de la guerre froide, et surtout la manière dont celle-ci a pris fin, est venue confirmer l'insuffisance et l'insignifiance des conceptions classiques de la sécurité. Nées de la bombe nucléaire, les études de sécurité avaient bon an mal an suivi les aléas diplomatiques de la guerre froide. Les théories et les évolutions de la dissuasion et leurs inévitables cohortes d'acronymes, MAD, SALT, START, FNI, MDSCS, SDI...⁸², représentaient l'essentiel des études stratégiques qui reflétaient les développements technologiques. Comme le notait Barry Buzan, la technologie conditionnait la stratégie.⁸³ Depuis les années 1980, le champ de la sécurité ne se réduit plus à cette seule stratégie. Les conflits de l'après-guerre froide nous ont rappelé que les pratiques de la violence meurtrière pouvaient hélas s'exercer avec des moyens rudimentaires, que ce soient les machettes du Rwanda ou les mitrailleuses chinoises en Bosnie. Dans le premier cas, plus de 500 000 victimes furent exécutées en quelques semaines, dans le second, 15 000 bosniaques furent massacrés en quelques jours.⁸⁴ Ces massacres, les pires depuis la fin du second conflit mondial, ne sont sans doute pas stratégiques au sens classiques du terme, on ne voit d'ailleurs pas comment ces génocides peuvent être *stratégiques*, mais ils montrent ce que la sécurité veut dire dès lors que l'on quitte le champ trop étroit du discours et des pratiques étatiques de la sécurité. Leurs occurrences témoignent parallèlement de l'incapacité et de l'impuissance des démocraties occidentales à prévenir ou arrêter ces violences meurtrières en dépit de la faible technologie des moyens utilisés. Ils montrent le décalage qui existe entre les pratiques quotidiennes de la sécurité telles qu'elles s'exercent au niveau diplomatique où les questions de statut, de souveraineté et d'institutions prennent le pas sur la mise

⁸⁰ Dans les années 80, les travaux de la Commission Palme tentèrent de redéfinir la sécurité en dehors de l'équilibre nucléaire. Sur l'influence de ces travaux, voir Adler Emmanuel, "The Emergence of Cooperation: National Epistemic Communities and the International Evolution of the Idea of Nuclear Arms Control", *International Organization*, 1992, Vol. 46, pp. 101-146.

⁸¹ Voir par exemple l'émergence des mouvements pacifistes en Europe au début des années 1980. Sur ces développements, voir Eichenberg Richard C., *Public Opinion and National Security in Western Europe*, Cornell University Press, 1989 et Waever Ole, Pierre Lemaitre et Elizabetha Tromer, *European Polyphony: Perspectives beyond East-West Confrontation*, Macmillan, 1989.

⁸² De Bernard Brodie à Herman Khan, de la Rand à l'IISS, les scénarios sur la guerre nucléaire, les théories de la dissuasion et les différentes doctrines d'emploi n'ont pas manqué. Ce corpus consistait un passage obligé pour tout chercheur en Relations Internationales. Il est indéniable que la question nucléaire influença des générations de chercheurs. Seuls subsistent aujourd'hui les questions de prolifération mais elles sont marginales dans le monde académique. Thomas Schelling reconnaît que la stratégie nucléaire est peut être le seul domaine où les intellectuels ont eu un impact sur les politiques.

⁸³ "Technology is the major factor determining the scope of military options, the character of military threats and the consequences of resorting the use of force. Technology in other words is a major variable affecting the instruments of force available to political actors". Buzan Barry, *An Introduction to Strategic Studies: Military Technology and International Relations*, St Martin's Press, 1987, pp. 6-7.

⁸⁴ Sur le premier cas, voir Gourevitch Philip, *We wish to inform you that tomorrow we will be killed with our families: stories from Rwanda*, Farrar, Strauss and Giroux, 1998 et Verdier R., E. Decaux et J. P. Chrétien, *Rwanda, un génocide du XX^{ème} siècle*, Harmattan, 1995. Sur la Bosnie, voir troisième partie.

en œuvre opérationnelle des objectifs collectivement négociés. Entre les communiqués officiels et la réalité sur le terrain, le fossé est souvent stupéfiant.⁸⁵

Parallèlement à ces bouleversements géopolitiques, la discipline académique a elle aussi entrepris une petite révolution. La discipline pouvait se définir comme l'étude de la menace, de l'emploi et du contrôle de la force militaire, elle étudiait les conditions qui favorisent ou découragent l'utilisation de la force armée, analysait ses impacts sur les Etats et étudiaient les politiques adoptées par ces Etats en vue de préparer, prévenir ou engager un conflit armé.⁸⁶ Personne ne nie l'importance de ces questions mais les paradigmes qui sous-tendent cette approche classique doivent eux être remis en question. En particulier, le positivisme étroit qui est à la base du projet scientifique et la rationalité qui en découle enferment la discipline dans une quête sans fin de variables plus ou moins dépendantes mais relativement peu nombreuses: les forces matérielles en présence, les intérêts des Etats, leurs puissances respectives, l'absence ou la poursuite d'un équilibre entre ces acteurs, les alliances ou coalitions formées entre eux. En dépit du nombre impressionnant d'études liées à ces questions, la renaissance pour utiliser le terme de Stephen Walt s'apparente davantage à un retour aux classiques des années 1950. En d'autres termes, on réinvente le plus souvent la roue. Car dans le modèle réaliste, les relations entre les Etats sont par essence stratégiques mais cette stratégie-là oscille entre la parcimonie et la tautologie. Comme le note R. B. J. Walker, le risque est de tomber dans une rassurante imprécision ou dans de vagues généralités peu significatives.⁸⁷ Nous verrons que les études récentes de sécurité ont montré les limites des paradigmes classiques utilisés dans ce domaine. Ceux-ci, poursuivant une méthode scientifique que ses partisans estiment être la seule légitime, définissent un champ, et tentent d'en expliquer les principales récurrences et interactions. Mais parce que la démarche est essentiellement analytique, les explications sont rudimentaires par rapport à la richesse d'une démarche favorisant la compréhension.⁸⁸ Entre les protestations de ceux qui défendent la valeur cumulative de ce type de recherche, et les assurances de ceux qui proclament l'obsolescence de la

⁸⁵ Sur le cas bosniaque sur lequel nous reviendrons, les ouvrages qui décrivent le mieux ces décalages sont David Rhode, *Endgame. The betrayal and fall of Srebrenica: Europe's worst massacre since World War II*, Westview Press, 1997 et surtout Gow James, *Triumph of the Lack of Will: International Diplomacy and the Yugoslav War*, Columbia University Press, 1997.

⁸⁶ "Security studies may be defined as the study of the threat, use and control of military force. They explore the conditions that make the use of force more likely, the ways that the use of force affects individuals, states and societies and the specific policies states adopt in order to prepare for, prevent, or engage in war". Walt Stephen M., "The Renaissance of Security Studies", *International Studies Quarterly*, Vol. 35, 1991, p. 212.

⁸⁷ "Whether analytically or rhetorically, claims about security increasingly have an air of slovenly imprecision. Notions of national security, most notoriously, have invoked realities and necessities that everyone is supposed to acknowledge, but also vague generalities about everything and nothing". Walker R. B. J., "The Subject of Security", in Krause Keith et Michael C. Williams (Ed.), *Critical Security Studies*, University of Minnesota Press, 1997, p. 63.

⁸⁸ Au-delà de la seule discipline de la science politique, la dichotomie entre expliquer et comprendre renvoie à une problématique fondamentale en sciences sociales. J'ai tenté ailleurs de montrer les limites du choix rationnel en relations internationales. Voir Haine Jean-Yves, "Kennedy, Kroutchev et les missiles de Cuba: choix rationnel et responsabilité individuelle", *Cultures & Conflits*, Hiver 1999, n°36, pp. 79-150. Sur la controverse entre expliquer et comprendre, on consultera en particulier: Appel Karl Otto, *Expliquer-Comprendre, la controverse centrale des sciences humaines*, Les Editions du Cerf, 2000 et Gardiner Patrick (Ed.), *The Philosophy of History*, Oxford University Press, 1974, en particulier les textes de Carl Hempel et William Dray. Pour une application en relations internationales, voir Hollis Martin et Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations*, Clarendon Press, 1991 et par opposition King Gary, Robert O. Keohane et Sydney Verba, *Designing Social Inquiry, Scientific Inference in Qualitative Research*, Princeton University Press, 1994.

stratégie classique⁸⁹, un juste milieu s'impose pour redéfinir et réfléchir sur la notion même de sécurité dans les relations internationales. La *renaissance* des études de la sécurité proclamée par les réalistes ne se confond pas avec *refondation*.

Cette refondation commence d'abord par une interrogation sur le sujet et l'objet de la sécurité, ensuite une analyse sur l'existence, la nature et la construction de la menace et enfin une étude sur la manière dont la sécurité est pratiquée. Qui, que et comment sécurise-t-on ? Qui, que et comment l'établissement d'un état-major commun entre officiers allemands et français *sécurise* ? Contre quelle menace nous protège-t-il ? Avec quelle autorité, légitimité et moyens ? Nous verrons que les réponses à ces questions sont ambiguës, mais pour mieux les appréhender, il nous a semblé nécessaire d'introduire une notion qui est au cœur des nouvelles approches de la sécurité, à savoir le concept d'identité. Il n'est pas facile de définir ce que constitue exactement une identité, que ce soit au niveau individuel ou sociétal. Nous pouvons pour l'instant considérer qu'elle se réfère à un sentiment de collectivité, d'appartenance à un groupe, la reconnaissance de valeurs et de pratiques communes par rapport à un "autre". Cet imaginaire collectif se décline selon plusieurs échelles.

La plus importante, et pourtant de loin la plus sous-étudiée dans les relations internationales, se manifeste dans les différents aspects du nationalisme. Qu'un tel phénomène ait constitué une caractéristique majeure de ce siècle, personne ne le doute, et pourtant le nationalisme est une dimension qui est le plus souvent ignorée.⁹⁰ Le concept d'identité est par ailleurs le plus souvent formulé en terme exclusif. L'"autre" constitue l'essentiel de l'identité qui n'existe qu'en négatif: le soi se constitue d'abord par opposition à ce qui nous est étranger.⁹¹ Mais l'identité, comme le terme propre l'indique, est aussi la reconnaissance de ce qui est semblable, similaire ou identique, quelle que soit l'espace territorial dans lequel se forme et s'établit cette identité. L'association société-Etat court en effet le risque de retomber dans la réification stérile du concept même d'identité. La symbiose entre les deux notions est évidente lorsque la survie d'un Etat est en jeu. Mais en période de paix ou de faible menace, le décalage entre l'identité sociétale et l'intérêt étatique est généralement manifeste. L'un et l'autre ne se confondent pas.

L'absence du concept d'identité dans les études classiques de la sécurité n'est pas fortuit. L'un des objectifs de la "science" des relations internationales telle qu'elle s'est développée en particulier aux Etats-Unis depuis les années 50 était de quantifier les rapports de force entre les différents acteurs sur la scène internationale. Cet objectif n'était possible que si la démarche scientifique ne retenait dans son élaboration que des facteurs tangibles et quantifiables. Importées des recherches en sciences économiques, les généralisations rationnelles ne pouvait souffrir le luxe d'incorporer des notions aussi floues que les normes, les idées, les cultures ou l'identité des

⁸⁹ Pour les premiers, voir Gray Colin S., "New Directions for Strategic Studies ? How Can Theory Help Practice?", *Security Studies*, 1992, Vol. 1, n°4, pp. 610-635 et Haftendorn Helga, "The Security Puzzle: Theory-Building and Discipline-Building in International Security", *International Studies Quarterly*, 1991, Vol. 35, n°2, pp. 3-37. Pour les seconds, les thèses connues de Fukuyama, *La fin de l'histoire*, et Mueller John, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War*, Basic Books, 1989.

⁹⁰ Comme le note Lapid et Kratochwil, "It is remarkable how little international relations theory has to offer for understanding the constitutive role of the national in sociopolitical affairs. It seems impossible to harness the explanatory power of neorealism without further theorization of the concept of identity, which the theory requires but never explicates". Lapid Yosef et Friedrich Kratochwil (Eds.), *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, Lynne Rienner, 1996, pp. 105-126.

⁹¹ En ce sens voir Mercer Jonathan, "Anarchy and identity", *International Organization*, Spring 1995, Vol. 49, n°2, pp. 229-252.

acteurs.⁹² L'ignorance délibérée de tout ce qui ne pouvait se réduire à des estimations mathématiques quantifiables s'explique par ailleurs par une volonté de dépasser l'idéalisme qui avait marqué les études classiques des relations internationales, en particulier dans les années 1920 lorsque la Cour Internationale de justice était *permanente* et certains chefs d'Etat avaient eu le mauvais goût de déclarer la guerre hors la loi. Après la fin du second conflit mondial, les spécialistes de politique étrangère entendaient asseoir la discipline sur des bases scientifiques non contestables.⁹³ Or, il n'y a rien de moins discutable qu'une équation. Du coup, toute intrusion du domaine des idées, toute référence aux identités et toute évocation de normes ou règles juridiques disparurent du champ académique durant de longues années. Cette tendance fut particulièrement marquée aux Etats-Unis. Plus qu'ailleurs, les sciences humaines y furent en effet profondément influencées par les héritages de Comte et de Spencer. Cette influence était d'autant plus profonde qu'elle s'inscrivait dans une mentalité proprement américaine, caractérisée par une foi infaillible dans les innovations techniques, la recherche incessante du développement matériel et la maîtrise continue des forces de la nature. Pour une culture aussi marquée par l'esprit d'entreprise, l'idée de progrès scientifique semblait aussi naturelle que spontanée.⁹⁴ Ce premier grand débat au sein de la discipline s'est achevé sur une victoire sans conteste des "scientifiques" qui ont dès lors façonné les termes mêmes du champ académique. La guerre froide était envisagée principalement sous l'angle d'une confrontation de puissances, l'aspect idéologique était relégué au second plan.⁹⁵ Par ailleurs, la position des Etats-Unis favorisait l'émergence d'études structurelles sur l'ensemble du système international, dont l'essence se réduisait à un jeu de forces. L'ambition devenait alors de cerner les caractéristiques fondamentales de la structure internationale, et d'en découvrir ou en redécouvrir les rouages principaux, et ce depuis

⁹² "Ideas, norms and culture, the whole socially constructed realm of social life are inaccessible to an empiricist form of knowledge that takes material objects to be the foundational ground of inquiry". Voir Williams Michael C., "Identity and the Politics of Security", *European Journal of International Relations*, June 1998, Vol. 4, n°2, p. 208.

⁹³ Dans l'ouvrage qui devait marquer l'ensemble de la discipline des Relations Internationales, Morgenthau est particulièrement explicite sur l'ambition finale des études de sciences politiques: "This book purports to present a *theory* of international politics... Political realism believes that politics, like society in general, is governed by *objective laws* that have their roots in human nature... Realism assumes that its key concept of interest defined as power is an objective category which is *universally* valid... Defined in such terms, international politics as an academic discipline is distinct from recent history and current events, international law and political reform". Morgenthau Hans, *Politics Among Nations, The Struggle for Power and Peace*, McGraw-Hill, 5^{ème} Ed., 1978, pp. 1, 4, 10 et 18. C'est moi qui souligne.

⁹⁴ "There is the profound conviction, in a nation which Ralf Darendhorf has called the Applied Enlightenment, that all problems can be resolved, that the way to resolve them is to apply the scientific method, assumed to be value-free, and to combine empirical investigation, hypothesis formation and testing and that the resort to science will yield practical applications that will bring progress. What is specifically American is the scope of these beliefs or the depth of this faith: they encompass the social world as well as the natural world, and they go beyond the concern for problem-solving, they entail a conviction that there is, in each era, a kind of master-key, not merely an intellectual, but an operational paradigm". Hoffmann Stanley, "An American Social Science: International Relations", *Daedalus*, Summer 1977, Vol. 106, n°3, reproduit dans Der Derian James, *International Theory: Critical Investigations*, Macmillan, 1995, p. 215.

⁹⁵ En ne tenant compte que des facteurs matériels, on pouvait dès lors estimer que la bipolarité était relativement stable. Voir le classique de Waltz Kenneth N., "The Stability of a Bipolar World", *Daedalus*, Summer 1964, Vol. 93, n°3, pp. 881-909 et Gaddis John Lewis, *The Long Peace: Inquiries into the History of the Cold War*, Oxford University Press, 1987.

la guerre du Péloponnèse.⁹⁶

Cette dimension identitaire est d'autant plus importante lorsqu'il est question de la rencontre d'identités nationales, de la pratique d'une identité en formation et de l'établissement d'une identité multiple. Dans le cas des rapports franco-allemands, il est évidemment question d'identité européenne, une réalité qui dépasse l'acronyme officiel des communiqués otaniens reconnaissant une identité européenne en matière de sécurité et défense (IESD). L'identité européenne dépasse largement le seul cadre des rapports stratégiques, elle vient s'ajouter, modifier, compléter et parfois contredire les identités nationales, régionales ou locales. Certes la notion d'identité européenne n'est pas simple à définir précisément parce qu'elle se construit au quotidien et qu'au cours de ce processus, elle est interprétée différemment selon les affiliations à la fois politiques et philosophiques à laquelle les acteurs européens se rattachent. Si les symboles de l'Europe ne manquent pas, ils demeurent le plus souvent contestés sinon ignorés.⁹⁷ Mais en dépit des difficultés que suscite cet "animal politique" flou mais néanmoins réel, l'Europe ne peut pas être ignorée si l'on veut appréhender la réalité sociale d'une entreprise comme l'Eurocorps. D'autant plus que chacun cultive une vision différente de ce que doit être cette Europe dans le domaine de la défense.

Parallèlement, on ne peut méconnaître les relations plus larges tissées entre les pays européens et les Etats-Unis, en particulier dans le domaine de la sécurité. En avril 1999, l'OTAN a fêté ses cinquante ans. Durant ce demi-siècle, ces pays membres ont intégré leur défense, développé une relative division du travail et tissé des liens de collaboration étroite. Dans le domaine de la sécurité, il est indubitable que la légitimité otanienne s'est durablement installée en Europe. C'est dire qu'à l'identité européenne vient s'ajouter un cadre atlantique qui pour la plupart des pays européens demeure essentiel. En particulier pour l'Allemagne, la crédibilité de l'OTAN constitue un *sine qua non* de la diplomatie de Berlin. Cette alliance atlantique reflète aussi une communauté atlantique où les acteurs, principalement les Britanniques et les Américains mais aussi les Néerlandais, partagent en commun des valeurs essentielles, où se côtoient libéralisme, démocratie et affinités culturelles.⁹⁸ C'est dire qu'il y a à la fois concurrence et congruence de deux référents, l'un européen, l'autre atlantique. Les rapports entre l'un et l'autre constituent une difficulté majeure pour l'Eurocorps. Sa crédibilité au sein de l'Europe dépend largement de l'attachement que portent les grands pays européens à l'institution atlantique. Il y a une sorte de compétition entre différentes légitimités et

⁹⁶ L'ouvrage fondateur fut celui de Waltz Kenneth N., *Theory of International Politics*, Addison-Wesley, 1979. Sur la guerre du Péloponnèse, on consultera les mises au point de Doyle Michael W., "Thucydidean Realism", *Review of International Studies*, July 1990, Vol. 16, n°3, pp. 223-237, Forde Steven, "International Realism and the Science of Politics: Thucydides, Machiavelli and Neorealism", *International Studies Quarterly*, June 1995, Vol. 39, n°2, pp. 141-160 et Lebow Richard Ned, "Play it Again Pericles: Agents, Structures and the Peloponnesian War", *European Journal of International Relations*, June 1996, Vol. 2, n°2, pp. 231-258.

⁹⁷ Pour certains, l'Europe manque de symboles forts pour asseoir une crédibilité et une légitimité suffisante. Voir en ce sens, Smith Anthony, "National Identity and the Idea of European Unity", *International Affairs*, January 1992, Vol. 68, n°1, pp. 55-76.

⁹⁸ "The system of Western states constitutes a distinctive political order which is a complex composite of liberal practices and structures, economic openness and a common civic identity. The West has a distinctive and robust political order that predated and survived the Cold War". Voir Deudney Daniel et Ikenberry John G., *Structural Liberalism : the nature and Sources of Postwar Western Political Order*, Browne Center for International Politics Working Paper, Mai 1996, 32p. Une version plus agressive est défendue par Samuel Huntington: "Shared values, institutions, history and culture dictate the continuing close association of the US and Europe. Maintaining the unity of the West is essential to slowing the decline of Western influence in world affairs". Mais il oublie que parmi les valeurs fondamentales de "l'Ouest", figurent la tolérance et l'ouverture. Voir Huntington Samuel, "The West : Unique, not Universal", *Foreign Affairs*, December 1996, Vol. 75, n°6, pp. 28-46.

il est clair que de ce point de vue l'Eurocorps a souffert d'un handicap majeur.

La question de l'identité est particulièrement problématique dès lors qu'on aborde les questions de défense. Deux tendances sont en effet contradictoires. La première part d'une conception classique de la force armée et du monopole de l'action étatique dans la décision de l'usage de la force. Le lieu de la légitimité politique pour ces questions, où la vie et la mort de ressortissants nationaux sont l'enjeu ultime, reste le parlement national. Il n'est pas un ministre de la défense, pas un ministre des Affaires étrangères qui ne se sent pas responsable devant son pays dès lors que ses soldats risquent leur vie. La seconde favorise une direction opposée. Dès lors que les intérêts stratégiques ne sont pas fondamentalement en question, l'action collective devient une condition de l'intervention dont les fondements sont le respect de valeurs communes qui par définition dépasse le cadre national. Dès lors que les enjeux représentent la défense de valeurs identitaires communes, le seul cadre national est dépassé, mais dans le même temps celui reste le point de départ et d'aboutissement de l'action collective. Sous cet angle, les priorités essentielles d'un gouvernement sont de deux ordres.

Il y a tout d'abord le respect de sa légitimité à dire et décider la sécurité puisque celle-ci est susceptible d'entraîner la mort de ressortissants nationaux, qu'ils soient des soldats professionnels n'y change fondamentalement rien. Cette exigence se traduit par l'extrême importance accordée à la place, au statut et à la compétence des forums internationaux qui coordonnent les réponses collectives apportées aux risques sécuritaires. Au sein de ses forums, les questions de procédure et de rouages institutionnels deviennent généralement prioritaires puisqu'il s'agit d'assurer le respect de cette légitimité et de cette souveraineté à dire et à pratiquer la sécurité. Pour des pays démocratiques, les forums internationaux comme l'Union européenne et l'Alliance atlantique représente des institutions qui leur garantissent cette autonomie mais qui leur permet parallèlement de défendre ces valeurs identitaires communes. Il faut ici évacuer un faux problème. Ce n'est pas le manque d'intégration ou l'absence d'autorité supranationale dans le domaine de la défense qui est à la source de ces tensions. C'est justement parce que des forums internationaux comme l'Alliance atlantique garantissent le respect de cette souveraineté à décider de l'usage de la force qu'ils représentent des instances légitimes de l'action collective. C'est la raison essentielle de leur succès. Que ce soit pour l'Union européenne ou l'OTAN, si les candidats à l'élargissement sont aussi nombreux, c'est bien parce que les règles de fonctionnement de ces institutions garantissent leur autorité finale dans le domaine de la défense.⁹⁹ Cette identité démocratique constitue une dimension fondamentale pour comprendre les mécanismes de décision dans le domaine de la défense. L'intégration des outils militaires, aussi parfaite soit-elle, ne peut contredire cette exigence. Le cas du corps européen ne dérogera pas à la règle. C'est dire que les identités en matière de défense ne sont jamais tout à fait collectives.

La seconde priorité des gouvernements est d'assurer le respect des valeurs sociétales lorsque celles-ci sont ouvertement bafouées comme ce fut le cas en Bosnie. L'Etat se fait alors porte-parole de ces valeurs collectives mais son autorité à dire la sécurité collective se trouve limitée puisqu'il faut respecter parallèlement la souveraineté des autres acteurs démocratiques, qui s'articule moins autour de la classique question d'intérêt national divergent ou de rapports de puissance, mais bien par rapport au statut respectif de chaque entité étatique. Dans cette optique, l'instance

⁹⁹ Cette dimension est fondamentale pour comprendre les processus d'élargissement. Sur le cas de l'OTAN, voir par exemple Haine Jean-Yves, "L'élargissement de l'OTAN ou la quadrature du cercle atlantique: Bâtir Vienne, Eviter Versailles", *L'année Européenne*, 1997.

internationale acquiert elle-même une légitimité à être le lieu de la parole diplomatique et l'outil de l'action militaire. Cette légitimité se bâtit avec le temps et en fonction des circonstances historiques qui ont présidé à leur création. Les dynamiques sont donc particulièrement lentes à se mettre en place et les inerties sont parallèlement importantes. Par ailleurs, la capacité d'une institution à remplir les objectifs qui lui ont été assignées constitue un facteur de crédibilité qui est essentiel à sa longévité. Enfin, dans une optique plus fonctionnaliste, les habitudes de travail et de collaboration entraînent un déplacement des intérêts initiaux vers l'institution elle-même. Acquise sur le long terme, la crédibilité d'une institution peut se perdre très rapidement. Tel fut le fondement de la démarche américaine en Bosnie où il s'agissait autant de régler les problèmes propres aux Balkans que de préserver l'outil atlantique. Telle fut la source des divergences entre Américains et Européens après le Kosovo.¹⁰⁰ On le sait, la France n'a jamais accepté la légitimité de l'Alliance atlantique, tout comme la Grande-Bretagne n'acceptait pas la légitimité de l'Union européenne. L'Allemagne ou les Pays-Bas reconnaissent la légitimité exclusive de l'institution atlantique dans le domaine de la défense. Ces différences sont absolument cruciales pour comprendre à la fois les limites de la coopération franco-allemande et les liens étroits qui existent entre l'Union européenne et l'OTAN en matière de sécurité. Cette dimension identitaire, où les héritages et les traditions pèsent lourds, est généralement négligée dans les études de Relations Internationales alors que les diplomates passent l'essentiel de leur temps à en assurer la sauvegarde.

Ceci nous amène à un dernier point avant d'aborder les théories de la coopération militaire proprement dite. Dans la littérature des relations internationales, il est important de noter que l'intégration des forces armées demeure un aspect qui n'est généralement étudié que de manière indirecte. Des bibliothèques entières ont été écrites sur les alliances, avec des résultats pour le moins contradictoires comme nous le verrons, mais il n'existe pas ou peu d'études sur les effets de l'intégration militaire en tant que telle. Certes, on suppose qu'il est préférable d'avoir un commandement commun intégré dès lors que deux Etats décident de conjuguer leurs forces mais cette supposition ne repose sur aucune évidence solide. Comme le reconnaissent des officiers américains et européens, la compréhension des processus à l'œuvre pour conduire des opérations conjointes reste fragmentaire.¹⁰¹ Les mécanismes de la coopération militaire demeurent largement méconnus. On reconnaît que la coordination permet une réponse plus rapide et plus adéquate, mais dans le même temps, les Etats lorsqu'ils sont engagés dans des opérations multilatérales insistent pour garder le contrôle de leurs forces. Dès lors qu'il s'agit d'opérations conjointes, des compromis tactiques s'imposent entre cohésion politique et efficacité militaire. Les exemples récents de la guerre du Golfe, des opérations en Bosnie, du fiasco somalien et de la crise du Kosovo ont mis en évidence les problèmes liés à la coordination des chaînes de commandement militaires face aux objectifs politiques de la coalition. Entre les exigences de la coordination et les impératifs de l'autonomie, on ne sait pas grand chose sur la manière dont les alliances fonctionnent.

Un cas récent et hautement symbolique illustre cette disparité entre motivations politiques et efficacité militaire. Au lendemain des négociations de Dayton, la force

¹⁰⁰ Je reviendrai dans la troisième partie sur les leçons du Kosovo. Pour bon résumé des enjeux, voir par exemple, Grant Charles, "European Defence Post-Kosovo", *Centre For European Reform*, June 1999.

¹⁰¹ "Despite our history, the literature is amazingly thin, generally anecdotal, and our warfighting doctrine virtually a blank slate regarding the mechanics of how combined operations should be conducted". Voir Freeman Walter D., Randall J. Hess et Manuel Faria, "The Challenges of Combined Operations", *Military Review*, 1992, Vol. 72, n°11, pp. 2-11. Pour une étude plus historique, voir Silkett Wayne A., "Alliance and Coalition Warfare", *Parameters*, Summer 1993, pp. 74-85.

multilatérale, l'IFOR, mise en place pour mettre en œuvre l'accord de paix, comprenait un grand nombre de pays. Pour des raisons liées à l'élargissement de l'OTAN et des motifs liés à la légitimité de la force multilatérale elle-même, les Américains étaient désireux d'y inclure un contingent russe. Moscou pour sa part souhaitait prendre part à cette force pour des raisons de statut, de légitimité mais entendait contester le monopole de l'OTAN en matière de maintien de la paix. La condition de Moscou était de servir dans un cadre multilatéral certes mais en dehors du commandement intégré de l'Alliance atlantique. Pour des motifs identitaires évidents, Moscou ne pouvait tout simplement pas accepter d'être sous les ordres de l'OTAN, ayant par ailleurs passé les derniers mois à combattre en vain l'élargissement de l'Alliance. Les Américains et les Européens ne voulaient en aucun cas doubler les chaînes de commandement de l'Alliance. Pour sortir de l'impasse, on eut recours à une subtilité sémantique. Le général Joulwan bénéficiait d'un double statut : il était à la fois le Supreme Allied Commander in Europe (SACEUR) au sein de l'OTAN mais il était en même temps le Commander in Chief des forces américaines en Europe (USCINCEUR). Les Russes acceptèrent de s'en remettre au général Joulwan sous son chapeau américain et non otanien. Le colonel russe Lentsov acceptait donc de recevoir ses ordres d'une autorité américaine mais non otanienne.¹⁰² Ces arrangements politiques sont bien entendu très éloignés des impératifs militaires mais cet exemple nous montre que dès que l'on étudie les relations militaires intégrées entre deux ou plusieurs Etats, il est nécessaire de distinguer rationalité militaire et motivation politique.

Dans le cas de l'Eurocorps, nous verrons que ces considérations politiques sont importantes et qu'elles imposent un cadre limité à la collaboration militaire entre la France et l'Allemagne. Mais s'agissant d'une collaboration en temps de paix, la marge de manœuvre des officiers travaillant au sein de l'état-major de Strasbourg demeure relativement large. Néanmoins, il est frappant de voir que le corps franco-allemand en dépit de son opérationnalité officielle acquise en 1995 ne fut appelé à remplir une mission humanitaire qu'en avril 2000 où pour la première fois, il assumait des responsabilités d'état-major pour la KFOR.

2 – 1 – Entre la contrainte et la pratique : les limites de l'anarchie.

Selon que l'on considère l'Eurocorps comme une alliance militaire, un régime de sécurité, une institution de sécurité, un organe de sécurité collective régionale, ou une communauté de sécurité, chaque dénomination renvoie à des problématiques et à des postulats théoriques différentes dans leur ontologie et leur logique. Il nous a donc semblé important de commencer par une notion fondamentale qui se trouve à la base des théories les plus communément utilisées en Relations Internationales, la notion d'anarchie. Les développements théoriques qui suivent se déclinent de la manière suivante. Certains estiment que cette anarchie est la structure même du champ international et que les différents acteurs sont contraints de s'y soumettre, pour d'autres cette anarchie n'est que le résultat d'interactions particulières entre les acteurs. Donnée ou construite, l'anarchie reste un concept central. Ensuite, nous

¹⁰² Pour les détails de cette négociation, voir Holbrooke Richard, *To End A War*, Random House, 1998, spécialement Chapitre 15 et 20. Le Général Nash, commandant les forces américaines au sein de l'IFOR, estime que ces arrangements diplomatiques n'ont pas empêché la réussite de la mission. Interview Novembre 1998. Sur le rôle de l'IFOR, voir Neville-Jones Pauline, "Dayton, IFOR and Alliance Relations in Bosnia", *Survival*, Winter 1996-1997, Vol. 38, n°4, pp. 45-65.

verrons comment les intérêts et les identités modifient cette anarchie. Enfin, nous analyserons les tentatives pour la transcender, pour la dépasser et en quelque sorte l'oublier. Nous aborderons en dernier lieu la spécificité de la collaboration franco-allemande afin d'en dégager les grandes lignes de forces. Cette déclinaison de l'anarchie poursuit une logique bien précise: en partant d'une base strictement matériel, elle se développe en incorporant des éléments de plus en plus intangibles et sociologiques. Nous allons donc construire socialement une anarchie différente de celle communément admise pour finalement la dépasser. Le résultat de cet itinéraire est nous le verrons que l'Eurocorps est un double paradoxe. Il s'agit d'abord d'une promesse contre le *passé*, une police spéciale d'assurance au double sens du terme: police au sens de *polizza*, promesse¹⁰³, en vue d'assurer un destin commun, police au sens moderne où il s'agit de réguler des activités conflictuelles. Mais cette coopération est aussi le symbole d'une unité entre les deux pays dont les rapports n'ont guère besoin d'être *policés*. C'est ensuite une institution européenne dont les acteurs semblent préférer le symbole à la substance. C'est enfin une institution qui risque d'être victime de son succès. Si l'Eurocorps s'impose comme le cœur d'une future planification européenne en matière de sécurité, sa spécificité franco-allemande risque de disparaître.

Quelque soit le courant dont elles se réclament, les recherches en relations internationales ont pour point de départ commun le concept central d'anarchie. À bien des égards, cette anarchie constitue l'essence de la réalité internationale. Que ce soit Raymond Aron, Hans Morgenthau ou Woodrow Wilson, que ce soit Rousseau ou Kant, la caractéristique essentielle de la vie internationale réside dans cette absence d'autorité mondiale par opposition à la situation interne au sein des Etats, dont la caractéristique essentielle réside dans le monopole de la violence légitime, pour reprendre l'expression désormais classique de Max Weber.¹⁰⁴ Cette spécificité internationale est donc constituée par l'usage toujours potentiel du recours à la force comme moyen de régulation et d'arbitrage entre Etats. Cette séparation entre l'interne et l'externe remonte à la fois à une tradition réaliste qui place la politique extérieure au dessus des contraintes intérieures mais aussi à une tradition plus humaniste et légaliste dont l'objet était de fonder un droit international. Ranke incarne la première tradition, Grotius la seconde.¹⁰⁵

L'analyse la plus systématique des conséquences de cette anarchie fut sans aucun doute celle de Kenneth Waltz. Formulée il y a plus de vingt ans, son analyse théorique reste parmi les plus influentes sinon la plus influente au sein des universités anglo-saxonnes.¹⁰⁶ Qualifiée de néoréaliste, cette théorie prend comme point de départ la structure anarchique de la vie internationale. Les conséquences de cette anarchie

¹⁰³ Le terme *police* d'assurance remonte au 16ème siècle où il signifiait promesse entre marchands. Cité dans Bernstein Peter L., *Against the Gods, the remarkable story of risk*, John Wiley & Sons, 1996, p. 95.

¹⁰⁴ Les références sont bien trop nombreuses pour être énumérées ici. Sur la définition du champ, on consultera utilement R. Aron, *Paix et Guerres entre les Nations*, Calmann-Lévy, Ed. de 1984, Doyle Michael W., *Ways of War and Peace*, Norton, 1997 et Hoffmann Stanley, *Janus and Minerva, Essays in the Theory and Practice of International Relations*, Westview Press, 1987.

¹⁰⁵ Pour une introduction aux différentes traditions, voir Wight Gabriele et Brian Porter, *Martin Wight, The Three Traditions*, Leicester University Press, 1991. Pour l'après 1945, Kahler Miles, "Inventing International Relations: International Theory After 1945", in Doyle Michael et John G. Ikenberry, *New Thinking in International Relations Theory*, Westview Press, 1997, pp. 20-53.

¹⁰⁶ Sur la dominance du paradigme néoréaliste, voir entre autres Waever Ole, "Figures of international thought : introducing persons instead of paradigms", in Neumann I.B. et Ole Waever, *The Future of International Relations : Masters in the Making ?*, Routledge, 1997 et Winnerstig Mike, *Dancing the Master's Waltz, The Hidden Influence of 20 Years of Theory of International Politics*, paper presented at the Belfer Center of Science and International Affairs, November 1998.

sont particulièrement importantes selon la logique néoréaliste. L'absence d'autorité mondiale implique que la première tâche de chaque Etat est d'assurer sa survie sur la scène internationale. Deux principes découlent de cette structure anarchique. Le premier est que tous les Etats, quelles que soient leurs idéaux, cultures ou histoires¹⁰⁷, assument ce même rôle focalisé sur la survie. Personne n'échappe à cette structure anarchique. Dans le schéma néoréaliste, les Etats doivent tirer les conséquences de l'anarchie et donc adopter un certain nombre de mesures pour se protéger de cette contrainte. Ceux qui ne le font pas, prédit K. Waltz, devront en tirer les conséquences, la plus radicale étant purement et simplement la disparition même de l'entité étatique. Il y a donc un aspect normatif dans cette structure.¹⁰⁸ L'anarchie doit encourager certains types de comportements et en décourager d'autres. Cette identité fonctionnelle des acteurs s'accompagne d'un second principe: chaque Etat ne peut compter que sur lui-même. Ce principe du "self-help" est le seul mode d'action possible dans la structure anarchique.

De cette structure, Waltz entend déduire quelques grandes généralités qui expliquent régissent le comportement des Etats. Parmi celles-ci, figure le grand modèle de la théorie néoréaliste : dès lors que la structure est anarchique et que celle-ci est composée d'unités qui cherchent à survivre, il y a inévitablement balance of power.¹⁰⁹ Une fois la structure définie, tout le reste devient de la pure mécanique. Les Etats en fonction de leur puissances assument des positions au sein du système. Toute variation de leur puissance déclenche le mécanisme du balance of power, lequel se manifestera généralement par des alliances et des coopérations ponctuelles. Si coopération militaire il y a, celles-ci ne seront que temporaires. L'égoïsme des Etats découlant de l'anarchie, la coopération, surtout dans le domaine militaire qui touche au cœur des moyens de survie, sera considérée comme un mal nécessaire pour faire face à une distribution défavorable des puissances. Afin de déterminer la récurrence de ces mécanismes de coopération, il n'est pas nécessaire selon Waltz d'analyser les relations entre les Etats, seulement définir leur position au sein du système, à savoir le rapport

¹⁰⁷ La seule exception,- de taille si je puis dire- est que les *petits* Etats ne suivent pas la logique néoréaliste parce qu'ils n'ont pas les moyens de le faire. L'anarchie structurante de Waltz ne concerne que les grandes puissances. Mais les grandes puissances par définition sont suffisamment puissantes pour ne pas s'occuper de leur survie en permanence. Il y a là une contradiction dans la logique de Waltz. Et en effet, si le comportement des petits Etats est différent, c'est parce que "small powers are system-ineffectual", ils sortent de la logique de la structure. En réalité cette structure est produite par les comportements des grandes puissances. Pour plus de détails sur cette illogisme relatif aux petits pays, voir Elman Miriam F., "The Foreign Policies of Small States : Challenging Neo-realism in Its own Backyard", *British Journal of International Relations*, April 1995, Vol. 25, n°2, pp. 171-217, et Keohane Robert O., "Lilliputians' Dilemmas: Small States in International Politics", *International Organization*, Spring 1969, Vol. 23, n°2, p. 295. Cette anomalie sera importante dès lors que l'on prendra en compte les partenaires européens au sein de l'Eurocorps, à savoir, la Belgique, l'Espagne et le Luxembourg.

¹⁰⁸ Comme le note Joseph Nye, "Even the neorealist structural theories of Kenneth Waltz can be best read as exhortations to policymakers and fellow citizens about how they ought to respond to the structure of power rather than as accurate accounts of how the superpowers actually behave". Voir Nye Joseph, "Neorealism and Neoliberalism", *World Politics*, January 1988, Vol. XL, n°2, p. 236. Cette ambiguïté n'est pas le seul apanage du néoréalisme. Comme le nota ironiquement Robert Jervis, "...implicitly or explicitly, they [the realist scholars] simultaneously seek to explain how states *do* behave and to point out how states *should* behave. It is a bit anomalous to be telling statesmen that they must follow the inevitable laws of international politics. Since the laws describe how statesmen must behave, at least in general outline, it makes as little sense to instruct them as it does to tell leaves to appear in the spring and fade in autumn". Jervis Robert, "Hans Morgenthau, Realism and the Scientific Study of International Politics", *Social Research*, Winter 1994, Vol. 61, n°4, p. 859. Souligné dans l'original.

¹⁰⁹ "Balance of power politics prevailed whenever two and only two requirements are met : that the order be anarchic and that it be populated by units wishing to survive". Waltz Kenneth, *Theory of International Politics*, Addison-Wesley, 1979, p. 121.

de force défini comme le ratio de puissance, entre les différents acteurs. Quelles que soient les intentions des Etats, la structure les force à agir selon la logique du balance of power.¹¹⁰ Il s'agit donc d'une analyse où la seule position des Etats détermine leurs comportements. Ni leurs intentions, ni leurs attitudes, ni leurs objectifs ni leur identité n'entrent en jeu. La structure est par définition a-temporelle ou a-historique, le passé ne compte pas.¹¹¹ Autrement dit, le balance of power est une sorte de loi, comme celle de l'offre et la demande en science économique.¹¹² C'est la distribution des moyens de puissance entre les acteurs qui seule déterminera les alliances, coalitions et coopérations.

Dans le cas des rapports franco-allemands, la montée en puissance de l'un obligera l'autre à rechercher des alliances avec des Etats tiers pour équilibrer ses relations. Si les alliances ne sont pas suffisantes, la guerre sera toujours une option pour empêcher cette montée en puissance excessive. Le conflit de 1870 était la conséquence logique de la première réunification allemande de 1866. Le problème évident est que le scénario fut radicalement différent lors de la réunification de 1990. Pour autant sur le plan de la stricte logique néoréaliste, la réunification allemande constituait le parfait exemple d'un changement dans la position de l'Allemagne au sein du système, et la France aurait dû en tirer les conséquences: une alliance avec la Russie, un budget militaire en augmentation, etc... Or les deux pays ont choisi de prolonger et d'approfondir leur coopération.

Ce simple exemple nous montre que la théorie globale de K. Waltz souffre de lacunes majeures et que sa valeur explicative est à l'heure actuelle sérieusement sujette à caution. K. Waltz se défend de faire de la prédiction et estime que sa théorie ne peut être testée sur des événements particuliers.¹¹³ Il ne s'agit pas selon lui d'expliquer la politique étrangère de tel ou tel Etat mais de délimiter les grands types

¹¹⁰ "Results can be predicted whether or not one knows the actors' intentions and whether or not they understand structural constraints". Waltz Kenneth N., "Reductionist and Systemic Theories", in Keohane Robert (Ed.), *Neorealism and its critics*, Columbia University Press, 1986, p. 66. La théorie néoréaliste est donc une théorie sur les effets *involontaires* de l'anarchie. Mais dans le même temps, elle estime que les Etats doivent intérioriser les exigences de l'anarchie. Il y a en fait une profonde contradiction entre la structure et les agents. Sur cette question, voir entre autres, Carlsnaes Walter, "The Agency-Structure Problem in Foreign Policy Analysis", *International Studies Quarterly*, September 1992, Vol. 36, n°3, pp. 258-259; Wight Colin, "They Shoot Dead Horses Don't They ? Locating Agency in the Agent-Structure Problematique", *European Journal of International Relations*, March 1999, Vol. 5, n°1, pp. 109-142; Dessler David, "What is at state in the agent-structure debate ?", *International Organization*, Summer 1989, Vol. 43, n°3, pp. 441-473; Wendt Alexander, "The Agent-Structure Problem in International Relations Theory", *International Organization*, Summer 1987, Vol. 41, n°2, pp. 335-370.

¹¹¹ Comme le note quelque peu ironiquement Walker, "Some of the most familiar and enduring analysis of world politics has been facilitated by a certain forgetting of history". Walker R. B. J., "History and Structure in the Theory of International Relations", *Millenium*, Summer 1989, Vol. 18, n°2, pp. 308-339.

¹¹² "Balance of power system like a market in economics, is made by the actions and interactions of its units. Balance of power theory is microtheory precisely in the economist's sense". Waltz Kenneth, "Anarchic Orders and Balances of Power", in Keohane Robert (Ed.), *op-cit.*, p. 117.

¹¹³ Selon le propre critère de Waltz, une théorie n'a de valeur que si elle sert à expliquer les événements, non à les prédire. "What do I mean by explain ? I mean explain in these senses : to say why the range of expected outcomes falls within certain limits; to say why patterns of behavior recur; to say why events repeat themselves, including events that none or few of the actors may like. The structure of a system acts as a constraining and disposing force, and because it does so systems theories explain and predict continuity within a system. Within a system, a theory explains continuities. It tells one what to expect and why to expect it. A theory explains recurrences and repetitions, not change". Récemment, il ajoutait, "A theory's ability to explain is more important than its ability to predict. Success in explaining, not in predicting, is the ultimate criterion of good theory". Waltz Kenneth, "Evaluating Theories", *American Political Science Review*, December 1997, Vol. 91, n°4, p. 916.

de comportement, non des décisions particulières. En clair, la structure anarchique ne nous permet pas d'éclairer les choix spécifiques des acteurs, mais ne sert qu'à définir les contraintes qui pèsent sur eux. K. Waltz se refuse donc par principe à analyser la politique étrangère de tel ou tel pays, et estime que le balance of power comme théorie est trop générale pour expliquer des choix contingents en matière de coopération militaire.¹¹⁴ Si Kenneth Waltz est pour le moins réticent à faire des analyses de politique étrangère, d'autres observateurs estiment que la théorie néoréaliste doit être testée sur des cas particuliers.¹¹⁵ Dans le cas de l'Eurocorps, on ne voit pas comment la structure anarchique du système a poussé la France et l'Allemagne à intensifier leur collaboration, en particulier dans le domaine militaire, alors même que l'ennemi soviétique avait disparu de la scène internationale. Certains réalistes estiment cependant que l'initiative du président Mitterrand visait précisément à contenir la nouvelle puissance allemande. Mais le choix de l'intégration est pour le moins surprenant dans la logique néoréaliste.

Pour quelles raisons la théorie de l'anarchie structurante est-elle aussi faible à expliquer la coopération militaire sans recourir à la pseudo loi du balance of power ? Sans passer en revue toutes les critiques qui ont été adressées à cette théorie, et elles sont nombreuses, deux aspects liés à la coopération doivent nous retenir plus particulièrement ici. Le premier concerne la définition même de la structure selon K. Waltz, la seconde touche à la logique de la mécanique néoréaliste.

K. Waltz part en effet d'une distinction simple entre la vie politique interne et le champ international. La première est hiérarchique, le second anarchique. Dans son schéma, c'est soit l'un, soit l'autre. On a beaucoup critiqué, et avec raison, cette dichotomie artificielle entre l'anarchie et la hiérarchie. Certes Waltz reconnaît que certains éléments d'une hiérarchie peuvent apparaître sur la scène internationale, mais il ajoute aussitôt que ceux-ci sont limités par l'anarchie globale. Pour autant, rien dans la structure même de l'anarchie n'empêche l'hégémonie d'un acteur sur les autres. Or l'exercice de cette hégémonie impose le plus souvent de la part de la puissance dominante une hiérarchisation de ses relations. Tout empire est basé sur une certaine division du travail. Il y a la une contradiction forte entre la structure anarchique et le phénomène récurrent des empires. Pour Waltz, une seule puissance hégémonique est à strictement parler impossible dans la vie internationale. Pour que sa théorie puisse opérer, il faut au minimum deux acteurs, parce que seuls deux acteurs peuvent pratiquer le système du balance of power. Il n'est donc pas étonnant que la plupart des observateurs qui se qualifient de néoréalistes estiment que l'actuel prépondérance des Etats-Unis n'est que transitoire.¹¹⁶ Waltz quant à lui plaide en faveur d'une hégémonie "bienveillante" de la part des Etats-Unis, mais ce rôle est en contradiction

¹¹⁴ "A theory about foreign policy is a theory at the national level. It leads to expectations about the responses that dissimilar polities will make to external pressures. A theory of international politics bears on the foreign policies of nations while claiming to explain only certain aspects of them. It can tell us what international conditions national politics have to cope with. Predictions can be made when we can answer this question with some confidence : How would we expect any state so placed to act ?" Waltz Kenneth, "A Response to my critics", in Keohane Robert, *Neorealism and Its Critics*, Columbia University Press, 1986, p. 332

¹¹⁵ "There is no convincing epistemological or methodological reasons why neorealist theories should not be used to predict an individual state's behavior". Voir Elman Colin, "Horses for Courses: Why Not Neorealist Theories of Foreign Policy ?", *Security Studies*, Autumn 1996, Vol. 6, n°1, p. 12. En réalité, ils sont légion.

¹¹⁶ On ne compte plus les cassandres qui prédisent la montée en puissance, les uns de l'Islam, les autres de la Chine. Pour certains, l'unification européenne est perçue comme une contestation de l'hégémonie américaine, alors qu'historiquement ce sont les Américains qui ont le plus soutenu et favorisé l'unification européenne. Voir entre autres, Layne Christopher, "The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise", *International Security*, Spring 1993, Vol. 17, n°4, pp. 5-51.

avec ses postulats de départ sur les fonctions essentielles des acteurs sur la scène internationale. En fait, Waltz n'a pas de théorie liée au monopole, seuls les oligopoles sont pris en compte. Ceci découle notamment d'une contradiction liée à l'identité fonctionnelle des acteurs au sein de la structure. Tous les Etats sont jugés similaires, tous sont souverains, tous veulent survivre et tous sont égoïstes, mais dans le même temps, c'est leur différenciation en terme de puissance qui fait fonctionner le système international. Or, cette différence en termes de puissances induit une différence en terme de comportements. La structure ne peut postuler une conformité fonctionnelle tout en incluant leurs différences matérielles afin d'en déduire le système du balance of power.¹¹⁷ Rien dans l'anarchie n'exclut la division du travail, de même que dans la vie interne, rien n'empêche le balance of power. Certains auteurs ont dès lors proposé une structure qui tiennent compte de cette contradiction, en l'appelant *négararchie*, où l'anarchie est contrôlée par des mécanismes institutionnels et où la hiérarchie est atténuée par des mécanismes libéraux qui sauvegardent l'autonomie.¹¹⁸ Le point essentiel est le suivant: rien au fond dans l'anarchie telle qu'elle est conçue par les néoréalistes n'exclut a priori toute division du travail et rien n'empêche en soi la coopération entre les acteurs.

Ce constat fut à l'origine du renouveau du courant institutionnaliste en relations internationales dont nous nous limiterons ici à retracer les grandes lignes. En partant de la théorie des jeux¹¹⁹, certains auteurs ont montré que la poursuite d'intérêts égoïstes par des acteurs pouvaient aboutir à des coopérations le plus souvent sous l'égide d'institutions. Les intérêts respectifs sont potentiellement mutuels et par le simple mécanisme de la réciprocité, la coopération peut prendre place entre acteurs. Afin de faciliter le partage de l'information et construire un cadre pour réduire les coûts des transactions, les Etats fondent des institutions communes.¹²⁰ Si ces coopérations sont les plus visibles dans le domaine économique ou dans le domaine de l'environnement, la même logique peut s'appliquer dans le domaine de la sécurité. Ce phénomène est toutefois reconnu par la majorité des politologues néoréalistes mais ils considèrent que la coopération est au mieux transitoire, et que les institutions n'ont guère d'effets sur le comportement des Etats. Pour eux, s'il y a bien un domaine où la coopération est difficile sinon illusoire, c'est bien celui de la force armée.¹²¹ Contrairement aux conclusions des institutionnalistes, la coopération reste un

¹¹⁷ "Waltz might claim that states are equal in function but not in capabilities; however as he himself states, one's capabilities shape one's functions. The point is that the distribution of resources internationally creates a division of labour among states. Differentiation and hierarchy exist". Voir Milner Helen, "The Assumption of Anarchy in International Relations Theory : A Critique", *Review of International Studies*, January 1991, Vol. 17, n°1, p. 78.

¹¹⁸ Voir en particulier, Deudney Daniel, "The Philadelphian system: sovereignty, arms control and balance of Power in the American states-union, circa 1787-1861", *International Organization*, Vol. 49, n°2, pp. 191-228.

¹¹⁹ Les grands classiques sont Oye Kenneth, *Cooperation under Anarchy*, Princeton University Press, 1986 et Axelrod Robert, *The Evolution of Cooperation*, Basic Books, 1984.

¹²⁰ "International institutions exist largely because they facilitate self-interested cooperation by reducing uncertainty, thus stabilizing expectations". Keohane Robert, *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton University Press, 1984.

¹²¹ "Institutionalist theory should be highly applicable to security issues because its argument revolves around the role of institutions in providing *information*". Keohane Robert et Lisa L. Martin, "The Promise of Institutional Theory", *International security*, Summer 1995, Vol. 20, n°1, p. 43. Au contraire, d'autres estiment que "there are few equivalents in the security field to the comprehensive, rule-guided arrangements in trade and money". See Lipson Charles, "International Cooperation in Economic and Security Affairs", in Baldwin David A., *Neorealism and Neoliberalism: The Contemporary Debate*, Columbia University Press, 1993, pp. 60-84. Sur ces débats, voir aussi le numéro spécial d'*International Organization*, à l'occasion des 50 ans de la revue, Autumn 1998, Vol. 52, n°4.

comportement exceptionnel et transitoire. Ceci est le résultat de la logique particulière du système au sein de la structure.

Dans la structure anarchique, le seul système de régulation est celui du balance of power. Celui-ci opère dès lors qu'il y a déséquilibre mais s'interrompt dès lors que celui-ci est rétabli. Ceci vient d'un effet particulier de la logique induite par la structure. Dès lors que seules les différences de puissances conditionnent le comportement des Etats, ce qui compte à leurs yeux est leur position *relative* au sein du système. Il n'y a pas de gain absolu dans la logique néoréaliste.¹²² Il s'agit de défendre sa propre position au sein du système, y compris vis-à-vis de ses partenaires. Pour cette raison, la coopération dans le domaine de la sécurité demeure un phénomène temporaire, parce que comme l'avait déjà noté Talleyrand, la trahison est une simple question de temps. Il y a là cependant une contradiction dans la logique de ce système. Dès lors que seules les différences de puissances conditionnent le comportement des Etats, ce qui compte à leurs yeux est leur position *relative* au sein du système. Il n'y a pas de gain absolu dans la logique néoréaliste. En d'autres termes, la sécurité est plus importante que la recherche de la puissance.

Certains estiment que les Etats ne sont pas de simples défenseurs de leur position au sein du système. Le désir d'acquérir plus de puissance, donc plus de territoires et plus de ressources économiques, est selon eux la motivation première de leurs comportements. Cette version dite offensive du néoréalisme est plus radicale: elle considère que la scène internationale est strictement hobbesienne, un monde où les acteurs poursuivent une expansion perpétuelle. Dans un tel schéma, l'insécurité est permanente parce que les conflits sont non seulement possibles mais en réalité toujours probables. Les Etats doivent se préparer au pire.¹²³ Dès lors, les mécanismes de coopération seront à la fois plus fréquents mais aussi plus précaires. La coopération prendra la forme de coalitions où les Etats joindront temporairement leurs forces pour vaincre un adversaire contre lequel ils ne peuvent seuls s'opposer. Ces coalitions ne seront pas ou peu institutionnalisées et prendront fin dès la victoire assurée.¹²⁴ Appliquée au contexte européen, cette conception qui s'inspire du 18^{ème} siècle estime que l'unité actuelle de l'Europe n'est qu'une façade. Tôt ou tard, les conflits resurgiront entre les grandes puissances européennes.¹²⁵

Parce que la structure anarchique de Waltz est trop imprécise, et parce que la diversité des comportements est trop large, le système international n'est pas régi par

¹²² Cette question a fait l'objet d'un large débat ces dernières années. Selon la logique néoréaliste, un Etat qui s'engage dans une coopération militaire doit toujours garder un oeil sur sa position par rapport à son partenaire. "When faced with the possibility of cooperating for mutual gain with another state, one state which feels insecure must ask "who will gain more" and not "will both of us gain". Sur cette question, voir Powell Robert., "Absolute and Relative Gains in International Relations Theory", *American Political Science Review*, September 1991, Vol. 85, n°3, pp. 1303-1320, Snidal Duncan., "Relative Gains and the Pattern of International Cooperation", *American Political Science Review*, December 1991, Vol. 85, n°4, pp. 701-726 and Grieco Joseph M., "Anarchy and the Limits of Cooperation : A Realist Critique of the Newest Liberal Institutionalism", *International Organization*, Summer 1988, Vol. 42, n°3, pp. 485-507.

¹²³ "Ultimately, this worst case assumption about the recurrence of conflicts, and not the condition of anarchy performs the bulk of the explanatory work in the Waltzian neorealist framework". Brooks Stephen, "Duelling Realisms", *International Organization*, Summer 1997, Vol. 51, n°3, p. 449.

¹²⁴ Donc l'OTAN est appelé à disparaître: "No alliance in history has *ever* survived victory. For victory robs alliances of their raison d'être. When the threat disappears, so does the glue that binds nations in alliance". Joffe Joseph, "How America Does It", *Foreign Affairs*, September/October 1997, Vol. 76, n°5, p. 13. C'est moi qui souligne.

¹²⁵ La version la plus connue de ce nouveau Moyen-Age est celle de John J. Mearsheimer, "Back to the Future : Instability in Europe after the Cold War", *International Security*, Summer 1990, Vol. 15, n°1, pp. 5-56.

la soi-disante loi du balance of power.¹²⁶ En fait, toute une série de comportement sont possibles dès lors que se produit un changement dans la distribution de puissance. C'est dire que la réunification allemande n'impliquait pas nécessairement un comportement de balance de la part de la France. Brandir le balance of power comme une loi, ou une récurrence inévitable, c'est méconnaître la richesse de l'histoire. On ne peut réduire l'histoire européenne à ce seul mécanisme. L'argument est logiquement et historiquement faux.¹²⁷

Pour peu que l'on s'attarde sur les mécanismes de la formation des alliances et donc de la coopération militaire, un large choix d'options sont théoriquement possibles si on tire les pleines conséquences du concept de survie dans un monde anarchique. Il y a d'abord le choix de *ne pas* s'allier avec quelque camp que ce soit. Principalement pour les petits pays, le choix entre plusieurs alliances peut s'avérer fatal parce que dans tous les cas de figure l'Etat est perdant. La neutralité est la seule option possible. Choisir un camp, c'est perdre.¹²⁸ Le premier choix qui se présente est donc celui de ne pas engager de coopération avec qui que ce soit. Pour ne pas devenir un enjeu, l'Etat sort du jeu. C'est bien la stratégie poursuivie par la Suisse depuis sa création. Une autre hypothèse, concernant cette fois les grandes puissances, consiste à limiter sa puissance afin de ne pas provoquer de réactions hostiles. En exerçant une hégémonie "douce", ou en refusant de prendre des avantages là où ils sont possibles, un Etat peut échapper au balance of power.¹²⁹ Dès lors qu'un Etat décide de s'allier pour faire face à un changement dans la distribution des moyens de puissance, et que sa survie est le seul guide de comportement, il peut décider soit de s'allier avec d'autres puissances afin de rétablir l'équilibre soit de s'entendre avec la puissance prépondérante. Dans un cas, il y a effectivement équilibre (balance), dans l'autre ralliement, (bandwagon) que ce soit sous forme d'apaisement, de concessions ou de condominium. La seconde hypothèse est à proprement parler l'opposé de la première mais découle de la même logique. Se rallier à la puissance prépondérante peut apporter plus d'avantages que s'y opposer.¹³⁰ Certains estiment que le ralliement est plus fréquent que l'opposition. D'autres se sont étonnés que des Etats partageant le même position dans le système

¹²⁶ Selon Waltz, "If there is any distinctively political theory of international politics, balance of power theory is it". Waltz Kenneth, *Theory of International Politics*, Addison-Wesley, 1979, p. 117. Pour une application de cette loi à l'Europe, voir Waltz Kenneth, "The Emerging Structure of International Politics", *International Security*, Fall 1993, Vol. 18, n°2, pp. 44-79. Certains estiment que "realism is an alliance theory since it is particularly concerned with the balance of power in the international system, that is with the formation and dissolution of alliances due to changes in the distribution of power". See Risse-Kappen Thomas, *Cooperation among Democracies : The European Influence on US Foreign Policy*, Princeton University Press, 1995, p. 14.

¹²⁷ Pour une critique basée sur les précédents historiques, voir Schroeder Paul, "Historical Reality versus Neorealist Theory", *International Security*, Summer 1994, Vol. 19, n°1, pp. 108-148. Voir aussi sa magistrale étude Schroeder Paul, *The Transformations of European Politics, 1763-1848*, Clarendon Press, 1994.

¹²⁸ La Belgique de 1936 avait poursuivi cette stratégie. L'espoir était d'éviter un conflit sur son territoire. Dans cette optique, choisir entre la France ou l'Allemagne signifiait une déclaration de guerre. Sur cette stratégie échappatoire, voir Rothstein Robert L., *Alliances and Small Powers*, Columbia University Press, New York, 1968 et Reiter Dan, *Crucible of Beliefs : Learning, Alliances and World Wars*, Cornell University Press, 1996.

¹²⁹ Sur le concept d'hégémonie "douce", voir Kupchan Charles, "After Pax American, Benign Power, Regional Integration and the Sources of a Stable Multipolarity", *International Security*, Fall 1998, Vol. 23, n°2, pp. 40-79. Sur la stratégie d'autolimitation (self-denial), Jervis Robert, *System Effects: Complexity in Political and Social Life*, Princeton University Press, 1997.

¹³⁰ Sur cette opposition entre le balance et le bandwagon, voir Schweller Randall L., "Bandwagoning for Profit : Bringing the Revisionist State Back In", *International Security*, Summer 1992, Vol. 19, n°2, pp. 72-107 et Labs Eric J., "Do Weak States Bandwagon ?", *Security Studies*, Spring 1992, Vol. 1, n°3, pp. 383-416.

choisissent des options radicalement divergentes. C'est qu'il doit exister une variable plus importante permettant d'expliquer la coopération.¹³¹

Si la sécurité au sens matériel est le seul critère, les Etats peuvent choisir la coopération tout en s'occupant des avantages relatifs. Encore fois la logique du système n'implique pas que les Etats profiteront d'une coopération au détriment des autres.¹³² La coopération n'est pas en soi un jeu à somme nulle. Dès lors que l'on dépasse le seul objectif de maximisation de sa puissance, la coopération militaire est un comportement aussi réaliste que le balance of power.¹³³ Enfin, toujours suivant la logique positionnaliste de Waltz, un Etat peut choisir la coopération et même l'intégration afin d'accroître son influence au sein du groupe. Selon certains auteurs dits réalistes, l'intégration est ainsi justifiée par le concept d'Hirschman de *voice*¹³⁴, où un Etat pour faire entendre sa voix choisira d'intégrer un groupe parce que son influence sera plus grande à l'intérieure qu'à l'extérieure. Le processus d'intégration européenne est ainsi analysée en ces termes.¹³⁵ Enfin, un cas particulier doit être mentionné ici car il nous semble qu'il se prête partiellement au cas de la coopération militaire franco-allemande et en particulier à l'Eurocorps. Un Etat peut s'associer avec un autre non point pour balancer une puissance tierce, mais pour contrôler son partenaire. Il s'agit donc d'une coopération où se mêlent rivalité, contrôle et communauté de destin.¹³⁶ Une telle configuration semble particulièrement adaptée au cas de la coopération politique et militaire entre la France et l'Allemagne. Non seulement les objectifs poursuivis par chacun des acteurs y étaient multiples et diversifiés mais surtout ils étaient partiellement contradictoires. L'émancipation par l'intégration pour Bonn, le contrôle par la coopération pour Paris sont des éléments qui ont toujours participé aux fondements du couple franco-allemand.¹³⁷ Cette rivalité orchestrée s'apparente davantage au concert qu'à l'anarchie, mais dès lors que les instruments classiques de la rivalité séculaire ont fait place à la compétition pacifique, dans un tel schéma les questions de statut, de légitimité et d'équilibre non pas des forces mais des responsabilités, deviennent cruciales.

Dans la structure de Waltz, toutes ces stratégies sont cohérentes. Toutes les

¹³¹ Larson D., "Bandwagon Images in American Foreign Policy: Myth or Reality?", in Snyder Jack et Jervis Robert (ed.), *Dominoes and Bandwagons : Strategic Beliefs and Great Power Competition in the Eurasian Rimland*, Oxford University Press, 1991.

¹³² Un Etat peut profiter d'une coopération au sein d'une alliance pour relâcher ses efforts et exiger plus de ses partenaires. Sur ce point, voir Christensen Thomas J., et Snyder J., "Chain Gangs and Passed Bucks : Predicting Alliance Patterns in Multipolarity", *International Organization*, Spring 1990, Vol. 44, n°2, pp. 137-168.

¹³³ Voir Glaser Charles L., "Realists as Optimists : Cooperation as Self-Help", *International Security*, Winter 1994-95, Vol. 19, n°3, pp. 50-90.

¹³⁴ Hirschman Albert, *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Harvard University Press, 1970.

¹³⁵ Pour une analyse du traité de Maastricht en ces termes, voir Grieco Joseph, "State Interests and Institutional Rule Trajectories : A Neorealist Interpretation of the Maastricht Treaty and European Economic and Monetary Union", *Security Studies*, Spring 1996, Vol. 5, n°3, pp. 261-305. Au contraire, certains estiment que l'intégration est clairement une exception à l'anarchie de Waltz. Voir Kegley Charles W. "The New Containment Myth: Realism and the Anomaly of European Integration", *Ethics and International Affairs*, Vol. 5, 1991, pp. 99-114.

¹³⁶ Sur ce point, voir Schroeder Paul, "Alliances, 1815-1945 : Weapons of Power and Tools of Management", in Knorr Klaus (Ed.), *Historical Dimension of National Security Problems*, 1976, pp. 227-262.

¹³⁷ Comme le notait Stanley Hoffmann, "The permanent worry about German power led to the highly original strategy of West European integration, which I have described as balancing through bandwagoning". Hoffmann Stanley, "French Dilemmas and Strategies in the New Europe", in Keohane Robert O., Joseph S. Nye et Stanley Hoffmann, *After the Cold War, International Institutions and State Strategies in Europe, 1989-1991*, Harvard University Press, 1993, p. 133.

options mentionnées restent en effet dans sa stricte logique de position. Balancer, apaiser, se cacher, s'autolimiter, coopérer ou s'intégrer sont des comportements qui tous sont qualifiés de réalistes. Comme la plupart du temps, les stratégies poursuivies combinent plusieurs de ces objectifs, les explications proposées par les néoréalistes apparaissent simplificatrices. Une théorie qui prédit tout et son contraire n'est pas une bonne théorie.¹³⁸ Le balance of power fait partie de ces grandes généralités derrière lesquelles on se réfugie dès lors que l'on ne peut expliquer tel comportement particulier. Il n'explique *rien*, parce qu'il veut expliquer *tout*. C'est un schéma d'analyse qui tolère à la fois la paix et la guerre, l'opposition ou la collaboration, le blanc et le noir. C'est dire que la sacro-sainte règle du balance of power n'est pas une nécessité pour reprendre le terme de Morgenthau.¹³⁹ Ce n'est même pas une récurrence.¹⁴⁰ La difficulté est en fait toujours la même: l'intérêt étatique préalablement défini est soit une simplification abusive, soit une gageure conceptuelle. Waltz parlait des Etats pour en déduire une structure contraignante qui à son tour venait influencer les comportements des acteurs. Mais au lieu d'assigner arbitrairement des intérêts articulés selon des critères purement mécaniques, il est nécessaire d'étudier la formation de ces préférences.

Au terme de l'analyse des postulats néoréalistes, que peut-on conclure sur les phénomènes de coopération militaire ? En premier lieu, nous avons constaté que la valeur explicative de la structure anarchique est pour le moins contestable. La grande loi du balance of power n'est en fait qu'une conséquence du comportement spécifique et historiquement limité de certains acteurs, mais non le résultat nécessaire de la structure. Il nous faut donc rejeter l'élément structurel de l'anarchie, et reprendre une analyse à partir des facteurs internes des acteurs. On ne peut établir une théorie des relations internationales sans prendre en compte les caractéristiques propres des acteurs, leurs objectifs, leurs idéaux, leurs préférences, en un mot leur identité. On ne peut espérer comprendre les interactions entre ces acteurs sans prendre en compte la diversité et la multiplicité des enjeux. Le système du balance of power n'est pas un système cohérent. Le terme lui-même est depuis longtemps contesté. Il ne nous dit rien sur la *manière* dont les Etats font face à des changements de distribution des moyens de puissances. Le terme inclut tellement de stratégies et de comportements

¹³⁸ Le débat porte sur la progressivité ou la dégénérescence du projet néoréaliste. Sur cette question, voir Vasquez John A., "The Realist Paradigm and Degenerative versus Progressive Research Programs: An Appraisal of Neotraditional Research on Waltz's Balancing Proposition", *American Political Science Review*, December 1997, Vol. 91, n°4, pp. 899-912.

¹³⁹ "Alliances are a necessary function of the balance of power operating in a multiple state system", Morgenthau Hans J., "Alliances in Theory and Practices", in Wolfers Arnold, *Alliance Policy in the Cold War*, John Hopkins University Press, 1959, p. 175.

¹⁴⁰ "The balancing of power was never the law Waltz thought it was. In effect, he offered an explanation of a behavioral regularity that never existed, except within the logic of the theory". Voir Vasquez John A., *The Power of Power Politics*, Cambridge University Press, 1998. p. 274. Comme le précise M. Doyle, "The balance of power doctrine make the special claim that power –capacity- is the valid and complete measure of threat and that we need to balance against capacity, whatever the intentions that other states are currently expressing... The classical balance of power is not the default model of international systemic behavior that some of its advocates have assumed it to be. It, too, makes particular demands on the character of statesmanship and international order. The orderly results of classical balance of the 18th century required the conditions of 18th century balancing: independent states; coherent and similar domestic structures, a shared transnational culture, even a degree of inspired leadership. Interestingly, these prerequisites were not far short of those conventionally seen to produce collective security. But they only served to establish the conditions for balancing". Doyle Michael, *Ways of War and Peace, Realism, Liberalism and Socialism*, W.W. Norton & Company, 1997p. 168 et 162.

différents qu'il a perdu toute signification pertinente.¹⁴¹ On ne peut réduire la coopération militaire au seul concept de balance, et ce mécanisme supposé par la structure ne résiste pas à une analyse sérieuse. On ne peut se passer de l'identité des acteurs. Comme l'avait écrit Stanley Hoffmann il y a plus de trente ans, il faut tenir compte des objectifs des Etats, de leur culture, de leur diplomatie. Le système international n'est pas un monstre froid.¹⁴² Ou pour reprendre la mise en garde prémonitoire de Raymond Aron: "La tâche de l'étude empirique des relations internationales consiste précisément à déterminer la perception historique qui commande les conduites des acteurs collectifs et les décisions des chefs de ces acteurs. La théorie met en lumière *la diversité des enjeux* des conflits entre les acteurs collectifs et *la diversité des buts* qu'ils peuvent se proposer. ... Toute étude concrète des relations internationales devient donc une étude sociologique et historique"¹⁴³ Car c'est bien la variété des comportements étatiques liés à la diversité des objectifs poursuivis qui constitue l'obstacle le plus fondamental à toute théorisation en science politiques des Relations Internationales. Loin de prétendre nier cette richesse, il faut au contraire l'intégrer dans les analyses.

La seconde conclusion est plus radicale. Si l'identité des acteurs est la variable la plus importante, c'est que ceux-ci construisent leur environnement. Ils ne sont pas des entités qui subissent les conditions de l'anarchie, mais façonnent le caractère même de la vie internationale. L'anarchie ne disparaît pas pour autant mais elle n'est que le reflet de comportements particuliers. L'anarchie est une pratique et en tant que telle elle peut être transcendée. Dans la partie qui suit, il s'agit donc de repenser cette anarchie en y incluant les aspects intangibles qui font tant défaut à la logique réaliste.

2 – 2 – transcender l'anarchie: identité et communauté de sécurité

L'un des problèmes majeurs de la théorie waltzienne est que les intérêts et les préférences des Etats sont supposés donnés et fixes. Ne tenant compte que des capacités matérielles, la structure anarchique ignore les relations sociologiques qui s'établissent entre acteurs. Les interactions entre les acteurs constituent un niveau séparé qui ne découle pas de la structure.¹⁴⁴ L'essence même de la vie internationale est déterminée par les perceptions et les attentes des Etats dans leurs relations

¹⁴¹ "Perhaps the oddest thing about the balance of power theory is that its leading spokesmen have never been able to decide or to agree whether the theory calls for and whether the successful operation of the system requires." Inis Claude L., "The Balance of Power Revisited", *Review of International Studies*, April 1989, Vol. 15, n°2, p. 80. Les deux articles les plus importants sur ce concept sont Voir Haas Ernst B., "The Balance of Power : Prescription, Concept or Propaganda ?", *World Politics*, July 1953, Vol. V, n°4, pp. 442-477 et Zinnes Dina A., "An Analytical Study of the Balance of Power Theories", *Journal of Peace Research*, 1967, Vol. 4, n°3, pp. 270-287.

¹⁴² "Nothing is more mistaken than to assume that the international system is a sort of a monster with an implacable will of its own, that the variable elements interact so as to determine the outcome, that the participants are dominated by the system in such a way that their moves are either mere responses to its dictates or exercises in irrelevance or self-defeat when they go against the system's logic". Stanley Hoffmann, *Gulliver's Troubles*, 1968, p. 12.

¹⁴³ Aron Raymond, "Qu'est ce qu'une théorie des relations internationales ?", *Revue française de Science Politique*, 1967, Vol. 17, n°5, reproduit dans Aron Raymond, *Etudes politiques*, Gallimard, 1972, p. 367 et 371. C'est moi qui souligne.

¹⁴⁴ Ce point fut établi dans Buzan Barry, Charles Jones et Richard Little, *The Logic of Anarchy: Neorealism to Structural Realism*, Columbia University Press, 1993. Pour une tentative moins convaincante, Snyder Glenn H., "Process Variables in Neorealist Theory", *Security Studies*, Summer 1997, pp. 167-192.

réciroques. Ces relations ne sont pas seulement fonction des capacités respectives des acteurs. En un mot, il est nécessaire de prendre en compte le tissu sociologique qui lie les Etats entre eux. Les aspects matériels sont importants mais ceux-ci ne prennent de significations qu'au travers de la structure sociale du système. Ceci constitue le cœur de la démarche critique en relations internationales. Cette contestation récente prend en effet des formes très variées et contradictoires, s'inspirant d'auteurs aussi différents que Wittgenstein, Habermas, Foucault, Derrida ou Bhaskar.¹⁴⁵ De moins en moins minoritaires, mais de tradition nettement européenne, ces travaux remettent en cause le champ disciplinaire tel qu'il fut défini depuis les années 1950. Ces études ont tenté de redéfinir la notion de sécurité, en contestant d'abord la distinction classique entre l'interne et l'externe, en offrant ensuite des analyses sur la source des pratiques et la signification des discours de l'international, et en y englobant enfin des éléments sociétaux et identitaires.¹⁴⁶ Mais, entre les deux approches, positiviste et critique, les échanges relèvent davantage du dialogue de sourds que de la polémique académique.¹⁴⁷

Dans la logique constructiviste, l'un des mécanismes fondamentaux qui déterminent l'aspect sociologique des relations entre Etats provient de la manière dont les acteurs se définissent les uns par rapport aux autres. Cet "autre" peut être un ami, un rival, un ennemi. Dans cette mesure seule, les changements matériels qui interviennent sur la scène internationale prennent une signification. Pour prendre un exemple simple, considérons les implications de la prolifération nucléaire. L'explosion de la première bombe soviétique en 1949 a donné lieu à une redéfinition des objectifs de la politique étrangère des Etats-Unis. Trois ans plus tard, la Grande-Bretagne à son tour entrait dans le club nucléaire. Ceci ne donna lieu à aucun changement de stratégie à Washington, alors même que les deux événements étaient rigoureusement semblables. La raison tient du bon sens: les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient des alliés qui partageaient un niveau de coopération et de confiance rarement atteint entre deux entités souveraines. Au contraire, Moscou était perçu comme un ennemi dont l'idéologie s'opposait en tout point à celle de Washington.¹⁴⁸ Cet exemple montre que le tissu de relations qui préexistent entre les acteurs déterminent à la fois leur identité et leurs comportements. Ceux-ci sont endogènes et non exogènes aux

¹⁴⁵ Pour une présentation de ces courants, voir Smith Steve, "Positivism and beyond", in Ken Booth et Marysia Zalewski (Eds.), *International theory: positivism and beyond*, Cambridge University Press, 1996, pp. 11-44; Lapid Yosef, "The third Debate: On the Prospects of International Theory in a Post-Positivist Era", *International Studies Quarterly*, September 1989, Vol. 33, n°3, pp. 235-254; Hoffman Mark, "Critical Theory and the inter-paradigm debate", *Millenium*, Summer 1987, Vol. 16, n°2, pp. 231-249;

¹⁴⁶ Pour un recueil d'analyses, voir Krause Keith et Michael C. Williams (Eds.), *Critical Security Studies*, University of Minnesota Press, 1997.

¹⁴⁷ Pour une analyse générale, voir Searle John R., "Rationality and Realism, What is at Stake", *Daedalus*, Fall, 1993, Vol. 122, n°4, pp. 55-83. En R. I., l'intolérance domine sur l'indulgence. Voir les échanges entre K. Waltz et R. Ashley dans Keohane Robert O. (Ed.), *Neorealism and its critics*, Columbia University Press, 1986, pp. 255-300 et pp. 322-345 et la mise au point de Kratochwill Friedrich, "Errors have their advantage", *International Organization*, Spring 1984, Vol. 38, n°2, pp. 307-320. Pour des discussions plus fructueuses, Biersteker Thomas J. "Critical Reflections on Post-Positivism in International Relations", *International Studies Quarterly*, September 1989, Vol. 33, n°3, pp. 255-272; Desh Michael C., "Culture Clash: Assessing the Importance of Ideas in Security Studies", *International Security*, Summer 1998, Vol. 23, n°1, pp. 141-170; Ruggie John Gerard, "What Makes the World Hang Together ? Neo-utilitarianism and the Social Constructivist Challenge", *International Organization*, Autumn 1998, Vol. 52, n°4, pp. 855-885; Adler Emmanuel, "Seizing the middle ground: constructivism in world politics", *European Journal of International Relations*, September 1997, Vol. 3, n°3, pp. 319-363.

¹⁴⁸ Sur l'Union soviétique comme "autre", voir Dalby Simon, "Geopolitical Discourse: The Soviet Union as Other", *Alternatives*, October 1988, Vol. 13, n°4, pp. 415-442.

interactions. Cela signifie que la structure n'est non pas matérielle mais intersubjective. Les idées viennent d'abord parce qu'elles seules nous permettent d'évaluer les critères matérielles. Si structure il y a, elle est essentiellement sociologique parce que les acteurs qui la composent interagissent socialement. Ce processus de socialisation change à son tour les identités et les intérêts de ces acteurs. Pour reprendre notre comparaison entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, il est clair que la densité, l'héritage et les types d'interactions étaient radicalement divergents entre Washington et Londres d'une part et Washington et Moscou de l'autre. Ce sont ces interactions qui permettent d'expliquer l'identité respective de chacun et nous aide à comprendre pourquoi dans le premier cas un sentiment de sécurité et de destin commun s'est imposé et pourquoi dans le second, une opposition durable a scellé deux adversaires dans le moule de la guerre froide. Dans les deux cas cependant, la nature des interactions façonnent les identités respectives. La première est l'émergence d'une identité collective, la seconde est une identité qui se définit par opposition à l'autre.¹⁴⁹ Dès lors, l'anarchie doit être comprise comme un produit particulier des comportements, et non pas comme une caractéristique de la structure.¹⁵⁰

Pour autant, les identités ne se déterminent pas uniquement par les interactions, celles-ci constituent une source importante mais non exclusive des comportements. L'erreur serait de considérer ces interactions comme des structures constitutives des identités lesquelles détermineraient alors les préférences. En réintroduisant la notion de structure, constitutive des identités, par opposition à celle de K. Waltz qui détermine les intérêts, on risque en effet de retomber dans le même déterminisme futile des approches néoréalistes.¹⁵¹ Sans entrer dans les détails des controverses entre Bhaskar et Giddens, l'idée essentielle de la théorie de la structuration réside dans cette idée simple que les agents et la structure sont mutuellement constituées. La société façonnent les individus et les individus façonnent la société. Mais une théorie de la structuration ne doit pas nécessairement reposer sur le réalisme scientifique de Bhaskar. En introduisant cette notion de structure invisible, A. Wendt réduit l'agent à un rôle. Cette confusion néglige la subjectivité comme

¹⁴⁹ Plusieurs ouvrages ont montré comment les discours de guerre froide reflétaient et fondaient l'identité américaine durant cette période. Voir Campbell David, *Writing Security, United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, University of Minnesota Press, 1992. Voir aussi Williams Michael C., "Identity and the Politics of Security" et Huysmans Jef, "Security ! What Do You Mean ? From Concept to Thick Signifier", tous deux in *European Journal of International Relations*, June 1998, Vol. 4, n°2, pp. 204-225 et pp. 226-255.

¹⁵⁰ "Anarchic structure explains little by itself; what matters is the identities and interests that states bring to their interactions and the subsequent impact of the latter on the former. Self-help presupposes self-interest; it does not explain it. Anarchy is what states makes of it". Wendt A., "Collective Identity Formation and the International State", *American Political Science Review*, June 1994, Vol. 88, n°2, p. 388. Il ajoute: "Far from being exogenously given, the intersubjective knowledge that constitutes competitive identities and interests is constructed every day by processes of social will formation". Wendt A., "Anarchy is what states makes of it : social construction of power politic", *International Organization*, Spring 1992, Vol. 46, n°2, p. 407.

¹⁵¹ A. Wendt semble avoir évolué vers une telle position. Voir Wendt Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, 1999. Comme l'estiment à juste titre certains auteurs: "Wendt argues that agency identity and interests should be derived from internal social relationships. The problem with this approach is its conflation of agency and role. This conflation precludes treatment of subjectivity as a defining property of agency and is bound to a limited conceptualization of agency. That is, identification of agency with particular roles denies the ability to theorize about choice processes and the variability of the agency interests, decision-making procedures that characterize these processes". Friedman Gil et Harvey Starr, *Agency, Structure and International Politics: from Ontology to Empirical Inquiry*, Routledge, 1997, p. 24. C'est moi qui souligne.

élément essentiel et comme propriété fondamentale de l'agent.¹⁵² Réduire l'identité de l'acteur aux seules interactions qu'il entretient est une conception pour le moins sommaire de l'autonomie des individus, comme si ceux-ci n'avaient pas de convictions propres, de préjugés particuliers ou d'idéaux spécifiques *avant* toute relation sociale. Pour prendre l'exemple le plus significatif, la montée en puissance des Etats-Unis sur la scène internationale a largement modifié cette scène internationale, mais celle-ci en retour ne semble pas avoir eu grand effet sur la manière dont les Etats-Unis conçoivent leur interaction avec le monde. Les interactions n'interviennent pas dans un vide identitaire. Par ailleurs, cette théorie de la structuration introduit une difficulté ontologique majeure. Parce que chez Wendt, la structure est autant relationnelle que matérielle, le risque est grand de ne pouvoir distinguer agence et structure. L'introduction des interactions dans la structure pose de sérieuses difficultés ontologiques comme l'ont noté Martin Hollis et Steve Smith¹⁵³, et son application concrète frise la tautologie, notamment parce qu'il est impossible d'isoler de manière exogène soit la structure, soit les agents. Selon W. Carlsnaes, il est permis en introduisant une dynamique temporelle, une morphogenèse entre les agents et la structure, de combiner de manière dynamique les deux éléments: les institutions internationales sont des structures qui conditionnent et contraignent la politique étrangère mais sont dans le même temps le résultat des actions individuelles.¹⁵⁴ Cette dynamique temporelle permet de réconcilier partiellement l'opposition entre agence et structure, elle nous aide aussi à comprendre les inerties, les pesanteurs qui peuvent exister entre les préférences spécifiques d'un acteur et l'effet relatif et progressif des institutions dans lesquelles il évolue. Elle respecte enfin la diversité des conceptions que ces acteurs entretiennent vis-à-vis de ces conventions. Il faut, particulièrement dans le domaine relativement étroit de la sécurité, adopter une démarche somme toute pragmatique vis-à-vis des rapports entre ensemble et individus: la liberté des seconds par rapport au premier est une question de fait qui doit s'apprécier en fonction de la situation donnée.¹⁵⁵

L'ambiguïté provient de la conception différente des normes, règles et conventions qui s'élaborent entre les unités étatiques. D'une part, la socialisation est *constitutive* de l'identité par interactions, de l'autre elle est *supplétive* aux identités indépendantes et préalables aux interactions. La première approche est inutilement

¹⁵² "The most fundamental problem is that structural or structuralist arguments tend to assume a far too rigid causal determinism in social life. What tends to be lost in the language of structure is the efficacy of human action or agency. A social science trapped in an unexamined metaphor of structure tends to reduce actors to cleverly programmed automatons". Sewell William H., "A Theory of Structure: Duality, Agency and Transformation", *American Journal of Sociology*, July 1992, Vol. 98, n°1, p. 2.

¹⁵³ Hollis Martin et Steve Smith, "Two stories about structure and agency", *Review of International Studies*, July 1994, Vol. 20, n°3, pp. 241-276.

¹⁵⁴ "Domestic and international institutions emerge as structures constraining and enabling foreign policy actions; and they are certainly the outcome of human agency". Carlsnaes Walter, "The Agency-Structure Problem in Foreign Policy Analysis", *International Studies Quarterly*, September 1992, Vol. 36, n°3, p. 267.

¹⁵⁵ Comme l'estimait Raymond Aron, "Il me paraît à peu près impossible de donner une valeur logique absolue soit au caractère ultime de l'explication des collectifs par les individus, soit à celui de l'explication individuelle par les collectifs; le fait est que, *selon les cas*, on explique dans un sens ou dans un autre. Ce qui me paraît être la conclusion très simple de ce genre de discussions, c'est qu'il y a une pluralité de niveaux dans l'étude des réalités humaines." Aron Raymond, *Leçons sur l'histoire*, Editions de Fallois, 1989, p. 233.

contraignante, la seconde est plus respectueuse des autonomies des acteurs.¹⁵⁶ Il est méthodologiquement plus prudent et ontologiquement plus simple de revenir à ce que l'école britannique des relations internationales avait souligné il y a quelques décennies déjà, à savoir, que ce sont les perceptions, les convictions et les conventions qui fondent les pratiques et les comportements, et non pas les effets perceptibles d'une structure imaginaire. Un *understanding* entre les Etats, au sens où les acteurs ont compris et pratiqué le même comportement, *peut* en effet apparaître, cela ne signifie pas que ce comportement soit une conséquence d'une structure qui le rend nécessaire.¹⁵⁷ En d'autres termes, en s'inspirant d'une remarque de Max Weber, cette société internationale n'a de signification que dans les esprits des individus, "partiellement comme quelque chose qui existe réellement, partiellement comme quelque chose qui recouvre une autorité normative".¹⁵⁸ Ce sont ces convictions qui jouent un rôle décisif sur les actions des individus. Les acteurs étatiques peuvent s'entendre sur l'existence de conventions minimales entre eux, cela ne signifie pas que les comportements qui en découlent sont déduits de manière causale d'une structure invisible qui comprendraient, entre autres, ces conventions. Autrement dit, ces règles du jeu, selon le terme de Raymond Cohen¹⁵⁹, façonnent partiellement et temporairement le système international, de manière partielle, parce que la majorité ne signifie pas l'unanimité, de manière temporaire, parce qu'il suffit que l'un des grands acteurs décide de ne plus respecter cette règle pour que la norme tombe en

¹⁵⁶ Cette seconde approche est au fond similaire à celle prônée par l'école britannique des R. I.. Chez H. Bull en effet, "an international society exists when a group of states, conscious of certain common interests and values, form a society in the sense that they conceive themselves to be bound by a common set of rules in their relations with one another and share in the working of common institutions. An international society in this sense presupposes an international system, but an international system may exist that is not an international society". Bull Hedley, *The Anarchical Society, A Study of Order in World Politics*, Columbia University Press, 1995, p. 13. Les règles chez H. Bull sont régulatrices d'ordre. "The claim that 'system' presupposes 'rules' is distinct from the argument that the international political system represents a 'society' reflecting shared norms. When Bull declares the existence of a 'common set of rules' in international politics, he means a common dedication to the achievement of shared values, interests or norms. By contrast, when the scientific realist speaks of common set of rules, all that is necessarily implied is the shared conventions of meaning that the very idea of social action in international relations presupposes". Voir Dessler David, "What is at state in the agent-structure debate ?", *International Organization*, Summer 1989, Vol. 43, n°3, p. 458. Voir aussi Ikenberry John G., "Constitutional Politics in International Relations", *European Journal of International Relations*, June 1998, Vol. 4, n°2, pp. 147-177.

¹⁵⁷ Manning par exemple considérait que les institutions n'existent qu'au sens où elles sont généralement perçues comme existantes et que c'est cette conviction qui produit des effets sur la société. Dire que les acteurs agissent *comme si* elles existaient, ce qui est radicalement différent de dire qu'elles existent réellement. Leur existence n'a de sens qu'en fonction de ce qu'il appelait "a socially prevalent social theory". Voir Manning C.A.W., *The Nature of International Society*, Macmillan, 1975, p. xxi-xxii. Cette argumentation dérive de Searle John, *The Construction of Social Reality*, Penguin Books, 1995. Elle est à la base d'une conception sociale et juridique de la société internationale telle qu'elle fut développée par Bull et approfondie par les internationalistes britanniques. Voir Bull Hedley, *The Anarchical Society*, Columbia University Press, 1977 et Bull Hedley et Adam Watson, *The Expansion of International Society*, Oxford University Press, 1984.

¹⁵⁸ Evoquant les institutions, Weber estimait que "these are solely the resultants and modes of organization of the particular acts of individuals persons, they have a meaning in the minds of individual persons, partly as something actually existing, partly as something with normative authority... Such ideas have a powerful, often a decisive, causal influence on the course of action of real individuals". Weber Max, "The interpretive Understanding of Social Action", in Brodbeck May (Ed.), *Readings in the Philosophy of the Social Science*, Macmillan, 1968, p. 31-32.

¹⁵⁹ "Rules of the games are regulatory principles which include general norms of behavior, aspects of international law, and rules which are created by formal and informal understanding, or are contained in the spirit of agreements, verbal 'gentlemen's' agreements and different kinds of understanding" Cohen Raymond, *The Rules of the Game*, Longman, 1981, p. v.

désuétude pour utiliser un vocable juridique. Cette approche semble mieux adaptée à la problématique de la sécurité. Comme nous l'avons vu, dans un domaine aussi "national" que la défense, les socialisations sont minimales et souvent "infructueuses".¹⁶⁰ Les règles et normes qu'elles induisent s'établissent à partir du sommet de l'appareil gouvernemental, elles sont toujours subsidiaires, conditionnelles et susceptibles d'être remise en question. Particulièrement dans le domaine de l'emploi de la force, les responsabilités sont avant tout nationales, ceci implique, non pas l'absence d'institutions communes, mais bien leur subsidiarité. Par ailleurs, les relations internationales, encore une fois parce qu'il n'existe pas d'autorité internationale légitime, constituent le domaine par excellence où les interactions entre les unités qui le composent sont conflictuelles, sinon violentes. Or ces rencontres violentes que sont les conflits armés laissent des traces profondes sur l'éventualité, la forme et le contenu des interactions futures. Enfin, cette approche replace l'acteur étatique au cœur de l'analyse, non pas tant en raison de son monopole des moyens armés, mais bien en raison de la légitimité centrale qu'il occupe dans l'élaboration et la conception de ces normes et conventions.

L'introduction de la notion d'identité n'est donc pas sans obstacle dans le domaine de la sécurité. En particulier dans le domaine de la coopération militaire, elle semble poser autant de problème qu'elle n'en résout. Une brève comparaison avec l'approche réaliste classique illustre cette difficulté. On le sait chez Waltz, la coopération militaire ne fait pas partie de la structure.¹⁶¹ Dans sa logique positionnaliste, les alliances nous disent comment certains Etats sont apparentés à d'autres, mais non comment ils se situent les uns par rapport aux autres. Elles ne révèlent que la forme d'interactions, pas la structure de ces interactions. Elles appartiennent au domaine des Etats, pas à celui de la structure internationale. Pour un constructiviste, les alliances ne sont pas de simples aspects des interactions entre Etats, mais elles en sont le produit. Elles ne sont donc pas seulement des formes d'interactions, mais forment et définissent ces interactions. Par exemple, l'Alliance atlantique n'est pas seulement un groupement d'Etats réductibles aux interactions qui s'établissent entre eux, mais devient une structure avec ses règles régulatrices et constitutives d'une partie importante des comportements des Etats ainsi alliés.¹⁶² Sous cet angle, la pratique des interactions entre alliés fonderaient la conclusion d'une alliance, laquelle à son tour déterminerait les interactions futures. En clair, une alliance créerait, traduirait et consacrerait tout à la fois des relations amicales, conditionnées

¹⁶⁰ Berger Peter L. et Thomas Luckmann, *The Social Construction of Reality, a Treatise in the sociology of knowledge*, Anchor Books, 1967, pp. 163-173. Ce qu'ils appellent "les socialisations infructueuses" sont liées en partie à l'hétérogénéité des entités "socialisables". Transposée aux relations internationales, l'hétérogénéité des acteurs étatiques, si bien décrite par R. Aron, impose une limite à la socialisation. C'est dire que non seulement ces conventions sont rares mais aussi que les motivations sous-jacentes à leurs respects sont diverses.

¹⁶¹ "Alliances are a feature *not* of the organization of systems, but of accommodations and conflicts that may occur within them or groupings that may now and then form". Waltz Kenneth, *Theory of International Politics*, p. 98.

¹⁶² "NATO, rather than being just an aspect of the unit-level interaction among a select number of states is a real structure of rules that regulates and gives meaning to a wide range of current and contemplated behavior by those states. NATO cannot be reduced to the activities carried out in its name, such as military exercises and meeting of foreign ministers. It consists also of relatively enduring rules and norms that these actions draw upon, reproduce and transform. These rules, inscribed in a written treaty that exists independently of the activities it enables and regulates, are a legitimate component of structure, deserving to be treated as such by structural theory". Dessler David, "What is at state in the agent-structure debate ?", *International Organization*, Summer 1989, Vol. 43, n°3, p. 462.

tout en étant préexistantes à cette alliance.¹⁶³ Les amis s'allient entre eux parce qu'ils sont des amis et que cette amitié définit la pratique de la coopération. Si l'avantage d'une telle conception est d'ôter l'élément réactif, que ce soit la menace et/ou le déséquilibre de puissance, qui était prépondérant dans les analyses découlant de l'anarchie structurelle, son défaut majeur est de verser dans la tautologie. Par ailleurs si la coopération était la norme de comportement entre ces Etats, comment expliquer la volonté des acteurs d'initier une coopération militaire renforcée ? Si la coopération entre la France et l'Allemagne était une structure fondatrice et régulatrice des comportements, pourquoi avoir ressenti le besoin de créer une instance commune sous la forme de l'état-major de Strasbourg ? On ne peut tenter de répondre à cette question qu'en prenant en compte la spécificité et la pluralité des expériences historiques des Etats. Si l'approche réaliste est impuissante à résoudre le phénomène du maintien ou du renforcement de la coopération militaire en dépit des changements dans la distribution des moyens de puissance au sein du système, l'approche constructiviste est pour sa part inadaptée à expliquer la création d'institution nouvelle pour des acteurs aux identités communes.¹⁶⁴

Les identités et les préférences doivent donc être analysées parallèlement aux interactions mais ne peuvent s'y confondre. Méthodologiquement, il y a trois manières distinctes d'aborder cette analyse: une approche systémique, une approche libérale et une approche cognitive. Ces trois approches se déclinent du général vers le particulier.

La première consiste à identifier les pratiques et les relations qui s'établissent entre les acteurs afin de déterminer l'identité de ceux-ci. La question qui doit nous guider est la suivante: quelle est la dynamique qui caractérise les rapports entre acteurs, quelle type de socialisation prédomine entre eux ? Cette dynamique permet de cerner une identité d'un acteur par rapport à l'autre. Au niveau interétatique, les entités souveraines ont lentement développé différents niveaux d'identification réciproque. Celle-ci peut être basée tout d'abord sur une logique de confiance qui peut atteindre le niveau d'une identité collective où le soi et l'"autre" ne font plus qu'un. Ce type de système peut être qualifié de kantien où la sécurité de l'un est la sécurité de l'autre. A un niveau intermédiaire, les acteurs reconnaissent des intérêts et des identités communes mais non semblables. Cette communauté d'intérêts dans le domaine de la sécurité peut être négative, et on parlera de communauté de sécurité¹⁶⁵, soit plus positive où certains instruments sont mis en commun à l'image de ce que l'Union européenne tente de réaliser. Mais les identifications peuvent être tout autant basés sur des logiques de rivalité et on qualifiera alors ce système de lockéen. Enfin,

¹⁶³ Certains auteurs réalistes ont estimé que la coopération militaire est aussi fonction d'amitiés ou d'inimitiés venant ainsi réduire le champ des possibles induit par la structure matérielle. Sur ce point, Snyder Glenn H., "Process Variables in Neorealist Theory", *Security Studies*, Summer 1997, Vol. 6, n°2, pp. 167-192. Ceci rejoint ce que Lyska avait appelé la fluidité des alliances. Voir Lyska George, *Nations in Alliance. the Limits of Interdependence*, John Hopkins University Press, 1962 et Rothstein Robert L., *Alliances and Small Powers*, Columbia University Press, New York, 1968.

¹⁶⁴ Cette conclusion rejoint l'une des déficiences de l'approche institutionnaliste vis-à-vis de la création d'institution. Sur ce point, Keohane Robert O., *After Hegemony, Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton University Press, 1984. Comme le notait James Rosenau, "The preoccupation with post-hegemonic cooperation is unfortunate. Robert O. Keohane should have written *Before Cooperation* rather than *After Hegemony*". Rosenau James N., "Before cooperation : hegemony, regimes and habit-driven actors in world politics", *International Organization*, Autumn 1986, Vol. 40, n°4, pp. 872-873.

¹⁶⁵ Il est à noter que ce concept fut développé dès les années 50 par K. Deutsch, "Political Community at the International Level: Problems of Definition and Measurement", September 1953, *Foreign Policy Analysis Series*, Princeton University, n°2, pp. 1-25 et Deutsch Karl et alii, *Political Community and the North Atlantic area: International Organization in the light of Historical Experience*, Princeton University Press, 1957.

l'identification peut être exclusive et s'affirmer contre l'autre, et le système approche celui décrit par Hobbes.¹⁶⁶ Il s'agit donc de trois systèmes culturels différents qui doivent se comprendre comme un continuum et un processus en constante évolution. Les entités souveraines n'agissent pas sur la scène internationale sans *passé*. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que les historiens ont souligné l'importance des précédents et des processus d'interprétation et de construction de la réalité.¹⁶⁷ Cela peut sembler un truisme, mais ce ne l'est guère en théorie des relations internationales, il faut prendre en compte ce que les acteurs font et ont fait, ce qu'ils veulent et ont voulu. La socialisation ne s'opère pas *ex nihilo*. Dans le cas des rapports franco-allemands, il est évidemment absurde d'effacer à la fois les quarante ans de coopération qui ont marqué l'histoire récente de ces deux pays, mais aussi les trois conflits qui les ont opposés depuis plus d'un siècle. Comment dans ces conditions expliquer l'émergence d'un sentiment collectif entre deux entités souveraines ? Quel est l'origine d'une identité collective ?

Plusieurs facteurs d'explications sont proposés. Le premier touche à l'occurrence de certains événements qui sont tellement importants qu'ils sont *constitutifs* d'une relation, à l'image d'une constitution en droit public. Ces événements sont formateurs soit parce qu'ils constituent un modèle que l'on s'efforce d'imiter, soit parce qu'ils constituent une catastrophe qu'il faut à tout prix éviter.¹⁶⁸ Au niveau de la collectivité, ils forment des générations qui sont marquées par cet épisode et qui s'identifient par rapport à celui-ci. Au niveau systémique, ils marquent des points de départ ou d'arrivée, mais laissent derrière eux une trace si forte qu'ils conditionnent les rapports futurs. Les sociétés s'identifient à ces référents. Parmi les événements particulièrement influents, la guerre reste une expérience particulièrement traumatisante. Une société ne sera plus la même avant et après.¹⁶⁹ Il s'agit donc d'une ombre du passé qui façonne les identités. Il est indéniable qu'en Europe, les suicides collectifs qu'ont représentés les premier et second conflits mondiaux restent des références constitutives de l'identité européenne actuelle.¹⁷⁰ Ils constituent un héritage commun et contribuent à l'émergence d'une communauté de destins. Pour reprendre l'expression de Milan Kundera, l'Européen est avant tout un homme "qui se souvient". Dans les cas du chancelier Kohl et du président Mitterrand, la mémoire joua un rôle crucial au moment de la réunification. Mais au-delà des chefs d'Etats, ce sont bien les identités des sociétés concernées qui ont été fondamentalement transformées par 1945, et dans le cas de l'Allemagne, cette transformation fut radicale.¹⁷¹

Un second facteur important dans la formation d'une identité commune sinon collective est l'existence d'une menace extérieure forte. La formation d'une identité commune s'effectue par la prise de conscience d'un destin commun face à un danger qui provoque le rapprochement, la coopération et dans certains cas l'intégration des

¹⁶⁶ Ces trois qualifications sont celles de d'A. Wendt, "Three Cultures of Anarchy", in *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, 1999.

¹⁶⁷ Pour n'en citer qu'un, Ninkovich Frank, *Modernity and Power*, The University of Chicago Press, 1994.

¹⁶⁸ Même si la notion est utilisée de manière différente, voir Ikenberry John G., "Constitutional Politics in International Relations", *European Journal of International Relations*, June 1998, Vol. 4, n°2, pp. 147-177.

¹⁶⁹ Sur l'impact des guerres, voir Reiter Dan, *Crucible of Beliefs: Learning, Alliances and World Wars*, Cornell University Press, 1996.

¹⁷⁰ Ces points de référence varient en fonction des cultures respectives. La victoire de l'un étant la défaite de l'autre, il n'est pas étonnant que les référents historiques soient divergents. Pour un bon exemple sur mai 1940, voir Reynolds David, "1940: fulcrum of the twentieth century ?", *International Affairs*, April 1990, Vol. 66, n°2, pp. 325-350.

¹⁷¹ Voir par exemple Katzenstein Peter J., *Tamed Power : Germany in Europe*, Cornell University Press, 1997.

Etats menacés. Que ce soit le spectre nucléaire ou la menace soviétique, l'Europe de l'Ouest fut certainement influencée dans son identité même par la guerre froide. On connaît la boutade de Paul Henri Spaak qui estimait que le père fondateur de l'Union européenne était Joseph Staline.¹⁷² De même plus de quarante ans de relations transatlantiques dans le cadre de l'OTAN ont contribué à faciliter l'identification des intérêts communs réciproques. Certes, entre Etats-Unis et Europe, les malentendus non guère manqués et la communauté de destin est sans doute plus fragile qu'il n'y paraît. Mais par rapport à d'autres ensembles, la collectivité atlantique offre certainement un degré élevé de cohésion.¹⁷³ Au niveau européen, les institutions mise en place ont acquis une légitimité propre. L'identité européenne ne se réduisait pas à la menace soviétique, mais le risque nucléaire et l'armée rouge ont certainement contribué à façonner cette identité commune. A contrario, les pays d'Europe centrale n'ont guère eu la même expérience, et l'une des principales justifications qu'ils avancent pour justifier leur demande d'adhésion à l'Union européenne est précisément cette volonté de rejoindre "la famille" européenne. Vaclav Havel a régulièrement invoqué l'identité européenne dans ses plaidoyers pour l'Europe.¹⁷⁴ D'aversions communes, la coopération se transforme en poursuite d'intérêts communs, et finalement en dépendance commune.¹⁷⁵

Plus généralement, l'accroissement des relations entre acteurs et la montée de l'interdépendance accroît la prise de conscience à la fois des similitudes qui rassemblent et des différences qui séparent. Dès lors que l'on se situe dans un schéma kantien ou lockéen, les interactions peuvent devenir tellement nombreuses, la "densité" pour reprendre un terme de Durkheim¹⁷⁶, si élevée, que les identités respectives s'en trouvent affectées. Les premières analyses sur la constitution des communautés de sécurité portaient de ce principe. Plus il y a d'échanges, de voyages, d'interactions, plus les identités se modifient, les allégeances s'altèrent et les groupes se transnationalisent. Il y a un phénomène de convergence des valeurs et des idéaux qui dépassent le cadre national. Une émulation commune entraîne une diminution de l'hétérogénéité des acteurs. Parallèlement plus l'homogénéité s'installe, plus la conscience de la différence s'estompe. Les sociétés européennes aujourd'hui ont sans doute atteint un niveau inédit d'interdépendance. Tout ceci contribue à la formation d'une identité collective qui certes ne vient pas encore supplanter les identités particulières. Mais les valeurs essentielles sont désormais partagées. Il n'est plus tout à fait prématuré de parler de société européenne. Un dernier facteur doit être mentionné, celui de l'inertie du processus de coopération lui-même. Amorcée par un

¹⁷² Cité dans Smets Paul F., *Il faut faire l'Europe, Trente ans de la vie et des combats de Paul-Henri Spaak*, Fondations Paul-Henri Spaak, Bruxelles, 1972.

¹⁷³ "US interests in Europe have created a common Euro-Atlantic space from which disentanglement is no longer possible. The reality of this space does not mean an 'Americanization' of Europe any more than it does the 'Europeanization' of America. Differences between America and Europe are now small compared with the commonality of interests that unite them". Serfaty Simon, *Stay the Course: European Unity and Atlantic Solidarity*, Praeger, 1997, p.2. Voir aussi Risse-Kappen Thomas, "Collective Identity in a Democratic Community: The Case of NATO", in Katzenstein Peter J. (Ed.), *The Culture of National Security, Norms and Identity in World Politics*, Columbia University Press, 1996, pp. 357-399.

¹⁷⁴ Sur la question des rapports entre l'Europe centrale et l'Union européenne formulés en termes identitaires, voir Smoke Richard (Ed.), *Perceptions of Security, Public Opinion and Experts Assessments in Europe's New Democracies*, Manchester University Press, 1996.

¹⁷⁵ Ceci renvoie à des modèles de la théorie des jeux. Stein Arthur, "Coordination and Collaboration : Regimes in Anarchic World, in Krasner St., *International Regimes*, Cornell University Press, 1983.

¹⁷⁶ Cette notion de densité est particulièrement absente dans l'analyse néoréaliste. Sur ce point Ruggie John G., "Continuity and Transformation in the World Polity : Towards a Neorealist Synthesis", *World Politics*, January 1983, Vol. XXXV, n°2, pp. 261-285.

simple mécanisme de réciprocité¹⁷⁷, la coopération peut acquérir une autonomie propre. Les pratiques deviennent intériorisées, et le symbole de l'unité prend le pas sur les raisons originelles de sa création. C'est dire que les acteurs redéfinissent leurs identités par rapport à cette coopération. La défection n'est plus un choix. Les analyses fonctionnelles avaient déjà mis en lumière le concept voisin de spill-over: plus la coopération est fructueuse, plus le champ de celle-ci s'accroît, plus les acteurs changent leurs perceptions mutuelles. Ce qui fonctionne dans le domaine économique peut être tenté dans le domaine militaire.

La deuxième approche méthodologique qui permet de définir l'identité est plus classique mais vient d'être remise au goût du jour en relations internationales. C'est une conception libérale qui se focalise sur les caractéristiques internes des sociétés et qui tente de montrer que les choix opérés par les Etats sont en fait le reflet de préférences internes.¹⁷⁸ Il y a prédominance de la société interne par rapport aux exigences de la vie internationale. Cette conception estime donc que le lieu central de la formation des identités et des préférences est l'acteur étatique. Cette théorie libérale, dont les origines remontent à Kant¹⁷⁹, part du postulat que les acteurs fondamentaux sont les individus et les groupes qui composent la société, partis politiques, groupes de pressions, organisations non gouvernementales, cercles d'intellectuels,... C'est donc une approche qui identifie *avant toute interaction* l'identité de ces différents acteurs, leurs valeurs, leurs forces, leurs intérêts.¹⁸⁰ Par opposition à une analyse constructiviste où les actions et les acteurs se constituent mutuellement, l'approche libérale considère que le comportement des Etats est avant tout influencé par les composantes sociales de la société. Dans un second temps seulement, il y aura négociations et accommodements avec l'extérieur. Pour déterminer le comportement international, il faut d'abord analyser l'identité des acteurs sociétaux. Parce que les institutions internes déterminent la manière dont ces groupes défendent des intérêts particuliers ont accès aux autorités politiques, leur caractère démocratique sera particulièrement important. Plus les institutions sont en effet représentatives, plus les intérêts des groupes seront pris en compte. En déterminant les préférences internes, on peut analyser le comportement international d'un Etat, considéré comme le reflet de la société qui le constitue. La difficulté réside dans l'agrégation de ces différents intérêts particuliers, depuis leur formulation jusqu'à l'endossement par les autorités étatiques. Parce que les processus sont complexes, cette approche ne prétend pas donner une interprétation unique sur la manière dont les préférences sont transmises¹⁸¹ mais contrairement aux paradigmes réalistes, elle considère que les idées

¹⁷⁷ Sur cette notion de réciprocité, voir Keohane Robert, "Reciprocity in International Relations", *International Organization*, Winter 1986, Vol. 40, n°1, pp. 1-27. Sur les analyses fonctionnelles, la référence demeure Haas E., *The Uniting of Europe*, Stanford University Press, 1958

¹⁷⁸ En clair, il faut prendre ces préférences au sérieux. Je paraphrase le titre de l'article de Moravcsik Andrew, "Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics", *International Organization*, Autumn 1997, Vol. 51, n°4, pp. 513-553.

¹⁷⁹ La meilleure introduction au libéralisme en RI est Doyle Michael, *Ways of War and Peace*, WW Norton, 1997, part. II.

¹⁸⁰ Ce point est crucial: "Preferences are by definition causally independent of strategies of other actors and therefore prior to specific interstate political interactions. Liberal theory focuses on the consequences for state behavior of shifts in fundamental preferences, not shifts in the strategic circumstances under which states pursue them". Moravcsik, *op-cit.*, p. 519.

¹⁸¹ Après avoir étudié pendant plus de 500 pages les processus d'agrégation du niveau le plus bas, les individus vers le niveau le plus haut, l'Etat, Zeev Maoz conclut modestement: "The present theory constitutes an attempt to bridge between microtheories of foreign policy and more macrolevel analyses of long term and multi-actor processes. This theory of international processes does not provide a precise and unequivocal interpretation of these processes". Voir la somme de Maoz Zeev, *National Choices and International Processes*, Cambridge University Press, 1990, p. 535.

jouent un rôle particulièrement importants dans la formation de ces préférences. Ces idées peuvent se ranger en trois grandes catégories distinctes: un libéralisme idéal, basée sur l'identité sociale de l'Etat, un libéralisme économique au sens classique du terme, et un libéralisme politique fondé sur les types de régimes politiques. Le premier renvoie à la notion d'identité nationale où les préférences sociétales déterminent la teneur d'une politique étrangère. Définir théoriquement l'identité nationale n'est pas facile. On peut estimer qu'elle est une condition, une situation et une trajectoire dans laquelle une majorité d'individus procèdent à la même identification de symboles nationaux, où sont intériorisés les référents et les héritages historiques de telle manière que les individus forment un groupe cohérent et solidaire dès lors qu'il s'agit de promouvoir ou défendre ces symboles. Un dynamique nationale décrit le champ des possibles des choix étatiques supportés par la majorité qui les considèrent légitimes et s'y reconnaissent.¹⁸² Lorsque ces identités sont partiellement compatibles, la coopération entre les entités souveraines est probable. Elle reflétera dès lors une communauté non pas seulement d'intérêts matériels mais aussi un sentiment d'appartenance commune. C'est dire qu'une transnationalisation des valeurs entre les acteurs sera le plus souvent nécessaire avant l'institutionnalisation d'une coopération. Sans cette base sociétale, la coopération ne sera pas jugée suffisamment légitime pour être durable. Dans le domaine particulier de la coopération militaire, cette transnationalisation n'est pas facile à réaliser parce que l'armée représente l'un des symboles les plus forts de l'unité nationale. Pour autant, l'expérience atlantique montre que les intégrations sont possibles et les modifications d'identification bien réelles. Le couple franco-allemand démontre en revanche la superficialité des identifications communes et la fragilité des solidarités.

Le second type de libéralisme, d'essence économique, ne nous intéresse qu'indirectement pour notre cas, mais il est important de noter qu'il joue un rôle important dans l'émergence d'une communauté interdépendante. La France et le premier partenaire commercial de l'Allemagne et inversement. L'essentiel des relations entre les deux pays se nouent au niveau économique, et ceci à tous les niveaux. Après tout, les diplomates respectifs consacrent une bonne part de leur énergie à résoudre les différends, notamment agricoles. Même si le capitalisme ne revêt pas la même signification de part et d'autre de la frontière, les entreprises allemandes et françaises sont aujourd'hui bien plus similaires que différentes. Les développements liés à la monnaie unique renforcent encore cette identité économique commune.¹⁸³ L'une des prérogatives essentielles de la souveraineté étatique, le pouvoir de frapper monnaie, est désormais partagée par un ensemble de pays qui reconnaissent comme légitime une instance européenne, la Banque Centrale européenne, pour gérer la politique monétaire. Le symbole de l'Euro représente sans aucun doute une petite révolution au

¹⁸² Pour l'étude de la formation de l'identité nationale en partant des individus, voir Bloom William, *Personal Identity, National Identity and International Relations*, Cambridge University Press, 1990. Pour une application concrète au cas allemand, voir par exemple Banchoff Thomas, "German Identity and European Integration", *European Journal of International Relations*, September 1999, Vol. 5, n°3, p. 259-289. Pour le cas français, par exemple, Gordon Philip. H., *A Certain Idea of France: French Security Policy and the Gaullist Legacy*, Princeton University Press, 1993.

¹⁸³ Il est étonnant de voir à quel point les Américains avaient une autre lecture de l'événement. Pour la plupart des observateurs, l'Euro était tout simplement un nouveau Versailles pour l'Allemagne. "It is a risky business to try to put Germany into the straitjacket of the EMU. Containing Germany could become a high-stakes game. The time has come not to ask what Germany can do for the Union but to demand from its partners sacrifices in the interest of economic stability and peace in Europe". Kern Heinz A., "Don't Euro-nize the Union!", in Gedmin Jeffrey (ed.), *European Integration and American Interests, What the New Europe really means for the United States*, AEI Press, Washington, 1997, pp. 24-30.

niveau identitaire. Dans cette perspective, ce qui aujourd'hui semble irréalisable, une armée européenne, sera peut être légitime dans une ou plusieurs dizaine d'années.

La troisième approche libérale privilégie le rôle des régimes politiques. Le type de régime détermine quelles sont les préférences sociétales qui seront institutionnellement privilégiées. La principale conséquence de cette analyse réside dans ce qu'on a appelé la paix démocratique qui a fait l'objet d'un vaste débat dont il faut retenir ici deux aspects.¹⁸⁴ Le premier peu contestable réside dans l'affirmation que les démocraties ne se font pas la guerre entre elles. Deux raisons principales ont été évoquées pour justifier cette constatation empirique. En premier lieu, dans une démocratie, les élus doivent prendre en compte les préférences des électeurs et il sera plus difficile de forger un consensus suffisant pour déclencher un conflit armé dont les conséquences peuvent être fatales pour une partie de la population. Il y a donc une prime aux règlements pacifiques des différends. Ensuite, le rôle des normes, des attentes et des valeurs d'un régime démocratique sont répliquées dans ses interactions extérieures avec d'autres démocraties. Les règles de droit et la culture démocratique définissent les motivations, perceptions et pratiques entre régimes démocratiques. Cette explication normative montre pourquoi les démocraties se montrent et se considèrent pacifiques dans leurs rapports mutuels. Enfin, selon une approche plus constructiviste, la paix démocratique est le fruit de perceptions identitaires similaires, la démocratie suffit à promouvoir et entretenir une sorte de présomption à la fois d'innocence et d'appartenance commune. Par la publicité des débats et la formation de coalitions transnationales, l'identité collective est à la base du pacifisme démocratique.

Le second aspect important du débat est que dans les rapports avec des régimes autoritaires, les démocraties sont aussi belliqueuses que n'importe quel régime mais, par impératif démocratique, la militarisation d'une querelle est un dernier recours. L'usage de la force armée revêt des circonstances exceptionnelles. Selon un argument kantien, la participation de la population à la formulation et aux objectifs de politique étrangère rend en effet le déclenchement d'hostilités moins probable parce que la population est consciente qu'elle sera la première à en souffrir. C'est dire que face à des régimes autoritaires présentant une menace militaire, le recours à la guerre ne se fera qu'après épuisement de toutes les voies diplomatiques. Cette "faiblesse" des régimes démocratiques est encore bien plus patente lorsque les intérêts stratégiques sont absents, comme ce fut le cas en Bosnie ou au Kosovo.

Une dernière remarque doit être mentionnée à propos de l'approche libérale. En politique étrangère, les groupes de pression défendant des intérêts particuliers, les mouvements défendant telle ou telle politique sont plus rares que dans le domaine de la politique publique. C'est dire que le niveau des élites doit être privilégié, non pas que l'opinion publique soit moins apte à se prononcer en tant que telle sur des questions de politiques étrangères¹⁸⁵ mais parce que le plus souvent les questions journalières ne la mobilisent pas ou peu. En particulier pour la France, la centralisation du processus

¹⁸⁴ Entre autres, Russett Bruce, *Grasping the democratic Peace: Principles for a post-Cold war World*, Princeton University Press, 1993, Owen James M., "How Liberalism Produces Democratic Peace", *International Security*, Fall 1994, Vol. 19, n°4, pp. 87-125, Doyle Michael, "Kant, Liberal legacies and Foreign Affairs", Parties I et II, *Philosophy and Public Affairs*, Summer et Fall 1983, Vol. 12, n°3 et 4, pp. 205-254 et 323-353, et Risse-Kappen Thomas, "Democratic Peace-Warlike Democracies ? A Social Constructivist Interpretation of the Liberal Argument", *European Journal of International Relations*, December 1995, Vol. 1, n°4, pp. 491-517.

¹⁸⁵ Sur l'impact de l'opinion publique en matière de politique étrangère, voir entre autres Wittkopf Eugene R., *Faces of Internationalism*, Duke University Press, 1990 et le classique de Lippmann Walter, *Public Opinion*, The Free Press, 1922.

décisionnel et la concentration des pouvoirs au sein de l'exécutif rend une analyse libérale plus difficile à réaliser. Le Président de la République, parce qu'il jouit en cette manière d'un domaine dit réservé, occupe une place privilégiée et les débats publics, spécialement dans le domaine de la défense, sont moins nombreux et influents. A dire vrai, il n'y a pas un seul exemple en France de décisions majeures en politique étrangère qui fut le fruit d'une pression de l'opinion publique. Celle-ci n'intervient qu'après la prise de décision. Que ce soit le retrait du commandement intégré en 1966 par le général de Gaulle ou le soutien du président Mitterrand à l'installation des euro-missiles en Allemagne en 1983, les initiatives sont l'apanage d'un cercle restreint. Pour donner un exemple révélateur, le texte du document stratégique franco-allemand négociés entre le président Chirac et le chancelier Kohl en 1996, fut publié intégralement dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Quelques jours plus tard, il fut traduit dans *Le Monde*, au grand embarras de la présidence et à la consternation de l'ensemble des parlementaires qui n'avaient pas reçu la moindre information sur cette question. Le parlement français en matière de politique étrangère ne fait pas partie du processus de décision contrairement à l'Allemagne. Au-delà donc de l'identité nationale, il est nécessaire de tenir compte de la formation des identités et des préférences au niveau des individus et des élites.

La troisième approche méthodologique se situe à un niveau inférieur. Les théories cognitives se focalisent sur les formations des perceptions et des préférences au niveau individuel et sur les micro-mécanismes de socialisation au niveau du groupe. Les processus cognitifs se focalisent sur les décisions individuelles. Comme le remarquait ironiquement R. Steinbruner, comprendre une décision s'est se mettre dans le cerveau du décideur.¹⁸⁶ La tâche est évidemment difficile sinon impossible mais il est permis d'esquisser quelques mécanismes généraux. Sans entrer dans les détails des théories liées à la prise de décision, il est utile de souligner les processus qui mettent en lumière l'identité des acteurs. Non que ces processus ne soient pas rationnels, mais ils mettent en jeu des éléments intangibles, tels que les leçons du passé, les perceptions, les convictions acquises ou apprises, la culture et l'expérience, ou le rôle des idées et des personnalités au sens large. La première remarque concerne le rôle de l'incertitude. Dès que l'on étudie des phénomènes historiques, la tendance naturelle est de les considérer rétrospectivement inévitables. Or, il est impératif de se mettre à la place des décideurs qui eux se trouvent *devant* des choix. Le problème réside dans l'identification de ces choix, indépendamment du résultat final. L'une des conséquences de cette incertitude touche au type même de rationalité utilisée dans le processus de décision. Généralement, les décideurs, parce que leurs informations ne sont jamais complètes et parce que leur agenda ne leur alloue qu'un laps de temps réduit, agiront selon des schémas et des représentations simplifiés de la réalité. Ce qui signifie qu'ils seront "satisfaits" dès lors qu'un choix leur paraît acceptable même s'il n'est pas optimal. Parce qu'elle n'est pas analytique et parce que l'utilité n'est pas maximale, leur rationalité est donc limitée.¹⁸⁷

¹⁸⁶ "Ultimately, decision lies in human brain". Steinbruner John, *The Cybernetic Theory of Decision : New Dimensions of Political Analysis*, Princeton University Press, 1974. Comme le notait le président Kennedy après Cuba, "The essence of ultimate decision remains impenetrable to the observer, often indeed to the decider himself... There will always be the dark and tangled stretches in the decision-making process, mysterious even to those who may be the most intimately involved". Kennedy John F., "Preface" to Sorensen Theodore, *Decision-Making in the White House: The Olive Branch and the Arrows*, Columbia University Press, 1963.

¹⁸⁷ Sur ce concept de "bounded rationality", voir le classique de Simon Herbert, *Models of Man*, Wiley, 1957.

Ceci posé, les décideurs tentent d'appréhender les problèmes de la vie internationale selon des schémas qui leur sont familiers. Parmi ceux-ci, le procédé de l'analogie est régulièrement mis en œuvre. Parmi la banque de données que constitue l'histoire, les événements passés qui partagent suffisamment de similitudes serviront de modèles. L'analogie sert alors à définir partiellement le problème, lui suggère une solution, indique la probabilité de son succès, mais montre aussi ses risques, et enfin offre une justification morale à la solution ainsi sélectionnée.¹⁸⁸ Le raisonnement analogique prédispose un choix d'options déterminées. Si Saddam Hussein est comparé à Hitler, son agression contre le Koweït est assimilée à celle de l'Allemagne contre la Tchécoslovaquie, et donc appelle à une intervention armée. Servant en quelque sorte de diagnostic à une situation donnée, le raisonnement analogique comprend un certain nombre de risques: surestimation des similitudes au détriment des différences, prédétermination des résultats, rejet prématuré d'options alternatives, et mauvaise connaissance du passé... L'histoire est souvent mauvaise conseillère.

Ce raisonnement analogique prendra d'autant plus d'importance que les décideurs sont sensibles à l'histoire, soit qu'ils veulent y entrer, soit par goût ou sensibilité. Chez le président Mitterrand, cette propension à remplacer les événements dans leur contexte historique, le plus souvent dans la longue durée, était notoire. Quant au chancelier Kohl, il est historien de formation. La réunification de 1990 fut bien un exercice analogique pour les deux chefs d'Etats. Les trajectoires personnelles interviennent en effet dans le mode d'appréhension de la réalité et lui donnent une signification particulière. Les expériences vécues tôt dans la vie ou la carrière d'un décideur, au moment où ses convictions sont en formation et où son esprit est encore fortement ouvert, peuvent jouer un rôle particulièrement importants. Parmi ceux-ci, on privilégiera ceux qui façonnent une personnalité, un tempérament, ceux qui en définitive forment plus le caractère que le savoir, davantage la "Weltanschauung" que la compétence.¹⁸⁹ Comme il a été montré dans la première partie, la référence commune des deux décideurs au moment de la réunification était non pas la fin de la guerre froide, mais le second conflit mondial. Tous les ouvrages qui retracent les aléas de la réunification indiquent que la réunification allemande signifiait d'abord la fin des contraintes spéciales qui pesaient sur l'Allemagne et ensuite la disparition du conflit Est-Ouest. Autrement dit le référent commun était 1945, non 1989. Cette référence au second conflit mondial explique pourquoi le président français, qui comme de Gaulle se souciait davantage des peuples que des Etats, était si soucieux d'établir une institution commune au moment où l'Allemagne, pour la première fois précisément depuis 1945, retrouvait la prérogative d'un état-major indépendant. Mais la *signification* de cette institution devait cependant s'avérer divergente dès sa mise en œuvre. Ce gage à la France accordé par le chancelier Kohl, ne pouvait remettre en cause la solidarité atlantique, essentielle pour Bonn.¹⁹⁰

Les processus analogiques et les références historiques ne sont pas évidemment pas les seuls mécanismes traduisant les facteurs identitaires individuels.

¹⁸⁸ L'étude la plus complète sur l'analogie est celle de Khong Yuen Foong, *Analogies at War, Korea, Munich, Dien Bien Phu and the Vietnam Decisions of 1965*, Princeton University Press, 1992.

¹⁸⁹ L'ouvrage de base sur la formation des convictions et des perceptions, est de Jervis Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton University Press, 1976.

¹⁹⁰ Au-delà de la seule préférence du chancelier, on peut estimer qu'il y avait là un aspect identitaire de l'Allemagne indépassable. Un historien jugeait récemment que "to a great extent, international politics between the United States and Germany, and with their alliance partner, became *domesticated*, converted into a form of domestic politics closer to a type of confederal or commonwealth relationship than traditional politics". Voir Schwartz Thomas A., "The United States and Germany after 1945 : Alliances, Transnational Relations and the Legacy of the Cold War", *Diplomatic History*, Fall 1995, Vol. 19, n°4, p. 551-552. C'est moi qui souligne.

Mais l'histoire est une composante majeure de ces identités. Pour autant celles se définissent autant par les actions présentes que les héritages du passé. L'évolution des pratiques se fait le plus souvent en adaptant son comportement, d'abord sans remettre en cause ses convictions fondamentales, ensuite, en fonction du succès relatif des nouvelles pratiques adoptées. L'adaptation du comportement n'est pas cependant synonyme d'apprentissage.¹⁹¹ La première implique un changement de comportements qui n'est pas motivé par une remise en cause de l'expertise qui les motivaient. L'adaptation est le plus souvent marginale, lente et incertaine. En revanche, le processus d'apprentissage (learning), nécessite l'acquisition d'une nouvelle connaissance sur le problème donné.¹⁹² Les mécanismes du learning sont complexes mais ils suggèrent qu'une fois la "leçon" apprise, celle-ci s'internalise au niveau des identités. L'acquisition du savoir a plusieurs origines: lorsque celui-ci devient consensuel, lorsqu'il est le fruit d'une persuasion par une communauté épistémique¹⁹³, ou lorsqu'il résulte d'un événement particulièrement traumatisant comme une crise ou une défaite. Ces processus d'apprentissage ont joué un rôle important dans la construction européenne. Ce qui avait commencé par "des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait entre la France et l'Allemagne"¹⁹⁴, débouchera sur près d'un demi siècle de collaboration franco-allemande. Ce qui était d'abord un essai, évoluera ensuite en savoir (la coopération entre Paris et Bonn est bénéfique) et deviendra finalement une norme (la coopération régit les rapports franco-allemands).¹⁹⁵ Cette trajectoire est rarement rectiligne: les classiques rapports de force, le statut respectif des entités, demeurent des facteurs importants dans l'évolution, la forme et la nature du processus.¹⁹⁶ Cette notion d'apprentissage joua aussi un rôle essentiel dans la relance de l'identité de défense et de sécurité commune après les chocs de Bosnie et plus encore du Kosovo.

Au terme de cette analyse théorique sur la coopération militaire, comment peut-on qualifier le projet Eurocorps ? Si les études réalistes nous rappellent que les conflits sont récurrents et que la coopération est rare et si au contraire l'approche constructiviste nous éclaire sur le rôle des identités au sein des processus de coopération, il s'agit en quelque sorte de marier l'eau et le feu. S'il existe une communauté de destins entre la France et l'Allemagne, la coopération entre officiers allemands et français s'interprète comme une tentative de projeter cette communauté

¹⁹¹ Sur cette notion en politique étrangère, voir Levy Jack S., "Learning and foreign policy: sweeping a conceptual minefield", *International Organization*, Spring 1994, Vol. 48, n°2, pp. 279-312.

¹⁹² Sur cette distinction, voir Haas Ernst B., "Collective Learning : Some Theoretical Speculations", in Breslauer George W. et Philip Tetlock, *Learning in US and Soviet Foreign Policy*, Westview Press, 1991, pp. 62 et suiv.

¹⁹³ Il s'agit le plus souvent d'intellectuels, de journalistes, d'experts ou même d'activistes. Sur cette notion, voir Haas Peter M., "Knowledge, Power and International Policy Coordination", *International Organization*, Winter 1992, Vol. 46, n°2. En particulier l'article d'Adler Emmanuel, "The emergence of Cooperation: national epistemic communities and the International Evolution of the Idea of Nuclear Arms Control", pp. 101-145.

¹⁹⁴ Il s'agit des termes mêmes de l'annonce du Plan Schuman le 09 mai 1950. Cette déclaration fut bien entendue rédigée par Jean Monnet. Sur la méthode Monnet, voir François Duchèsne, *La méthode Jean Monnet*, Novembre 1988, Office des Publications Officielles de la Communauté européenne, Bruxelles.

¹⁹⁵ Il s'agit évidemment d'un raccourci mais le processus peut être décrit en ces termes. Sur ces étapes voir entre autres Pierson Paul, "The Path to European Integration : A Historical Institutional Analysis", Working Paper, November 1996 et Smith Michael, "The Europeanization of European Political Cooperation: Trust, Transgovernmental Relations and the Power of Informal Norms", Working Paper, November 1996. Tous deux sont disponibles sur <http://www.cc.columbia.edu/sec/dlc/ciao>. Sur cette approche sociologique liée aux institutions, voir Hall Peter A. et Rosemarie Taylor, "Political Science and the Three New Institutionalisms", *Political Studies*, December 1996, Vol. XLIV, n°5, pp. 936-957.

¹⁹⁶ Sur cette question, voir Ikenberry John G. and Charles A. Kupchan, "Socialization and hegemonic power", *International Organization*, Summer 1990, Vol. 44, n°3, pp. 283-315.

sur un plan plus large, celui de l'Europe. Mais la pratique de cette institution jusqu'en avril dernier démontre qu'on lui a toujours préféré des contingents nationaux ou des forces multilatérales sous l'égide de l'OTAN ou de l'ONU. Le cadre européen apparaissait inadéquat par rapport à l'institution atlantique, seule institution légitime pour organiser l'emploi de la force armée. Si en revanche la communauté de destin n'était que partielle et fragmentaire, l'Eurocorps répondait à des assurances et des garanties entre les deux pays. Dans ce cas, le référent européen est un alibi qui vient habiller une décision aux finalités bilatérales. Jusqu'en 1996, le corps relève de cette seconde hypothèse, après 1998, il acquiert une légitimité européenne qu'il ne possédait pas auparavant.

Plus fondamentalement, l'Eurocorps me semble participer à l'élaboration d'un processus de construction d'une communauté de sécurité.¹⁹⁷ Dans sa définition originale, la communauté de sécurité est une société intégrée. L'intégration revêt ici un caractère strictement négatif: elle symbolise l'espace où l'usage de la force est proscrit, où les différends seront résolus de manière non violente, et où les changements seront pacifiques.¹⁹⁸ Pour achever une telle communauté, pour transcender l'anarchie, une identification commune, des attentes réciproquement respectées et une dynamique de confiance et de respect mutuel doivent présider aux relations entre les différents groupes.¹⁹⁹ On parlera de communauté de sécurité non-amalgamée lorsque ces conditions se rencontrent entre entités souveraines indépendantes. L'intérêt de ce concept est qu'il insiste sur la dynamique du processus. La communauté de sécurité est donc un continuum. Dans une première phase, il s'agit seulement de coordonner des relations. A ce stade, en ce qui concerne la coopération militaire, une communauté de sécurité s'apparente à une alliance classique où la coopération résulte avant tout de leadership ou de coalitions transnationales réduites. Des mécanismes de surveillance et de garantie existent pour encadrer cette coopération institutionnalisée.²⁰⁰ Pour prendre un exemple concret, après le refus de la CED en 1954, et l'entrée de l'Allemagne dans l'OTAN, toute une série de mécanismes liés au contrôle du réarmement allemand furent mis en place par la France. Dans une seconde phase, la coopération s'intensifie, de nouvelles institutions sont créées, la confiance s'installe et la densité des communications s'accroît. Le partenaire n'est plus un ennemi en puissance, il est un partenaire actif même s'il reste dans l'imaginaire national un ennemi héréditaire. Une communauté imaginaire s'installe au travers des expériences vécues de la coopération.

¹⁹⁷ Le terme est de Deutsch Karl et alii, *Political Community and the North Atlantic area: International Organization in the light of Historical Experience*, Princeton University Press, 1957.

¹⁹⁸ "A security-community is a group of people which has become integrated. By integration we mean attainment within a territory, of a sense of community and of institutions and practices strong enough and widespread enough to assure for a long time dependable expectations of peaceful change among its population. By a sense of community we mean a belief on the part of individuals in a group that they have come to agreement on at least this one point: that common social problems must and can be resolved by processes of peaceful change. By peaceful change we mean the resolution of social problems, normally by institutionalized procedures without resort to large scale physical force". Deutsch Karl, *op-cit.* p. 5.

¹⁹⁹ The kind of sense of community that is relevant for integration turned out to be rather a matter of mutual sympathy and loyalties, of "we feeling", trust and mutual consideration, of partial identification in terms of self-images and interests, of mutually successful predictions of behavior, and of cooperative action in accordance with it, in short, a matter of a perpetual dynamic process of mutual attention, communication, perception of needs, and responsiveness in the process of decision-making. Peaceful change could not be possible without this kind of relationship. Deutsch, *op-cit.* p. 36.

²⁰⁰ Plus ceux-ci sont nombreux, plus ils attestent du manque de confiance réciproque. "A security community that depends heavily on enforcement mechanisms is probably not a security community". Adler Emmanuel et Michael Barnett, "A framework for the study of security communities", in Adler Emmanuel et Michael Barnett (Eds.), *Security Communities*, Cambridge University Press, 1998, p; 35.

En matière militaire, les divisions du travail viendront renforcer ce sentiment d'appartenance commune. Que les chars soient allemands ou français ne fait aucune différence, ils participent à un projet commun. L'entreprise de l'Eurocorps se situe à ce niveau dans l'évolution d'une communauté de sécurité. Le dernier stade est celui de la maturité. Plusieurs éléments traduisent cette évolution: la pratique constante du multilatéralisme au niveau de la prise de décision, la disparition totale de toute défense ou fortification entre les entités, définition commune des menaces potentielles, et usage de plus en plus répandu d'un discours produit au nom de la communauté. Les outils militaires sont intégrés tout comme l'essentiel des relations économiques. Les différences entre "eux" et "nous" s'effacent.

On peut estimer à juste titre que la Communauté Atlantique reflète plus adéquatement l'émergence d'une communauté de sécurité que le seul couple franco-allemand. Non pas que l'hypothèse d'une guerre soit plus vraisemblable dans le second cas, mais parce que la pratique de la coopération militaire est bien plus intégrée au niveau otanien qu'au niveau franco-allemand.²⁰¹ C'est précisément parce que le Général de Gaulle refusait cette intégration en temps de paix que la France cultive une différence par rapport à ses voisins européens. C'est dire que les forces françaises jouissent d'un statut spécial en Europe. Par ailleurs, parce que la mémoire joue un rôle important, les forces allemandes, dès lors qu'elles doivent être envoyées à l'extérieur de la communauté ou en dehors de la zone OTAN, suscitent encore des réactions. Lors du conflit au Kosovo, le ministre J. Fischer avait bien conscience que l'emploi des forces terrestres allemandes dans les Balkans, dans des missions de rétablissement de la paix incluant l'utilisation de la force armée, posait d'innombrables difficultés politiques. L'OTAN demeure la condition de leur emploi mais, à ce niveau, la France souffre d'un handicap politique qui n'est toujours pas résolu.

Mais depuis les expériences en Bosnie, traumatiques pour les Européens, et la guerre du Kosovo, ambivalente pour l'OTAN, l'identité de défense et de sécurité commune semble devenir un projet européen dans son ensemble puisque l'Union européenne est pour la première fois de son existence compétente dans ce domaine. La primauté atlantique n'est plus unique et automatique, pour autant la défense européenne reste une potentialité. Dans cette hypothèse, la spécificité que représentait l'Eurocorps pour le couple franco-allemand risque d'être victime de son succès et de se fondre dans une identité européenne plus large. Souffrant dès l'origine de déficiences fonctionnelles et d'ambiguïtés politiques²⁰², l'Eurocorps demeura une potentialité.

²⁰¹ "Because NATO was an Organization, not only a paper alliance, and developed integrated command structures, joint exercises and numerous exchange systems, the whole military institution and profession became internationalized in a historically unique way. A major transformation has taken place: sociologically, the military is no longer the core nationalist and militarist interest group it used to be in previous centuries". Waever Ole, "Insecurity, security and asecurity in the West European non-war community", in Adler Emmanuel et Michael Barnett (Eds.), *Security Communities*, Cambridge University Press, 1998, p. 88. Sur les pratiques multilatérales au sein de l'OTAN, voir entre autres Weber Steve, "Shaping the Post-War Balance of Power: Multilateralism in NATO", in Ruggie John, *Multilateralism Matters*, Columbia University Press, 1992, pp. 233-293, et Chafetz Glenn, "The Consequences of NATO Alliance Interaction for Member State Identities: A preliminary Empirical Analysis of Social Identity Theory", Paper presented at the 1996 ISA meeting, San Diego.

²⁰² La présidente du Parlement européen, Mme Baarveld se demandait dans son rapport de juin 1994: "One may wonder whether in such conditions, the creation of the European Corps really intended to be the first step towards a European Army or just another public relations exercise without intrinsic value". A cette époque cependant, le corps européen n'est pas encore officiellement opérationnel. Il le sera en novembre 1995, après son exercice le plus important Pegasus, entériné à la fois par les autorités de l'UEO et de l'OTAN.

L'Eurocorps est donc à une étape intermédiaire. Plus tout à fait un gage franco-allemand, il n'est pas encore une institution européenne. L'adéquation entre la légitimité atlantique et l'autonomie européenne n'est pas achevée. Mais l'important cependant est ailleurs. Les références identitaires qui avaient présidé au compromis de La Rochelle étaient indéniablement issus d'héritages historiques qu'était venue modifier la réunification allemande. Les chocs du Kosovo et de Bosnie ont modifié cette origine ambivalente. Désormais, il me semble que l'Eurocorps s'inscrit dans une référence plus collective tournée davantage vers l'avenir.

3. La renaissance du corps européen.

Si dès l'été 1992, les Etats-Unis ont réussi à maintenir le cadre atlantique comme la référence légitime de la sécurité en Europe en dépit de la fin de la division Est-Ouest, ils n'ont pu empêcher le développement des débats sur l'identité européenne de défense. Parallèlement, des évolutions internes et des bouleversements externes renforcèrent les interrogations sur les équilibres de la relation atlantique. Les années 1993-1996 allaient démontrer de part et d'autre le fossé qui existait entre rhétorique et réalité, autant pour les Européens, dont les acronymes communautaires, PESC et IESD, ne pouvaient dissimuler à la fois leurs désaccords et la faiblesse de leurs moyens, que pour les Américains, dont le constant et sourcilieux rappel à la primauté atlantique contrastait avec leur manque flagrant de volonté politique de s'engager réellement en Europe, et en premier lieu dans les Balkans. Les expériences traumatisantes que furent d'abord la Bosnie et ensuite le Kosovo, montrèrent la profondeur de ces décalages.

Une fois entériné l'accord entre l'Eurocorps et le SACEUR en janvier 1993, les débats institutionnels entre l'UEO et l'OTAN furent à nouveau posés en des termes moins conflictuels. Plusieurs raisons présidèrent à l'émergence d'un débat plus constructifs entre Européens et Américains dans le domaine de la défense. Tout d'abord, le changement d'administration à Washington amenait au pouvoir une nouvelle génération de dirigeants, moins prisonnière des héritages de la guerre froide et plus soucieuse de normaliser les relations avec l'Europe. Ensuite, les Européens, en particulier les Français, affichèrent une opposition moins vigoureuse à l'Alliance atlantique, ayant cru, à tort, que cette institution était dépassée par la fin de la bipolarité et que la machine otanienne ne pouvait se réformer. Enfin, et surtout, les crises en Bosnie démontrèrent à la fois l'ambivalence de la position américaine et la modestie des moyens européens. Les désaccords, parfois violents entre Washington et les capitales européennes, non seulement sur les objectifs politiques mais aussi sur les moyens d'y parvenir, démontraient que les thèses françaises sur l'autonomie européenne n'étaient pas toujours dénuées de fondement, ils amenèrent les Britanniques à reconsidérer leur opposition traditionnelle à l'Union européenne, et poussaient les Allemands à intensifier leur rôle de conciliateur entre l'intégration européenne et la solidarité atlantique. Le choc du Kosovo précipita ces évolutions. Ce que certains appelèrent "la guerre de M. Albright" laissa un goût amer aux Européens qui avaient besoin d'un succès, mais aussi aux Américains qui se contentèrent d'une victoire.²⁰³ Le bilan contrasté de l'intervention otanienne modifia les perceptions respectives sur la légitimité du monopole de l'OTAN.

²⁰³ Sur l'activisme du secrétaire d'Etat, voir par exemple, Rubin James P., "Countdown to a very personal war", *Financial Times*, 29 September et 06 October 2000. L'ancien porte-parole du State Department confie: "I learned first-hand how deep Albright's personal feelings were when she rebuked me at one of these meetings [Contact Group]. The ministers were haggling over one of the sentences related to economic sanctions, and I got up to whisper to her that I thought we could accept the word change. In a loud voice, she said: "We cannot accept it. Where do you think you are? Munich?"".

3 – 1 – La Bosnie, l'impuissance européenne et les incertitudes américaines

A peine lancé le plus ambitieux des projets européens, la monnaie unique, l'Union européenne se voyait confrontée à une crise majeure à quelques dizaines de kilomètres de ses frontières orientales. La désintégration de la fédération yougoslave allait entraîner l'un des plus longs et des plus sanglants conflits en Europe depuis la fin du second conflit mondial, et réintroduire des comportements que les Européens pensaient ne jamais revoir sur le continent. Dans les capitales ouest-européennes, les responsables ont éprouvé d'énormes difficultés à prendre l'exacte ampleur de la crise, tandis que les institutions internationales, tant l'ONU que la CSCE, se trouvaient paralysées, aussi bien par l'absence de structures militaires nécessaires pour faire face à ce genre de situations que par les dissensions entre les principaux acteurs concernés. Le mandat, minimal et ambigu, attribué aux unités assignées au maintien de la paix ne pouvait que s'avérer inadéquat tant que la paix n'était pas rétablie. A la confusion néfaste entre l'humanitaire, outil indispensable mais limité à la gestion de la crise, et du militaire, instrument nécessaire de sa résolution, s'ajouta l'imbrication funeste des chaînes de commandement nationales, onusiennes, militaires et civiles. Clairement, les opérations des casques bleus, cruciales sur le plan humanitaire, trouvèrent rapidement leurs limites face aux comportements des Serbes. On ne pouvait ni préserver une paix qui n'existait pas, ni l'imposer sans prendre part au conflit. Ce problème, classique s'il en est, de sécurité collective entraîna la paralysie de ces institutions qui se contentèrent d'accompagner le conflit sans le résoudre.²⁰⁴

Les organisations de défense, au premier plan l'OTAN et l'UEO, ne se sont guère montrées plus efficaces pour mettre un terme au conflit. Outre une concurrence parfois ridicule entre les deux organisations, du moins aux débuts du conflit, la mise en œuvre des actions militaires communes, faute d'objectifs politiques clairs et compte tenu des limites imposées par les principaux acteurs, fut lente, indécise et surtout largement inefficace sur le terrain.²⁰⁵ Même au plus fort des bombardements de l'Alliance en Bosnie, l'impact militaire réel sur la retraite serbe est sujette à caution, l'offensive croate semble avoir joué un rôle bien plus déterminant. L'une des raisons de la relative inefficacité des opérations aériennes en Bosnie, fut que la décision opérationnelle sur le lieu et le moment des bombardements, appartenait aux représentants de l'ONU en ex-Yougoslavie, et ces derniers étaient avant tout soucieux de préserver leur neutralité et d'éviter de soutenir une partie au conflit. Le résultat de cet enchevêtrement fut le plus dramatique dans le cas de Srebrenica, où il est vrai, le commandement néerlandais ne

²⁰⁴ Sur la sécurité collective, voir par exemple Kupchan Charles A. et Kupchan Clifford A., "Concert, Collective Security, and the Future of Europe", *International Security*, Summer 1991, Vol. 16, n°1, pp. 114-161; Niou Emerson M. et Peter C. Ordeshook, "The Prospects for a New International Order Based on Collective Security", in Downs George (Ed.), *Collective Security Beyond the Cold War*, University of Michigan Press, 1994, pp. 69-82; Weiss Thomas G. et Laura S. Hayes Holgate, "Opportunities and Obstacles for Collective Security after the Cold War", in Dewitt David, David Haglund et John Kirton, *Building a New World Order*, Oxford University Press, 1993, pp. 258-283.

²⁰⁵ Il faut se rappeler cet épisode peu glorieux où l'UEO et l'OTAN firent de la surenchère pour superviser l'envoi d'unités en Bosnie. La rivalité entre l'UEO et l'OTAN était latente au début de l'été 1992, en marge du Conseil atlantique d'Oslo, lorsqu'il s'est agi d'organiser la surveillance de l'embargo maritime de l'ex-Yougoslavie et où la France tenta de s'opposer à une extension du rôle de l'Alliance atlantique. "Cette rivalité est devenue patente à la fin de l'été quand le secrétaire général de l'UEO, ayant annoncé que son organisation envoyait un contingent de 5000 hommes supplémentaires dans l'ex-Yougoslavie, son homologue de l'OTAN surenchérissait le lendemain en annonçant l'envoi de 6000 hommes de l'OTAN... dont 5000 de l'UEO!". Bozo Frédéric, "Organisations de sécurité et insécurité en Europe", *Politique étrangère*, Printemps 1993, n°2, p. 449.

fut pas sans reproches.²⁰⁶ Pour autant, la leçon retenue par la diplomatie américaine sera que la menace et l'emploi de la force, sous forme de bombardements aériens, sont les moyens les plus adéquats pour forcer les protagonistes du conflit à reprendre les négociations. Les ambiguïtés des bombardements aériens au Kosovo sont une conséquence directe du précédent bosniaque.²⁰⁷ Sur le plan politique, ces organisations risquaient de mettre en cause leur crédibilité, et dans le cas de l'Alliance atlantique, on peut même estimer que l'OTAN n'intervint dans le conflit qu'au moment où sa crédibilité semblait compromise. L'UEO, au cœur des débats diplomatiques au début de la période, ne fut qu'un acteur marginal du conflit, ses lacunes opérationnelles et sa faible légitimité politique hypothéquant son action, même politique, au profit d'instances *ad hoc*, comme le groupe de contact, véritable pierre angulaire des efforts de paix de la communauté internationale.

Le déroulement du conflit en Bosnie et au Kosovo démontrent donc que les institutions sont largement instrumentales et que la réalité politique première et fondamentale demeure l'acteur étatique. Ceci n'empêche nullement que celui-ci avance des intérêts qui ne soient plus strictement nationaux mais au contraire définis au nom du communauté plus large. Mais la mise en œuvre concrète et les préférences relatives à son processus témoigne des prérogatives strictement nationales dès lors que l'usage de la force armée est envisagée.

Sans entrer dans les détails du conflit en Bosnie²⁰⁸, il faut cependant en souligner ses impacts sur la construction et l'identité européenne. Dès les premiers signes de violences en Slovénie en juillet 1991, les Européens, soucieux de traduire dans les faits la balbutiante politique étrangère commune, dépêchèrent la troïka pour négocier un cessez-le-feu. Cette force diplomatique de réaction rapide comme l'avait appelé le ministre italien des Affaires étrangères, G. De Michelis, démontrait que les

²⁰⁶ Sur ce mélange entre ONU et OTAN voir Bertram Christoph, "Multilateral Diplomacy and Conflict Resolution", *Survival*, Winter 1995/96, Vol. 37, n°4, pp. 65-82. Sur Srebrenica, voir David Rhode, *Endgame. The betrayal and fall of Srebrenica: Europe's worst massacre since World War II*, Westview Press, 1997

²⁰⁷ La position américaine était strictement inverse à l'été 1992 où Scowcroft et Powell estimaient que les bombardements aériens n'auraient qu'un impact limité, voire contre-productif, sur le déroulement des hostilités. Sur ce dernier point, voir Zimmermann Warren, *Origins of a Catastrophe, Yugoslavia and its destroyers*, Times Book, 1999, p. 214-215.

²⁰⁸ Quiconque veut comprendre les dimensions internationales du conflit yougoslave se réfèrera aux témoignages suivants: Honig Jan Willem et Norbeth Both, *Srebrenica: record of a war crime*, Penguin Books, 1997; David Rhode, *Endgame. The betrayal and fall of Srebrenica: Europe's worst massacre since World War II*, Westview Press, 1997; Zimmermann Warren, *Origins of a Catastrophe*, Times Book, 1999; Gutmann Roy, *A Witness to Genocide*, Macmillan, 1993; Gow James, *Triumph of the Lack of Will: International Diplomacy and the Yugoslav War*, Columbia University Press, 1997; Bert Wayne, *The Reluctant Superpower: United States Policy in Serbia, 1991-1995*, St. Martin Press, 1997; Rieff David, *Slaughterhouse: Bosnia and the Failure of the West*, Touchstone, 1995; Ullman Richard H. (Ed.), *The World and Yugoslavia's Wars*, Council on Foreign Relations Press, 1996; Owen David, *Balkan Odyssey*, Harcourt Brace & Company, 1995; Danchev Alex (Ed.), *International Perspectives on the Yugoslav Conflict*, Macmillan, 1996; Morillon Philippe, *Croire et Oser, Chronique de Sarajevo*, Grasset, 1993, Holbrooke Richard, *To End a War*, Random House, 1998; Bougarel Xavier, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, La Découverte, 1996; Pons, Frédéric, *Les Français à Sarajevo: les bataillons piégés, 1992-1995*, Presses de la Cité, 1995; Cushman Thomas et Metrovic Stjepan G., *This time we knew : western responses to genocide in Bosnia*, New York University Press, 1996; Laura Silber et Little Alan, *The Death of Yugoslavia*, Penguin Books, 1996 et la série produite par la BBC qui l'accompagne.

Balkans, à la différence du Golfe, était de la responsabilité des Européens.²⁰⁹ La mission Carrington qui remporta certains succès limités, céda le flambeau à l'ONU et son émissaire C. Vance, qui réussit au moins à négocier un cessez-le-feu indispensable pour permettre le déploiement de casques bleus. L'Europe dépourvu de capacités militaires adéquates devait donc s'en remettre à la communauté internationale. En l'absence d'un engagement américain, l'Europe était incapable d'imposer la paix par les armes.²¹⁰

A cette insuffisance militaire s'ajoutèrent les dissensions politiques. La première et la plus épineuse d'entre elles fut la question de la reconnaissance de l'indépendance des Républiques croate et slovène. L'insistance de l'Allemagne à reconnaître la souveraineté de ces deux Républiques trancha avec le multilatéralisme qui avait toujours constitué le cœur de la politique étrangère allemande. Les justifications avancées par H. D. Genscher, le droit à l'autodétermination et l'internationalisation nécessaire des frontières, contrastaient avec l'incapacité de l'Allemagne à garantir le premier et à faire respecter les seconds faute de moyens militaires et en l'absence d'une constitution autorisant l'usage de la Bundeswehr en dehors du cadre otanien.²¹¹ Sans attendre les conclusions de la commission Badinter et sous la pression de son opinion publique, le gouvernement allemand, accusé d'avoir consenti à trop de concessions à Maastricht, entendait montrer sa sensibilité particulière à l'égard de ces deux Républiques, en particulier vis-à-vis de la communauté croate très présente en Allemagne. Cet activisme sans moyen causa un vif émoi à la fois en Europe mais aussi en Allemagne, où l'évolution des mentalités vis-à-vis de l'emploi de la force armée reçut une sanction juridique en juin 1994. Clairement, la normalisation de l'Allemagne sur le plan de ses responsabilités européennes était un processus lent, douloureux et politiquement sensible. De tous les grands acteurs, l'Allemagne fut celui qui contribua le moins sur le plan militaire à la résolution de la crise, cette réserve s'expliquant autant par l'identité particulière de l'Allemagne que par la réticence de ses voisins. Même si l'état-major allemand œuvra grandement à la planification militaire, l'envoi de

²⁰⁹ "What made the difference and sparked the EC-led intervention was the co-incidence that the EC Prime Ministers and Foreign Ministers were all meeting together for the Luxembourg summit of the Twelve as the fighting began. This made possible a rapid response, including a decision to act and the formulation of a plan for dealing with Yugoslavia. In this context, the EC was keen to exorcise the ghost of indecision and inaction during the Gulf conflict the previous year". Voir Gow James, *Triumph of the Lack of Will: International Diplomacy and the Yugoslav War*, Columbia University Press, 1997, pp. 48-50 et Guicherd Catherine, "The Hour of Europe: Lessons from the Yugoslav Conflict", *Fletcher Forum of World Affairs*, Summer 1993, Vol. 17, n°2, pp. 41-57.

²¹⁰ Selon l'un des principaux négociateurs, David Owen: "Could the Europeans in NATO have acted militarily in 1991 without the US ? Regrettably, the answer is no. The Germans were excluded from military participation, in part because of constitutional restrictions that were themselves a product of Germany's role in the Second World War, an involvement which also ruled out Italy. Turkey and Greece were felt to be mutually excluded, while France and Britain were never ready to put ground forces into a combatant role in what they felt was a civil war of far greater complexity than was, or ever could be, presented on television news bulletins. So the UN came into Croatia in early 1992 to keep a negotiated peace". Owen David, *Balkan Odyssey*, Harcourt Brace & Company, 1995, pp. 13.

²¹¹ Cette décision fut beaucoup critiquée, il n'est pas sûr qu'elle ait eu une influence réelle sur la stratégie de la Serbie. Pour une critique de la décision allemande, voir Hodge Carl C., "Botching the Balkans: Germany's Recognition of Slovenia and Croatia", *Ethics and International Affairs*, 1998, Vol. 12, pp. 1-18. Voir aussi Crawford Beverly, "Explaining Defection from International Cooperation: Germany's Unilateral Recognition of Croatia and Slovenia: A Case from Defection from Multilateral Cooperation", *World Politics*, July 1996, Vol. 48, n°4, pp. 482-521. Les mémoires de Genscher ne sont pas très convaincantes sur ce point.

soldats allemands ne fut jamais sérieusement considérée.²¹² Après les désaccords initiaux, la priorité allemande fut de garder un profil diplomatique réservé.

Par contraste, la France, au moins aux débuts des hostilités, insista sur l'intégrité territoriale de la fédération yougoslave, ce qui revenait à soutenir la Serbie.²¹³ Ce soutien s'estompa au fil des hostilités, la priorité de Paris se déplaçant vers l'intervention humanitaire via l'UEO et l'ONU. Cette évolution fut le fruit de plusieurs facteurs: l'activisme du général Morillon, le pragmatisme d'Alain Juppé, l'apprentissage sur le terrain et les limites d'une seule gestion humanitaire du conflit. Tous ces éléments favorisèrent une évolution des positions françaises en faveur d'une intervention militaire, déjà amorcée lors de la visite éclair du président Mitterrand à Sarajevo. Cette intervention ne pouvait se faire qu'avec l'aide des Américains, une participation à laquelle la France s'était résignée et préparée, comme en témoigne son rapprochement avec le commandement intégré de l'Alliance en 1994. Fervent partisan d'une intervention européenne, méfiant vis-à-vis de l'Alliance atlantique et soucieuse de préserver son autonomie de décision, que ce soit au sein de l'Union européenne ou vis-à-vis de l'ONU, la France se rapprocha d'un multilatéralisme plus constructif et pragmatique. L'évolution du conflit ne fit cependant que renforcer son ambition initiale d'une force européenne capable d'intervenir sans l'aide des Etats-Unis. Mais les premières initiatives en ce sens, que ce soit l'Eurocorps ou plus généralement l'UEO, étaient largement inadaptées.

La Grande-Bretagne, quant à elle, adopta une attitude à la fois plus réaliste et détachée. Convaincue que le conflit était avant tout ethnique avant d'être politique, elle estimait que toute intervention au profit d'un des protagonistes risquait d'aggraver le conflit plutôt que de le résoudre.²¹⁴ Pour cette raison, Londres se montra réticent à toute levée de l'embargo en faveur des Croates et afficha son opposition à toute intervention armée, compte tenu de l'absence des Etats-Unis. Parallèlement, sa contribution importante au sein de l'UNPROFOR atteste du rôle majeur qu'entendait jouer la Grande-Bretagne dans la sécurité européenne. Pour Londres cependant, le soutien de Washington était une condition nécessaire pour mettre en œuvre une politique plus interventionniste. Le refus américain d'engager des troupes devait entraîner un rapprochement entre la France et la Grande-Bretagne, les deux acteurs les plus engagés sur le terrain en Bosnie. Cette solidarité nouvelle entre Londres et Paris devait entraîner des conséquences profondes sur le paysage institutionnel de la sécurité en Europe. Premières victimes de l'impuissance militaire européenne, les diplomaties française et britannique tirèrent des enseignements voisins de la crise bosniaque, en premier lieu la nécessité pour l'Europe de mettre en œuvre une politique de défense qui lui permette d'acquiescer une réelle autonomie.

Les désaccords entre Européens qui avaient marqué le début du conflit étaient en effet mineurs par rapport aux différends qui les opposaient aux Américains. La crise bosniaque fut la première crise d'envergure depuis Suez où Washington s'opposa à ses alliés. La lecture initiale du conflit par la Maison-Blanche fut dominée par le sentiment

²¹² Sur ce point voir par exemple, Müller Harald, "Military Intervention for European Security: The German Debate", in Freedman Lawrence, *Military Intervention in European Conflict*, Blackwell, 1994, pp. 139 et suiv.

²¹³ La France tenta, comme avec l'Irak, d'occuper une position diplomatique privilégiée avec la Serbie. Cette approche s'estompa avec la responsabilité croissante de Belgrade dans le conflit, sous l'impulsion d'Alain Juppé d'abord et par le pragmatisme du Président Chirac ensuite. Voir Wood Pia Christina, "France and the Post-Cold War Order: The Case of Yugoslavia", *European Security*, Spring 1994, Vol. 3, n°1, pp. 132 et suiv.

²¹⁴ Pour une critique acerbe de la politique britannique, voir par ex Sharp Jane M. O., *Bankrupt in the Balkans: British Policy in Bosnia*, Institute for Public Policy Research, London, 1992, et conversations avec l'auteur, Bonn, Mai 1998.

d'impuissance. La dissolution yougoslave lui paraissait insensée et irresponsable, l'imbrication ethnique trop complexe pour qu'une intervention soit décisive et en l'absence d'intérêts stratégiques clairs, Washington refusait d'assumer son leadership.²¹⁵ Tentant de préserver une unité au moins formelle, les Etats-Unis, une fois les indépendances prononcées, adopta une attitude de repli désintéressé et incita les Européens à prendre leurs responsabilités.²¹⁶ L'attitude des Etats-Unis durant les premiers mois du conflit oscillait entre fatalisme, passivité et lassitude.²¹⁷ Même après les images des camps de concentration de l'été 1992, toute intervention resta exclue. Ce retrait américain s'accompagna parallèlement d'une non-assistance aux pays européens. L'équipe Clinton changea de rhétorique mais pas de politique. Là où son prédécesseur voyait principalement un complexe et inextricable conflit ethnique²¹⁸, Clinton, notamment sous les impulsions de Strobe Talbott, R. Holbrooke et A. Lake, percevait une guerre d'agression des Serbes contre les Bosniaques. Pour autant, si les droits de l'homme et la dimension humanitaire du conflit étaient désormais prioritaires au sein de l'administration, les moyens pour combattre leurs violations restaient l'objet de controverses vives parmi les conseillers de Clinton. Pour un candidat qui avait axé l'essentiel de sa campagne sur les affaires intérieures et pour un président aussi peu enclin à prendre le moindre risque en politique étrangère, l'argument du Vietnam étaient particulièrement convaincants.²¹⁹ Lorsque le plan Vance-Owen fut présenté à Warren Christopher, il fut accueilli avec indifférence et désintérêt, la Bosnie n'étant pas un dossier prioritaire aux yeux du Président. Tandis que les Européens œuvraient à élaborer une paix, injuste mais réelle, Washington, par sa rhétorique, encourageait les Bosniaques à espérer une intervention militaire, que l'Amérique pourtant était résolue à

²¹⁵ Certains analystes ont souligné les liens étroits de certains membres de l'administration Bush pour expliquer l'inaction américaine au début des hostilités. Lawrence Eagleburger, adjoint à la Sécurité Nationale, avait été ambassadeur en Yougoslavie à la fin des années 1970 et s'occupait des intérêts du constructeur automobile Yugo dans les années 1980. Brent Scowcroft pour sa part avait été attaché militaire à Belgrade dans les années 1960. Sur cette "mafia de Belgrade" dans le camp Bush, voir Gutmann Roy, *A Witness to Genocide*, Macmillan, 1993, pp. 24-25. Sur la complexité du conflit et l'impossibilité d'intervenir, voir par exemple, Gompert David, "How to Defeat Serbia", *Foreign Affairs*, July-August 1994, Vol. 73, n°4, pp. 32-35.

²¹⁶ La politique du président Bush vis-à-vis de la Bosnie est bien décrite par Zimmerman Warren, *Origins of a Catastrophe*, Times Book, 1999. Il offre le diagnostic suivant: "Nothing happened, even after the American Press discovered Serbian concentration camps in Bosnia. The Vietnam syndrome and the Powell doctrine proved to be powerful dampers on action by the Bush administration, particularly in an election year". p. 215.

²¹⁷ En octobre 1992, alors que le candidat Clinton dénonçait la passivité de l'équipe Bush, L. Eagleburger, alors Secrétaire d'Etat, justifiait la politique du Président Bush en termes très clairs: "I have said this 38, 000 times. This tragedy is not something that can be settled from outside and it is about damn well time that everybody understood that. Until the Bosnians, Serbs and Croats decide to stop killing each other, there is nothing the outside world can do about it". Cité dans Danner Mark, "Clinton, The UN and the Bosnian Disaster", *The New York Review of Books*, December 18 1997, Vol. XLIV, n°20, p. 67.

²¹⁸ Le rapport de la Fondation Carnégie sur le conflit de 1913 restait parfaitement pertinent pour 1992. Sur ce parallèle qui servait de prétexte à la non-intervention, voir *The Other Balkan Wars: A 1913 Carnegie Endowment Inquiry in Retrospect*, Carnegie Endowment, 1993. De même le livre de Kaplan Robert, *Balkan Ghosts: A Journey Through History*, Vintage, 1994, présentant la thèse d'un conflit "aux haines ancestrales inextricables" encouragea la passivité du président Clinton et celle de Warren Christopher en particulier.

²¹⁹ A. Lake avait démissionné de l'équipe Kissinger pour protester contre le bombardement au Cambodge. Plusieurs de ses conseillers le décrivent comme un vrai "wilsonien". Sur ce point, voir Drew Elizabeth, *On the Edge, The Clinton Presidency*, Touchstone, 1994, pp. 143 et suiv. L'un des conseillers de Clinton, Dick Morris, fut particulièrement influent dans le refus de Clinton d'agir en Bosnie. Il confiait au Président: "You don't want to be Lyndon Johnson, sacrificing your potential for doing good on the domestic front by a destructive, never-ending foreign involvement". Cité par Morris Dick, *Behind the Oval Office: Winning the Presidency in the Nineties*, Random House, 1997, p. 245.

éviter et que les Européens refusaient tant que leurs contingents risquaient d'en devenir les otages sur le terrain. Ce refus des Européens et les divisions au sein même de l'équipe Clinton favorisèrent la paralysie. La politique américaine fut donc particulièrement ambiguë, rejetant le plan européen mais refusant de s'engager sur le terrain.²²⁰ Après le massacre du marché de Sarajevo, début février 1994, la position américaine, en acceptant d'envoyer un ultimatum de l'OTAN à la Serbie, se rapprocha davantage de celle de la France qui prônait une intervention. Mais, seule, la menace de l'emploi de la force aérienne, peu crédible en soi compte tenu à la fois du terrain et des otages potentiels, trouva dramatiquement ses limites à Srebrenica et Zepa. Articulant une rhétorique des droits de l'homme, mais refusant de la mettre en œuvre, la diplomatie américaine eut pour conséquence de jeter de l'huile sur le feu bosniaque que le Groupe de Contact, qui remplaça la conférence européenne sur la Yougoslavie, tenta de circonscrire sur le plan diplomatique et humanitaire. Mais les divisions au sein de ses membres, en particulier le refus des Russes de voir l'Alliance atlantique jouer les premiers rôles et la stratégie indépendante des Américains d'aide aux Bosniaques, hypothéquèrent ses efforts de paix.²²¹ Même l'engagement américain d'engager des troupes pour aider à l'évacuation de l'ONU, sembla avoir été pris à la légère par le Président Clinton qui ne s'intéressa ni de près ni de loin aux préparatifs otaniens.²²² La Maison-Blanche ne se décida à agir que lorsque la crédibilité de l'Alliance atlantique fut au bord de la rupture. Certes, la tactique d'aide militaire aux Croates, officieuse et controversée autant au Pentagone qu'au State Department, joua un rôle décisif dans le résultat final de Dayton, mais ce fut la mise sur pied de la force de réaction rapide par les Français et les Britanniques après Srebrenica, qui fut le révélateur. Engagé au sein de l'OTAN, le président Clinton ne pouvait, sans hypothéquer définitivement les

²²⁰ "In putting an end to the Vance-Owen Plan, the US was acting in a way which could be seen as one of three mutually contradictory elements: placing principle before pragmatism in rejecting an ethically corrupt plan; placing pragmatic wisdom before principle in allowing the war to continue rather than deploying troops to blunt it; and ensuring that there would be no possibility of the US being obliged to honour a commitment to deploy troops on an implementation mission, thus in theory keeping the domestic policy agenda from being spoiled by any possible fiasco abroad". Gow James, *Triumph of the Lack of Will: International Diplomacy and the Yugoslav War*, Columbia University Press, 1997, pp. 217. Les mémoires de David Owen sont particulièrement critiques à l'égard de Warren Christopher (pp. 109-120) et le livre d'Elizabeth Drew sans concessions sur le désintéret de Clinton vis-à-vis de la politique étrangère en général, et la Bosnie en particulier (pp. 273-284). On consultera aussi Tucker Robert W. et David C. Hendrickson, "America and Bosnia", *National Interest*, Autumn 1993, Vol. 33, pp. 14-27; Glitman Maynard, "US policy in Bosnia: rethinking a flawed approach", *Survival*, Winter 1996/97, Vol. 38, n°4, pp. 66-83; Banks William C. et Jeffrey D. Straussman, "A new imperial presidency ? Insights from US involvement in Bosnia", *Political Science Quarterly*, Summer 1999, vol.114, n°2, pp. 195-218; Bert Wayne, *The Reluctant Superpower: United States Policy in Serbia, 1991-1995*, St. Martin Press, 1997; Brune, Lester H., (Ed.), *The United States and post-Cold War interventions: Bush and Clinton in Somalia, Haiti and Bosnia, 1992-1998*, Regina Books, 1998. La meilleure analyse de la politique américaine en Bosnie est de Danner Mark, "The US and the Yugoslav Catastrophe", *New York Review of Books*, November 20 1997, Vol. XLIV, n°18, pp. 56-64 et sa série d'article s'échelonnant jusqu'en octobre 1998.

²²¹ Sur le Groupe de Contact, voir Leigh-Phippard Helen, "The Contact Group on (and) in Bosnia: an exercise in conflict mediation ?", *International Journal*, Spring 1998, Vol.53, n°2, pp. 306-324. Sur la position de la Russie, on consultera par exemple Gow James, *Triumph of the Lack of Will: International Diplomacy and the Yugoslav War*, Columbia University Press, 1997, pp. 186-201.

²²² "The fact is that at the very time the American government was in effect pledging to commit twenty thousands troops to undertake a perilous mission in a war zone, no official of any rank in the Clinton administration appears to have been paying much attention. The performance Holbrooke describes on the part of President Clinton and his advisers amounts to criminal incompetence". Cité par Danner Mark, "Slouching toward Dayton", *New York Review of Books*, April 23 1998, Vol. XLV, n°7, p. 60.

relations transatlantiques, revenir sur sa parole, même en période électorale.²²³ Si l'évocation du Vietnam et la débâcle de la Somalie, ce que R. Holbrooke appelle le syndrome "Vietmalia"²²⁴, constituèrent de solides obstacles à toute intervention américaine, le symbole atlantique fut un facteur plus puissant encore pour inciter les Etats-Unis à entreprendre ce qu'ils avaient toujours refusé auparavant. Les frappes efficaces de l'OTAN début septembre 1995, suite à nouveau massacre à Sarajevo, furent la conclusion logique de la force de réaction rapide mise sur pied par le général Rupert Smith qui, selon les vœux de Paris et de Londres, permit aux soldats de l'UNPROFOR de prendre part aux combats sur le terrain.²²⁵ Washington partie prenante au conflit, et l'offensive croate une réussite militaire, les Serbes furent acculés à la table des négociations à Dayton.

Mais les hésitations et les ambiguïtés de Washington laissèrent des traces profondes et amères au sein de la relation transatlantiques. Les désaccords persistants et les divergences douloureuses entre Européens et Américains furent à l'origine du regain d'intérêts pour une identité de défense européenne autonome et crédible. De la même manière qu'on ne peut comprendre les ambiguïtés qui pesèrent sur la création de l'Eurocorps sans la réunification allemande, on ne peut saisir le processus de revitalisation de l'identité de défense européenne sans la Bosnie. Les Européens, y compris les Britanniques, adoptèrent une conception plus française de l'Alliance atlantique, c'est à dire une alliance qui servait principalement les intérêts de Washington et subsidiairement ceux des Européens. Pour Washington, deux voies étaient possibles pour rétablir la crédibilité de l'OTAN: la reconnaissance de l'ESDI et l'élargissement de l'Alliance. Pour les Européens, outre la prise de conscience de leurs déficiences militaires et de la position incontournable des Etats-Unis, l'autonomie revendiquée passait par un rééquilibrage de cette relation transatlantique. Pour les Français, ces oppositions renforcèrent leur ambition de voir l'Europe concurrencer l'Alliance, une position que ne partageaient ni l'Allemagne ni la Grande-Bretagne qui réclamaient des aménagements *au sein* de l'Alliance, mais non en dehors.

L'immobilisme de la politique étrangère américaine sous la présidence Clinton résultait pour une large part du désintérêt du président pour la politique étrangère en général, mais traduisait aussi un malaise plus profond. Si l'Amérique de Clinton donna l'image d'une superpuissance toujours aussi confiante dans la valeur supérieure et universelle de ses principes, elle se montre tantôt réticente à les appliquer dans un cadre multilatéral, tantôt disposée à les imposer sans concertation. Volontiers donneurs de leçons mais peu enclins à en recevoir, les Etats-Unis éprouvent d'énormes difficultés à définir une politique étrangère cohérente en l'absence d'ennemis qui les menacent. Chaque initiative semble immédiatement se diluer dans les exigences partisans et

²²³ "The President had agreed to take on the obligation to send American troops to help extract the allied forces without fully understanding its implications; Clinton security officials, in a astonishing feat of incompetence, had stood by while planners at NATO headquarters duly drew up and then approved the OpPlan 40-014 that pledged 20,000 American ground troops. No senior officials had seen fit to question this plan or even to brief the commander in chief on it, he had learned its full implications only in mid-June 1995, and now if President Clinton refused to honor his promise he risked doing irrevocable damage to America's relations with Allies... Three years and hundreds of thousands of dead later, G. Bush ' s successor had been forced to realize what was at stake in Bosnia: the Atlantic Alliance." Danner Mark, "Operation Storm", *New York Review of Books*, October 22 1998, Vol. XLV, n°16, pp. 76-77.

²²⁴ Holbrooke Richard, *To End a War*, Random House, 1998, p. 217.

²²⁵ Sur cette phase cruciale de la guerre, voir Loza Tihomir, "From hostages to Hostiles", *War Report*, July 1995, n°43, pp. 28-38. Sur Dayton, outre les mémoires de R. Holbrooke, voir Sharp Jane M. O. , "Dayton Report Card", *International Security*, Winter 1997/98, Vol. 22, n°3, pp. 101-137. Les annexes militaires de Dayton (Annexe 1 A principalement) sont de loin les plus importantes même si les engagements et les missions des militaires américains furent révisées à la baisse par le Pentagone.

médiatiques du Congrès, les moyens apparaissent en fin de compte plus importants que les fins.²²⁶ Il y a bien un malaise à Washington, qui paraît d'autant plus délicat à surmonter qu'il est l'exact reflet d'une société américaine réticente à assumer des responsabilités mondiales si ses valeurs ne sont pas mises en péril et qu'il traduit une conception particulière de la démocratie où l'exercice du pouvoir est soumis à la plus stricte des transparences et la plus immédiate des mises en question. La lisibilité de la politique étrangère américaine s'en trouve grandement affectée. Comme l'ont démontré l'intervention tardive dans le conflit bosniaque, l'élargissement de l'OTAN, ou les obsessions irakienne et cubaine, la politique extérieure de la première puissance du monde se réduit le plus souvent à une série de soubresauts soudains, d'exigences unilatérales et d'interdits arbitraires.²²⁷ Dans ces conditions, il ne fut guère étonnant de voir la rhétorique primer sur les actes, et les symboles l'emporter sur la substance.

Le rééquilibrage de la relation transatlantique ne dérogea pas à cette évolution. Cadre obligé et condition de l'émergence d'une défense européenne, l'OTAN amorça dès janvier 1994 lors du Sommet de l'Alliance atlantique à Bruxelles la mise en œuvre de plusieurs réformes importantes visant à rassurer les Européens tout en maintenant le leadership américain. Sous l'impulsion de Les Aspin, beaucoup plus tolérant que son prédécesseur vis-à-vis des aménagements institutionnels, deux grands dossiers parallèles furent ouverts: le Partenariat pour la Paix, prélude à l'élargissement de l'Alliance, et la reconnaissance explicite d'une identité européenne de défense au sein de l'Alliance atlantique. Si la première question suscita un débat essentiellement limité aux Etats-Unis²²⁸, la seconde en revanche engendra un vaste chantier de réforme non seulement au sein même de l'institution atlantique mais aussi et surtout au niveau des Etats européens, et en premier lieu, la France.

L'identité européenne de défense et de sécurité, telle qu'elle fut reconnue, c'est-à-dire au sein de l'Alliance atlantique, représenta une évolution majeure de la part de la France et une concession significative de la part des Américains. Mais le compromis atteint à Bruxelles fut laborieux et ambigu. Le concept des Combined Joint

²²⁶ Cette ambivalence n'est pas propre à la présidence Clinton. "There is a tendency to mistake means for ends and to turn the instrument of policy into policy itself. When a crisis breaks out because of a difference of opinion over ultimate goals, Americans will always try to safeguard the means; this save us from having to think through our long-range policy". Voir sans doute le meilleur livre sur la politique étrangère américaine, Hoffmann Stanley, *Gulliver's Troubles or the Setting of American Foreign Policy*, McGraw-Hill, 1968, p. 174-75.

²²⁷ Ces erreances ne sont pas passées inaperçues en Europe. Le britannique William Wallace constatait : "The United States is a superpower with no domestic support for a world role". L'allemand Karl Kaiser, notant les réticences du Congrès à honorer ses dettes vis-à-vis de l'ONU ou à engager de nouveaux fonds pour le FMI, s'interrogeait : "How can a country that played such a constructive role in building multilateralism become captive to such thinking ?". Enfin, pour le français François Heisbourg, "American actions in the world today are a pure reflection of pulsations within American society, not the result of real situations in the outside world. There is an air of fantasy to American foreign policy now". Voir Haine Jean-Yves, "Etats-Unis-Europe: un héritage en déshérence", *L'Année Européenne*, 1999.

²²⁸ Le débat sur l'élargissement resta l'apanage des Etats-Unis, l'Europe étant quasiment muette sur cette question. Aux Etats-Unis, les controverses furent vives, divisant les académiques et les diplomates. Pour une bonne introduction à ce débat, voir par exemple, Goldgeier James M., *Not Whether but When: The US Decision to Enlarge NATO*, Brookings Institution Press, 1999; Grayson George W., *Strange Bedfellows, NATO Marches East*, University Press of America, 1999; Solomon Gerald B., *The NATO Enlargement Debate, 1990-1997: Blessings of Liberty*, Praeger, 1999; Mandelbaum Michael, *The Dawn of Peace in Europe*, Twentieth Century Fund Press, 1996; Carpenter Ted Gallen et Barbara Conry, *NATO Enlargement: Illusions and Reality*, Cato Institute, 1998; Eyal Jonathan, "NATO's enlargement: anatomy of a decision", *International Affairs*, October 1997, Vol. 73, n°4, pp. 695-719; Gaddis John Lewis, "History, Grand Strategy and NATO Enlargement", *Survival*, Spring 1998, Vol. 40, n°1, pp. 145-151.

Task Forces, c'est-à-dire des forces séparables mais non séparées, que l'OTAN mettraient à disposition de l'UEO, devait permettre la mise en œuvre d'opérations par les Européens sans le concours des Américains. L'idée essentielle était de préparer l'Alliance à projeter rapidement des forces pour des interventions humanitaires et de maintien de la paix que seuls les Européens auraient décidées.²²⁹ Dix-huit longs mois de négociations furent nécessaires pour régler les questions de décisions et de statut de ces forces, un délai qui s'explique par les divergences entre Paris et Washington sur le rôle des commandements otaniens en cas d'opérations ne relevant pas de l'article 5. Paris souhaitait en effet voir le rôle du SACEUR diminuer au profit des instances politiques de l'OTAN. A cet effet, sous l'impulsion d'Alain Juppé et de François Léotard, la France annonçait son retour au sein des comités militaires des plans de défense, un retour longtemps hypothéqué par l'intransigeance du Président Mitterrand.²³⁰ Mais à peine cet obstacle levé, la question du commandement Sud revendiqué par Paris vint compromettre le retour de la France au sein de l'Alliance. Pour leur part, les Etats-Unis entendaient accorder une identité européenne de défense sans pour autant créer une chaîne de planification et de commandement séparée selon qu'il s'agisse d'opérations liées à l'article 5 et celles qui relèvent du maintien de la paix. Autrement dit, il fallait adapter la structure otanienne, mais non la dédoubler. L'accord achevé à Berlin en juin 1996 s'apparentait donc à un compromis entre le refus d'une autonomie européenne en dehors de l'alliance et l'acceptation d'une plus grande lisibilité européenne en son sein. La politique des petits pas de la France rencontrait une plus grande flexibilité américaine. Pour autant, Berlin fut un succès temporaire, marquant les limites des concessions que les parties respectives étaient prêtes à accepter.

Dès l'automne, la question du commandement sud immobilisa les négociations. Au-delà de cette divergence, qui une fois sur la place publique ne pouvait que radicaliser les positions, et par delà les surenchères électorales qui accompagnèrent l'élection législative de 1997²³¹, le problème de fond était récurrent. Le dilemme que représente pour Paris l'émergence d'une identité de défense européenne *au sein* de l'OTAN, peut se résumer de la manière suivante: pour construire une défense européenne effective, il faut abolir la structure militaire intégrée sous domination américaine. Sans cela, il ne peut y avoir de place pour une autonomie européenne. Pour Paris, il faut que cette structure militaire reflète davantage le poids des Européens, comme c'est le cas au sein du Conseil de l'Atlantique Nord, où la règle du consensus adoucit en quelque sorte l'hégémonie américaine. Pour les Américains par contre, mais aussi une majorité des membres de l'Alliance, "politiser" la structure militaire de l'Alliance signifie non seulement la paralysie mais surtout le probable désengagement des Etats-Unis d'Europe. Le cœur du problème politique réside donc la

²²⁹ Dans la terminologie militaire américaine, les "task forces" sont des forces temporaires chargées de remplir des missions spécifiques. Les "Joint Task Forces" impliquent la collaboration de plusieurs armes, tandis que les "Combined Joint Task Forces" nécessitent la participation de plusieurs pays. La philosophie générale des CJTF peut donc se résumer de la manière suivante: "The stated aims of these forces were: to adapt NATO's forces structure to new missions; to project security and stability towards the East by giving partner-states a way to join NATO in crisis response; and to support ESDI by offering the WEU a 'separable but not separate' military capability that would not be a costly duplication of NATO's structure". Voir Barry Charles, "Combined Joint Task Forces in Theory and Practice", in Gordon Philip H., *NATO's Transformation, The Changing Shape of the Atlantic Alliance*, Rowman & Littlefield Publishers, 1997, pp. 203-219.

²³⁰ Sur l'évolution de la position française et les dissensions au sein de la cohabitation, voir Menon Anand, "From Independence to cooperation: France, NATO and European Security", *International Affairs*, January 1995, Vol. 71, n°1, pp. 19-34.

²³¹ Sur ce point, et les positions plus radicales des Socialistes par rapport au pragmatisme de l'équipe Juppé et du président Chirac, voir Fitchett Joseph, "Early Elections in 1997 Halted France's Long Journey Back into NATO", *International Herald Tribune*, 03 July 1998.

structure militaire intégrée que Paris perçoit comme l'emblème de la domination américaine et donc l'obstacle majeur à l'émergence d'une identité européenne de défense, mais que Londres, Berlin et Washington considère comme le cœur même de l'Alliance. Pour intégrer une équipe, il faut la reconnaître comme légitime, alors que Paris veut mettre sur pied une nouvelle équipe.²³² Tel est le problème central des rapports entre la France et l'OTAN, telle est l'hypothèque majeure qui pèse sur la défense européenne, et donc sur l'avenir de l'Eurocorps. Tant que ne sera pas tranché le nœud gordien des rapports franco-atlantiques, l'Eurocorps ne trouvera pas sa place dans une architecture européenne de sécurité. Ni les Allemands, ni les Britanniques ne sont prêts à effacer plus de quarante années de coopération militaire fructueuse au sein de l'Alliance au profit d'un corps européen dont la réalité opérationnelle et la capacité stratégique demeurent largement virtuelles.

La crise bosniaque eut donc un triple effet: elle démontra d'abord l'insuffisance des capacités militaires des Européens et leur absence de moyens de projection de forces, ensuite les déficiences de la PESC et l'incapacité de l'UEO à servir les ambitions européennes en matière de défense, enfin l'indispensable participation des Etats-Unis et l'incourtournable efficacité de l'OTAN dans l'emploi de la force armée. A bien des égards, l'Eurocorps témoigne de ces lacunes. Composé d'unités blindées lourdes, il ne pouvait en aucun cas être déployé dans des opérations du type Bosnie. Controversé au sein mêmes des Etats européens, il symbolisait autant les divisions que les ambitions communes de l'Europe.²³³ Enfin, sur le plan de son état-major, rien ne pouvait se faire sans le concours et la supervision de l'OTAN. Dans l'accord de décembre 1992, celui-ci restait en effet sous le complet contrôle de l'Alliance atlantique. Assigné à l'Alliance en cas d'attaque classique, mais aussi en cas d'opérations Petersberg, l'Eurocorps était sur papier indépendant du commandement intégré de l'Alliance mais en réalité celle-ci bénéficiait de la prérogative d'exercer un contrôle opérationnel sur ses opérations afin d'en déterminer la compatibilité avec la stratégie de l'Alliance. C'est dire si l'indépendance du corps européen était essentiellement virtuelle.²³⁴ Par ailleurs, du côté allemand, cet outil fut toujours considéré comme une annexe ou une subdivision particulière d'un ensemble atlantique plus large.

Quant au développement d'une politique étrangère et de sécurité commune, compte tenu à la fois des prérogatives nationales dans ce domaine, du veto

²³² "According to France, for NATO to provide the essential operational capability for a European defence identity, NATO must become robustly 'European'. That means in the words of the French chief of staff, Gen. Jean-Philippe Douin, that the notion of the integrated military structure would no longer exist. It is a catch-22, for if the dynamic of NATO's integrated structure disappears and therewith the United States' leadership and control, the US Congress and possibly the administration itself will certainly diminish and possibly abandon US involvement in the alliance... After seven years of organizational maneuvering and a major regional crisis, we are back at the crux of the problem: reconciling French-led Europeanist interests and US-led NATO interest. At the centre is the integrated military structure of NATO. What matters is not the amount of commands, committees or infrastructure, but the military, political and organizational *modus vivendi* that has evolved from decades of close US, British and German cooperation along several smaller allies. In many informal ways, leadership and direction in the alliance flows from years of cooperation and like-minded thinking because of shared experience among the key allies in which France does not have a part. It is a vicious circle. France is no part of the team; therefore it is problematic to simply adopt the team product". Moens Alexander, "NATO's Dilemma and the Elusive European Defence Identity", *Security Dialogue*, December 1998, Vol. 29, n°4, pp. 468-469.

²³³ "The Eurocorps is camouflage for the lack of a common security policy. It is not an answer to the threat of "new Yugoslavias", which is what everyone claims to fear. The Eurocorps had it existed three years ago, would have contributed nothing to a solution of the present Yugoslav crisis". Pfaff William, "No Evidence that Europe will do better on the next Bosnia", *International Herald Tribune*, 28 April 1994.

²³⁴ Sur ce point, voir l'analyse de Art Robert J., "Why Western Europe Needs the United States and NATO", *Political Science Quarterly*, Spring 1996, Vol. 111, pp. 1-39.

britannique à toute fusion entre l'UEO et l'UE, et des politiques étrangères divergentes menées par les plus importants membres de l'Union, il est clair qu'elle ne donna pas des résultats plus positifs que la défunte coopération politique des années 1970-1980.²³⁵ Sur tous les dossiers d'envergure, les acteurs européens affichèrent des préférences discordantes. Sans même mentionner leurs approches divergentes et parfois contradictoires vis-à-vis des institutions européennes elles-mêmes, les grands pays européens restent en matière de politique étrangère, des acteurs autonomes et indépendants. L'Union européenne demeure donc un forum subsidiaire, jamais principal. Les actions communes menées au titre de la PESC restèrent anecdotiques et déclaratoire. Ainsi, au nom de l'article J4 du Traité de Maastricht, il fut donné mandat à l'UEO de préparer des plans opérationnels pour l'évacuation de ressortissants européens en difficultés de pays tiers. Dans cette optique, l'Eurocorps, en dépit de sa seule capacité terrestre, lança une série d'exercice, sur papier, pour réaliser cette tâche.²³⁶ Clairement, cependant, l'outil militaire était inadéquat pour entreprendre ce genre d'opérations. De même, les tâches humanitaires présentaient des difficultés logistiques et interarmes qui dépassaient la seule compétence de Strasbourg. Si l'Eurocorps devait un jour être utilisé sur le terrain, il ne pourrait le faire que dans le cadre du commandement intégré atlantique, sous sa supervision et son assistance. Ce fut le cas au Kosovo en avril 2000, opération sur laquelle nous reviendrons.

Entre l'ambition européenne d'une défense commune, et la réalité opérationnelle du corps européen, le fossé était bien immense, et les Américains n'ont eu de cesse de le rappeler. La légitimité du corps européen, et son efficacité militaire, ne pouvaient se concevoir qu'au sein même de la structure otanienne. Tant que les divergences entre Paris et l'OTAN persistaient, le corps européen constituait davantage un vestige du couple franco-allemand qu'une promesse de défense européenne. Officiellement opérationnel en 1995, l'Eurocorps était de facto en marge de la sécurité européenne.

3 – 2 – Le Kosovo, la nouvelle ambition de l'Europe et le réveil de l'Eurocorps

Les leçons de la Bosnie étaient donc claires pour les Européens. Dès mars 1996, le ministre des Affaires Etrangères de l'époque Alain Juppé, avait proposé la création d'une armée européenne capable d'intervenir indépendamment des Etats-Unis. Le débat cependant se déplaça rapidement sur les questions de commandement et de planification, et les autres pays européens ne donnèrent pas suite à cette initiative.

²³⁵ Les commentaires n'ont pas manqué sur la PESC. "France and Britain represented initially opposing positions, with the U.S. an outsider and Germany attempting to hold close to France without losing touch with the others". Voir Menon Anand, Anthony Forster et William Wallace, "A Common European Defence ?", *Survival*, Autumn 1992, Vol. 34, n°3, p. 104. Pour une critique générale de la PESC, voir entre autres Gordon Philip H., "Europe's Uncommon Foreign Policy", *International Security*, Winter 1997/98, Vol. 22, n°3, pp. 74-100. Pour une analyse plus positive, Jopp Mathias, "The Strategic Implications of European Integration", *Adelphi Paper*, 290, IISS, 1994. Sur l'inutilité des institutions européennes de défense, voir la critique de Zelikow Philip, "The Masque of Institutions", *Survival*, Spring 1996, in Gordon Philip H., *NATO's Transformation, The Changing Shape of the Atlantic Alliance*, Rowman & Littlefield Publishers, 1997, pp. 77-89.

²³⁶ Lors d'une visite à Strasbourg, j'ai eu l'occasion de voir comment les officiers de l'état-major planifiait ce genre d'opération. Sans moyens aéroportés, le corps louait des Antonovs civils... ukrainiens.

Pour autant, il y eut bien une prise de conscience collective de cette impuissance européenne, que le conflit du Kosovo allait encore renforcer. L'année 1998 marqua donc un tournant dans l'évolution de la défense européenne et contribua de manière décisive au réveil de l'Eurocorps. Ce progrès s'explique principalement par trois développements nationaux dont le point de convergence fut atteint à Helsinki: une mutation significative en Allemagne, la prise de conscience de l'impasse française et un tournant décisif en Grande-Bretagne.

L'Allemagne, dont le rôle diplomatique s'était accru lors du conflit bosniaque, était cependant resté en marge des opérations militaires. Sa constitution et plus fondamentalement, sa culture et sa mentalité, constituèrent des obstacles majeurs à sa participation dans les opérations de maintien de la paix dans les Balkans, une région du monde où le souvenir de l'armée allemande restait douloureux. La décision de la justice allemande en juillet 1994 d'autoriser l'emploi de la Bundeswehr en dehors du seul territoire otanien constitua un premier pas.²³⁷ Cette décision fut suivie en juin 1995 de l'envoi d'éléments de soutien en Bosnie. La contribution allemande à l'effort de paix en Bosnie, si elle marqua une évolution sensible des mentalités en Allemagne, resta cependant marginale par rapport à celle de ses principaux partenaires européens. En particulier, l'usage de troupes allemandes de combat demeure une difficulté aussi bien pour Berlin que pour le reste de l'Europe. Cette réticence fut nette durant la crise au Kosovo. Certes, ce conflit vit pour la première fois depuis 1945 la mise en opération de 15 tornados de la Luftwaffe participer à l'opération Allied Forces, mais Joschka Fischer, qui se révéla un allié loyal et constructif, refusa cependant l'emploi de la Bundeswehr pour faire plier Milosevic.²³⁸ Il déploya en revanche une activité diplomatique intense, utilisant à plein sa présidence de l'UE, et contribua de manière décisive à la participation des Russes, elle-même cruciale, pour la résolution du conflit. Sur le plan diplomatique, la normalisation de l'Allemagne en Europe est donc achevée. Cette évolution fut lente mais incontestable et acceptée, sinon demandée par tous. D'essence multilatérale, dans la tradition de Bonn, la diplomatie de Berlin entend faire de l'Europe le cercle privilégié de son influence. Patente dans le document de la CDU en 1994, et tout aussi manifeste dans les déclarations préliminaires au sommet de Nice, la volonté de réformer les institutions européennes vers un modèle plus fédéral de manière à absorber les nouvelles candidatures, principalement de l'Est de l'Europe, témoigne davantage d'une identité spécifique allemande que d'une tentative délibérée de rééquilibrer la pondération du couple franco-allemand. Ce que certains ont appelé une identité supranationale européenne, persistante en dépit des changements structurels induits par la fin de la guerre froide, demeure la caractéristique essentielle de la politique étrangère allemande. Ce consensus pro-européen, qui se retrouve au

²³⁷ Cette décision qui marqua la défaite de la politique, stipulait que pour l'envoi de troupes dans des missions Petersberg, un mandat ONU permettait de sortir du seul cadre otanien. La question du mandat onusien jouera un rôle très important lors du conflit du Kosovo. Le ministre des Affaires Etrangères Joschka Fischer fit du Conseil de Sécurité la pierre angulaire de ses propositions lors du Sommet de Washington, marquant le cinquantième anniversaire de l'Alliance. Sur la décision de Karlsruhe, voir par exemple Künhardt Ludger, "Germany's Role in European Security", *SAIS Review*, 1995, pp. 103-128 et Asmus Ronald D., *Germany's Contribution to Peacekeeping: Issues and Outlook*, Rand Corporation, 1995.

²³⁸ Cette participation fut le point culminant de cette évolution amorcée en 1994. Certains estiment qu'elle reste un cas exceptionnel, en raison de l'absence du mandat ONU, d'autres y voient l'achèvement de la normalisation allemande dans le domaine militaire. Par ailleurs, en dépit du fait que le Général Naumann fut à la tête du Comité militaire de l'Alliance durant le conflit, il semblerait que les décisions relatives au ciblage des cibles aient été prises en comité restreint à la France, La Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Sur ce point, voir Brauner Wolfgang, Roper John, et Thomas Banchoff, "Germany's Participation in the Military Intervention in Kosovo as Viewed from Different National Perspectives", *German Foreign Policy in Dialogue*, March 2000, Vol. n°1. (Version Internet).

sein de toutes les composantes politiques en Allemagne, des libéraux aux écologistes, en passant par la CDU et le SPD, se manifesta de Maastricht à Nice.²³⁹ Dans le domaine de la défense, la volonté de l'Allemagne de respecter ses engagements multinationaux favorisa incontestablement la création de forces multilatérales au sein de l'Alliance atlantique. Si l'intégration européenne est bien l'un des fondements de la politique étrangère allemande, dans le domaine particulier de la défense, cette identité européenne ne se comprend qu'au sein d'un cadre atlantique. Cette légitimité fut clairement réaffirmée lors du sommet de Cologne en juin 1999. Ces deux éléments, la conviction en une Europe plus fédérale et la légitimité de l'Alliance atlantique, représentent des pierres d'achoppement permanentes au sein du couple franco-allemand. Le sommet de Nice a démontré pleinement les difficultés qu'induisaient ces deux priorités allemandes pour la France.²⁴⁰ Mais la redéfinition de l'équilibre du couple franco-allemand ne signifie pas pour autant son obsolescence. Le rapprochement significatif des ces derniers mois des positions respectives sur la défense européenne est autrement plus important que le problème, hautement symbolique et donc extrêmement sensible, de la parité des voix. Les problèmes de défense à Nice ont été les moins controversés, et les questions de planification, sous égide otanienne, réglées promptement. Cette évolution positive ne doit cependant pas occulter le persistant problème de la légitimité de l'armée allemande dans un pays où la "soft power" demeure à bien des égards la seule forme de puissance acceptée par tous les Allemands.²⁴¹ Pour cette raison, la réforme de l'armée allemande, significative depuis 1992, semble aujourd'hui avoir atteint ses limites, en particulier sur le plan de la conscription dont le principe, même aménagé, reste en vigueur. Le rapport, remis par

²³⁹ "The juxtaposition of major EU debates in very different international contexts, before and after 1990, reveals the persistence of a supranational European identity widely shared across the political spectrum. Against the backdrop of a catastrophic nationalist past, German leaders came to view European integration as an indispensable starting point for policy in Europe. They conceive of the German state not as an autonomous international actor, but as part of an emergent political union". Banchoff Thomas, "German Identity and European Integration", *European Journal of International Relations*, September 1999, Vol. 5, n°3, p. 274-275. Sur cette identité européenne de l'Allemagne, voir aussi Berger Thomas U., "Norms, Identity and National Security in Germany and Japan", in Katzenstein Peter J., *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, Columbia University Press, 1996, pp. 317-356.

²⁴⁰ Les observateurs ont été prompts à souligner la nouvelle puissance de l'Allemagne: "The generation of politicians now in Berlin feels Germany's debts from its Nazi past have been paid off. Tony Blair, the British prime minister, and Italian premier Giuliano Amato - representing the other two "big" nations with equal weighting in Council votes - indicated at Nice they had no objections to recognising Germany's enlarged population and economy. That France managed to hang on to its equal voting rights may prove a Pyrrhic victory. "France has kept the 'Big Four' grouping on an equal footing but the emperor has been seen without clothes - everyone knows Germany no longer sings to a French tune," says an Italian diplomat". Graham Robert et Brian Groom, "A new dynamic at Nice: the Franco-German axis is giving way to more fluid alliances", *Financial Times*, December 11 2000. Les analystes français en ont déduit tout aussi rapidement la fin de la position privilégiée de la France en Europe: "L'Europe ne sera plus désormais ce "jardin à la français" que définissait naguère un conseiller de l'ancien chancelier Helmut Kohl, pour bien marquer que le Marché commun puis la Communauté européenne avaient été conçus à Paris et construits selon les principes de l'administration française". Vernet Daniel, "Europe, la fin du 'jardin à la française'", *Le Monde*, le jeudi 14 décembre 2000. Les deux réactions me semblent excessives car elles occultent les progrès réalisés dans un domaine aussi fondamental que celui de la défense.

²⁴¹ Certains observateurs définissent cette problématique en termes radicaux: "The Bundeswehr has always been less a manifestation of statehood than a means of defending the Soviet threat. With this threat gone, the very existence of the German military is in question". Schlör Wolfgang F., "German Security Policy: An Examination of the Trends in German Security Policy in a New European and Global Context", *Adelphi Paper*, n°277, June 1993, p. 18. Le scénario, relativement pessimiste offert dans cette étude, ne s'est pas réalisé.

l'ancien président Richard von Weizsäcker, préconisait la réduction de l'effectif militaire de plus de 80 000 hommes et la diminution de la conscription de plus de 100 000 appelés. Parallèlement, plusieurs voix ont appelé à la fin du système de la conscription qui représente à leurs yeux un obstacle à la modernisation nécessaire des forces armées allemandes. Le Ministre de la Défense, reconnaissait cette nécessité mais a refusé de mettre fin à la conscription, un système qui selon lui est "indispensable à la société allemande".²⁴² Le plan finalement adopté prévoit une restructuration favorisant la projection de forces et, surtout, un effort budgétaire important, la part du budget de la défense par rapport au PIB étant l'une des faibles d'Europe.²⁴³ Cette réforme des forces armées allemandes est l'une des conditions nécessaires à l'élaboration d'une défense européenne digne de ce nom. Sans cette réforme, l'embryon de défense européenne que constitue l'Eurocorps restera davantage un héritage de la guerre froide basé sur la défense territoriale qu'une force de stabilisation et de projection pour l'Europe. La normalisation de l'Allemagne, achevée sur le plan de la politique étrangère, passera donc par une restructuration profonde de ses forces armées. Les engagements pris à Cologne et réaffirmés à Helsinki témoignent de cette volonté.

La France quant à elle, depuis les réformes du président Chirac, ne doit plus affronter ce type de restructuration, toujours douloureuse, l'essentiel des réformes étant derrière elle.²⁴⁴ C'est plutôt sur le plan politique, tant atlantique qu'euro-péen, que la France doit s'adapter. Vis-à-vis de ses relations avec l'OTAN, le conflit du Kosovo démontra à la fois l'indispensable participation des Etats-Unis à toute opération militaire d'envergure, et l'efficacité opérationnelle de l'Alliance. Sur le plan politique par contre, les choix stratégiques opérés par la Maison-Blanche et sa réticence à envoyer des troupes sur le terrain provoquèrent de vives frustrations aussi bien pour Paris que pour Londres. Contrastant avec cet engagement minimal, la prédominance américaine au sein même de l'Alliance renforça la conviction française d'une autonomie de la défense européenne tout en reconnaissant que le cadre atlantique restait le point de passage obligé de cette ambition. La réintégration au sein de la structure militaire de l'OTAN est paradoxalement nécessaire pour établir, sur des bases mutuellement

²⁴² Il faut rappeler que chaque 130 000 appelés rejoignent la Bundeswehr pour 10 mois, mais plus de 175 000 choisissent un service civil. Le manque à gagner de ce contingent, notamment dans les hôpitaux, est estimé à plus de 4 milliards d'Euro. L'indispensable conscription n'est donc pas seulement sociologique. Sur l'impact économique de la fin de la conscription, voir Drodziak William, "Germany Pondering a Phaseout of Conscription", *Washington Post*, May 12 2000. Selon Bernhard Gertz, président de l'Association des forces armées, "Surrendering general military service would cost the Bundeswehr its character, built up over 45 years as an army firmly integrated into society". Selon le Général Hans-Peter von Kirchbach, chef d'état-major, "Our geographic position is special, and we do not yet have the long-term perspective of stability in the whole of Europe. That is one reason to keep some conscription". Pour Volker Ruehe, ancien ministre de la Défense, "There are several dangers if we abolish the draft. We would lose the social bonding among different classes that comes from 10 months of obligatory military service. Our society would become estranged from a professional army, especially if it attracted the kind of people prone to violent behavior or right-wing extremism". Cité par Nicoll Alexander et Ralph Atkins, "Conscription Finds Its Defenders", *Financial Times*, May 26 2000.

²⁴³ Le budget allemand de la Défense est le plus faible d'Europe, après le Luxembourg, 1,5 % du PIB. Les investissements ont diminué de moitié en 10 ans. Le secrétaire américain à la Défense, William Cohen, a multiplié les critiques sur la faiblesse de l'armée allemande et sur l'incapacité de Berlin à assumer ses responsabilités internationales.

²⁴⁴ On soulignera en particulier l'abolition des corps d'armées et divisions au profit de brigades plus modulables. Voir Isnard Jacques, "Une Armée française 'otanisée'", *Le Monde*, 03 juillet 1998.

acceptables, une autonomie européenne accrue en matière de défense.²⁴⁵ La position française en serait d'autant plus forte et influente.

Par ailleurs, le paysage européen n'est plus celui auquel la France était coutumière. Si pendant près de 40 ans, la France pouvait légitimement parler au nom de ses voisins sur les grands dossiers internationaux, la rhétorique européenne qui masquait la politique indépendante de la France a aujourd'hui atteint ses limites. La raison fondamentale tient au succès des thèses françaises. Plaider pour l'autonomie de l'Europe dans le domaine de la politique étrangère constitua le moyen privilégié de Paris pour contester la suprématie américaine. Latent pendant la Bosnie, manifeste après le Kosovo, le sentiment des Européens dans ce domaine a incontestablement évolué. Le résultat pour Paris est plus équivoque qu'il n'y paraît. Il s'agit essentiellement de remplacer une rhétorique européenne qui venait justifier une indépendance politique française par une politique européenne qui implique sinon la fin du moins l'aménagement de cette indépendance. Les aléas du couple franco-allemand témoignent de cette ambiguïté. L'Europe que prônait la France était une Europe où Paris se réservait la première place, elle implique désormais un partage du leadership.²⁴⁶ Cette adaptation est d'autant plus nécessaire que le couple franco-allemand en matière de défense, n'est plus exclusif. La France doit en effet désormais compter avec un nouveau partenaire, la Grande-Bretagne. Elle sera d'autant plus douloureuse que l'indépendance française constitua un élément essentiel de son identité. Si Paris veut éviter l'isolement, une clarification de ses objectifs européens est une nécessité politique.²⁴⁷

²⁴⁵ "France will not have four-star posts in NATO without committing significant forces to the integrated command. Without assigning forces to NATO through the integrated military command, France cannot gain allied support for the leadership role it seemed to want". Sur ce point, voir le plaidoyer de Schake Kori, Amaya Bloch-Lainé et Charles Grant, "Building a European Defence capability", *Survival*, Spring 1999, Vol. 41, n°1, pp. 35-37. Le conflit du Kosovo renforce encore ce constat: "France intervened more than any others in the selection of NATO's targets sets, but still refused any formal integration with NATO's command structure, but as practical matter its cooperation with the rest of the Alliance's militaries was not different from Germany's". Gordon Philip H., *Franco-German Relations and European Integration: A Transatlantic Dialogue Challenges For German and American Foreign Policy*, Brookings Institutions, September 1999, p. 71.

²⁴⁶ Nice représente à cet égard un tournant: "The French efforts to limit German prerogatives actually reinforced what *The Economist* now describes, almost a month after the fact, as Germany's clear emergence as 'primus inter pares among EU countries'. Germany's new prestige, its developing role as Europe's most inclusive and responsible policymaker, and its growing comfort with the idea that a tandem existence with France is no longer an international requirement for German initiative and leadership, all make up what may be a second fall of the Berlin Wall in terms of French policy. Among French politicians, there is almost no publicly stated inclination to embark on a major reconfiguration of what has been called the international component of French national identity. In response to a question six months ago that supposed the possible remaking of this international identity - with the interviewer noting that Germans had given up the Deutsche mark, a central element of their postwar self-esteem, to create the euro - Foreign Minister Hubert Vedrine pushed the issue aside. 'You can't conclude that both areas can be run the same way', he said. 'There's a difference in nature and malleability between the two'". Vinocur John, "Will Gaullist Grandeur Obstruct a New Europe?", *International Herald Tribune*, December 28, 2000.

²⁴⁷ Sur la sensibilité de l'équilibre franco-allemand, voir par exemple Vernet Daniel, "Europe: la parité, symbole de l'intégration", *Le Monde*, le lundi 4 décembre 2000.

L'évolution la plus significative pour la défense européenne devait cependant venir de manière totalement inattendue de la Grande-Bretagne.²⁴⁸ En septembre 1998, le parti travailliste leva son objection traditionnelle au rôle potentiel de l'Union européenne en matière de défense. Le gouvernement Blair, tirant le bilan de la participation européenne en Bosnie, fut consterné par l'impuissance opérationnelle des Européens en dépit d'un PIB européen supérieur à celui des Etats-Unis. Il en conclut, avant la démonstration éclatante du Kosovo, que le déséquilibre atlantique dans le domaine de la projection de force ne pouvait durer sans compromettre le fondement même du partenariat atlantique. Comme il devait s'en expliquer à plusieurs reprises, sa volonté de voir l'Union européenne devenir autonome en ce domaine n'était en aucune manière dirigée contre l'hégémonie américaine. Il s'agissait au contraire de jeter des bases plus saines, parce que plus équilibrées, entre les Etats-Unis et l'Europe. La seconde raison, tout aussi fondamentale, résidait dans la conviction européenne du gouvernement travailliste, qui entendait replacer le Royaume-Uni au centre de l'Europe. Comme le dossier monétaire était clairement prématuré compte tenu de l'impopularité de l'Euro en Grande-Bretagne, le seul dossier susceptible de traduire cette volonté sans susciter une opposition radicale fut celui de la défense européenne.²⁴⁹ Or dans ce domaine, les leçons de la Bosnie apparaissaient tout aussi pertinentes, sinon plus, pour Londres que pour Paris. Les hésitations américaines apparaissaient d'autant plus dommageable que Londres avait bâti le cœur de sa stratégie de défense sur sa relation spéciale avec Washington. Cette relation étroite, qui se traduisait par un niveau de confiance sans doute inédit entre des pays culturellement similaires, avait par le passé assuré à la Grande-Bretagne une place privilégiée, que ce fut pendant la guerre froide où Londres bénéficiait des postes les plus importants au sein de l'OTAN, ou durant la guerre du Golfe où la complicité entre M. Thatcher et R. Reagan fut sans faille.²⁵⁰ Cette identité britannique, où se mêlent insularité et méfiance vis-à-vis de l'Europe, entente et attachement à l'égard des Etats-Unis, était au cœur de la politique étrangère de Londres. Les tiraillements furent perceptibles durant la Bosnie et plus encore durant le Kosovo, où Tony Blair fut le plus actif pour plaider l'envoi de troupes au sol. Ses arguments avaient d'autant moins de poids que cette volonté diplomatique ne reposait que sur une capacité militaire limitée.

²⁴⁸ La surprise fut en effet totale à Washington, alors que Paris fut dans la confiance. Cette configuration était tout à fait exceptionnelle. En réalité, Londres, craignant les réactions négatives à Washington, préféra présenter de manière unilatérale son changement de position. Au NSC, Steinberg, en charge de l'Europe, ne fut pas mis dans la confiance. C'est le journaliste J. Fitchett qui fut alerté par les autorités... françaises. Discussion à la délégation américaine et britannique à l'OTAN, et interview de Kathrerine Kelleher, Berlin, février 2000.

²⁴⁹ "Defense, a domain where Britain is a major European power, is the strongest card that the Blair government can play to safeguard British influence as the European single-currency project goes ahead without London". Fitchett Joseph, "Paris Joins London in Push for an EU Defense Policy", *International Herald Tribune*, December 02 1998.

²⁵⁰ L'étroitesse des liens entre Londres et Washington se forgera durant la seconde guerre mondiale, un épisode qui encore aujourd'hui constitue le point de référence privilégié de l'opinion publique britannique. Sur la création de la relation spéciale, voir entre autres, Best Richard A., *Cooperation with Like-Minded People's: British Influences on American Security Policy, 1945-1947*, Greenwood Press, 1986; Deighton Anne, *Britain and the First Cold War*, Macmillan, 1990; Baylis John, *The Diplomacy of Pragmatism: Britain and the Formation on NATO*, Macmillan, 1993; Reynolds David, "Rethinking Anglo-American Relations", *International Affairs*, Winter 1988-89, Vol. 65, n°1, pp. 89-111. Sur les arrière-pensées vis-à-vis des Européens, voir par exemple, Melissen Jan et Bert Zeeman, "Britain and Europe, 1945-1951 : opportunities lost ?", *International Affairs*, Winter 1986/87, Vol. 63, n°1, pp. 81-95; Croft Stuart, "British Policy Towards Western Europe, 1947-1949: the best possible Worlds ?", *International Affairs*, Autumn 1988, Vol. 64, n°4, pp. 617-629. Sur la guerre du Golfe et la complicité entre Reagan et Thatcher, voir Freedman Lawrence et Karsh Efraim, *The Gulf Conflict, 1990-1991: Diplomacy and War in the New World Order*, Princeton University Press, 1993.

Pour influencer Washington, il fallait donner du poids aux arguments européens, tel fut le raisonnement à la base de l'initiative de T. Blair. Si la recherche de l'influence est un leitmotiv récurrent pour Londres, le choix de l'Europe pour y parvenir constituait bel et bien une petite révolution diplomatique.²⁵¹ Ce choix de l'Europe marquait parallèlement un rapprochement sensible vis-à-vis des positions françaises. Pour autant, les motivations étaient opposées : renforcer l'Alliance pour Londres, la remplacer pour Paris. Le langage choisi lors du sommet de Saint-Malo, l'autonomie de la défense européenne, représente un compromis entre ces deux approches. A l'autonomie revendiquée s'ajoute la conformité assurée avec l'Alliance atlantique. La déclaration de Saint-malo s'interprète autant comme un tournant décisif de la part de Londres que comme une concession française à la légitimité atlantique.²⁵² Parallèlement, l'exclusivité du couple franco-allemand dans le domaine de la défense européenne, ce que certains avaient appelé l'Europe carolingienne de la défense²⁵³, disparaissait au profit d'une relation triangulaire. Dans ce triumvirat, si le centre s'est quelque peu déplacé de Paris vers Londres, il faut souligner que les communautés d'intérêts par rapport à l'Alliance atlantique semblent plus étroites entre Berlin et Londres qu'entre Paris et Berlin.²⁵⁴ L'Allemagne ayant abandonné le mark, la Grande-Bretagne son ostracisme européen, l'Europe attend un geste diplomatique français. La prestation de Paris à Nice a montré cependant la difficulté de "l'exceptionnel effort d'adaptation de la France" souligné par M. Védrine.²⁵⁵ Mais quelles que furent les arrière-pensées respectives, le résultat fut cependant significatif: pour la première fois depuis 1945, Londres, Paris et Berlin partagent des objectifs similaires sur la défense européenne.

Cette évolution fut le fruit de plusieurs facteurs, mais le conflit du Kosovo joua sans conteste un rôle révélateur. La différence avec le conflit bosniaque réside non pas dans l'immobilisme de l'administration américaine, mais bien dans l'extrême prudence affichée dans l'emploi de la force armée et la conduite des opérations. La décision du président Clinton, avant le même le début des opérations aériennes, d'exclure toute participation des forces terrestres fut très critiquée, même si en Europe, seules la

²⁵¹ Le raisonnement, basé sur la recherche de l'influence, se situe dans la droite ligne de la politique britannique, à commencer par son choix nucléaire: "In 1952, the military justification for a British atomic force was not the protection it was supposed to afford against a Soviet nuclear blackmail, but the role in which it could play with the USA in limiting damage to the UK in future atomic warfare". Clark Ian et Wheeler Nicolas J., *The British Origins of Nuclear Strategy, 1945-1955*, Clarendon Press, 1989, p. 167. Par contre, le choix de l'Europe constitue clairement une rupture par rapport à la tradition britannique qui peut se résumer par les mots de Churchill à propos de la CED: "We are with them, not of them". Voir Smith Michael, Steve Smith et Brian White, "British Foreign Policy: Tradition, Change and Transformation", Allen and Unwin, 1988 et Watt D. C., "Ideology in British Foreign Policy", *The Jerusalem Journal of International Relations*, March 1987, Vol. 9, n°1, pp. 85-111.

²⁵² "The European Union must have the capacity for *autonomous action*, backed up by credible military forces, the means to decide to use them and a readiness to do so, in order to respond to international crises... In strengthening the solidarity between the members states of the European Union, in order that Europe can make its voice heard in world affairs, while *acting in conformity* with our respective obligations in NATO, we are contributing to the vitality of a modernized Atlantic Alliance which is the foundation of the collective defence of its members". C'est moi qui souligne. Le texte de Saint-malo est disponible sur le site du quai d'Orsay.

²⁵³ Sur cette conception carolingienne de la défense européenne, voir Haglund David, "Who's afraid of Franco-German Military Cooperation", *European Security*, Winter 1993, Vol. 2, n°4, pp. 612-630.

²⁵⁴ Comme le résumait le Colonel Bornemann, conseiller diplomatique auprès du Ministère allemand de la Défense, "Saint-Malo a été un véritable détonateur et la politique étrangère et de sécurité commune n'est plus seulement une affaire franco-allemande. Il faut bien avoir à l'esprit que le problème n'est pas d'avoir trop d'OTAN en Europe mais pas assez d'Europe au sein de l'OTAN". Interview, Berlin, Janvier 2000.

²⁵⁵ Védrine Hubert et Dominique Moisi, *Les Cartes de la France à l'Heure de la Mondialisation*, Fayard, 2000.

France et la Grande-Bretagne étaient prêtes à franchir ce pas. L'effet d'annonce fut cependant désastreux. Sans revenir sur les détails de ce conflit, les motifs de l'intervention relèvent autant de l'activisme de Madeleine Albright, qui contrastait avec le désintérêt du Président, que de la crédibilité même de l'OTAN dont les menaces et les ultimatums ne pouvaient indéfiniment rester lettre morte sans compromettre la réputation de l'institution elle-même.²⁵⁶ Le massacre de Racak fut certainement le détonateur. Dans le choix de la stratégie, des frappes "politiques" pour amener Milosevic à négocier, le précédent bosniaque eut une influence considérable.²⁵⁷ Cette stratégie du moindre risque, minimale, progressive et très peu flexible, fut la seule que le Président américain était prêt à assumer. On sait aujourd'hui qu'elle engendra des désaccords profonds non seulement au sein même de l'administration Clinton et de la hiérarchie militaire américaine mais aussi entre Alliés.²⁵⁸ Alors que la décision fut enfin prise d'envoyer des forces terrestres, Milosevic céda aux exigences de l'OTAN, principalement sous la pression des Russes. La campagne fut donc une victoire, pour autant elle ne fut pas un succès, notamment du point des Européens.

Même si la participation des forces aériennes françaises, néerlandaises, britanniques et allemandes se déroula de manière entièrement satisfaisante sur le plan militaire, la contribution des Européens resta modeste par rapport à l'engagement américain. La prise de conscience de la faiblesse militaire de l'Europe fut partagée par l'ensemble des capitales européennes. Après Cologne où les grandes lignes du projet furent décidées et où J. Solana fut intronisé Monsieur PESC, l'UE décida à Helsinki de se donner les moyens d'une politique commune de sécurité et de défense, en proposant la création d'une force autonome de plus de 60 000 hommes en 2003 pour remplir les tâches définies à Petersberg. Dans son rapport au Conseil, la présidence finlandaise soulignait la nécessaire consultation avec l'OTAN et l'utilisation de ces

²⁵⁶ Comme le résuma Pierre Hassner, "Parmi tous les motifs de l'intervention militaire du 24 mai 1999, le plus puissant et en tout cas le plus immédiat a été celui de sauver la crédibilité des gouvernements occidentaux après des mois et des mois de menaces jamais exécutées.". Hassner Pierre, "De la demi-guerre à la demi-paix", *Le Monde*, 03 avril 2000. Sur le désintérêt du Président, voir le remarquable article de Sciolino Elaine et Ethan Bronner, "How a President, Distracted by Scandal, Entered Balkan War", *New York Times*, April 18 1999. Les auteurs précisent: "The eruption of violence in Kosovo in early 1998 could not have come at a more inopportune moment for the Clinton administration. One of the President's political advisers said in a interview: 'I hardly remember Kosovo in political discussions. It was all impeachment, impeachment, impeachment. There was nothing else". Sur le conflit lui-même, voir entre autres, Judah Tim, *Kosovo War and Revenge*, Yale University Press, 2000, Ignatieff Michael, *Virtual War, Kosovo and Beyond*, Metropolitan Books, 2000.

²⁵⁷ Sur cette question, voir Venesson Pascal, "Bombarder pour Convaincre? Puissance aérienne, rationalité limitée et diplomatie coercitive au Kosovo", *Cultures & Conflits*, Printemps 2000, n°37, pp. 23-59. Sur le précédent bosniaque, Jakobsen Peter V., *Use and Abuse of Military Threats in Bosnia-Herzegovina: Why Compellence and Deterrence Failed*, Department of Political Science, Aarhus University, 1996. Comme l'écrivait Stanley Hoffmann au début des hostilités: "It is a choice between a genuine war for Kosovo's liberation, with high perils and huge costs and a limited air war for punishment that obliges Milosevic and his people to pay a high price for a ghastly *fait accompli* we no longer refuse to accept. It is not an easy choice. In either case, we should cease considering Milosevic as a potential negotiating partner." Hoffmann Stanley, "What is to be done ?", *New York Review of Books*, May 20 1999, Vol. XLVI, n°9, p. 17.

²⁵⁸ Le Général Clark fit les frais de ces tensions. "At each stage of the war, Clark seemed ready for tougher actions, including the deployment of Apache helicopters and preparations for a ground war... on questions on how quickly to escalate the war, ... and when he was ready for a confrontation with Russian troops to preempt them from taking the Pristina airport, a move that General Clark feared could have led to partition of Kosovo". Voir Fitchett Joseph, "Clark Recall 'Lessons' of Kosovo", *International Herald Tribune*, 03 May 2000. Le choix des cibles fut l'objet d'après négociations entre Alliés, principalement entre Français et Américains. Clark confiait à la BBC qu'il était difficile de mener une guerre sous le contrôle permanent d'un militaire français à ses côtés. Interview à la BBC, *Audit of a War*, Printemps 2000 et conversations avec le général Klaus Naumann, Washington, février 2000.

forces uniquement si l'OTAN déclinait toute participation.²⁵⁹ Ce texte marquait la réalisation d'une ambition française mais aussi la victoire du pragmatisme britannique.²⁶⁰ Dans le même temps, l'Union européenne, tout en absorbant la défunte UEO, ouvrait la porte à d'autres candidats, notamment la Turquie dont l'éviction des instances de décision en matière de défense fut très mal ressentie à Ankara.

La réaction américaine fut, à l'origine au moins, positive sur le principe d'une défense européenne plus forte.²⁶¹ Dans ses modalités cependant, l'administration Clinton avait articulé, dès Saint-Malo, ses recommandations sous formes de trois demandes qui s'apparentèrent très vite à des conditions. Celles-ci pouvaient se résumer par les désormais classiques trois "D": découplage, duplication, discrimination. Par découplage, l'administration Clinton entend éviter que le processus de décision de l'Union européenne ne soit séparé de celui de l'OTAN. Derrière ce concept se cache la question de la prééminence de l'Alliance atlantique en matière de sécurité. Le langage adopté lors du Sommet de Washington fut repris en partie du moins Helsinki. La duplication vise non pas les moyens militaires, soutenus et demandés par les Etats-Unis, mais bien la structure de commandement. Dans ce domaine, la France estime qu'il est nécessaire que l'Union européenne se dote de sa propre chaîne de commandement, une position qui n'est pas soutenue, ni par les Britanniques ni par les Allemands. Sous cette formule se dessinent les problèmes liés au commandement des divers zones OTAN. Quant à la discrimination, elle vise les six pays membres de l'OTAN qui ne sont pas membres de l'UE, surtout la Pologne et la Turquie. La position

²⁵⁹ "The development of the common European policy on security and defense will take place without prejudice to the commitments under Article 5 of the Washington Treaty and Article V of the Brussels Treaty, which will be preserved for the member States party to these Treaties... Further steps will be taken to ensure full mutual consultation, cooperation and transparency between the EU and NATO". Présidence de l'Union européenne, Reports to the Helsinki European Council on "Strengthening the Common European Policy on Security and Defence" and on "Military Crisis management of the EU", Helsinki, 10-11 Décembre 1999.

²⁶⁰ Pour le ministre français de la Défense, "If Europe takes on more responsibility by building up its military strength, that will contribute to the long-term equilibrium of the alliance. Now the European Union is stepping up to its responsibilities and over the next few years will become a genuine actor on the scene, one that didn't exist before". Cité par Whitney Craig, "Military Posture of Europe to Turn More Independent", *New York Times*, 15 December 1999. Pour sa part, Tony Blair déclara: "This is a move entirely complementary to NATO. It's not against NATO or a substitute for NATO. We are coming together as sovereign nations on defense; we are not creating a European army". Swardson Anne, "EU to Form European Military Force", *The Washington Post*, December 12, 1999. Quant à Solana, il précisa: "The aim is to contribute more effectively to international peace and security. It is not an ambition to set up a new military alliance in Europe that would compete with or replace NATO. It is a positive effort to play a more committed, responsible role". Solana Javier, "Decisions to Ensure a More Responsible Europe", *International Herald Tribune*, January 10 2000.

²⁶¹ Selon Strobe Talbott, "The European plan represented several steps in the right direction. There should be no confusion about America's position on the need for a stronger Europe. We are not against; we are not ambivalent; we are not anxious; we are for it. We want to see a Europe that can act effectively through the alliance, or if NATO is not engaged, on its own". William Drozdiak, "Europe Force Plan Draws A U.S. Caution on NATO", *The Washington Post*, December 16, 1999. Des observateurs américains notaient: "With the Soviet threat gone, and with the EU's economy roughly equal to America's, Congress is far more likely to support a US presence in Europe if the EU is a full partner... The US launched 80 per cent of the precision-guided munitions and 95 per cent of the cruise missiles used in the Kosovo war because of inadequate and outdated European arsenals. A true European defence force will be limited in size and political weight unless Germany joins the UK and France as an equal partner. Although Germany's willingness to bear security burdens outside its borders is increasing, a full commitment to European defence will require strong leadership by a new generation of German politicians... A stronger Europe and a more balanced Atlantic partnership, far from threatening the western alliance, will ensure its integrity and vitality". Kupchan Charles A. et Robert B. Zoellick, "It can be lonely at the top", *Financial Times*, 13 December 1999. Il est à noter que Robert Zoellick sera le nouveau Secrétaire au Commerce dans l'administration Bush.

américaine dans ce domaine est que tout transfert vers l'Union européenne ne peut exclure de facto ces pays. Parce que ces trois positions furent formulées en termes négatifs, elles donnèrent l'impression que les Etats-Unis étaient en réalité opposés au processus d'autonomisation de la défense européenne. Même si l'attitude de Washington n'est pas toujours sans ambiguïtés, le soutien américain est cependant indéniable, notamment parce que les Etats-Unis voient dans la défense européenne un moyen d'éviter de nouvelles interventions en Europe. A cet égard, la pression du Congrès est bien plus importante que celle du gouvernement. Cela signifie que les Américains sont particulièrement soucieux de voir la rhétorique européenne se transformer en actions concrètes, principalement dans le domaine des dépenses budgétaires. Pour l'ambassadeur américain à l'OTAN, le véritable test de la défense européenne réside dans sa volonté de se donner des moyens militaires adéquats.²⁶² Comme le souligne Fr. Heisbourg, les Américains ne manqueront pas de rappeler aux Européens tout manquement à leurs promesses.²⁶³

Avec un minimum de recul, ce qui a été décidé à Helsinki est en fait la traduction, avec plus de cinquante ans de retard, de ce qui avait été décidé à Washington en 1949. L'engagement originel des Etats-Unis à cette époque était davantage psychologique que militaire, même si la configuration se modifia avec la guerre de Corée. Mais l'intégration des forces européennes, que la France refusa en 1954, faisait incontestablement partie des ambitions premières de Washington, et l'OTAN était le moyen privilégié pour y parvenir.²⁶⁴

Dans le même temps, il faut reconnaître que la position américaine est en pleine évolution. Alors que le secrétaire d'Etat à la Défense W. Cohen émettait des signaux positifs lors du Sommet de Birmingham en octobre 2000, son attitude fut nettement moins constructive lors de la dernière réunion ministérielle début décembre. Les raisons de ce revirement sont à la fois tactiques, -la victoire de G. Bush-, mais aussi plus fondamentales. L'enlisement des négociations entre l'UE et l'OTAN sur les questions sensibles de la planification, du commandement et de la position de la Turquie, témoigne de la difficulté à mettre sur place une structure commune acceptable par tous. Dans le même temps, plus d'un an après Helsinki, les budgets

²⁶² "The litmus test for whether European defense is going to be real is ultimately going to be whether the capabilities are there to back it up. If the Europeans fail to spend sufficient money to reach the Helsinki goals, it will create a major internal crisis for the alliance. It could lead to a two-tier alliance in which the Europeans only focus on low intensity situations such as peacekeeping, while leaving NATO to do the dirty work at the end of the spectrum. That would not be healthy for the trans-Atlantic relationship". Cité par Drozdiak William, "U.S. Seems Increasingly Uncomfortable With EU Defense Plan", *The Washington Post*, 05 March 2000.

²⁶³ "Our American partners will no doubt remind us of each and every unmet expectation and unfulfilled promise, as they will point out in exquisite detail every instance of what they will view as NATO alliance-damaging conduct". Heisbourg François, "European Defence: Making It Work", *Cahiers de Chaillot*, n°42, 2000.

²⁶⁴ Comme le faisait remarquer récemment Stanley Sloan, "The original 1949 trans-Atlantic bargain was based explicitly on the understanding that the Europeans would combine their resources to produce more substantial defense efforts than they could manage independently. The deal was never consummated as originally conceived. Consequently, in the early 1950s, NATO became heavily dependent on U.S. forces deployed in Europe and the U.S. threat to use nuclear weapons should the Soviet Union attack Western Europe. Today, Washington frets about the fact that the European allies finally are returning to the original NATO concept". Sloan Stanley, "Fifty Years Later, Europe Commits To Its Promised Role", *Defense News*, 10 January 2000, p. 15. Sur les origines de l'engagement américain, on consultera entre autres Acheson Dean, *Present at the Creation*, W.W. Norton & Company, 1969; Ireland Timothy, *Creating the Entangling Alliance: The Origins of NATO*, 1987; Smith Joseph, *The Origins of NATO*, University of Exeter Press, 1990 et Haine Jean-Yves, " Why Did NATO Persist After the Cold War? Look Back at Its Creation !", in Schmidt Gustav (Ed.), *NATO, Its first fifty Years*, Macmillan, à paraître printemps 2001.

militaires des Européens, en particulier celui de l'Allemagne, sont toujours aussi désespérément bas. C'est ce dernier point qui inquiète le plus l'administration américaine et qui a sans doute motivé la réaction de W. Cohen, estimant que l'OTAN serait bien une "relique" du passé, si au lieu des forces promises, seul un nouvel état-major indépendant de l'Alliance voyait le jour, une allusion à peine voilée aux projets français.²⁶⁵ En réalité, chaque pays européen fut critiqué pour son manque d'empressement à traduire leur nouvelle volonté politique en actes concrets.²⁶⁶ Ce changement d'attitude laisse cependant présager des relations beaucoup plus conflictuelles entre Européens et Américains. La nouvelle administration Bush a en effet multiplié les signes de durcissement vis-à-vis des projets européens, dans la droite ligne la précédente administration... Bush. La campagne électorale fut l'occasion des habituelles surenchères sur le déclin de l'armée américaine, sur les trop nombreuses interventions humanitaires et sur les persistants déséquilibres transatlantiques.²⁶⁷ Sans même mentionner l'épineux dossier NMD, la nouvelle administration ne cultivera pas les mêmes dispositions vis-à-vis de l'Europe que celle du Président Clinton.

Les relations transatlantiques restent donc le cadre omniprésent d'une identité de défense européenne. Aux trois "D" de M. Albright, le secrétaire général G. Robertson avait en effet répondu par les trois "I": unité de l'Alliance, amélioration, des capacités militaires et implication de tous les partenaires potentiels.²⁶⁸ C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la décision, demandée par la France mais soutenue par le secrétaire général de l'OTAN, d'utiliser une partie de l'état-major au Kosovo. Cet engagement, qui n'était pas tout à fait inédit en soi, -une partie des effectifs avait déjà

²⁶⁵ A Birmingham, M. Cohen avait souligné que "It is right and natural that an increasingly integrated Europe seeks to develop its own Security and Defense Policy with a military capability to back it up. Let me be clear on America's position: we agree with this goal, not grudgingly, not with resignation, but with wholehearted conviction". Cohen William, "Meeting the Challenges To Transatlantic Security in the 21st Century: A Way Ahead for NATO and the EU", Remarks at the Informal Defense Ministerial Meeting, Birmingham, 10 October 2000. En décembre, le ton était radicalement différent: "Nato would become a relic of the past unless the European Union's plans for an autonomous military capability were closely linked with the 19-member transatlantic alliance. Mr Cohen expressed frustration at the slow pace of progress in beefing up Europe's military strength, and said the EU must not create assets which duplicated those of Nato, particularly in the area of defence planning. His comments on EU/Nato links and military planning were seen as being mainly aimed at France". Cité par Nicoll Alexander, "US warns EU on military plans", *Financial Times*, December 5 2000.

²⁶⁶ "Mr. Cohen implicitly had harsh words for other allies, according to NATO officials. In U.S. eyes, Germany continues spending much too little on defense. Britain is blamed for endangering NATO's role for the sake of a British voice in the EU and France is suspected of trying to create a European force in order to weaken U.S. prestige in Europe. Some NATO diplomats said that his reproaches probably foreshadowed a tougher, more demanding line likely to emerge in Washington if there is a Bush administration". Voir Fitchett Joseph, "U.S. 'Wake-Up' Call on Defense Puts Strain on EU", *International Herald Tribune*, 07 December 2000. Pour W. Pfaff, les raisons du changement sont essentiellement politiques: " Mr. Cohen seems to be repositioning himself because he expects George W. Bush in the White House". Pfaff William, "NATO: Obfuscation in Washington and Hypocrisy in Europe", *International Herald Tribune*, December 12, 2000.

²⁶⁷ Condoleeza Rice, aujourd'hui à la tête du NSC, avait exprimé ce sentiment en précisant que les soldats de la 82^{ème} Airborne avaient d'autres choses à faire que d'aider les enfants au Kosovo à traverser la rue. Reprenant une déclaration parue dans le *Sunday Times*, *Le Monde* souligne que "John Bolton, un des conseillers du président George Bush, qui pourrait devenir l'un des adjoints de Colin Powell au département d'Etat, dénonce l'idée française selon laquelle cette force pourrait s'appuyer sur une planification, stratégique et opérationnelle, purement européenne. Sacrilège, trahison, dit M. Bolton, qui voit dans le projet 'une épée plantée au cœur de l'OTAN'", un coup fatal porté à l'Alliance.". Editorial, " M. Bush et l'Europe", *Le Monde*, 18 décembre 2000.

²⁶⁸ En anglais, "indivisibility of the Alliance, improvement of European capabilities and inclusiveness of all partners". Robertson G., " ESDI and NATO", *NATO Review*, May 2000.

servi dans le cadre de la SFOR en Bosnie-, constituait cependant un signe politique fort visant à la fois à démontrer que les Européens pouvaient agir ensemble sur le terrain et à rassurer les Etats-Unis sur leur capacité opérationnelle. Cela signifiait que l'Eurocorps, structuré autour de la défense territoriale avec ses divisions blindées, devait assumer des tâches radicalement différentes puisqu'il s'agissait de commander des troupes de plus de trente nationalités différentes dans des missions de maintien de la paix. Ce commandement constituait donc une transition sur la voie de la constitution d'une force de réaction rapide européenne, à l'image de la force de réaction rapide de l'OTAN sous commandement britannique. Cette décision politique constituait par ailleurs un test important de la coopération militaire franco-allemande, presque 10 ans après l'initiative de La Rochelle. Les responsables militaires de l'Eurocorps auraient d'ailleurs préféré se voir accorder un délai supplémentaire avant de prendre le commandement de la KFOR.²⁶⁹ L'engagement du corps européen poursuivait en outre un indéniable objectif de relations publiques, non seulement à l'adresse de Washington, mais aussi et peut-être surtout pour les Européens eux-mêmes. Conscients de la nécessité d'augmenter les budgets militaires, les responsables de la défense ont voulu démontré au public que l'Europe avait retenu les leçons du Kosovo et que l'UE n'était pas seulement une affaire commerciale et monétaire.

Cette décision témoigne aussi des progrès réalisés. Impensable il y a quelques années, l'utilisation de l'Eurocorps, même dans des conditions qui relèvent davantage de la tutelle que de l'autonomie tant l'encadrement otanien fut prédominant, démontre que la légitimité même de cette institution n'était désormais plus contestée. Par rapport à la première moitié des années 1990, il y avait là un important progrès. Du côté allemand, on se réjouissait de voir des officiers français travailler sous l'égide de l'OTAN. L'emploi des officiers de l'état-major pour assurer le commandement de la mission au Kosovo sous encadrement OTAN constituait un premier pas vers une modernisation et une plus grande intégration du corps. Sous commandement SACEUR, il témoignait aussi de la plus grande ouverture française à l'égard de la structure militaire intégrée, une intégration qui était beaucoup plus naturelle pour les officiers allemands.²⁷⁰ Pour la Grande-Bretagne, le soutien témoignait de la nouvelle position de Londres vis-à-vis de l'Europe. Son ministre de la défense, Geoff Hoon, estimait qu'il était important que l'Eurocorps démontrât sa capacité de commandement pour ce type d'opérations. Outre le rapprochement avec l'Europe, le raisonnement des Britanniques visait par ailleurs à pousser la France davantage au sein de l'Alliance. Plus les militaires français se familiarisaient avec les méthodes de travail utilisées au sein de l'Alliance, plus grande devenait la probabilité de voir un jour Paris rejoindre le commandement intégré. L'Eurocorps offrait le cadre idéal pour cet objectif, puisqu'à terme selon les Britanniques, il pourrait constituer une seconde force de réaction rapide au sein de

²⁶⁹ Interview de militaires allemands à l'OTAN, septembre 2000.

²⁷⁰ Pour le Général Wirth, adjoint du Général Ortuno, commandant le corps européen, "Les Allemands, les procédures OTAN, ils sont nés dedans quand ils étaient petits. Il est certain que nous avons une culture militaire plus proche de celle des Britanniques que des Allemands". Interview à Strasbourg, février 2000.

l'OTAN, dont le commandement serait français.²⁷¹

La mise en œuvre pratique de cette décision traduisait cette prédominance, sinon cette tutelle, de l'Alliance atlantique. Les 350 officiers du corps européen, dont la totalité de l'état-major de Strasbourg, ont en fait travaillé sous l'encadrement étroit de la structure de l'OTAN en place au Kosovo dont le quartier général à Pristina comptait plus de 1200 officiers. En clair, même si le commandement était attribué au chef d'état-major de l'Eurocorps, le général Ortuño, un quart de l'effectif du quartier général de la KFOR était en fait remplacé progressivement par des officiers du corps européen. Les procédures étaient celles de l'OTAN, ainsi que la langue de travail. Pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur le commandement effectif de l'opération, le Général Klaus Reinhardt, lors de la cérémonie de transfert du commandement, précisa bien que la seule autorité compétente demeurait le SACEUR, et que l'Eurocorps y serait tout autant subordonné que le LANDCENT.²⁷² D'une certaine manière, l'Eurocorps, le symbole de la coopération militaire franco-allemande, devenait l'instrument de la nouvelle contribution européenne à l'OTAN. Selon Washington, cette prise de commandement devait permettre aux officiers français de se familiariser davantage avec les procédures OTAN, et comme il n'était pas question que l'Alliance risque sa crédibilité, les militaires américains ont donc pris un soin particulier pour encadrer les officiers du corps européen.²⁷³ Comme le résumait un officiel à Washington, l'Eurocorps, donc la France, intégrait l'OTAN. C'est dire si la décision était hautement symbolique.²⁷⁴

La prise de commandement a débuté le 18 avril 2000 et s'est arrêté six mois plus tard pour faire place au LANDSOUTHEAST, basé à Ismir, un roulement qui d'une certaine manière vient compenser l'exclusion de la Turquie induite par le transfert de compétence de l'UEO à l'UE. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions sur cette expérience sur le plan militaire mais aussi sur le plan politique. Officiellement, le déroulement des opérations s'est déroulé sans encombres. Officieusement, l'expérience pour l'Eurocorps fut salubre parce qu'elle démontra les insuffisances logistiques et opérationnelles du Corps européen dont la vocation terrestre a montré ses limites,

²⁷¹ "London also sees the Eurocorps as a possible way to fulfill NATO's goal for fielding a second rapid-reaction force of its own. NATO currently has only one such force, the Allied Command Europe Rapid Reaction Corps based in Rheindahlen, Germany, and currently deployed in Kosovo. British diplomats said in February that they might agree to Eurocorps as a second NATO rapid-reaction unit. But a French NATO official said this is not being considered by Paris because all attention is focused on filling out Eurocorps' 300-member, Strasbourg-based headquarters for the Kosovo mission. Another French official noted, however, that turning Eurocorps into a NATO rapid-reaction force is 'one of a number of suggestions on the table, but for now nothing is being decided'. Hill Luke, "Nato Considering Second Rapid-reaction Force", *Defense News*, 24 April 2000, p. 22. Pour sa part le ministre allemand de la Défense, R. Scharping estimait que "The headquarters of the Eurocorps is uniquely suitable as a force headquarters for an EU-led predominantly land force crisis management operation. However, since we have just one such European corps at the moment, we ought to establish a second European headquarters at corps-level, available as a force headquarters both for NATO and EU-led crisis response operations". Discours de R. Scharping, le 05 février 2000 à la XXXVI^{ème} International Security Policy Conference, Munich.

²⁷² "I only have one boss, and that is the Supreme Allied Commander Europe (SACEUR), and General Ortuño will also have the same boss. There should be no difference and there will be no difference. Nothing has changed in the chain of command". Le général Reinhardt avait assumé le précédent commandement confié au Landcent. KFOR Online, *News Report*, 19 April 2000, http://www.kforonline.com/news/reports/nr_18apr00b.htm.

²⁷³ Discussion avec des responsables américains au Pentagone février 2000 et interview à la délégation américaine de l'OTAN, octobre 2000.

²⁷⁴ Selon un responsable à Washington, "In that sense, this is the Eurocorps, including France, integrating NATO". Pour Paris, au contraire, cette décision marquait "the evolution toward greater recognition that Europe is becoming a partner to the United States and not just a cast of supporting characters". Les deux commentaires sont rapportés par Fitchett Joseph, "Eurocorps to Command Peacekeepers in Kosovo", *International Herald Tribune*, 29 January 2000.

notamment sur le plan des C4.²⁷⁵ Sur le plan politique, on peut déjà estimer que l'implication, même symbolique, n'a pas porté tous les fruits escomptés. L'un des objectifs principaux, le rapprochement de la France et de l'OTAN, ne fut pas entièrement rempli. A Nice, le Président Chirac réaffirma l'indépendance de la défense européenne vis-à-vis de l'OTAN, plus pour la forme que pour le fond, le dossier défense fut en effet bouclé en quelques minutes sans réelles difficultés.

²⁷⁵ Les communications, qui furent prises en charge par les Français, furent assumées de manière satisfaisantes, c'est davantage sur le plan du renseignement et de la coopération interarmes que les difficultés furent plus nombreuses. Certains n'ont pas caché que la prestation du général Ortuño aurait pu être meilleure. Discussion responsables militaires à l'OTAN, Décembre 2000.

Conclusion

Au terme de cette étude, il ne peut y avoir que des conclusions temporaires. Un constat s'impose cependant: en matière de défense, l'Europe avance progressivement mais lentement. Ceci ne doit pas nous étonner. Dans ce domaine, plus qu'ailleurs, les enjeux touchent le cœur des identités nationales. Les héritages historiques sont les éléments les plus déterminants de ces facteurs identitaires, l'inertie y est donc particulièrement forte. Avec un peu de recul, il est surprenant de voir à quel point ces identités nationales n'ont guère évolué malgré la chute du Mur de Berlin. Dans leurs grandes lignes, les politiques de défense des trois grands acteurs européens n'ont pas sensiblement changé, même si la convergence est plus nette aujourd'hui qu'elle ne l'était au début de la décennie. Les évolutions s'effectuent donc à la marge, et ne se produisent le plus souvent que sous l'impulsion de chocs extérieurs, comme la réunification allemande ou la Bosnie. L'Eurocorps témoigne de cette lente mutation. Il aura fallu près de dix ans pour que le symbole du couple franco-allemand reçoive son premier mandat opérationnel, dans des conditions qui relèvent davantage de la tutelle que de l'autonomie. Certes depuis 1991, les perceptions ont évolué, en particulier aux Etats-Unis et la légitimité du corps européen s'est accrue. Mais elle demeure encore hypothéquée à la fois par la position spéciale que la France réclame vis-à-vis de l'Alliance atlantique mais aussi par la faiblesse des moyens militaires européens. Le budget total de la défense européenne n'atteint en effet que 160 milliards de dollars alors que celui des Etats-Unis avoisine le double. Surtout, l'Europe manque cruellement de moyens de projection de forces et d'équipements modernes de détection et de protection. Sans entrer dans les détails de ces insuffisances militaires, il est bon de rappeler ce qu'implique les objectifs d'Helsinki sur le plan des moyens opérationnels. Etre capable de déployer 50 000 hommes pendant un an, signifie une force de 12 à 15 brigades. Pour en assurer le roulement effectif sur un an, une force trois fois plus nombreuses soit 45 brigades est requise, sans parler des moyens de la projeter sur un théâtre d'opération, qui auparavant doit être reconnu et sécurisé, ce qui implique à son tour une capacité aérienne de combat et de reconnaissance, et toutes les composantes du C4. Des choix devront donc être tranchés, mais dans ce domaine, la projection de force est une absolue priorité.²⁷⁶

Pour autant, les enjeux classiques de la puissance, contrairement aux théories réalistes, ne sont sans doute pas les plus déterminants dans l'analyse des questions de défense en Europe. Certes, ils ne sont pas négligeables mais ils n'offrent qu'une lecture très partielle de la réalité. Le quotidien de la défense européenne est une affaire de statut, de souveraineté, de prérogatives et de prestige. Les symboles sont, dans le

²⁷⁶ Pour le général Klaus Naumann, une force de réaction rapide européenne capable de remplir les missions Petersberg, ne nécessite pas de lourds investissements dans la reconnaissance satellite. "The mission spectrum for the Petersberg missions does not really require satellite imagery of military quality. Most, if not all, demands could be met in other ways: either by commercial satellites which are presently at one meter resolution capability and incredibly cheap or, alternatively, the US could be asked to provide the imagery under the terms of NATO/WEU arrangements". Naumann Klaus, "Implementing the European Security and Defense Policy: A Practical Vision for Europe", *The Atlantic Council of the United States Bulletin*, August 2000, Vol. XI, n°3, p. 5. Sur les dépenses budgétaires et ses implications dans la structure des forces, voir par ex. Edwards Mickey, Stephen J. Solarz et alii., *Financing America's Leadership*, Brookings Institution, 1997.

domaine militaire plus qu'ailleurs, déterminants, et il n'est guère surprenant de voir la forme l'emporter le plus souvent sur le fond. Parce qu'il est difficile de s'affranchir des héritages du passé, les évolutions sont lentes, parce que les intérêts sont au cœur de la souveraineté, les marges de manœuvres sont étroites. L'Eurocorps est l'exemple idoine de cette prépondérance des symboles dans les politiques de défense. Conçu à l'origine comme un gage concédé par l'Allemagne à la France et comme une manifestation de la réconciliation franco-allemande, revendiqué comme un exemple d'intégration européenne par Paris, mais perçu comme un moyen de réintégration de la France dans l'OTAN par Bonn, cet outil militaire, dont la capacité opérationnelle reste modeste, symbolisa tant les frustrations des uns et que les ambitions des autres. Au cœur des enjeux politiques, il relevait davantage du discours diplomatique et politique que des problèmes d'organisation militaire. Dès sa formation, l'Eurocorps fut assimilé aux yeux du public, en particulier chez les Français, à un embryon d'armée européenne. Cette image, à la fois séduisante pour les partisans de l'intégration européenne et effrayante pour ses opposants, est fondamentalement erronée. Il n'y a pas, et il n'y aura pas, du moins à moyen terme, une armée européenne.²⁷⁷ Le terme diplomatique utilisé, l'identité européenne de sécurité et de défense, ne peut se comprendre que par référence au cadre atlantique. Toute la difficulté consiste à renforcer la présence européenne sans compromettre la solidité et l'efficacité de l'Alliance. Il s'agit en réalité du sempiternel problème du partage du fardeau, renouvelé certes puisque la France y participe, ... sans réellement en faire partie. La disparition de l'UEO au profit de l'UE simplifie le paysage institutionnel mais ne change pas fondamentalement cette donnée fondamentale. Parce que l'identité de la France est au cœur du problème, -son statut atlantique particulier est le symbole de son indépendance-, les adaptations sont difficiles. Parallèlement, Paris ne peut baser sa politique européenne sur son indépendance sans susciter en Europe des interrogations sur sa réelle volonté d'intégration, notamment vis-à-vis de son partenaire le plus important, l'Allemagne. Pour Berlin, il s'agit tout autant d'une question identitaire, dont les éléments centraux et conjoints sont la légitimité atlantique et l'intégration européenne. Il ne saurait être question de poursuivre la seconde au détriment de la première. Pour Londres, en pointe sur le plan de l'organisation militaire, vu sa position marginale en Europe mais centrale au sein de l'Alliance, le vocable même d'armée européenne suscite immédiatement le spectre d'une Europe fédérale où la bureaucratie de Bruxelles viendrait supplanter la démocratie de Westminster. Sans la prise en compte de ces identités nationales, on ne peut *réalistement* analyser la défense en Europe.

C'est dire si Helsinki peut être perçu autant comme un point d'aboutissement qu'un processus de départ. Dans la seconde hypothèse, le chemin à parcourir est encore long pour parvenir à l'autonomie européenne. Outre les considérables réformes des structures militaires et les inévitables augmentations des budgets de la défense en Europe, d'importants aménagements institutionnels devront être engagés. Il serait d'abord logique que les Ministres de la Défense se réunissent en Conseil à intervalles réguliers afin de coordonner les politiques de défense et la nécessaire division du travail si les Européens veulent bâtir une force européenne de réaction rapide. Sans politique commune de la défense, notamment en matière de recherches et développements et d'obtentions des marchés, les actuelles duplications coûteuses se

²⁷⁷ Ceci est une évidence politique clairement énoncée à Helsinki. L'expérience de la CED, même en pleine guerre froide, a servi de leçon. C'est aussi une nécessité militaire.

poursuivront.²⁷⁸ Par ailleurs, ce conseil des Ministres de la Défense devraient se réunir avec les Ministres des affaires étrangères. L'équivalent du COREPER devra être mis sur pied pour les affaires extérieures de manière à ce que Mr. PESC puisse représenter l'Union Européenne et parler avec une autorité qu'il n'a pas encore. Un état-major européen, à l'image de la cellule stratégique de la défunte UEO, devra assurer l'expertise technique nécessaire à la prise de décision. Il n'est ni raisonnable ni opportun de vouloir dupliquer le travail du SHAPE à Mons, au contraire il s'agit de relayer les informations vers les responsables politiques européens. Enfin, la Turquie devrait obtenir un statut privilégié au sein du Conseil européen de la Défense.

Les tâches qui attendent l'Europe sont donc nombreuses et difficiles. Si les chocs de la Bosnie et du Kosovo ont encouragé les responsables européens à prendre conscience de leurs responsabilités en politique étrangère, les évolutions restent pourtant modestes par rapport à l'ampleur des réformes à accomplir face aux exigences contemporaines de la sécurité. A l'heure actuelle, l'Europe reste incapable de mener une opération de rétablissement et de maintien de la paix sur le théâtre européen de manière autonome. Le véritable objectif de l'IESD est donc la création d'une force de réaction rapide européenne, objectif modeste en réalité puisqu'il s'agit essentiellement de mettre sur pied un corps de réaction rapide au sein de l'OTAN, mais exercice périlleux sur le plan politique.²⁷⁹ La nouvelle administration Bush n'affichera sans doute pas la même ouverture et la même tolérance que l'administration Clinton. Après les déclarations de C. Rice laissant présager une sélectivité plus accrue et des modalités plus restrictives de l'action militaire extérieure des Etats-Unis, la majorité des capitales européennes ont déjà exprimé leurs inquiétudes. Par rapport au projet NMD, sans doute techniquement prématuré, mais politiquement inévitable car populaire, les diplomates européens ne cachent pas leur nervosité. Sans préjuger des initiatives que prendra effectivement la Maison-Blanche dans ces domaines, les probables tensions transatlantiques pourraient s'avérer salutaires. Sans la souhaiter, la disparité des moyens et des objectifs diplomatiques au sein de l'Alliance risque de provoquer à terme le choc nécessaire à l'émergence d'une défense européenne digne de ce nom.²⁸⁰ Mais les identités des acteurs en présence sont telles que, dans ce domaine, la politique des inévitables incréments et des petits pas symboliques supplantera sans doute les remises en question brutales et douloureuses.

²⁷⁸ L'Europe produit trois avions de chasse différents: le Grippen suédois, le rafale français et l'Eurofighter. Les Etats-Unis ne produisent que le F-22 de Lockheed/Boeing. Certains ont proposé l'adoption de critères de convergences à l'image de ce qui a été fait pour l'Euro pour accroître les investissements en recherche et développement et des niveaux planchers à ne pas dépasser pour les budgets militaires.

²⁷⁹ Le secrétaire général de l'OTAN rappelait la nature véritable de l'enjeu en ces termes: "It is pointless having a great new fancy institutions in Europe to try to get the Europeans to do more of their defence if we do not have the proper capabilities. What we have got are two millions troops in uniform in Europe, but we were struggling to get 40 000 to go as a peace-keeping force into Europe, so we have at the present moment a paper tiger in European military terms and we have to turn that into real forces on the ground where the crises happen". Robertson George, "Euro Armies Are 'Paper Tigers'", *Defence News*, 03 December 1999.

²⁸⁰ Il y a plus d'un quart de siècle, Raymond Aron, dans un autre contexte, confiait son sentiment sur cette faiblesse européenne: "Ce qui est déraisonnable et, à la longue inadmissible, c'est que deux cent cinquante millions d'Européens... s'avouent incapables de se défendre eux-mêmes et, à la manière d'enfants effarouchés, se précipitent vers l'Oncle Sam... Il m'arrive même de penser que les diplomates américains, en suivant les conseils des néo-isolationnistes, rendraient peut-être le même service à l'Europe politique qu'ils ont rendu à l'Europe économique, il y a un quart de siècle". Aron Raymond, *République Impériale, les Etats-Unis dans le monde 1945-1972*, Calmann-Lévy, 1973, p. 321.

Bibliographie

Pour plus de clarté, seuls les ouvrages et les articles les plus importants sont ici repris. Les ouvrages et les articles qui relèvent de la théorie des relations internationales des autres études sont distingués afin de retrouver plus rapidement les références nécessaires.

1. Ouvrages et articles théoriques.

Adler Emmanuel et Michael Barnett (Eds.), *Security Communities*, Cambridge University Press, 1998.

Adler Emmanuel, "Seizing the middle ground: constructivism in world politics", *European Journal of International Relations*, September 1997, Vol. 3, n°3, pp. 319-363.

Adler Emmanuel, "The Emergence of Cooperation: National Epistemic Communities and the International Evolution of the Idea of Nuclear Arms Control", *International Organization*, 1992, Vol. 46, pp. 101-146.

Aron Raymond, "Qu'est ce qu'une théorie des relations internationales ?", *Revue française de Science Politique*, 1967, Vol. 17, n°5, reproduit dans Aron Raymond, *Etudes politiques*, Gallimard, 1972.

Aron Raymond, *Leçons sur l'histoire*, Editions de Fallois, 1989.

Aron Raymond, *Paix et Guerres entre les Nations*, Calmann-Lévy, 1984.

Axelrod Robert, *The Evolution of Cooperation*, Basic Books, 1984.

Baldwin David A., *Neorealism and Neoliberalism: The Contemporary Debate*, Columbia University Press, 1993.

Baylis John, *The Diplomacy of Pragmatism, Britain and the Formation of NATO, 1942-1949*, Macmillan, 1993.

Berger Peter L. et Thomas Luckmann, *The Social Construction of Reality, a Treatise in the sociology of knowledge*, Anchor Books, 1967.

Berger Thomas U., "Norms, Identity and National Security in Germany and Japan", in Katzenstein Peter J., *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, Columbia University Press, 1996, pp. 317-356.

Biersteker Thomas J. "Critical Reflections on Post-Positivism in International Relations", *International Studies Quarterly*, September 1989, Vol. 33, n°3, pp. 255-272.

Bloom William, *Personal Identity, National Identity and International Relations*, Cambridge University Press, 1990.

Brodbeck May (Ed.), *Readings in the Philosophy of the Social Science*, Macmillan, 1968.

Brooks Stephen, "Dueling Realisms", *International Organization*, Summer 1997, Vol. 51, n°3, p. 445-477.

Bull Hedley, *The Anarchical Society, A Study of Order in World Politics*, Columbia University Press, 1995.

Buzan Barry, *An Introduction to Strategic Studies: Military Technology and International Relations*, St Martin's Press, 1987.

Buzan Barry, Charles Jones et Richard Little, *The Logic of Anarchy: Neorealism to Structural Realism*, Columbia University Press, 1993.

Campbell David, *Writing Security, United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, University of Minnesota Press, 1992.

Carlsnaes Walter, "The Agency-Structure Problem in Foreign Policy Analysis", *International Studies Quarterly*, September 1992, Vol. 36, n°3, pp. 245-270.

Christensen Thomas J., et Snyder J., "Chain Gangs and Passed Bucks: Predicting Alliance Patterns in Multipolarity", *International Organization*, Spring 1990, Vol. 44, n°2, pp. 137-168.

Cohen Raymond, *The Rules of the Game*, Longman, 1981.

Dalby Simon, "Geopolitical Discourse: The Soviet Union as Other", *Alternatives*, October 1988, Vol. 13, n°4, pp. 415-442.

Desh Michael C., "Culture Clash: Assessing the Importance of Ideas in Security Studies", *International Security*, Summer 1998, Vol. 23, n°1, pp. 141-170.

Dessler David, "What is at state in the agent-structure debate ?", *International Organization*, Summer 1989, Vol. 43, n°3, pp. 441-473.

Deudney Daniel et Ikenberry John G., *Structural Liberalism: the nature and Sources of Postwar Western Political Order*, Browne Center for International Politics Working Paper, Mai 1996, 32p.

Deutsch Karl et alii, *Political Community and the North Atlantic area: International Organization in the light of Historical Experience*, Princeton University Press, 1957.

Deutsch Karl, "Political Community at the International Level: Problems of Definition and Measurement", September 1953, *Foreign Policy Analysis Series*, Princeton University, n°2, pp. 1-25

Deutsch Karl, France, *Germany and the Western Alliance: a study of elite attitudes in European integration and World Politics*, Scribner, 1967.

Doyle Michael W., "Thucydidean Realism", *Review of International Studies*, July 1990, Vol. 16, n°3, pp. 223-237.

Doyle Michael, "Kant, Liberal Legacies and Foreign Affairs", Parties I et II, *Philosophy and Public Affairs*, Summer et Fall 1983, Vol. 12, n°3 et 4, pp. 205-254 et 323-353.

Doyle Michael, *Ways of War and Peace, Realism, Liberalism and Socialism*, W.W. Norton & Company, 1997.

Eichenberg Richard C., *Public Opinion and National Security in Western Europe*, Cornell University Press, 1989.

Elman Miriam F., "The Foreign Policies of Small States: Challenging Neo-realism in Its own Backyard", *British Journal of International Relations*, April 1995, Vol. 25, n°2, pp. 171-217.

Forde Steven, "International Realism and the Science of Politics: Thucydides, Machiavelli and Neorealism", *International Studies Quarterly*, June 1995, Vol. 39, n°2, pp. 141-160

Glaser Charles L., "Realists as Optimists: Cooperation as Self-Help", *International Security*, Winter 1994-95, Vol. 19, n°3, pp. 50-90.

Gray Colin S., "New Directions for Strategic Studies ? How Can Theory Help Practice?", *Security Studies*, 1992, Vol. 1, n°4, pp. 610-635

Grieco Joseph M., "Anarchy and the Limits of Cooperation: A Realist Critique of the Newest Liberal Institutionalism", *International Organization*, Summer 1988, Vol. 42, n°3, pp. 485-507.

Grieco Joseph, "State Interests and Institutional Rule Trajectories: A Neorealist Interpretation of the Maastricht Treaty and European Economic and Monetary Union", *Security Studies*, Spring 1996, Vol. 5, n°3, pp. 261-305.

Haas Ernst B., "Collective Learning : Some Theoretical Speculations", in Breslauer George W. et Philip Tetlock, *Learning in US and Soviet Foreign Policy*, Westview Press, 1991.

Haas Ernst B., "The Balance of Power: Prescription, Concept or Propaganda ?", *World Politics*, July 1953, Vol. V, n°4, pp. 442-477

Haas Ernst B., *The Uniting of Europe*, Stanford University Press, 1958.

Haas Peter M., "Knowledge, Power and International Policy Coordination", *International Organization*, Winter 1992, Vol. 46, n°2, pp. 1-35.

Habermas Jürgen, *The Past as Future*, University of Nebraska Press, 1994.

Haftendorn Helga, "The Security Puzzle: Theory-Building and Discipline-Building in International Security", *International Studies Quarterly*, 1991, Vol. 35, n°2, pp. 3-37.

Haine Jean-Yves, "Kennedy, Kroutchev et les missiles de Cuba: choix rationnel et responsabilité individuelle", *Cultures & Conflits*, Hiver 1999, n°36, pp. 79-150.

Hall Peter A. et Rosemarie Taylor, "Political Science and the Three New Institutionalisms", *Political Studies*, December 1996, Vol. XLIV, n°5, pp. 936-957.

Hampton Mary N., "NATO at the Creation: US Foreign Policy, West Germany and the Wilsonian Impulse", *Security Studies*, Spring 1995, Vol. 4, n°3, pp. 610-656.

Hanns W. Maull, "Germany and Japan: the new Civilian Powers", *Foreign Affairs*, Winter 1990/91, Vol. 69, n°5, pp. 91-106.

Hirschman Albert, *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Harvard University Press, 1970.

Hoffman Mark, "Critical Theory and the inter-paradigm debate", *Millenium*, Summer 1987, Vol. 16, n°2, pp. 231-249.

Hoffmann Stanley, "An American Social Science: International Relations", *Daedalus*, Summer 1977, Vol. 106, n°3, reproduit dans Der Derian James, *International Theory: Critical Investigations*, Macmillan, 1995.

Hoffmann Stanley, *Janus and Minerva, Essays in the Theory and Practice of International Relations*, Westview Press, 1987.

Hoffmann Stanley, *The European Sisyphus, Essays on Europe, 1964-1994*, Westview Press, 1995, pp. 281-300.

Hoffmann Stanley, *Gulliver's Troubles or the Setting of American Foreign Policy*, McGraw-Hill, 1968.

Hollis Martin et Steve Smith, "Two stories about structure and agency", *Review of International Studies*, July 1994, Vol. 20, n°3, pp. 241-276.

Hollis Martin et Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations*, Clarendon Press, 1991.

Huntington Samuel, "The West: Unique, not Universal", *Foreign Affairs*, December 1996, Vol. 75, n°6, pp. 28-46.

Huysmans Jef, "Security ! What Do You Mean ? From Concept to Thick Signifier", *European Journal of International Relations*, June 1998, Vol. 4, n°2, pp. 226-255.

Ikenberry John G. and Charles A. Kupchan, "Socialization and hegemonic power", *International Organization*, Summer 1990, Vol. 44, n°3, pp. 283-315.

Ikenberry John G., "Constitutional Politics in International Relations", *European Journal of International Relations*, June 1998, Vol. 4, n°2, pp. 147-177.

Inis Claude L., "The Balance of Power Revisited", *Review of International Studies*, April 1989, Vol. 15, n°2, pp. 77-85.

Jervis Robert, "Hans Morgenthau, Realism and the Scientific Study of International Politics", *Social Research*, Winter 1994, Vol. 61, n°4, p. 853-875.

Jervis Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton University Press, 1976.

Jervis Robert, *System Effects: Complexity in Political and Social Life*, Princeton University Press, 1997.

Joffe Joseph, "After Bipolarity: Germany and European security", *Adelphi Papers*, IISS, February 1994, n°285.

Joffe Joseph, "Bismarck or Britain ? Toward an American Grand Strategy after Bipolarity", *International Security*, Spring 1995, Vol. 19, n°4, pp. 94-117.

Joffe Joseph, "How America Does It", *Foreign Affairs*, September/October 1997, Vol. 76, n°5, pp. 13-27.

Kahler Miles, "Inventing International Relations: International Theory After 1945", in Doyle Michael et John G. Ikenberry, *New Thinking in International Relations Theory*, Westview Press, 1997, pp. 20-53.

Kahler Miles, "Rationality in International Relations", *International Organization*, Autumn 1998, Vol. 52, n°4, pp. 919-941.

Kegley Charles W. "The New Containment Myth: Realism and the Anomaly of European Integration", *Ethics and International Affairs*, Vol. 5, 1991, pp. 99-114.

Keohane Robert O. (Ed.), *Neorealism and its critics*, Columbia University Press, 1986.

Keohane Robert O. et Lisa L. Martin, "The Promise of Institutional Theory", *International Security*, Summer 1995, Vol. 20, n°1, p. 43.

Keohane Robert O. et Stanley Hoffmann, *The New European Community, Decision-Making and Institutional Change*, Westview Press, 1991.

Keohane Robert O., "Lilliputians' Dilemmas: Small States in International Politics", *International Organization*, Spring 1969, Vol. 23, n°2, pp. 291-311.

Keohane Robert O., *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton University Press, 1984.

Keohane Robert O., "Reciprocity in International Relations", *International Organization*, Winter 1986, Vol. 40, n°1, pp. 1-27.

Khong Yuen Foong, *Analogies at War, Korea, Munich, Dien Bien Phu and the Vietnam Decisions of 1965*, Princeton University Press, 1992.

Kier Elizabeth, *Imagining War, French and British Military Doctrine Between the Wars*, Princeton University Press, 1997.

King Gary, Robert O. Keohane et Sydney Verba, *Designing Social Inquiry, Scientific Inference in Qualitative Research*, Princeton University Press, 1994.

Krasner Stephen D., *International Regimes*, Cornell University Press, 1983.

Kratochwill Friedrich, "Errors have their advantage", *International Organization*, Spring 1984, Vol. 38, n°2, pp. 307-320.

Krause Keith et Michael C. Williams (Eds.), *Critical Security Studies*, University of Minnesota Press, 1997.

Kupchan Charles A. et Kupchan Clifford A., "Concert, Collective Security, and the Future of Europe", *International Security*, Summer 1991, Vol. 16, n°1, pp. 114-161.

Kupchan Charles, "After Pax American, Benign Power, Regional Integration and the Sources of a Stable Multipolarity", *International Security*, Fall 1998, Vol. 23, n°2, pp. 40-79.

Labs Eric J., "Do Weak States Bandwagon ?", *Security Studies*, Spring 1992, Vol. 1, n°3, pp. 383-416.

Lapid Yosef et Friedrich Kratochwil (Eds.), *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, Lynne Rienner, 1996.

Lapid Yosef, "The third Debate: On the Prospects of International Theory in a Post-Positivist Era", *International Studies Quarterly*, September 1989, Vol. 33, n°3, pp. 235-254.

Layne Christopher, "From Preponderance to Offshore Balancing: America's Future Grand Strategy", *International Security*, Summer 1997, Vol. 22, n°4, pp. 86-124.

Layne Christopher, "The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise", *International Security*, Spring 1993, Vol. 17, n°4, pp. 5-51.

Lebow Richard Ned, "Play it Again Pericles: Agents, Structures and the Peloponnesian War", *European Journal of International Relations*, June 1996, Vol. 2, n°2, pp. 231-258.

Levy Jack S., "Learning and foreign policy: sweeping a conceptual minefield", *International Organization*, Spring 1994, Vol. 48, n°2, pp. 279-312.

Lippmann Walter, *Public Opinion*, The Free Press, 1922.

Little Richard, "Deconstructing the Balance of Power: two traditions of thought", *Review of International Studies*, April 1989, Vol. 15, n°2, pp. 87-99.

Lyska George, *Nations in Alliance: The Limits of Interdependence*, John Hopkins University Press, 1962.

Manning C.A.W., *The Nature of International Society*, Macmillan, 1975.

Mao Zeev, *National Choices and International Processes*, Cambridge University Press, 1990.

Mearsheimer John J., "Back to the Future : Instability in Europe after the Cold War", *International Security*, Summer 1990, Vol. 15, n°1, pp. 5-56.

Mercer Jonathan, "Anarchy and identity", *International Organization*, Spring 1995, Vol. 49, n°2, pp. 229-252.

Milner Helen, "The Assumption of Anarchy in International Relations Theory : A Critique", *Review of International Studies*, January 1991, Vol. 17, n°1, pp. 67-85.

Moravcsik Andrew, "Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics", *International Organization*, Autumn 1997, Vol. 51, n°4, pp. 513-553.

Moravcsik Andrew, *The Choice for Europe, Social Purpose & State Power from Messina to Maastricht*, Cornell University Press, 1998.

Moravcsik Andrew, "Le grain et la Grandeur: Les origines économiques de la politique européenne du Général de Gaulle", *Revue Française de Science Politique*, Août-Octobre 1999, Vol. 49, n°4-5, pp. 507-543 et Février 2000, Vol. 50, n°1, pp. 73-124.

Morgenthau Hans J., "Alliances in Theory and Practices", in Wolfers Arnold, *Alliance Policy in the Cold War*, John Hopkins University Press, 1959.

Morgenthau Hans, *Politics Among Nations, The Struggle for Power and Peace*, McGraw-Hill, 5^{ème} Ed., 1978.

Mueller John, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War*, Basic Books, 1989.

Neumann I.B. et Ole Waever, *The Future of International Relations: Masters in the Making?*, Routledge, 1997.

Ninkovich Frank, *Modernity and Power*, The University of Chicago Press, 1994.

Niou Emerson M. et Peter C. Ordeshook, "The Prospects for a New International Order Based on Collective Security", in Downs George (Ed.), *Collective Security Beyond the Cold War*, University of Michigan Press, 1994, pp. 69-82.

Nye Joseph, "Neorealism and Neoliberalism", *World Politics*, January 1988, Vol. XL, n°2, pp. 235-251.

Owen James M., "How Liberalism Produces Democratic Peace", *International Security*, Fall 1994, Vol. 19, n°4, pp. 87-125.

Oye Kenneth, *Cooperation under Anarchy*, Princeton University Press, 1986.

Pierson Paul, "The Path to European Union: An Institutionalist Account", *Comparative Political Studies*, April 1996, Vol. 29, n°2, pp. 123-164.

Powell Robert., "Absolute and Relative Gains in International Relations Theory", *American Political Science Review*, September 1991, Vol. 85, n°3, pp. 1303-1320

Reiter Dan, *Crucible of Beliefs: Learning, Alliances and World Wars*, Cornell University Press, 1996.

Reus-Smit Christian, "Realist and Resistance Utopias: Community, Security and Political Action in the New Europe", *Millennium*, Spring 1992, Vol. 21, n°1, pp. 1-28.

Reynolds David, "1940: fulcrum of the twentieth century ? ", *International Affairs*, April 1990, Vol. 66, n°2, pp. 325-350.

Risse-Kappen Thomas, "Collective Identity in a Democratic Community: the Case of NATO", in Katzenstein Peter J. (Ed.), *The Culture of National Security*, Columbia University Press, 1996, pp. 357-399.

Risse-Kappen Thomas, "Democratic Peace-Warlike Democracies ? A Social Constructivist Interpretation of the Liberal Argument", *European Journal of International Relations*, December 1995, Vol. 1, n°4, pp. 491-517.

Risse-Kappen Thomas, "Ideas do not float freely: transnational coalitions, domestic structures and the end of the Cold War", *International Organization*, Spring 1992, Vol. 48, n°2, p. 214.

Risse-Kappen Thomas, *Cooperation among Democracies: The European Influence on US Foreign Policy*, Princeton University Press, 1995.

Risse-Kappen, Thomas, "Did 'Peace Through Strength' End the Cold War? Lessons from INF", *International Security*, Summer 1991, Vol.16, n°1, pp. 162-188.

Rosenau James N., "Before cooperation : hegemons, regimes and habit-driven actors in world politics", *International Organization*, Autumn 1986, Vol. 40, n°4, pp. 872-873.

Rothstein Robert L., *Alliances and Small Powers*, Columbia University Press, New York, 1968.

Ruggie John G., "Continuity and Transformation in the World Polity: Towards a Neorealist Synthesis", *World Politics*, January 1983, Vol. XXXV, n°2, pp. 261-285.

Ruggie John Gerard, "What Makes the World Hang Together ? Neo-utilitarianism and the Social Constructivist Challenge", *International Organization*, Autumn 1998, Vol. 52, n°4, pp. 855-885.

Russett Bruce, *Grasping the democratic Peace: Principles for a post-Cold war World*, Princeton University Press, 1993.

Schroeder Paul, "Alliances, 1815-1945 : Weapons of Power and Tools of Management", in Knorr Klaus (Ed.), *Historical Dimension of National Security Problems*, 1976, pp. 227-262.

Schroeder Paul, "Historical Reality versus Neorealist Theory", *International Security*, Summer 1994, Vol. 19, n°1, pp. 108-148.

Schroeder Paul, *The Transformations of European Politics, 1763-1848*, Clarendon Press, 1994.

Schwartz Thomas A., "The United States and Germany after 1945: Alliances, Transnational Relations and the Legacy of the Cold War", *Diplomatic History*, Fall 1995, Vol. 19, n°4, p. 547-563.

Schweller Randall L., "Bandwagoning for Profit: Bringing the Revisionist State Back In", *International Security*, Summer 1992, Vol. 19, n°2, pp. 72-107.

Searle John R., "Rationality and Realism, What is at Stake", *Daedalus*, Fall, 1993, Vol. 122, n°4, pp. 55-83.

Searle John R., *The Construction of Social Reality*, Penguin Books, 1995.

Sewell William H., "A Theory of Structure: Duality, Agency and Transformation", *American Journal of Sociology*, July 1992, Vol. 98, n°1, pp. 1-29.

Silkett Wayne A., "Alliance and Coalition Warfare", *Parameters*, Summer 1993, pp. 74-85.

Simon Herbert, *Models of Man*, Wiley, 1957.

Simpson Christopher, *Universities and Empire: Money and Politics in the social sciences during the Cold War*, New Press, 1998

Smith Anthony, "National Identity and the Idea of European Unity", *International Affairs*, January 1992, Vol. 68, n°1, pp. 55-76.

- Smith Michael, "The Europeanization of European Political Cooperation: Trust, Transgovernmental Relations and the Power of Informal Norms", Working Paper, November 1996.
- Smith Michael, Steve Smith et Brian White, *British Foreign Policy: Tradition, Change and Transformation*, Allen and Unwin, 1988.
- Smith Steve, "Positivism and beyond", in Ken Booth et Marysia Zalewski (Eds.), *International theory: positivism and beyond*, Cambridge University Press, 1996, pp. 11-44.
- Smoke Richard (Ed.), *Perceptions of Security, Public Opinion and Experts Assessments in Europe's New Democracies*, Manchester University Press, 1996.
- Snidal Duncan., "Relative Gains and the Pattern of International Cooperation", *American Political Science Review*, December 1991, Vol. 85, n°4, pp. 701-726.
- Snyder Glenn H., "Process Variables in Neorealist Theory", *Security Studies*, Summer 1997, pp. 167-192.
- Snyder Jack et Jervis Robert (ed.), *Dominoes and Bandwagons : Strategic Beliefs and Great Power Competition in the Eurasian Rimland*, Oxford University Press, 1991.
- Steinbruner John, *The Cybernetic Theory of Decision: New Dimensions of Political Analysis*, Princeton University Press, 1974.
- Stuart Leslie W., *The Cold War and American Science: the military-industrial-academic complex at MIT and Stanford*, Columbia University Press, 1993.
- Tetlock Philip E. et Aaron Belkin, *Counterfactual Thought Experiments in World Politics*, Princeton University Press, 1996, pp. 1-39.
- Vasquez John A., "The Realist Paradigm and Degenerative versus Progressive Research Programs: An Appraisal of Neotraditional Research on Waltz's Balancing Proposition", *American Political Science Review*, December 1997, Vol. 91, n°4, pp. 899-912.
- Vasquez John A., *The Power of Power Politics*, Cambridge University Press, 1998.
- Venesson Pascal, "Bombarder pour Convaincre? Puissance aérienne, rationalité limitée et diplomatie coercitive au Kosovo", *Cultures & Conflits*, Printemps 2000, n°37, pp. 23-59.
- Waever Ole, "Discourse Analysis as Foreign Policy Theory: The Case of Germany and Europe", Center for German and European Studies, Berkeley, November 1996, 49 pp.
- Waever Ole, Pierre Lemaitre et Elizabeta Tromer, *European Polyphony: Perspectives beyond East-West Confrontation*, Macmillan, 1989.
- Walker R. B. J., "History and Structure in the Theory of International Relations", *Millenium*, Summer 1989, Vol. 18, n°2, pp. 308-339.
- Walt Stephen M., "The Renaissance of Security Studies", *International Studies Quarterly*, Vol. 35, 1991, pp. 211-239.
- Walt Stephen M., "Alliance Formation and the Balance of Power", *International Security*, Spring 1985, Vol. 9, n°4, pp. 3-43.
- Walt Stephen M., "Alliances in Theory and Practice: What lies ahead ?", *Journal of International Affairs*, Summer 1989, Vol. 43, n°1, pp. 1-18.
- Waltz Kenneth N., "Evaluating Theories", *American Political Science Review*, December 1997, Vol. 91, n°4, pp. 913-917.
- Waltz Kenneth N., "The Emerging Structure of International Politics", *International Security*, Fall 1993, Vol. 18, n°2, pp. 44-79.
- Waltz Kenneth N., "The Stability of a Bipolar World", *Daedalus*, Summer 1964, Vol. 93, n°3, pp. 881-909.
- Waltz Kenneth N., *Theory of International Politics*, Addison-Wesley, 1979.
- Watt D. C., "Ideology in British Foreign Policy", *The Jerusalem Journal of International Relations*, March 1987, Vol. 9, n°1, pp. 85-111.

Weber Steve, "Shaping the Post-War Balance of Power: Multilateralism in NATO", in Ruggie John, *Multilateralism Matters*, Columbia University Press, 1992, pp. 233-293.

Wendt Alexander, "The Agent-Structure Problem in International Relations Theory", *International Organization*, Summer 1987, Vol. 41, n°2, pp. 335-370.

Wendt Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, 1999.

Friedman Gil et Harvey Starr, *Agency, Structure and International Politics: from Ontology to Empirical Inquiry*, Routledge, 1997.

Wight Colin, "They Shoot Dead Horses Don't They ? Locating Agency in the Agent-Structure Problematique", *European Journal of International Relations*, March 1999, Vol. 5, n°1, pp. 109-142.

Wight Gabriele et Brian Porter, *Martin Wight, The Three Traditions*, Leicester University Press, 1991.

Williams Michael C., "Identity and the Politics of Security", *European Journal of International Relations*, June 1998, Vol. 4, n°2, pp. 204-225.

Wittkopf Eugene R., *Faces of Internationalism*, Duke University Press, 1990.

Zinnes Dina A., "An Analytical Study of the Balance of Power Theories", *Journal of Peace Research*, 1967, Vol. 4, n°3, pp. 270-287.

2. Ouvrages et articles de fond.

Acheson Dean, *Present at the Creation*, W.W. Norton & Company, 1969.

Adomeit Hannes, "Gorbachev and German Unification: Revision of Thinking, Realignment of Power", *Problems of Communism*, July-August 1990, Vol. 39, pp. 1-23.

Aron Raymond et Daniel Lerner, *La querelle de la CED, Essais d'analyses sociologiques*, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Armand Colin, 1956.

Aron Raymond, *République impériale: Les Etats-Unis dans le monde, 1945-1972*, Calmann-Lévy, 1973.

Art Robert J., "Why Western Europe Needs the United States and NATO", *Political Science Quarterly*, Spring 1996, Vol. 111, pp. 1-39.

Asmus Ronald D., *Germany's Contribution to Peacekeeping: Issues and Outlook*, Rand Corporation, 1995.

Baker James et Thomas M. DeFrank, *The Politics of Diplomacy, Revolution, War & Peace, 1989-1992*, G. P. Putnam's Sons, 1995.

Banchoff Thomas, "German Identity and European Integration", *European Journal of International Relations*, September 1999, Vol. 5, n°3, p. 259-289.

Banchoff Thomas, "German Policy Towards the European Union: The Effects of Historical Memory", *German Politics*, April 1997, Vol. 6, n°1, pp. 60-76.

Banks William C. et Jeffrey D. Straussman, "A new imperial presidency ? Insights from US involvement in Bosnia", *Political Science Quarterly*, Summer 1999, vol.114, n°2, pp. 195-218.

Barry Charles, "Combined Joint Task Forces in Theory and Practice", in Gordon Philip H., *NATO's Transformation, The Changing Shape of the Atlantic Alliance*, Rowman & Littlefield Publishers, 1997, pp. 203-219.

Bert Wayne, *The Reluctant Superpower: United States Policy in Serbia, 1991-1995*, St. Martin Press, 1997.

Bertram Christoph, "Multilateral Diplomacy and Conflict Resolution", *Survival*, Winter 1995/96, Vol. 37, n°4, pp. 65-82.

Bertram Christopher, "The Power and the Past: Germany's New International Loneliness", in Baring Arnulf (Ed.) *Germany's New Position in Europe: Problems and Perspectives*, Berg Publishers, 1994, pp. 91-105.

Beshloss Michael R. and Strobe Talbott, *At The Highest Levels, The Inside Story Of The End Of The Cold War*, Little, Brown and Company, 1993.

Best Richard A., *Cooperation with Like-Minded People's: British Influences on American Security Policy, 1945-1947*, Greenwood Press, 1986.

Bougarel Xavier, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, La Découverte, 1996.

Boyer Yves, Pierre Lellouche et John Roper, *Pour une nouvelle entente cordiale: la relance de l'alliance franco-britannique en matière de sécurité*, IFRI-RIIA, Masson, 1988.

Bozo Frédéric, "Organisations de sécurité et insécurité en Europe", *Politique étrangère*, Printemps 1993, n°2, pp. 447-458.

Bozo Frédéric, *Deux stratégies pour l'Europe: De Gaulle, les Etats-Unis et l'Alliance atlantique: 1958-1969*, Plon, 1996.

Braillard Philippe, "La difficile quête d'un système de sécurité en Europe, les limites de l'approche institutionnelle", *Revue d'études internationales*, Mars 1995, Vol. XXVI, n°1, pp. 5-34.

Brune, Lester H., (Ed.), *The United States and post-Cold War Interventions: Bush and Clinton in Somalia, Haiti and Bosnia, 1992-1998*, Regina Books, 1998.

Buffet Cyril, *Mourir pour Berlin: la France et l'Allemagne, 1945-1949*, Armand Colin, 1991.

Bush George et Brent Scowcroft, *A World Transformed*, Alfred A. Knopf, 1998.

Calleo David P. et Eric R. Staal, (Eds.), *Europe's Franco-German Engine*, Brookings Institution, 1998.

Carpenter Ted Gallen et Barbara Conry, *NATO Enlargement: Illusions and Reality*, Cato Institute, 1998.

Chafetz Glenn, "The Consequences of NATO Alliance Interaction for Member State Identities: A preliminary Empirical Analysis of Social Identity Theory", Paper presented at the 1996 ISA meeting, San Diego.

Clark Ian et Wheeler Nicolas J., *The British Origins of Nuclear Strategy, 1945-1955*, Clarendon Press, 1989

Cogan Charles, *Forced to Choose, France, the Atlantic Alliance and NATO, Then and Now*, Praeger, 1995.

Cohen Samy (Ed.), *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, Presses Universitaires de France, 1998.

Cohen William, "Meeting the Challenges To Transatlantic Security in the 21st Century: A Way Ahead for NATO and the EU", Remarks at the Informal Defense Ministerial Meeting, Birmingham, 10 October 2000.

Crawford Beverly, "Explaining Defection from International Cooperation: Germany's Unilateral Recognition of Croatia and Slovenia: A Case from Defection from Multilateral Cooperation", *World Politics*, July 1996, Vol. 48, n°4, pp. 482-521.

Croft Stuart, "British Policy Towards Western Europe, 1947-1949: the best possible Worlds ?", *International Affairs*, Autumn 1988, Vol. 64, n°4, pp. 617-629.

Cushman Thomas et Metrovic Stjepan G., *This time we knew: western responses to genocide in Bosnia*, New York University Press, 1996

Danchev Alex (Ed.), *International Perspectives on the Yugoslav Conflict*, Macmillan, 1996.

Danner Mark, "Clinton, The UN and the Bosnian Disaster", *New York Review of Books*, December 18 1997, Vol. XLIV, n°20.

Danner Mark, "Operation Storm", *New York Review of Books*, October 22 1998, Vol. XLV, n°16.

Danner Mark, "Slouching toward Dayton", *New York Review of Books*, April 23 1998, Vol. XLV, n°7.

Danner Mark, "The US and the Yugoslav Catastrophe", *New York Review of Books*, November 20 1997, Vol. XLIV, n°18.

David Rhode, *Endgame. The betrayal and fall of Srebrenica: Europe's worst massacre since World War II*, Westview Press, 1997.

Dawisha Karen, *Eastern Europe, Gorbachev, and Reform: The great challenge*, Cambridge University Press, 1988.

Deighton Anne, *Britain and the First Cold War*, Macmillan, 1990.

Drew Elizabeth, *On the Edge, The Clinton Presidency*, Touchstone, 1994.

Edwards Mickey, Stephen J. Solarz et alii., *Financing America's Leadership*, Brookings Institution, 1997.

Elgey Georgette, *Histoire de la IV^{ème} République: La République des Tourmentes 1954-1959*, Fayard, 1992.

Eyal Jonathan, "NATO's enlargement: anatomy of a decision", *International Affairs*, October 1997, Vol. 73, n°4, pp. 695-719.

Fischer Marc, *After the Wall: Germany, the Germans and the Burdens of History*, Simon & Schuster, 1995.

Flanagan Stephen J et Fen Osler Hampson, *Securing Europe's Future*, Croom & Helm, 1986.

Freedman Lawrence et Karsh Efraim, *The Gulf Conflict, 1990-1991: Diplomacy and War in the New World Order*, Princeton University Press, 1993.

Freeman Walter D., Randall J. Hess et Manual Faria, "The Challenges of Combined Operations", *Military Review*, 1992, Vol. 72, n°11, pp. 2-11.

Gaddis John Lewis, "History, Grand Strategy and NATO Enlargement", *Survival*, Spring 1998, Vol. 40, n°1, pp. 145-151.

Gaddis John Lewis, *The Long Peace: Inquiries into the History of the Cold War*, Oxford University Press, 1987.

Garton Ash T., *In Europe's Name: Germany and the Divided Continent*, Random House, 1993.

Garton Ash T., *The Magic Lantern, The Revolution of '89 witnessed in Warsaw, Budapest, Berlin and Prague*, Vintage Books, 2^{ème} Ed., 1993.

Gates Robert M., *From the Shadows*, Touchstone Book, 1997.

Gedmin Jeffrey (ed.), *European Integration and American Interests, What the New Europe really means for the United States*, AEI Press, Washington, 1997, pp. 24-30.

Glitman Maynard, "US policy in Bosnia: rethinking a flawed approach", *Survival*, Winter 1996/97, Vol. 38, n°4, pp. 66-83.

Goldgeier James M., *Not Whether but When: The US Decision to Enlarge NATO*, Brookings Institution Press, 1999.

Gompert David, "How to Defeat Serbia", *Foreign Affairs*, July-August 1994, Vol. 73, n°4, pp. 32-35.

Gordon Philip H., *A Certain Idea of France, French Security and the Gaullist Legacy*, Princeton University Press, 1993.

Gordon Philip H., *France, Germany and the Western Alliance*, Westview Press, 1995.

Gordon Philip H., "Europe's Uncommon Foreign Policy", *International Security*, Winter 1997/98, Vol. 22, n°3, pp. 74-100.

Gordon Philip H., *Franco-German Relations and European Integration: A Transatlantic Dialogue Challenges For German and American Foreign Policy*, Brookings Institutions, September 1999.

- Gordon Philip H., (Ed.), *NATO's Transformation, The Changing Shape of the Atlantic Alliance*, Rowman & Littlefield Publishers, 1997.
- Gow James, *Triumph of the Lack of Will: International Diplomacy and the Yugoslav War*, Columbia University Press, 1997.
- Grant Charles, "European Defence Post-Kosovo", Centre For European Reform Working Paper, June 1999.
- Grayson George W., *Strange Bedfellows, NATO Marches East*, University Press of America, 1999.
- Grosser Alfred, *Les Occidentaux*, Fayard, 1978.
- Guicherd Catherine, "The Hour of Europe: Lessons from the Yugoslav Conflict", *Fletcher Forum of World Affairs*, Summer 1993, Vol. 17, n°2, pp. 41-57.
- Gutmann Roy, *A Witness to Genocide*, Macmillan, 1993.
- Gwertzman Bernard et Michael T. Kaufman (Eds.), *The Collapse of Communism*, Times Books, 1991.
- Haftendorn Helga, "Gulliver in der Mitte Europas: Internationale Verflechtung und nationale Handlungsmöglichkeiten", in Kaiser Karl et Hanns Maull (Eds.), *Deutschlands neue Außenpolitik. Band I; Grundlagen*, Oldenbourg, 1994, pp. 129-152.
- Haglund David G., *Alliance Within the Alliance, Franco-German Military Cooperation and the European Pillar of Defense*, Westview Press, 1991.
- Haglund David G., "Who's afraid of Franco-German Military Cooperation", *European Security*, Winter 1993, Vol. 2, n°4, pp. 612-630.
- Haine Jean-Yves, "Etats-Unis-Europe: un héritage en déshérence", *L'Année Européenne*, 1999.
- Haine Jean-Yves, "L'élargissement de l'OTAN ou la quadrature du cercle atlantique: Bâtir Vienne, Eviter Versailles", *L'année Européenne*, 1997.
- Haine Jean-Yves, *Les Décisions Nucléaires en France et en Grande-Bretagne, une Etude Comparative*, Sorbonne, 1994.
- Heisbourg François, "European Defence: Making It Work", *Cahiers de Chaillot*, n°42, 2000.
- Hellmann Gunther, "Goodbye Bismarck? The Foreign Policy of Contemporary Germany", *Mershon International Studies Review*, April 1996, Vol. 40, n°1, pp. 1-39.
- Hodge Carl C., "Botching the Balkans: Germany's Recognition of Slovenia and Croatia", *Ethics and International Affairs*, 1998, Vol. 12, pp. 1-18.
- Holbrooke Richard, *To End A War*, Random House, 1998.
- Honig Jan Willem et Norbeth Both, *Srebrenica: record of a war crime*, Penguin Books, 1997.
- Hutchings Robert, *American Diplomacy and the End of the Cold War*, John Hopkins University Press, 1997.
- Ignatieff Michael, *Virtual War, Kosovo and Beyond*, Metropolitan Books, 2000.
- Ireland Timothy P., *Creating the Entangling Alliance: The Origins of the North Atlantic Organization*, Greenwood Press, 1987.
- Jakobsen Peter V., *Use and Abuse of Military Threats in Bosnia-Herzegovina: Why Compellence and Deterrence Failed*, Department of Political Science, Aarhus University, 1996.
- James Harold et Marla Stone, *When the Wall Came Down: Reactions to German Unification*, Routledge, 1992.
- Jarauschkonrad H., *The Rush to German Unity*, Oxford University Press, 1994.
- Jopp Mathias, "The Strategic Implications of European Integration", *Adelphi Paper*, n°290, 1994.
- Jordan Nicole, *The Popular Front and Central Europe: The Dilemmas of French Impotence, 1918-1940*, Cambridge University Press, 1992.

Judah Tim, *Kosovo War and Revenge*, Yale University Press, 2000.

Kaiser Karl et Pierre Lellouche, *Le couple franco-allemand et la défense de l'Europe*, IFRI, 1986.

Katzenstein Peter J., *Policy and Politics in West Germany: The Growth of a semi-sovereign state*, Temple University Press, 1987.

Katzenstein Peter J., *Tamed Power: Germany in Europe*, Cornell University Press, 1997.

Kelleher Catherine, "Defense Organization in Germany: A Twice Told Tale", in Art Robert J., *Reorganizing America's Defense: Leadership in War and Peace*, Brassey's International Publishers, 1985.

Keohane Robert O., Joseph S. Nye et Stanley Hoffmann, *After the Cold War, International Institutions and State Strategies in Europe, 1989-1991*, Harvard University Press, 1993.

Keukeleire Stephan, "Franco-German Security Cooperation", in Kirchner Emil J. et James Sperling, *The Federal Republic of Germany and NATO*, Macmillan, 1992.

Kiessler Richard et Elbe Frank, *Ein runder Tisch mit scharfen Ecken*, Nomos, 1993.

Künhardt Ludger, "Germany's Role in European Security", *SAIS Review*, 1995, pp. 103-128.

Laura Silber et Little Alan, *The Death of Yugoslavia*, Penguin Books, 1996.

Layne Christopher, "Continental Divide: Time to Disengage in Europe", *The National Interest*, Fall 1988, n°13, pp. 13-27.

Leigh-Phippard Helen, "The Contact Group on (and) in Bosnia: an exercise in conflict mediation ?", *International Journal*, Spring 1998, Vol.53, n°2, pp. 306-324.

Loza Tihomir, "From hostages to Hostiles", *War Report*, July 1995, n°43, pp. 28-38.

MacAdams James A., "Germany after Unification: Normal At Last ?", *World Politics*, January 1997, Vol. 49, n°2, pp. 282-308.

Maier Charles, *Dissolution: The crisis of Communism and the end of East Germany*, Princeton University Press, 1997.

Mandelbaum Michael, *The Dawn of Peace in Europe*, Twentieth Century Fund Press, 1996.

Marsh David, *Germany and Europe, the Crisis of Unity*, Mandarin Books, 1995.

Mastny Vojtech, *The Cold War and Soviet Insecurity: The Stalin Years*, Oxford University Press, 1996.

Melissen Jan et Bert Zeeman, "Britain and Europe, 1945-1951: opportunities lost ?", *International Affairs*, Winter 1986/87, Vol. 63, n°1, pp. 81-95.

Menon Anand, "From Independence to cooperation: France, NATO and European Security", *International Affairs*, January 1995, Vol. 71, n°1, pp. 19-34.

Menon Anand, "France and the IGC of 1996", *Journal of European Public Policy*, June 1996, Vol. 3, n°2, pp. 231-251.

Mitterrand François, *De l'Allemagne, de la France*, Odile Jacob, 1996.

Moens Alexander, "Behind Complementarity and Transparency: The Politics of the European Security and Defence Identity", *Journal of European Integration*, 1992, Vol. XVI, pp. 40-41.

Moens Alexander, "NATO's Dilemma and the Elusive European Defence Identity", *Security Dialogue*, December 1998, Vol. 29, n°4, pp. 463-475.

Moisi Dominique, *La France et la défense de l'Europe, de la CED à l'armement nucléaire: réalités politiques et analyses stratégiques*, Panthéon-Sorbonne, 1975.

Mongin Dominique, *La genèse de l'armement nucléaire français, 1945-1958*, Thèse Panthéon-Sorbonne, 1991.

Morillon Philippe, *Croire et Oser, Chronique de Sarajevo*, Grasset, 1993.

Morris Dick, *Behind the Oval Office: Winning the Presidency in the Nineties*, Random House, 1997.

Moyne-Bressand Alain, *Le corps européen et la sécurité de l'Europe*, Commission de la Défense nationale de l'Assemblée nationale, Rapport d'information n°845, Décembre 1993.

Müller Harald, "Military Intervention for European Security: The German Debate", in Freedman Lawrence, *Military Intervention in European Conflict*, Blackwell, 1994.

Mushaben Joyce Marie, "A Search for Identity: the 'German Question' in Atlantic Alliance Relations", *World Politics*, April 1988, Vol. XL, n°3, pp. 395-417.

Neville-Jones Pauline, "Dayton, IFOR and Alliance Relations in Bosnia", *Survival*, Winter 1996-1997, Vol. 38, n°4, pp. 45-65.

Ninkovich Frank, *Germany and the United States: the transformation of the German question since 1945*, Twayne, 1995.

Owen David, *Balkan Odyssey*, Harcourt Brace & Company, 1995.

Pond Elizabeth, *Beyond the Wall, Germany's Road to Unification*, Brookings Institution, 1993.

Pons, Frédéric, *Les Français à Sarajevo: les bataillons piégés, 1992-1995*, Presses de la Cité, 1995.

Présidence de l'Union européenne, Reports to the Helsinki European Council on "Strengthening the Common European Policy on Security and Defence" and on "Military Crisis management of the EU", Helsinki, 10-11 December 1999.

Reynolds David, "Rethinking Anglo-American Relations", *International Affairs*, Winter 1988-89, Vol. 65, n°1, pp. 89-111.

Rieff David, *Slaughterhouse: Bosnia and the Failure of the West*, Touchstone, 1995.

Schake Kori, "NATO after the Cold War, 1991-1995: Institutional Competition and the Collapse of the French Alternative", *Contemporary European History*, November 1998, Vol. 7, n°3, p. 79-407.

Schake Kori, Amaya Bloch-Lainé et Charles Grant, "Building a European Defence capability", *Survival*, Spring 1999, Vol. 41, n°1, pp. 20-40.

Schlör Wolfgang F., "German Security Policy: An Examination of the Trends in German Security Policy in a New European and Global Context", *Adelphi Paper*, n°277, June 1993.

Schmidt Peter, "The Special Franco-German Security Relationship in the 1990s", *Cahiers de Chaillot*, n°8, 1993.

Schwarz Hans-Peter, "United Germany and European Integration", *SAIS Review*, 1995 Vol. 15 Numéro Spécial, pp. 83-101.

Schwilk Heimo et Schacht Ulrich, *Die Selbstbewußte Nation*, Ullstein, 1995.

Serfaty Simon, *Stay the Course: European Unity and Atlantic Solidarity*, Praeger, 1997.

Sharp Jane M. O., "Dayton Report Card", *International Security*, Winter 1997/98, Vol. 22, n°3, pp. 101-137.

Sharp Jane M. O., *Bankrupt in the Balkans: British Policy in Bosnia*, Institute for Public Policy Research, London, 1992.

Sharp Paul, *Thatcher's Diplomacy, The Revival of British Foreign Policy*, Macmillan, 1997. pp. 202-224.

Sicherman Harvey, "NATO Germany and Pragmatism's Finest Hour", *Orbis*, Fall 1997, Vol. 41, n°4, pp. 615-628.

Smith Joseph, *The Origins of NATO*, University of Exeter Press, 1990

Solomon Gerald B., *The NATO Enlargement Debate, 1990-1997: Blessings of Liberty*, Praeger, 1999.

Soutou Georges-Henri, *L'Alliance incertaine, les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Fayard, 1996.

Stent Angela E., *Russia and Germany Reborn, Unification, the Soviet Collapse and the New Europe*, Princeton University Press, 1999.

Talbott Strobe, *At the Highest Levels: The Inside Story of the End of the Cold War*, Little Brown, 1993.

Teltschik Horst, *329 Tage : Innenansichten der Einigung*, Siedler, 1991.

Thatcher Margaret, *The Downing Street Years*, HarperCollins, 1993.

Trachtenberg Marc, *A Constructed Peace: The Making of the European Settlement 1945-1963*, Princeton University Press, 1999.

Tucker Robert W. et David C. Hendrickson, "America and Bosnia", *National Interest*, Autumn 1993, Vol. 33, pp. 14-27.

Ullman Richard H. (Ed.), *The World and Yugoslavia's Wars*, Council on Foreign Relations Press, 1996.

Urban George R., *Diplomacy and Disillusion at the Court of Margaret Thatcher; An Insider's View*, Tauris Publishers, 1996.

Védrine Hubert et Dominique Moïsi, *Les Cartes de la France à l'Heure de la Mondialisation*, Fayard, 2000.

Védrine Hubert, *Les mondes de François Mitterrand, A l'Elysée, 1981-1995*, Fayard, 1996.

Wallander Celeste, *Mortal Friends, Best Enemies; German-Russian Cooperation after the Cold War*, Cornell University Press, 1999.

Weiss Thomas G. et Laura S. Hayes Holgate, "Opportunities and Obstacles for Collective Security after the Cold War", in Dewitt David, David Haglund et John Kirton, *Building a New World Order*, Oxford University Press, 1993, pp. 258-283.

Willis Roy F., *France, Germany and the New Europe: 1945-1967*, Oxford University Press, 1968.

Wohlforth William C. (Ed.), *Witnesses to the End of the Cold War*, The John Hopkins University Press, 1996.

Wood Pia Christina, "France and the Post-Cold War Order: The Case of Yugoslavia", *European Security*, Spring 1994, Vol. 3, n°1, pp. 132-145.

Zelikow Philip and Condoleezza Rice, *Germany Unified and Europe Transformed: a study in statecraft*, Harvard University Press, 1995.

Zimmermann Warren, *Origins of a Catastrophe, Yugoslavia and its destroyers*, Times Book, 1999.

PUBLICATIONS

Les Documents et les Rapports du C2SD

1996

1. Serge Gadbois, « **Recrutement, mobilité et reconversion des militaires : un état des recherches menées au Centre de Sociologie de la Défense Nationale (1969-1994)** », mars 1996, *Les documents du C2SD*, 51 pages plus index bibliographique.
2. Marie-Amélie Bouchard, « **La féminisation des écoles d'officiers, école de l'air, école spéciale militaire et école navale** », novembre 1996, *Les rapports du C2SD*, 39 pages (épuisé).

1997

3. Serge Dufoulon, Jean Saglio, Pascale Trompette, « **La mémoire de la mer : mobilités des hommes et capitalisation des savoir sur un bâtiment de combat** », janvier 1997, *Les rapports du C2SD*, 85 pages (épuisé).
4. Barbara Jankowski, Philippe Rivaud et Hugues Simonin, « **L'esprit de défense : définition, évolution et mesure** », mars 1997, *Les rapports du C2SD*, 58 pages (épuisé).
5. André Thieblemont, « **Les Français et le service national : ses fonctions et ses représentations dans la société contemporaine (1970-1996)** », 1997, *Les documents du C2SD*, 131 pages (épuisé).
6. Bernard Paquetteau, « **Analyse des termes du débat sur la réforme du service national (1996-1997). Jeux rhétoriques et enjeux idéologiques** », septembre 1997, *Les documents du C2SD*, 141 pages (épuisé).
7. Pascal Maury, « **La mesure du moral dans les armées** », Actes de la journée d'étude du 23 septembre 1997, *Les rapports du C2SD*, 73 pages (épuisé).

1998

8. Pierre Azoulay, « **Un nouveau profil pour l'armée** », compte rendu du séminaire entre le CEMISS et le CESSD à Rome les 25 et 26 Juin 1997, mars 1998, *Les documents du C2SD*, 44 pages.
9. Barbara Jankowski, « **L'armée professionnelle : quels changements pour l'institution militaire ?** » Enquête auprès des officiers stagiaires de la cinquième promotion du Collège interarmées de défense, mars 1998, *Les rapports du C2SD*, 38 pages (épuisé).
10. Sylvain Broyer, « **La reconversion des engagés volontaires de l'armée de Terre : le cas du premier régiment d'infanterie** », mars 1998, *Les documents du C2SD*, 187 pages.
11. Odile Benoît-Guilbot et Jean-Vincent Pfirsch, « **La décision d'engagement volontaire des militaires du rang : l'armée de Terre** », mai 1998, *Les documents du C2SD*, 140 pages.
12. Pascale Combelles-Siegel, « **La communication des armées : bibliographie commentée** », juin 1998, *Les documents du C2SD*, 83 pages.

1999

13. Emmanuelle Lada et Chantal Nicole-Drancourt, « **Images de l'armée et insertion des jeunes** », janvier 1999, *Les documents du C2SD*, 128 pages (épuisé).
14. Françoise Kogut-Kubiak, Emmanuel Sulzer, Bernard Tabuteau et Marie Vogel, « **La reconversion des EVAT : les savoir-faire acquis dans les spécialités de combat** », janvier 1999, *Les rapports du C2SD*, 90 pages.
15. Serge Dufoulon, Jean Saglio et Pascale Trompette, « **L'influence des métiers et des cultures professionnelles militaires sur les stratégies de reconversion : deux études de cas** », janvier 1999, *Les documents du C2SD*, 110 pages.
16. Serge Dufoulon, Jean Saglio et Pascale Trompette, « **La différence perdue : la féminisation de l'équipage du Montcalm** », février 1999, *Les documents du C2SD*, 182 pages (épuisé).
17. Olivier Galland et J.V Pfirsch, « **Les jeunes, l'armée et la nation** », novembre 1998, *Les rapports du C2SD*, 58 pages.
18. Pascal Boniface, « **La jeunesse et la défense, génération tonton David** », janvier 1999, *Les documents du C2SD*, 56 pages (épuisé).
19. Pierre Azoulay, « **Minorités et forces armées** », compte-rendu d'un séminaire organisé dans le cadre de l'Académie de défense nationale des forces armées autrichiennes à Vienne, mai 1999, *Les documents du C2SD*, 43 pages.
20. « **La notation des officiers** », Actes du séminaire du 8 Avril 1999, *Les rapports du C2SD*, 132 pages (épuisé).
21. Jésus M. Paricio, « **Le monde méconnu de nos militaires** », traduction du livre espagnol « Para conocer a nuestros militares », paru en 1983 aux éditions Tecnos, mai 1999, *Les documents du C2SD*, 154 pages.
22. Pierre Azoulay, « **Les enjeux de la réforme du service national : transition, reconversion, motivation** », septembre 1999, *Les rapports du C2SD*, 43 pages.
23. Antoine Vauchez, « **Recrutement et Reconversion** », Actes du séminaire du 9 avril 1999, *Les rapports du C2SD*, 81 pages.
24. Dominique Efros et Nicole Fouilleul, « **Les unités de combat en intervention humanitaire : une activité de travail particulière** », décembre 1999, *Les documents du C2SD*, 291 pages.

2000

25. Sylvie Clément, « **Femmes et forces armées** », janvier 2000, *Les documents du C2SD*, 41 pages.
26. Nathalie Woock, « **La réforme du service national : la mise en place des journées d'appel de préparation à la défense** », janvier 2000, *Les documents du C2SD*, 44 pages.
27. Alain Gras et Caroline Moricot, « **Expérience simulée et savoir-faire réel : le travail en équipage dans l'entraînement par simulation de la patrouille maritime** », janvier 2000, *Les documents du C2SD*, 38 pages.
28. Olivier Galland et Jean-Vincent Pfirsch, « **Analyse comparée du rapport des jeunes à la nation et à l'armée : le cas de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne** », janvier 2000, *Les rapports du C2SD*, 84 pages.
29. William Genieys, Jean Joana et Andy Smith, « **Professionalisation et condition militaire : une comparaison France/Grande-Bretagne** », septembre 2000, *Les documents du C2SD*, 212 pages.
30. « **Catalogue des publications du C2SD** », septembre 2000, *Les rapports du C2SD*, 36 pages.
31. Actes du colloque « **Métamorphose des missions ? Le soldat et les armées dans les nouveaux contextes d'intervention** », décembre 2000, *Les documents du C2SD*, 234 pages.

32. Jacques Capdevielle, Luc Chelly et Marc Lebret, « **La civilisation des régiments de l'armée de terre, une coexistence pacifique plus qu'une intégration aboutie** », décembre 2000, *Les documents du C2SD*, 85 pages.
33. Pascal Vennesson, « **La nouvelle armée : la société militaire en tendances, 1962-2000** », *Les rapports du C2SD*, 132 pages.

N.B : les ouvrages épuisés sont consultables à la bibliothèque du C2SD sur rendez-vous et sur le site internet du C2SD : www.c2sd.sga.defense.gouv.fr

Vous pouvez vous procurer gratuitement ces publications en contactant la Division Recherche du C2SD.

Division Recherche :

Barbara Jankowski -	Tél. : 01 53 69 69 94
Guillaume Pichard -	Tél. : 01 53 69 69 95
	Télécopie : 01.53.69.69.73
	E-mail : c2sd@sga.defense.gouv.fr

Centre d'études en sciences sociales de la défense
24 rue de Presles - 75015 PARIS
14 rue Saint-Dominique - 00450 ARMEES

LES CHAMPS DE MARS

Le C2SD publie également à la Documentation Française une revue semestrielle, *les Champs de Mars* (110 Fr le n°).

1. *Les Champs de Mars*, n° 1, « La réforme de la défense : enjeux et société », automne-hiver 1996.
2. *Les Champs de Mars*, n° 2, « Les jeunes et la défense » ; « Opinion publique et service militaire », printemps-été 1997.
3. *Les Champs de Mars*, n° 3, « Le langage des militaires » ; « Les opérations de maintien de la paix », premier semestre 1998.
4. *Les Champs de Mars*, n° 4, « Civilisation, complexité et stratégie » ; « L'armée professionnelle : rôle d'insertion et modes de socialisation », second semestre 1998.
5. *Les Champs de Mars*, n° 5, « Métier militaire et identité féminine », « Puissance nucléaire et pouvoir politique en Russie », premier semestre 1999.
6. *Les Champs de Mars*, n° 6, « La sociologie militaire en France » ; « Les jeunes, l'armée, la nation », deuxième semestre 1999.
7. *Les Champs de Mars*, n° 7 *numéro spécial*, « Actes des premières rencontres Sciences Sociales et Défense des 15 et 16 mars 2000 », premier semestre 2000.
8. *Les Champs de Mars*, n° 8, « Armées et sociétés, Espagne, Italie, Etats-Unis et Amérique Latine » ; « Les schèmes de perception de la puissance », second semestre 2000.

Les Champs de Mars sont diffusés par la Documentation Française
29 quai Voltaire - 75344 PARIS Cedex 07
Tél : 01 40 15 70 00

Le C2SD a publié aussi les actes de colloques qu'il a organisé.
Vous pouvez les commander en écrivant au C2SD.

- *L'esprit de défense à l'épreuve des ruptures*, 1998, ADDIM, 280 pages.
- *Les influences psychologiques*, 1999, ADDIM, 214 pages.
- *Bilan et perspectives de la coopération militaire franco-allemande de 1963 à nos jours*, 1999, ADDIM, 305 pages.